

Françoise Lazare
Lira la suite page 19

Editions du Seuil

Le climat est porteur. La Chine enregistre des taux de croissance spectaculaires, et accueille des investissements étrangers considérables. La plus grande partie de l'Europe centrale a retrouvé le chemin de la croissance, la Russie paraît s'apprêter à faire de même. Il est dommage que Boris Eltsine ait finalement renoncé à participer au G7 de Lyon alors que, pour la première fois, sa participation aux discussions économiques du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays in-

dustriels aurait semblé moins incongrue. Que penser, aujourd'hui, des premières années de transition, c'est-à-dire de passage d'économies centralisées et planifiées à des systèmes libéraux, largement fondés sur l'initiative individuelle ?

La Banque mondiale consacre son rapport annuel sur le développement dans le monde aux progrès de la transition, de la Slovaquie à la Chine, en passant par la Russie, la Mongolie et le Vietnam. La liste des vingt-huit pays concernés aurait pu être plus courte : l'Europe centrale et orientale seulement - ou inclure au contraire des Etats asiatiques et asiatiques séduits par le socialisme, voire, pourquoi pas, certains pays européens.

Le document de la Banque mondiale, comme la plupart des études récentes, conclut prudemment qu'en matière de transition tout dépend du point de départ : la Russie, qui accumulait d'énormes déficits budgétaires, et des retours sur investissements négatifs depuis les années 60, dirait profondément de la Chine, où l'agriculture a été libéralisée à partir de 1978.

Françoise Lazare
Lira la suite page 19

SOMMET Les dirigeants des pays du G 7, réunis à Lyon, ont décidé, jeudi 27 juin, de mettre à l'étude les moyens de renforcer leur coopération dans la lutte contre le terro-

risme. Une réunion des ministres concernés a été fixée en juillet à Paris. ● JACQUES CHIRAC, lors d'un entretien jeudi avec Bill Clinton, s'est opposé à l'embargo imposé par

Washington à l'Iran, à la Libye et à Cuba; il s'est inquiété d'autre part du déclin de l'aide américaine aux pays en voie de développement. ● SUR L'AIDE au développement,

M. Chirac a pu constater qu'il avait des « positions très proches » de celles du premier ministre japonais. Cette question devait être plus amplement discutée vendredi. ● LES

PRÉSIDENTS français et américain se retrouveront samedi soir à Paris et devraient notamment confronter leurs points de vue sur la succession de M. Boutros-Ghali à l'ONU.

Les pays du G 7 veulent renforcer leur coopération contre le terrorisme

Des mesures concrètes devraient être adoptées lors d'une réunion ministérielle, en juillet à Paris.
A Lyon, Jacques Chirac a mis en garde le président américain contre les effets de sanctions contre l'Iran, la Libye et Cuba

LYON
de notre envoyé spécial
Comment faire un peu plus, pour dénoncer le terrorisme, que publier une fois encore une belle et virile condamnation de principe? Confrontés à cette question, au lendemain de l'attentat anti-américain de Khobar, en Arabie saoudite, les chefs d'Etat et de gouvernement du G 7 ont, jeudi 27 juin à Lyon, contourné l'obstacle en renvoyant l'examen de mesures concrètes à leurs ministères des affaires étrangères. Ceux-ci et leurs collègues en charge des problèmes de sécurité se réuniront dans trois semaines à Paris avec un ordre du jour précis: renforcer encore la coordination en matière de lutte contre le terrorisme.

Il y aura donc un mini-sommet antiterroriste à Paris, comme il y en avait eu un, il y a quelques semaines à Charm el Cheikh, en Egypte. Telle est la principale mesure décidée lors du dîner de politique étrangère qui a réuni à la mairie de Lyon Jacques Chirac et ses invités du G 7: Bill Clinton,

Helmut Kohl, John Major, Romano Prodi, le Canadien Jean Chrétien et le Japonais Ryutaro Hashimoto. Avant même l'attentat de mercredi - au cours duquel dix-neuf soldats américains ont été tués -, il avait été décidé que le sommet de Lyon adopterait une quarantaine de mesures spécifiques de lutte contre la grande criminalité. C'est la suite d'un travail entamé depuis le G 7 de 1995 à Halifax. Le président Clinton a fait remarquer que nombre de ces mesures devraient aussi être efficaces pour lutter contre le terrorisme: coopération policière et judiciaire, notamment.

UNANIMITÉ
D'un commun accord, Américains et Français avaient proposé de bouleverser l'ordre du jour du sommet pour aborder dès ce dîner de jeudi - et non vendredi après-midi - la question du terrorisme. Mais, si du côté américain on aurait aimé en faire le thème quasi central du sommet, la partie française n'entendait aucunement que le reste du programme de Lyon

soit, pour autant, éclipsé. A l'issue du dîner, les Sept ont adopté, « à l'unanimité », une « déclaration sur le terrorisme ». Elle « condamne l'acte barbare et injustifiable » qu'a été l'attentat de Khobar et fait part d'une « totale solidarité » avec les Etats-Unis et avec l'Arabie saoudite. Elle exprime « la conviction » que « le terrorisme constitue aujourd'hui un défi majeur pour l'ensemble de nos sociétés et de nos Etats ».

A l'issue du dîner, M. Chirac a évoqué « la priorité » que les Sept souhaitent donner à la lutte contre le terrorisme. A ses côtés, Bill Clinton, qui s'exprimait à l'heure de grande écoute des télévisions américaines, a souligné l'universalité du danger terroriste: « que ce soit dans le métro de Paris, à Oklahoma City ou à Manchester, nous sommes tous vulnérables ».

Si les Américains entendaient saisir l'occasion pour faire accepter à leurs alliés les embargos unilatéraux qu'ils ont décidés à l'encontre de Cuba (loi Helms-Burton) ou qu'ils projettent d'imposer à des pays qu'ils accusent de sou-

tenir le terrorisme, tels l'Iran et la Libye, ils se sont, apparemment, heurtés à une fin de non-recevoir. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Chirac, lors de l'entretien d'une heure qu'il a eu avec M. Clinton dans l'après-midi, a, au contraire, mis en garde son hôte. En prenant des sanctions contre des sociétés étrangères déshonorées de commercer avec Cuba ou l'Iran, les Etats-Unis, a-t-il averti le chef de l'Etat, risqueraient de provoquer un « cycle de représailles » de la part de l'Union européenne. On ajoutait encore, côté français, que l'attentat de Khobar ne conduisait aucunement les Sept à renoncer au « dialogue politique » critique qu'ils entretiennent avec l'Iran. Telles sont les limites du soutien européen à la position des Etats-Unis.

IMPRESSIONS CONTRASTÉES
Venant après l'opération israélienne au Liban, en mai, et au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Benyamin Nétanyahou, l'attentat de Khobar confirme la montée des tensions au Proche-Orient. Le su-

jet a été évoqué à deux reprises, jeudi, entre Américains et Français: lors de la conversation Clinton-Chirac et au cours de trois heures de discussion entre le ministre des affaires étrangères Hervé de Charette et le secrétaire d'Etat Warren Christopher. Ce dernier, tout juste de retour du Proche-Orient, a fait part d'impressions contrastées. Selon une source française, il a jugé « positif » que M. Nétanyahou ait décidé d'aller prochainement au Caire et à Amman, avant de se rendre aux Etats-Unis.

En revanche, M. Christopher n'a pas caché les éléments que Washington juge « négatifs » dans l'attitude du nouveau premier ministre israélien: son refus de s'engager à retirer l'armée de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, ou encore ses réticences extrêmes à envisager une rencontre avec Yasser Arafat, le chef du de l'Autorité palestinienne dans les Territoires. Très diplomatiquement, le porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, a observé: « Il y a encore quelques interrogations » quant à la

poursuite du processus de paix. Dans un climat jugé « amical et excellent », à l'image des relations franco-américaines, MM. Chirac et Clinton ont aussi évoqué la Bosnie, l'OTAN - le chef de l'Etat français saluant « l'impulsion » donnée par Bill Clinton afin que puisse prendre forme le pilier européen -, et l'aide au développement. A en croire le porte-parole de la Maison Blanche, Jacques Chirac a fait la leçon à Bill Clinton: en proportion de leur PIB, l'aide que les Etats-Unis consacrent aux pays pauvres est la plus faible du G 7. « Chirac s'est inquiété de ce déclin de l'aide américaine », a rapporté le porte-parole américain, et observé que, selon lui, pareille évolution entamait le leadership des Etats-Unis dans le monde. En gros, M. Clinton se serait dit d'accord avec son hôte, mais aurait fait valoir des considérations de politique intérieure. Les deux présidents poursuivront ces échanges de vues bilatéraux lors du dîner qui les réunira, avec leurs épouses, samedi soir à Paris.

Alain Frachon

Le Japon soutient les efforts français en faveur de l'aide publique au développement

TOKYO
de notre envoyé spécial
Le maintien de l'aide aux pays pauvres et l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voilà quelques-uns des principaux dossiers que le Japon entendait plaider auprès de ses partenaires à la veille du sommet de Lyon, jusqu'à ce que la volonté du président américain Bill Clinton de mettre brusquement l'accent sur la lutte contre le terrorisme vienne bouleverser l'agenda que s'était fixé Tokyo.

Pour le gouvernement de Ryutaro Hashimoto, le premier ministre nippon qui a pris ses fonctions en janvier, ces deux sujets ne sont pas seulement économiques mais diplomatiques. Ils doivent permettre au Japon, la deuxième puissance économique mondiale, d'asseoir sa stature internationale. Et de s'attirer les bonnes grâces des pays africains et de la Chine dans sa quête d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies que Tokyo revendique ouvertement.

« Nous voulons renforcer nos liens avec l'Afrique en étant son plus sélectif sur les projets présentés. Une opération de relations publiques? On peut présenter ainsi notre politique... Il est vrai qu'elle est rentable pour notre image et pour notre économie », reconnaît sans ambages un proche du premier ministre, sous couvert d'anonymat. « La France et le Japon sont les deux principaux donateurs en matière d'aide publique au développement. Il est donc normal que ces deux pays effectuent à Lyon une démarche commune », ajoute-t-il, faisant allusion au souhait de Jacques Chirac de jouer auprès de ses pairs le rôle d'avocat des pays pauvres. Et de

procureur prêt à dénoncer les « grandes nations » et notamment les Etats-Unis (qui se désengagent) de leurs obligations à l'égard du tiers-monde.

Ni les essais nucléaires chinois ni le massacre de la place Tiananmen n'ont remis en question le soutien financier que Tokyo accorde à Pékin

Il reste que, dans ce domaine aussi, chacun défend son pré carré. L'engagement de la France aux côtés de l'Afrique n'est pas un mystère. Chaque année, Paris accorde plus de 3 milliards de dollars (environ 15 milliards de francs) aux pays subsahariens, alors que la contribution du Japon, de l'Allemagne et des Etats-Unis ne dépasse pas, pour chacun d'eux, 1 milliard de dollars. De la même façon, c'est encore l'Asie qui draine plus de la moitié des ressources de l'aide publique japonaise au développement. En 1995, 54,5 % d'une enveloppe totalisant 14,7 milliards de dollars (en progression de 9 % sur 1994) sont allés aux pays de la région, parmi lesquels l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande (contre, il est vrai, 98 % en 1970).

Aujourd'hui, c'est surtout la Chine populaire qui fait l'objet de l'attention de Tokyo. En 1995,

ce pays a reçu à lui seul le tiers des sommes allouées aux pays asiatiques. Et ni les essais nucléaires chinois ni le massacre de la place Tiananmen n'ont remis en question ce soutien financier. « En août 1994 [au lendemain d'un nouvel essai chinois], le gouvernement japonais a décidé de ne plus aider la Chine sous forme de dons », rapporte Akira Nakajima, le directeur général adjoint du bureau de coopération économique au ministère nippon des affaires étrangères. « Mais, ajoute-t-il, le montant de nos prêts, c'est-à-dire l'essentiel de notre aide à la Chine, n'a pas varié ».

S'il peut être taxé de certains accommodements avec la défense des droits de l'homme, voire de complaisance à l'égard d'une puissance nucléaire comme la Chine, le Japon a cependant suspendu son aide au Nigeria au lendemain de l'exécution d'opposants au régime alors que, parallèlement, Tokyo décidait de renforcer son soutien au Kenya, à la Tanzanie et à l'Afrique du Sud après avoir pris en compte les progrès enregistrés par ces pays sur la voie de la démocratie.

En l'espace de dix ans, le Japon, qui a commencé en 1954 son action en faveur du tiers-monde, rappelle Mitsuo Sakaba, conseiller de la délégation japonaise auprès de l'OCDE, aura pratiquement triplé le montant de son aide publique au développement. Celle-ci dépasse à présent les 14 milliards de dollars. En dix ans, elle a plus que triplé. Des sept principaux pays industrialisés présents à Lyon, le Japon est, avec la France, le seul pays à maintenir son effort.

S. M.

En marge du sommet, la succession de M. Boutros-Ghali à la tête de l'ONU

NEW YORK (Nations Unies)

de notre correspondant
Ce n'est pas l'opposition de Washington à la réélection de Boutros Boutros-Ghali à la tête de l'ONU qui a surpris le reste du monde, c'est la manière dont cela a été proclamé qui irrite. Et M. Boutros-Ghali le sait. Ayant décidé de relever le défi américain, le secrétaire général prépare sa défense et le hasard du calendrier lui fournit l'occasion de présenter son cas, en marge du G 7 à Lyon et au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à Yaoundé le 6 juillet.

La stratégie initiale de M. Boutros-Ghali était de ne pas annoncer sa candidature avant la fin de l'été, l'élection du secrétaire général se tenant traditionnellement en octobre. Un article du New York Times annonçant la décision des Etats-Unis d'opposer leur veto pour bloquer la réélection du secrétaire général l'a obligé à se déclarer plus tôt. La stratégie d'attente aurait eu l'avantage d'éviter que le sujet ne devienne un enjeu électoral de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, tout en donnant à M. Boutros-Ghali le temps de négocier un compromis avec les Américains. Elle aurait aussi rendu impossible l'émergence d'autres candidats. Surpris par la fermeté américaine, M. Boutros-Ghali est pour l'instant sur la défensive et va s'attacher à réfuter les raisons avancées par les Américains pour justifier leur opposition à son égard.

D'une certaine façon, les Américains se trouvent dans la même situation. Ils ont été désorientés par la décision du secrétaire général de repousser l'idée d'un compromis - une extension d'un an seulement de son mandat - et de maintenir sa candidature. Washington a aussi été frappé par la réaction négative des autres Etats à son égard et tentent de calmer le jeu. Le reste du monde n'a pas de position très arrêtée. La plupart des pays ressentent toutefois l'attitude américaine comme arrogante.

Le personnel de l'ONU, quant à lui, bien qu'un peu honteusement, se réjouit. Intellectuel brillant et fin, le diplomate égyptien est très apprécié par le peu de personnes qui ont eu l'occasion de le connaître. Mais il n'a jamais su attirer la sympathie du personnel. Il n'a pas non plus su communiquer avec la presse. « Le grand problème de M. Boutros-Ghali est qu'il est secrétaire général à l'ère de la télévision, avance un de ses collaborateurs, et Dieu sait qu'il n'est pas un grand communicateur! »

Ne voulant pas faire de procès politique à Boutros Boutros-Ghali, Washington avance comme motif officiel de son opposition la lenteur avec laquelle il met en place le processus de réforme de l'ONU. Une lecture impartiale de son bilan permet de réfuter cet argument. Mais il n'en est pas moins vrai que, pour l'opinion publique américaine - démocrates et républicains confondus -, M. Boutros-Ghali symbolise tout ce qui va mal à l'ONU. Cette image est volontairement accentuée par le rival républicain du président Clinton à la présidence, Bob Dole. « Si quel qu'un veut bien nous écouter, on peut prouver point par point que les arguments de Washington contre le

Au menu d'un dîner Chirac-Clinton

MM. Chirac et Clinton pourront aborder la question, qui les oppose, de la candidature de M. Boutros-Ghali à un second mandat de cinq ans, lors du dîner qu'ils prendront ensemble samedi soir à Paris. Pour l'instant, Paris entend camper sur sa « Boutrophilie », selon le mot d'un diplomate français présent au sommet de Lyon. La présence du secrétaire général à Lyon peut lui permettre, en coulisse, de faire valoir ses arguments auprès des membres du G 7. Mais c'est surtout la réunion de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 6 juillet à Yaoundé, qui sera cruciale. Il n'est pas certain que l'OUA apporte son soutien à M. Boutros-Ghali, en raison de la division des pays africains.

secrétaire général sont inexacts. Mais cela ne changera rien à la perception des Américains », explique un diplomate qui requiert l'anonymat, en ajoutant: « Dans ces conditions, et comme l'ONU a besoin de la confiance des Américains, il serait peut-être mieux pour l'ONU qu'il parte. »

Certains sont persuadés qu'un compromis avec Washington pour un mandat plus court est encore possible. Mais la plupart pensent surtout aux incertitudes de l'après-Boutros-Ghali. L'idée que les Américains prétendent définir eux-mêmes la « meilleure personne » pour l'ONU inquiète particulièrement les organisations non gouvernementales.

Afsané Bassir Pour

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République « Un G 7 élargi sera en partie paralysé et il aura sans doute vécu »

« A l'origine, la réunion des dirigeants des pays les plus industrialisés devait donner lieu à un échange de vues, en petit comité, sur les questions économiques du moment. Comment expliquer la place de plus en plus importante des dossiers politiques? »

- En réalité, la politique a ac-

compagné les discussions économiques dès les premiers sommets. Dès le milieu des années 80, on a commencé à parler du terrorisme international, de l'environnement puis de la lutte contre le sida. D'une manière générale, les deux grands sujets qui ont dominé les années 80 - la question de la dette et la montée du chômage - n'ont

fait ni l'un ni l'autre l'objet d'une décision concrète du G 7. En revanche, on a vu le catalogue des sujets traités s'élargir et le rôle des figures politiques s'accroître. D'où maintenant l'idée d'inclure la Russie et, pourquoi pas, plus tard, la Chine. Dans cinq ans, la question de ce dernier pays sera sans doute abordée comme l'est actuellement celle de la Russie. Mais un G 7 élargi sera en partie paralysé, et il aura sans doute vécu... »

- Pourquoi?
- Parce qu'au lieu d'être une enceinte réunissant des gens qui peuvent se mettre d'accord et aboutir à des décisions, on passera à un lieu de rencontre réunissant des pays aux situations et aux intérêts par trop divergents. Quand on aura étendu le G 7 par exemple à la Chine, d'autres grands pays, je pense à l'Inde ou au Brésil, voudront aussi en faire partie. A ce moment-là, le G 7 se sera transformé en une configuration internationale très éloignée de son principe d'origine. Reviendra-t-on à un schéma plus proche du format

initial? La réponse, me semble-t-il, dépendra de la volonté qu'afficheront alors un petit groupe de pays, au sein d'un G 7 élargi, pour considérer qu'un problème donné justifie un accord entre les participants et donc une avancée politique décisive sur ce sujet au sommet.

- Est-ce envisageable, à Lyon, sur l'aide publique au développement?
- Très franchement, il s'agit là d'un sujet pour le G 7 uniquement dans le cas où l'on se forge une position commune sur un niveau de contribution précis des pays concernés. Ce qui suppose un engagement clair, une articulation chiffrée, comme le G 7 avait su le faire en son temps à propos du pétrole. Mais, à l'heure actuelle, au moins deux pays, dont la Grande-Bretagne, ne souhaitent pas s'engager dans cette voie. Dans ce cas-là, c'est plutôt un débat qui est du ressort de la Banque mondiale... »

Propos recueillis par
Serge Marti

POLO RALPH LAUREN

SOLDES

-25% A -40%

HOMMES, FEMMES, ENFANTS ET ACCESSOIRES
PRINTEMPS/ÉTÉ 1996

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIII^e - TÉL. : 44.77.53.50



Le général Lebed expose son « nouvel ordre moral » pour la Russie

Boris Eltsine laisse l'actuel homme fort du Kremlin occuper le devant de la scène

A moins d'une semaine du deuxième tour de l'élection présidentielle, Alexandre Lebed, arrivé en troisième position au premier tour et immédiatement

nommé à la tête du Conseil de sécurité, est omniprésent. Jeudi 27 juin, il a réitéré ses pouvoirs de décision pour lutter contre les « bandits », mais

aussi contre la culture occidentale et les sectes. L'effacement, ces derniers jours, du président russe, relance par ailleurs les spéculations sur sa santé.

MOSCOU

de notre correspondant
Si Alexandre Lebed, le « joker » de Boris Eltsine pour emporter le second tour de l'élection présidentielle le 3 juillet, semble ne plus se sentir, le président russe, lui, paraît ne pas se sentir très bien. Alors que le général frap-



ÉLECTIONS

peut, jeudi 27 juin, tous azimuts, revendiquant plus de pouvoirs, dénonçant la culture occidentale, voyant en la Russie « le pays le plus intelligent du monde », le président russe a totalement disparu des écrans de télévision. Dans la soirée, le Kremlin a annoncé que le président-candidat, « très occupé », annulait tous ses voyages électoraux prévus en province avant le second tour. « Le président reste à Moscou pour participer, dimanche, à la fête du journal Moskovski Komsomolski », un quotidien populaire à fort tirage qui le soutient, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la présidence. Enfin, Boris Eltsine n'a pas participé, vendredi matin, à une réunion avec des agriculteurs, au Kremlin, où sa présence était pour-

tant prévue. Ce brutal changement d'agenda a été pratiquement passé sous silence par les médias, presque tous au service du pouvoir. Les télévisions russes n'ont montré aucune image du président, qui aurait pourtant eu « une journée de travail normale ». Elle se sont contentées de lire son appel aux électeurs des petites villes de Russie, qui ont beaucoup voté au premier tour pour son adversaire communiste Guennadi Ziouganov.

L'état de santé réel du président étant sans doute le secret d'État le mieux gardé en Russie, les analystes en sont réduits à des spéculations. Mais, lors de sa visite à Kalingrad, ce week-end, Boris Eltsine est apparu fatigué. Victime de deux crises cardiaques en 1995, le président a eu des difficultés à sortir de sa voiture. Il avait le visage pâle et bouffi des mauvais jours. Depuis ce voyage, il s'est limité à de brèves apparitions.

Peut-être simplement fatigué, Boris Eltsine, soixante-cinq ans, laisse son nouveau conseiller pour la sécurité, le général Lebed, quarante-six ans, occuper la scène politique. Arrivé avec 11 millions de voix en troisième position au premier tour, Alexandre Lebed - qui a quitté l'armée l'an dernier pour en-

trer en politique - se déchaîne. Jeudi, devant un congrès de l'Union des patriotes russes, il a revendiqué de réels pouvoirs pour le conseil de sécurité russe, organe consultatif dont il a été nommé secrétaire après son succès électoral. « Le conseil de sécurité doit se transformer en un organe qui pourra prendre des décisions », a déclaré le général, visiblement pressé d'accumuler de réels pouvoirs avant de devenir moins indispensable après le second tour. Le général Lebed a cependant précisé qu'il ne craignait pas pour son avenir. « La formule "on l'utilise et on le jette" ne s'applique pas à moi », a-t-il dit.

PRÉJUGÉS ANTISEMITES

Fort de cette certitude, Alexandre Lebed a annoncé qu'il s'occupait désormais de coordonner « toutes les structures de forces » (police, armée, ex-KGB) pour lutter contre la corruption et les « bandits » russes. L'Occident en a aussi pris pour son grade. Le général a annoncé que la résistance à « l'expansion culturelle de l'Occident » serait une des pierres angulaires de la nouvelle « politique de sécurité » russe. La religion est venue s'ajouter à ses « compétences », le général jugeant que les sectes étaient « une

menace claire contre la sécurité nationale russe ». « Nous avons trois religions reconnues officiellement : l'orthodoxie, l'islam et le bouddhisme », a-t-il dit, oubliant notamment le judaïsme. Le général ne se prive d'ailleurs pas de manier des préjugés antisémites répandus en Russie, répondant à un Cosaque qui l'interrogeait avec force excusés : « Vous vous appelez Cosaque, mais votre approche est juive ». M. Lebed a reconnu qu'un document du conseil de sécurité publié la veille était une base de travail. Ce texte prévoyait notamment un durcissement du régime des visas pour les étrangers. « Tout le monde vient en Russie pour voter », a-t-il expliqué. Le nouvel « homme fort » du Kremlin a cependant essuyé, jeudi, une première déconvenue. M. Lebed avait publiquement espéré qu'un nouveau ministre de la défense serait rapidement nommé. Il avait même fait connaître son candidat. Cependant le président Eltsine lui a fait indirectement savoir, jeudi, dans un message aux forces armées cité par l'agence Interfax, qu'il jugeait « inapproprié » de nommer un nouveau ministre de la défense avant le second tour.

Jean-Baptiste Naudet

L'Italie se donne trois ans pour réaliser l'objectif budgétaire de Maastricht

ROME

de notre correspondant
Avec quelques jours de retard sur l'échéance initialement prévue, le gouvernement italien a approuvé, jeudi 27 juin, en conseil des ministres, le document de programmation économique et financière (DFEF) pour les trois prochaines années, de 1997 à 1999. Ce document, qui ressemble aux prévisions gouvernementales concernant le budget, l'inflation et l'emploi, confirme la volonté de l'Italie de rester dans le groupe de tête de la construction européenne. Même au prix d'un effort d'ajustement colossal.

« L'économie italienne est arrivée à un tournant où, avec les efforts conjugués de tous, il sera possible de s'accrocher en temps utile au train européen », a expliqué à la

presse Enrico Micheli, sous-secrétaire à la présidence du conseil. Pour satisfaire à l'un des principaux critères de Maastricht (un déficit public inférieur à 3 % du produit intérieur brut), le gouvernement de centre-gauche de l'économiste Romano Prodi adopte une réduction de déficit de 4,4 % en 1997, 3 % à la fin de 1998, et 2,9 % pour 1999. L'Italie n'aurait ainsi qu'un an de retard sur le calendrier prévu pour l'examen des critères pour le passage à la monnaie unique à partir de 1999. Elle pourra alors faire valoir l'intensité de ses efforts, ayant réalisé depuis 1992 un excédent primaire du budget (hors service de la dette) qui atteindrait 5 % l'an prochain.

Fusileurs prioritaires ont été plusieurs dégauchés, notamment l'emploi, pour lequel le patronat italien a

demandé une plus grande « souplesse » et auquel devrait être consacré, le 27 septembre prochain, une conférence nationale qui clôturera un cycle de rencontres avec les organisations syndicales.

L'accent est mis également sur la lutte contre l'inflation, qui, selon les prévisions, sera contenue à 2,5 % en moyenne en 1997 et, espère-t-on, à 2 % en 1998 ainsi qu'en 1999, alors que pour l'année en cours le taux d'inflation devrait rester au-dessus de 3 %.

Le document prévoit un ralentissement de la croissance à 1,2 % en 1996, suivi d'une reprise, le produit intérieur brut progressant de 2 % en 1997, 2,8 % en 1998 et 2,9 % en 1999.

L'intention du gouvernement est d'élaborer, sans attendre la loi de finances pour 1997, qui sera pour les

différentes composantes de la majorité l'occasion de tester leur cohésion. Cette loi de finances comportera une réduction du déficit budgétaire de 32 000 milliards de lire (106 milliards de francs), répartis en deux tiers d'économies sur les dépenses et en un tiers de recettes nouvelles, même si la pression fiscale doit rester inchangée. D'après le ministre des finances, Vincenzo Visco, le déficit total reviendrait ainsi à 88 000 milliards de lire en 1997 (293 milliards de francs). A la fin 1996, il devrait être encore de 114 000 milliards de lire (380 milliards de francs), après le rajustement de 16 000 milliards de lire (53 milliards de francs) adopté, non sans critiques, il y a quelques jours.

Marie-Claude Decamps

La droite polonaise veut faire main basse sur Solidarité

Le syndicat est déchiré par des luttes internes

VARSOVIE

de notre correspondant
Poznan, juin 1956. Ursus et Radom, juin 1976 : ces lieux et ces dates ont marqué le long combat qui a fini par provoquer la chute du régime communiste en Pologne et en Europe de l'Est. A Poznan, il y a quarante ans, une révolte ouvrière réprimée au prix de plusieurs dizaines de morts (dont beaucoup d'enfants) précéda de quelques mois la libéralisation provisoire du régime, et la grande insurrection hongroise de Budapest. A Ursus et Radom, il y a vingt ans, la répression qui suivit des grèves et des manifestations violentes suscita un mouvement de solidarité entre intellectuels et ouvriers, qui fut le ferment des grandes grèves de l'été 1980 et de la naissance du syndicat Solidarité. Aujourd'hui, ces deux anniversaires sont entachés de conflits fratricides ou d'opérations politiciennes, témoins de l'atmosphère malsaine qui gagne la vie publique polonaise.

L'hôte d'honneur des célébrations de Poznan devait être le président hongrois Árpád Göncz, lui-même emprisonné en 1956 après l'insurrection de Budapest. Comme l'exige le protocole, il devait être accompagné par l'actuel président polonais Aleksander Kwasniewski, qui n'a ni le même âge ni le même passé. Sous prétexte de manifestations anticomunistes annoncées par plusieurs partis de la droite radicale, M. Kwasniewski a décidé d'annuler la visite.

BRANCHE DÉMAGOGIQUE

A Ursus, site d'une très grosse usine de tracteurs qui fut l'un des berceaux du syndicalisme indépendant, mais où Solidarité est actuellement contrôlé par sa branche la plus démocratique, la commémoration a été saluée par les déclarations du chef local du syndicat polonais, Zygmunt Wrzodak. Pendant la messe, entre la communion et la bénédiction finale et en présence du primat de Pologne, Józef Glemp, M. Wrzodak a lancé une invraisemblable tirade contre « les hyènes politiques roses du KOR » (le comité de défense des ouvriers constitué à l'époque) qui « en se nourrissant des ouvriers, de l'Eglise

et de la patrie, n'avaient qu'un but : accéder sur notre dos au pouvoir ». Pour plus de clarté encore, M. Wrzodak s'en est pris nommément à « Kuron, Michnik et à leurs camarades, confis dans leur haine de la polonité, et qui ont cyniquement exploité notre malheur, notre sang et notre naïveté ».

Le « cas » Wrzodak est connu depuis longtemps, et ses propos sont encombrés de longue date de relents haineux, antisémites, voire fascistes. Mais la véritable surprise est venue de ce que ces attaques contre des hommes qui ont combattu aux côtés des ouvriers aient pu être proférées en présence du cardinal Glemp et de l'actuel président de Solidarité, Marian Krzaklewski, sans que ni l'un ni l'autre ne réagissent.

C'est donc aux anciens de Solidarité à ceux qui ont mené les durs combats de l'époque, comme Zbigniew Bujak, lui-même issu d'Ursus et qui fut des années durant le chef de Solidarité clandestine, que revient la tâche de relever le gant. Ils le firent en termes violents, accusant M. Wrzodak de « cracher sur les plus belles pages de l'histoire » de son pays, et demandant, dans une lettre adressée au congrès de Solidarité actuellement réuni à Poznan, de « refuser un langage où le communisme internationaliste se mêle au fascisme nationaliste ».

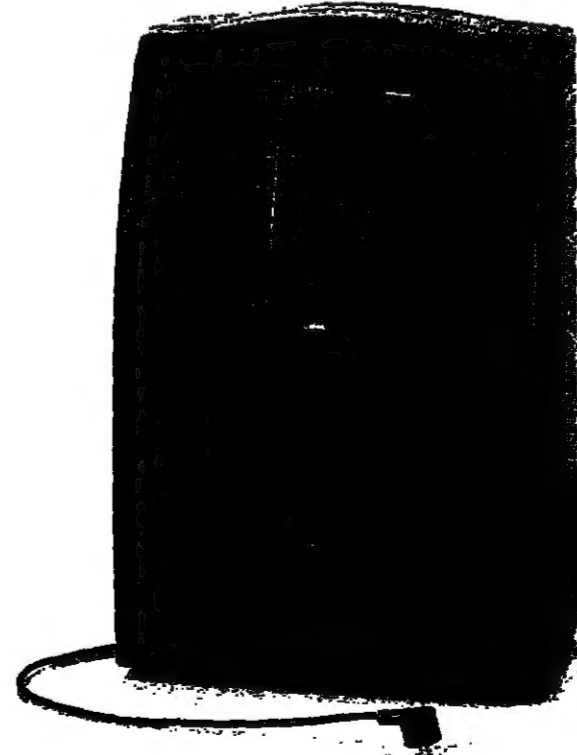
Une pétition demandant l'exclusion de M. Wrzodak circule dans les tranches du congrès de Solidarité, mais il y a peu de chances qu'elle soit adoptée. Les délégués sont essentiellement occupés par la préparation des élections législatives de l'an prochain : le Renouveau de la Pologne, un parti de la droite radicale dont M. Wrzodak est l'un des dirigeants, a lancé ces derniers temps une véritable tentative d'OPA sur Solidarité, tentant de convaincre le syndicat de conclure avec lui une alliance exclusive. L'opération semble vouée à l'échec, mais le ver est dans le fruit. Lech Walesa, invité d'honneur du congrès de Solidarité, garde pour l'instant le silence.

Jan Krauze

L'été, on rêve tous d'un petit bloc de fraîcheur qui nous suivrait partout.



N'en rêvez plus. Voici le climatiseur Compact Line de Calor.



Trop chaud au bureau, trop chaud à la maison et l'été tant attendu devient vite l'enfer. Alors, pour vous rafraîchir les idées, voici le nouveau climatiseur Compact Line de Calor. Il ne pèse que 25kg et grâce à sa petite taille, c'est le plus mobile des climatiseurs. Très efficace, il climatise la pièce de votre choix jusqu'à 25 m². Et en plus, il est beau et discret avec ses lignes courbes et ses commandes intégrées.

calor

« Vache folle » : la France demande à Bruxelles d'intensifier la prévention dans l'UE

Les services des douanes et de la répression des fraudes sont mobilisés

La France a annoncé, jeudi 25 juin, l'introduction de nouvelles restrictions sur l'utilisation de farines animales dans l'élevage, et le premier ministre, Alain Juppé, a demandé à la Commission européenne à Bruxelles de tout faire pour étendre ces mesures nationales à l'ensemble des

pays de l'Union européenne. Il a rappelé que l'embargo sur les produits bovins britanniques était maintenu « sans changement ».

ALAIN JUPPÉ a rendu public, dans l'après-midi du jeudi 25 juin, le document signé du docteur Dominique Dormont consacré aux risques sanitaires inhérents aux farines animales dont nous avons publié les conclusions dans nos éditions du 28 juin. En présence de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, d'Hervé Gaymard et de François d'Aubert, respectivement secrétaires d'Etat à la santé et à la recherche, le premier ministre a détaillé les mesures que venait de prendre en urgence le gouvernement après lecture de ce document. Rédigé par le comité des experts français sur les encéphalopathies spongiformes transmissibles, ce document venait, le matin même, d'être transmis au professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé.

Les experts avaient été saisis fin avril par le gouvernement de la question suivante : « Les volailles, les poissons, les porcs consomment-ils encore des farines d'origine animale. Etant donné les connaissances acquises, faut-il envisager de supprimer les farines et les produits dérivés à partir de tissus, et lesquels, dans l'alimentation de l'ensemble des animaux ? » Les réponses du gouvernement, détaillées par M. Juppé, correspondent point par point aux recommandations formulées par le comité Dormont. Ce dernier préconisait notamment « l'utilisation exclusive des déchets d'abattoir provenant de carcasses d'animaux déclarés propres à la consommation humaine (« 5^e quartier »), la destruction par incinération « des cadavres et des sautes d'abattoir » ainsi que « l'interdiction de l'utilisation du système nerveux central des ruminants (cerveau, moelle épinière) ». Alain Juppé a ainsi annoncé l'interdiction faite « à titre conservatoire » aux fabricants français de farines animales d'introduire dans leurs produits les déchets décrits par le comité Dormont. « Je saisis ce soir même le président de la Commission européenne pour que l'Union fasse de même dans les plus brefs délais. Je

lui demanderai également que l'Union agisse au nom des Etats membres à l'égard des pays tiers pour qu'ils fassent de même. Compte tenu des éléments présentés par les experts, toute commercialisation du système nerveux des ruminants est désormais interdite. »

EFFORT DE RECHERCHE

Le comité Dormont avait d'autre part demandé « d'exclure strictement des matériaux utilisés ceux provenant des ruminants appartenant à des pays où l'incidence de la maladie de la « vache folle » est élevée ». « Cette recommandation est d'ores et déjà en vigueur en France, a rap-

pelé M. Juppé. Je demanderai à l'Union européenne qu'elle agisse au nom des Etats membres à l'égard des pays tiers pour qu'ils fassent de même. Compte tenu des éléments présentés par les experts, toute commercialisation du système nerveux des ruminants est désormais interdite. »

« Aucune conséquence » pour Londres

L'interdiction par la France des aliments pour bétail utilisant des farines d'os n'a guère surpris les dirigeants britanniques. « Nous n'avons octroyé aucune licence d'exportation pour ce type de produits depuis le début de la crise [de la « vache folle »] en mars. Pour ce qui nous concerne, cette décision n'a aucune conséquence pour le moment », a déclaré un porte-parole du ministère de l'Agriculture britannique. Mais la décision française n'arrange pas les affaires du puissant lobby des fabricants d'aliments pour bétail, secteur-clé de l'industrie agro-alimentaire regroupée au sein d'une association, l'UKASTA. Malgré les pressions des éleveurs et des syndicats agricoles qui voulaient qu'on indique désormais sur les sacs d'aliments pour bétail la liste des composants et des quantités (comme cela se fait pour les aliments pour humains), le ministère de l'Agriculture s'est rangé à l'avis de l'UKASTA et n'a imposé que la publication de la liste des différents ingrédients. — (Corresp.)

pele M. Juppé. Je demanderai à l'Union européenne qu'elle agisse au nom des Etats membres à l'égard des pays tiers pour qu'ils fassent de même. Compte tenu des éléments présentés par les experts, toute commercialisation du système nerveux des ruminants est désormais interdite. »

lité des produits et à la poursuite du renforcement du contrôle sur l'utilisation de ces produits », a affirmé M. Juppé.

Il apparaît clairement désormais que l'action gouvernementale dans le dossier de la « vache folle » ne peut se limiter à l'Hexagone. Outre les mesures prises en urgence après la remise au gouvernement du document du comité Dormont, M. Juppé a souligné que, dans le cadre des décisions prises lors du sommet européen de Florence, l'embargo sur les produits bovins britanniques « était maintenu sans aucun changement ». Le premier ministre a indiqué que le gouvernement venait de demander aux dif-

férentes administrations (douanes, répression des fraudes, services vétérinaires) « d'intensifier leurs vérifications sur tous les produits susceptibles de contenir des substances d'origine bovine britannique (cosmétiques, bonbons, etc.) ».

Plus généralement, M. Vasseur a déclaré que, pour chacune des mesures préventives prises dans notre pays, la France demanderait à la Commission européenne de tout faire pour que ces mesures soient appliquées dans l'ensemble des pays de l'Union. Le gouvernement veillera par ailleurs « à ce que la surveillance ne se relâche pas ». Cette volonté passe en priorité par l'intensification de l'effort de recherche sur les modes de transmission naturelle de la maladie de la « vache folle » à l'homme afin d'en reconnaître les mécanismes réels. 22 millions de francs viennent d'être affectés à de nouveaux programmes et à la construction de laboratoires.

Mais, d'ores et déjà, une nouvelle question, cruciale et complexe, est posée aux responsables scientifiques et politiques, celle du mouton, animal dont on peut raisonnablement craindre qu'il soit, en Grande-Bretagne notamment, contaminé par l'agent de la maladie de la « vache folle ». Aucun embargo n'a toutefois encore été décrété. Par précaution, la tremblante du mouton vient d'être inscrite par le gouvernement français sur la liste des maladies à déclaration obligatoire et des analyses sont en cours pour vérifier si la « vache folle » n'est pas décelable. En France, tous les moutons déclarés atteints de la tremblante doivent, depuis peu, être sortis des circuits de la consommation alimentaire, ce qui permet notamment de mener les recherches scientifiques indispensables. Le comité Dormont se réunira le 11 juillet sur cette question. « Nous en reparlerons donc avant la fin du mois de juillet », a assuré M. Juppé.

Jean-Yves Nau

Menaces sur l'industrie européenne de l'équarrissage

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant
L'industrie européenne de l'équarrissage est-elle menacée de mettre la clé sous la porte, faute de débouchés ? En forçant à peine le trait, c'est le problème que risque de soulever la demande adressée par le gouvernement français à Bruxelles d'interdire sur le territoire de l'Union européenne les fientes d'os et de viandes britanniques. Celles-ci sont actuellement autorisées, sur le continent, pour la fabrication d'aliments composés destinés aux porcs et aux volailles ainsi qu'à des poissons. Franz Fischer, le commissaire chargé des affaires agricoles, averti des orientations prises par les travaux que préside le professeur Dormont, s'interroge sur l'opportunité d'interdire, au sein de l'UE, l'usage de l'ensemble des farines animales et non pas uniquement de celles produites en Grande-Bretagne. Une mesure aussi radi-

cale entraînerait des difficultés considérables pour une industrie par ailleurs indispensable. Pourquoi, alors, l'envisager ? « Une interdiction générale rassurerait l'opinion. On peut penser qu'en se limitant à un embargo sur les farines britanniques on prend un risque, fût-il léger », commente un haut fonctionnaire de la Commission.

DOUTES

Plusieurs Etats membres continuent de connaître des cas d'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine), même s'il n'y a aucune commune mesure avec la situation d'épidémie que connaît la Grande-Bretagne. Par ailleurs, des stocks, peut-être importants, de farines britanniques potentiellement contaminées existent dans les usines d'aliments du bétail, voire dans les exploitations. En d'autres termes, des bovins utilisés pour la fabrication de farines par les équarrisseurs continuent

peuvent avoir été au contact de l'agent responsable de l'ESB.

C'est pour cette raison que les ministres de l'Agriculture des Quinze, lors de leur réunion du 3 avril à Luxembourg, avaient demandé que « tous les déchets animaux provenant de mammifères dans l'Union européenne, soient traités selon une méthode dont l'efficacité a été démontrée aux fins d'inactivation des agents de transmission de l'ESB ».

Le Conseil a demandé que cette adaptation du processus de fabrication soit mise en place « le 31 décembre 1996 au plus tard ». Cela signifiait que les scientifiques de l'origine de cette exigence du Conseil gardaient des doutes quant à la qualité de la protection garantie par les procédés de fabrication actuellement utilisés.

Les industries concernées ne donnent parfois pas l'impression de vouloir mettre, spontanément, leurs installations en conformité avec les directives ministérielles et il est évident qu'une telle situation

n'est pas satisfaisante en termes de santé publique — d'où l'interrogation sur une éventuelle interdiction générale des farines animales. On devrait connaître, la semaine prochaine, le choix de la Commission et sa réponse aux demandes françaises. On estime à Bruxelles qu'une interdiction générale des farines devrait être plutôt favorablement accueillie par les éleveurs de bovins, dans la mesure où elle pourrait contribuer à restaurer la confiance des consommateurs.

Quant aux producteurs de porcs et de volailles, ils se trouveraient dans l'obligation de modifier la composition de leurs aliments, de remplacer les farines de viandes par des céréales, des protéagineux (pois, fèves, etc.), des tourteaux de soja ou de colza. Il pourrait en résulter un coût supplémentaire — modique, dit-on — ainsi qu'un accroissement des importations de soja américain ou brésilien.

Philippe Lemaître

« La brebis s'isole, puis donne l'impression d'être sourde... »

CARCASSONNE

de notre correspondant
Bernard Martin, l'Aveyronnais qui préside depuis quatre ans la Fédération nationale des éleveurs ovins (FNO), est un « pionnier ». Certainement tient-il cela de son père, éleveur sur la cause Comtal, tout près de Rodez, que ses amis paysans regardaient de travers, « parce qu'il était capable de faire en l'air une prairie naturelle pour implanter du regrass et qu'il fut l'un des premiers à pratiquer l'insémination artificielle ». Il s'est installé à son compte, à la fin des années 60, sur une soixantaine d'hectares à Fonters-du-Razès, près de Castelnaudary, dans l'Aude. Dans un premier temps, il va transformer l'exploitation céréalière en élevage de vaches, « c'était la grande mode », puis revenir, au milieu des années 70, à la brebis.

Aujourd'hui, à quarante-neuf ans, il est à la

tête d'un troupeau de six cents bêtes. Avec son frère, il s'est également lancé dans l'élevage de volaille, sur 3 000 m² d'ou sortent quelque 21 000 dindons ou poulets. La « tremblante », Bernard Martin en connaît les symptômes par les livres. « La brebis s'isole, puis elle donne l'impression d'être sourde. Ça peut durer six ou huit mois avant qu'elle meure. »

DÉSASTRE

Si le président de la FNO n'a jamais observé de cas dans son troupeau, il sait le désastre que provoquerait un syndrome de type « vache folle » sur les ovins. « Pour moi, c'est clair, c'est la faillite. Et encore, j'ai la chance, par rapport aux jeunes, d'avoir une situation financière assez bien établie. »

Des études ont été lancées depuis plus de six mois par la fédération, afin de déterminer

la véritable ampleur, en France, de l'épidémie de tremblante du mouton. « On n'a pas attendu l'affaire de la « vache folle » pour se pencher dessus », commente Bernard Martin, qui s'élève aussi « contre cette tendance à faire des brebis pour toucher 150 francs par tête de prime compensatrice donnée par l'Europe, et les 180 francs de compensation-handicap pour ceux qui sont en zone défavorisée, le tout sur un agneau que l'on vend autour de 400 francs. » Il ne croit pas à la transmission de la maladie de la « vache folle » par les farines animales, car, dit-il, « depuis très longtemps, on n'en donne plus aux brebis. C'est beaucoup plus cher que les compléments alimentaires végétaux et beaucoup moins efficace. Et puis, quand un agneau arrive à 35 kilos en carcasse, si on va plus loin, il ne fait plus que du gras. »

Laurent Rouquette

Le premier ministre afghan s'engage à maintenir l'unité du pays

KABOUL. Prêtant serment, mercredi 26 juin en soirée dans un hôtel de Kaboul, comme nouveau premier ministre d'Afghanistan, Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami (tutégaire), s'est engagé à protéger l'intégrité de l'Afghanistan, menacée par les factions issues de la « guerre sainte » contre l'URSS (1979-1989), puis de la guerre civile qui a suivi. « Je suis venu à Kaboul partager le destin du peuple de cette ville », a déclaré M. Hekmatyar, qui, après la chute du communisme, avait organisé un siège particulièrement meurtrier de la capitale afghane. — (AFP)

Les agriculteurs blancs du Zimbabwe risquent de perdre leurs terres

HARARE. Les agriculteurs blancs du Zimbabwe ont essayé jeudi 27 juin un sérieux revers dans leur combat contre la nationalisation de leurs terres. La Cour suprême du pays a estimé que le projet gouvernemental n'était pas contraire à la Constitution. Cette affaire a accru la tension raciale entre les Blancs, descendants des colons britanniques, et les Noirs, qui constituent l'écrasante majorité de la population dans ce pays qui a accédé à l'indépendance en 1980. Quelque 4 500 agriculteurs blancs se partagent près de 30 % des terres arables du pays, alors que la majorité des dix millions de Zimbabwéens noirs vivent dans des communes surpeuplées. — (AFP)

DIPLOMATIE

■ ONU : les négociations sur un traité interdisant les essais nucléaires s'achèvent, jeudi 27 juin, vers un échec, selon plusieurs chefs de délégation. A la veille de la suspension des travaux, les pourparlers étaient notamment sur le refus de l'Inde de signer l'accord dans sa forme actuelle. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ CANADA : l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a confirmé, jeudi 27 juin, au terme de son enquête, que les deux Cessna américains abattus par la chasse cubaine en février, faisant quatre morts, se trouvaient bien en dehors de l'espace aérien cubain. Cuba, qui a vivement protesté contre les conclusions du rapport de l'OACI, soutient que les avions avaient violé son espace aérien. — (AFP)

ASIE

■ CHINE : au moins 231 trafiquants de drogue ont été exécutés et plusieurs dizaines d'autres condamnés à mort, mercredi 26 juin, en Chine pour marquer la journée mondiale de lutte contre la drogue. Ces exécutions font partie d'une vaste campagne contre la criminalité, lancée fin avril et intitulée « Frapper fort », qui a déjà coûté la vie à près d'un millier de personnes. — (AFP)

EUROPE

■ BULGARIE : près de 10 000 personnes ont manifesté contre la criminalité, jeudi 27 juin, à l'occasion d'un concert organisé par des intellectuels bulgares. Certains participants ont demandé le renforcement des pouvoirs de la police et l'interdiction des magasins d'armes et des pseudo-assurances qui rackettent les commerçants. D'autres ont appelé les Bulgares à « ne plus jamais voter communiste ». — (AFP)

■ IRLANDE : une journaliste a été assassinée par balles, mercredi 26 juin, à Clondalkin (sud de Dublin), l'enquête sur le meurtre de Veronica Guerin, spécialiste des affaires criminelles et de la pègre dublinoise, a été confiée à la police. — (AFP)

■ POLOGNE : le général Wojciech Jaruzelski, soixante-trois ans, ancien numéro un communiste, accusé d'avoir donné l'ordre de tirer sur les ouvriers de Gdansk en 1970, devra être jugé par le tribunal régional de ce port de la Baltique, a décidé la cour d'appel de Gdansk, jeudi 27 juin. — (AFP)

■ KAZAKHSTAN : 30 000 prisonniers ont été amnistiés sur décision du Parlement, a révélé, mercredi 26 juin, le service de presse du Sénat kazakh. Selon un rapport d'Amnesty International, 101 prisonniers ont été exécutés en 1995 au Kazakhstan, qui est au quatrième rang mondial des pays appliquant la peine de mort. Selon le ministère de l'Intérieur, 1 270 détenus sont morts en prison en 1995 à cause des mauvaises conditions de détention et 540 sont décédés au cours des six premiers mois de 1996. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : Rafi Eytan, ministre de l'Agriculture et de l'environnement, a été inculpé, jeudi 27 juin, d'utilisation illégale d'informations militaires pour violation de la vie privée. M. Eytan, chef du parti d'extrême droite Tsomet et ancien chef d'état-major de l'armée, s'était procuré illégalement le dossier militaire d'un militant de son parti, dont il voulait se débarrasser. — (AFP)

AFRIQUE

■ SÉNÉGAL : le journal indépendant Sud Quotidien a été condamné jeudi 27 juin à verser 5 millions de francs de dommages et intérêts pour diffamation envers la Compagnie sénégalaise (CSS), filiale du groupe international Mirman basé à Monaco, et qu'il avait accusé de fraude douanière portant sur l'importation de 16 500 tonnes de sucre brésilien. Le directeur de la publication et quatre journalistes du quotidien ont été condamnés à un mois de prison ferme. — (AFP)

ÉCONOMIE

■ ALGÉRIE : un accord pour le rééchelonnement de 2,2 milliards de dollars (11 milliards de francs) de dettes non garanties a été conclu, jeudi 27 juin, entre Alger et ses créanciers privés réunis au sein du Club de Londres. Le différé de remboursement est d'une durée de seize ans assorti d'un délai de grâce de six ans et demi. En 1994 et 1995 Alger a conclu deux accords de rééchelonnement de la dette publique dans le cadre du Club de Paris, d'un montant global de 13,1 milliards de dollars. — (AFP, Reuters)

■ JAPON : le nombre de chômeurs a atteint un nouveau record en mai, avec 2,4 millions de personnes à la recherche d'un travail contre 2,35 millions en avril. Rapporté à la population active, le taux de chômage s'est établi à 3,5 %. Par ailleurs, les prix à la consommation ont progressé de 0,2 % en mai par rapport à leur niveau d'avril tandis que les mises en chantier de logements ont augmenté de 18,1 % en mai 1996 par rapport à mai 1995. — (AFP)

Succession

à la présidence islandaise

REYKJAVIK. Les Islandais devaient élire, samedi 29 juin, un successeur à la présidence de la République, Vigdís Finnbogadóttir, qui a renoncé à brigrer un cinquième mandat. Première femme au monde élue chef d'Etat au suffrage universel, en 1980, et réélue depuis, M^{me} Finnbogadóttir, soixante-six ans, a souhaité passer le relais alors qu'une majorité des quelque 195 000 électeurs s'apprêtaient, selon les sondages, à la reconduire pour quatre ans supplémentaires. Trois candidats, deux hommes et une femme, se disputent sa succession. — (Corresp.)

Pour en savoir plus
MAAF Assurances

LA VOLONTÉ

Assurance auto :

Chez MAAF Assurances, on baisse les prix, c'est une question de volonté.

«Attends là, tu peux préciser?»

- Minimum - 2% sur les cotisations auto 96.
Pour commencer.

«Et bonjour l'augmentation en 97...»

- MAAF Assurances ne les augmentera pas en 97.

«J'y crois pas!»

«T'en as d'autres comme ça?»

- Oui mais là ça prendrait trop de temps...

Pour en savoir plus, courez dans l'une des 500 agences
MAAF Assurances où un conseiller vous en dira davantage.



LA VOLONTE D'OUVERTURE

Le congrès du Parti communiste vietnamien devrait maintenir en place la troïka au pouvoir depuis cinq ans

Les instances dirigeantes hésitent et divergent sur le rythme des réformes

Le huitième congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) s'est ouvert vendredi 28 juin à Hanoï, en présence, notamment, du premier ministre chinois Li Peng. Les instances dirigeantes ne sont pas parvenues à s'accorder sur une formule de remplacement de l'actuelle troïka qui dirige le pays depuis 1991. Le rassemblement du PCV ne permettra pas non plus de trancher nettement la question cruciale

du rythme des réformes : contre le souhait des bailleurs internationaux, tout une partie de l'appareil demeure en effet tentée de le ralentir.

but de l'année, de nombreuses décisions ayant été reportées après le congrès. Avec un déficit croissant de la balance commerciale et du budget, l'économie vietnamienne peut difficilement s'offrir la pause, et la poursuite des réformes économiques est donc une nécessité.

Enfin, le parti éprouve aussi le besoin de remettre de l'ordre dans ses rangs, ce qui n'est pas nouveau mais devient plus évident avec la forte croissance économique des trois ans écoulés. Le PC rassemble un peu plus de deux millions de membres, pour une population de près de 75 millions d'habitants. Mais à Hô Chi Minh-Ville, capitale du Sud, premier pôle de développement du pays, qui regroupe cinq millions d'habitants, il ne compte que 85 000 adhérents. En outre, le *Nhân Dân*, quotidien du PC, s'est plaint, fin mai, de n'avoir reçu que trois cents commentaires de lecteurs sur le projet de rapport au Congrès, contre de trois mille à quatre mille lors des congrès précédents.

Le gouvernement australien s'oppose à l'euthanasie à Darwin

AUCKLAND
de notre correspondante en Océanie

« Mort digne » ou « suicide médicalement assisté », l'euthanasie active volontaire a, depuis l'adoption, le 25 mai 1995, d'une loi sur « Les droits du malade en phase terminale » un statut légal à Darwin, capitale du Territoire du Nord. Pourtant, à l'approche du 1^{er} juillet, date de mise en application de la loi, le premier ministre fédéral a pris position contre l'euthanasie : John Howard a en effet proposé un « vote de conscience » au Parlement fédéral sur le sujet. Et le ministre de la santé a prévenu que les médecins qui accepteraient de faire mourir des patients avant que la Cour suprême n'ait tranché s'exposeraient à des poursuites pour meurtre et tentative d'assassinat.

Jusqu'à présent, seul le fait d'intervenir pour le recours à des moyens exceptionnels pour maintenir en vie des malades en phase terminale – attitude souvent qualifiée d'« euthanasie passive » – est pratiquée légalement dans les hôpitaux de Darwin, en vertu d'une loi sur la mort naturelle.

Darwin : « Capitale du tourisme de la mort », « Destination finale », ou encore « Ville de la mort facile », la presse australienne, mitigée, n'a pas manqué de souligner le caractère sordide de cette première législative, imaginant le scénario où des patients viendraient du monde entier mourir à Darwin.

Une cinquantaine de clauses annexées à la loi lors de son passage au parlement du Territoire limitent pourtant les conditions d'application de l'euthanasie : le malade souhaitant mourir doit être majeur (de dix-huit ans) ; trois médecins indépendants, dont un psychiatre, doivent donner leur approbation ; une période de réflexion de sept jours suivie d'une journée dite de « sursis » séparera la décision du malade de l'acte ; enfin toutes les méthodes de soins palliatifs possibles devront avoir été tentées – une condition « difficilement réalisable à Darwin », nous dit le docteur John Fleming, membre du comité de bioéthique de l'Unesco.

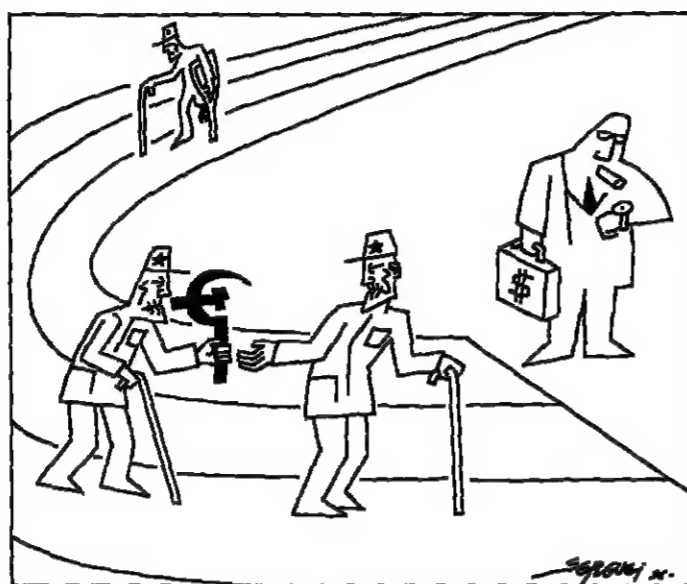
RISQUE DE BANALISATION

Selon Helga Kühse, directrice du centre pour la bioéthique humaine à l'université de Monash (État australien de Nouvelle-Galles du Sud), « de nombreux docteurs, peut-être un sur trois ou quatre, ont déjà pratiqué l'euthanasie volontaire ». Il semble ainsi que, tout en admettant la pratique exceptionnelle de l'euthanasie, la plupart des médecins australiens craignent que sa légalisation active ne la banalise : en raison du coût de tout malade en phase terminale, pour la société comme pour les proches du malade, l'euthanasie pourrait devenir une obligation civile, explique-t-on. Et, surtout, le glissement progressif de l'euthanasie volontaire (avec l'acceptation consciente du malade) vers l'euthanasie involontaire (à l'initiative d'un tiers) fait craindre les pires excès. Or on cite ici divers textes (tel un rapport Rummelink) sur la pratique de l'euthanasie aux Pays-Bas, qui tendent à montrer que le « dérapage » vers l'euthanasie involontaire est presque inévitable.

L'Association des médecins australiens (AMA) souhaite donc remettre en cause la validité de la loi devant la Cour suprême, estimant que le Territoire du Nord n'a pas le droit constitutionnel de légiférer dans ce domaine.

Selon un sondage Newspoll, publié à l'époque du vote dans *The Australian*, 80 % des Australiens interrogés seraient pourtant en faveur d'une légalisation de l'euthanasie. Dans la plupart des sept États du pays, des projets de loi sur l'euthanasie volontaire sont en cours. Une association de médecins, les *Doctors Reform Society*, estime que trois autres États légaliseront l'euthanasie d'ici deux ans.

Jean-Claude Pomonti



REMETTRE DE L'ORDRE

Il n'est plus question de privatiser les entreprises d'État mais de mieux les gérer, afin qu'elles deviennent rentables, ce qui n'est pas encore le cas de la majorité d'entre elles. Le PC a, toutefois, pris en considération des recommandations comme celles de la Banque mondiale, qui souhaite un glissement plus rapide vers une économie de marché. Le rapport a été déjà amendé : l'objectif assigné aux secteurs public et coopératif de représenter 60 % du PNB en l'an 2020, contre 45 % aujourd'hui, a finalement été abandonné.

À la différence de 1991, le développement du Vietnam est beaucoup plus tributaire, à présent, de l'aide internationale. Le PC, qui entend doubler le niveau de vie des Vietnamiens au cours de la dernière décennie de ce siècle, mise aussi sur un flot continu d'investissements étrangers (lire ci-dessous) – dont le rythme s'est nettement ralenti depuis le dé-

but de l'année, de nombreuses décisions ayant été reportées après le congrès. Avec un déficit croissant de la balance commerciale et du budget, l'économie vietnamienne peut difficilement s'offrir la pause, et la poursuite des réformes économiques est donc une nécessité.

En outre, parce que l'économie vietnamienne a démarré la dernière – avec douze années de retard sur la Chine –, ces écarts peuvent continuer à s'accroître pour des raisons logiques de cumul. En Thaïlande, où le taux de croissance a été supérieur à 6 % en 1995, le revenu annuel moyen par habitant, alors évalué à 2 500 dollars par an, a augmenté de 200 dollars. Au Vietnam, la même année, un taux d'expansion de 9,5 % l'a fait passer d'environ 250 dollars à près de 275 dollars. L'écart d'augmentation entre les deux pays a donc été de 175 dollars.

Depuis 1993, année de la reprise de l'assistance internationale, avec intervention du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, l'aide étrangère au Vietnam se situe autour de 2 milliards de dollars par an (depuis de très nombreuses an-

nées, l'Indonésie bénéficie, pour sa part, d'une aide étrangère annuelle s'élevant à 4 ou 5 milliards de dollars). En outre, si le total des investissements étrangers – agréés depuis 1988 par le Vietnam – a franchi, en 1996, la barre des 20 milliards de dollars, cette somme correspond à peu près au montant de ceux obtenus par l'Indonésie pendant la seule année 1995.

Enfin, déjà entérinée à contre-cœur par une partie de l'appareil étatique, la libéralisation économique s'est accompagnée de développements qui risquent de constituer, à terme, un lourd handicap. Sauf dans le Nord, et surtout en milieu urbain, la planification démographique n'a eu que des effets limités. La population a augmenté de 60 % depuis 1975, et avec 75 millions d'habitants en 1996, le Vietnam est le deuxième pays le plus peuplé d'Asie du Sud-Est, derrière l'Indonésie (qui en compte plus de 190 millions). Mais la fécondité et la densité humaine y sont deux fois supérieures à celles calculées en Indonésie, et 40 % de la population y a moins de quinze ans. Ne disposant que d'une superficie utile limitée, le Vietnam pourrait redevenir un importateur de denrées agricoles dans un quart de siècle afin de nourrir une population qui, à cette date, aura doublé, si le taux de croissance démographique actuel (2,2 %) n'est pas corrigé.

Autre handicap : l'État a été contraint, en

Le surpeuplement est un handicap pour Hanoï

HANOÏ

de notre envoyé spécial

Intervenue à partir de la fin des années 80, la libéralisation de l'économie a permis au Vietnam d'amorcer son développement à un rythme accéléré. Mais, résultat de trois décennies de guerre, suivies de dix années de gestion socialiste, le retard du pays sur des voisins exceptionnellement dynamiques ne semble pas se réduire.

De 1988, date de l'ouverture du pays aux investissements étrangers, à 1994, le taux moyen annuel de croissance a été de 7 %, en dépit du maintien, jusqu'en février 1994, d'un embargo économique américain. En 1995, il a été supérieur à 9 %, ce qui devrait être aussi le cas cette année. Entre-temps, le taux d'inflation a été ramené de 400 % à moins de 20 %, et le dollar, la monnaie locale, s'est stabilisé par rapport au dollar. La production agricole a fait un bond avec la libéralisation des prix et avec la décollectivisation des terres : d'importateur de grains, le Vietnam est devenu le troisième exportateur mondial de riz ; il est aussi un gros exportateur de café, ainsi que de produits de la mer surgelés.

Ces progrès sont d'autant plus saisissants que l'assistance soviétique, évaluée à l'époque à 1 milliard de dollars par an, a été brutalement arrêtée en 1991. Mais, aujourd'hui, le PNB du Vietnam demeure le

dième de celui de la Thaïlande, le cinquième de celui de la Malaisie, et le quart de celui des Philippines, pays pourtant longtemps considérés comme le malade de l'Asie du Sud-Est. Le Vietnam part de si loin que son revenu annuel *per capita* est d'un tiers inférieur à ceux de l'Indonésie et des Philippines, les deux États les moins avancés de l'Association des nations (Asean) de l'Asie du Sud-Est, à laquelle Hanoï a adhéré en juillet 1995.

BESOIN D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

En outre, parce que l'économie vietnamienne a démarré la dernière – avec douze années de retard sur la Chine –, ces écarts peuvent continuer à s'accroître pour des raisons logiques de cumul. En Thaïlande, où le taux de croissance a été supérieur à 6 % en 1995, le revenu annuel moyen par habitant, alors évalué à 2 500 dollars par an, a augmenté de 200 dollars. Au Vietnam, la même année, un taux d'expansion de 9,5 % l'a fait passer d'environ 250 dollars à près de 275 dollars. L'écart d'augmentation entre les deux pays a donc été de 175 dollars.

Depuis 1993, année de la reprise de l'assistance internationale, avec intervention du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, l'aide étrangère au Vietnam se situe autour de 2 milliards de dollars par an (depuis de très nombreuses an-

nées, l'Indonésie bénéficie, pour sa part, d'une aide étrangère annuelle s'élevant à 4 ou 5 milliards de dollars). En outre, si le total des investissements étrangers – agréés depuis 1988 par le Vietnam – a franchi, en 1996, la barre des 20 milliards de dollars, cette somme correspond à peu près au montant de ceux obtenus par l'Indonésie pendant la seule année 1995.

Enfin, déjà entérinée à contre-cœur par une partie de l'appareil étatique, la libéralisation économique s'est accompagnée de développements qui risquent de constituer, à terme, un lourd handicap. Sauf dans le Nord, et surtout en milieu urbain, la planification démographique n'a eu que des effets limités. La population a augmenté de 60 % depuis 1975, et avec 75 millions d'habitants en 1996, le Vietnam est le deuxième pays le plus peuplé d'Asie du Sud-Est, derrière l'Indonésie (qui en compte plus de 190 millions). Mais la fécondité et la densité humaine y sont deux fois supérieures à celles calculées en Indonésie, et 40 % de la population y a moins de quinze ans. Ne disposant que d'une superficie utile limitée, le Vietnam pourrait redevenir un importateur de denrées agricoles dans un quart de siècle afin de nourrir une population qui, à cette date, aura doublé, si le taux de croissance démographique actuel (2,2 %) n'est pas corrigé.

Autre handicap : l'État a été contraint, en

1989, d'abandonner la gratuité des enseignements secondaire et supérieur (comme, d'ailleurs, celle des soins, sauf pour les couches les plus défavorisées). Même si les frais d'inscription demeurent très réduits, selon les normes occidentales, ils sont très chers compte tenu d'un niveau de vie moyen encore très bas. Les adolescents désertent donc des écoles dont l'enseignement éprouve, par ailleurs, bien du mal à s'adapter aux besoins du pays. L'État est pauvre : son budget ne représente que le cinquième de celui de la Malaisie (20 millions d'habitants). Or la principale richesse du Vietnam tient à ses ressources humaines, qui nécessitent de gros investissements dans la formation. Le retard dans ce secteur crucial risque de s'accroître.

Dernier point d'interrogation : l'écart croissant des revenus entre les centres urbains, devenus de réels pôles de développement, et des campagnes qui, trop souvent, n'ont ni eau potable ni électricité et qui regroupent les deux tiers de la population. Aussi, Hô Chi Minh-Ville, où le revenu moyen est trois fois supérieur à la moyenne nationale, doit absorber chaque année des dizaines de milliers de ruraux venus, pour l'essentiel, des plaines pauvres du Centre, où les projets d'industrialisation ne font que s'ébaucher.

J.-C. P.

D'anciens dirigeants sud-africains prêts à reconnaître les crimes de la police sous l'apartheid

JOHANNESBURG

correspondance

Pour la première fois en Afrique du Sud, d'anciens dirigeants blancs ont annoncé qu'ils étaient prêts à reconnaître leur responsabilité dans une série de crimes et de violations des droits de l'homme commis sous le régime de l'apartheid. Mgr Desmond Tutu, président de la commission Vérité et Réconciliation, chargée de faire la lumière sur ces crimes, a confirmé, mardi 25 juin, avoir reçu une lettre dans ce sens de la part de plusieurs anciens responsables des forces de sécurité, dont deux ex-chefs de la police. Cette démarche devrait déboucher sur une demande formelle d'amnistie pour des assassinats et des attentats commis par les forces de sécurité contre des militants de mouvements anti-apartheid.

L'initiative des responsables policiers constitue un tournant dans

le processus de réconciliation qu'essaie de mener à bien la commission présidée par l'archevêque Tutu. Jusqu'à présent, ce processus était à sens unique. Depuis deux mois, les victimes ou leur famille témoignent des abus commis par l'ancien régime blanc contre ses opposants. Mais les anciens dirigeants de l'apartheid et leurs subalternes mis en cause par ces auditions, souvent nommément, ont toujours refusé de venir témoigner et encore moins de reconnaître les faits en vue d'une amnistie.

Anciens responsables politiques et policiers n'ont cessé d'afficher leur dédai à l'égard de la commission, considérée comme un instrument de vengeance entre les mains du pouvoir noir. Sûrs de leur bon droit et de la légitimité de leur action au temps de l'apartheid, ils n'ont jusqu'à présent fait

preuve d'aucun remords malgré la succession de témoignages bouleversants qui font régulièrement la « une » des journaux.

Devant l'émotion suscitée par ces témoignages, les anciens responsables des forces de sécurité avaient au contraire tenu à faire, il y a quelques semaines, une mise

au point par le truchement d'un communiqué publié dans la presse. Les arrestations effectuées à l'époque, affirmait-il, s'opéraient dans la « stricte légalité » et, par conséquent, ne pouvaient avoir donné lieu à aucun mauvais traitement.

Ces mêmes personnes acceptent

Frederik De Klerk quitte le gouvernement

Après dix-huit ans passés sans interruption au pouvoir, le vice-président Frederik De Klerk a quitté le gouvernement, jeudi 27 juin, tout en affirmant que le Parti national (NP), qu'il dirige, pourrait revenir rapidement aux affaires. Le NP abandonnera officiellement, dimanche, sa place au sein du gouvernement de transition d'union nationale du président Nelson Mandela. Mais M. De Klerk, soixante ans, a précisé qu'il quittera, jeudi, son bureau officiel au Cap, où siège le Parlement, et, vendredi, ses appartements à Pretoria, où réside le gouvernement. Le NP qui a remporté 20 % des voix lors des premières élections législatives multiraciales en 1994, quitte le gouvernement parce que l'ANC a refusé d'étendre le partage des pouvoirs au-delà des prochaines élections, prévues en 1999.

Frédéric Chambon

Florence de Changy

ÉCONOMIE Le nombre de chômeurs a fortement augmenté en mai (+30 800) pour s'établir à 3 042 800, soit 12,4 % de la population active, selon les données publiées, vendredi

28 juin, par le ministère du travail. La hausse concerne toutes les tranches d'âge. Le chômage de longue durée, qui frappe plus de 1 million de personnes, a cessé de reculer. ● LES PRÉ-

VISIONS de l'Insee, publiées le même jour, sont pessimistes. Après une forte croissance au premier trimestre 1996, l'activité économique devrait baisser de 0,3 % au deuxième tri-

mestre. Pour le second semestre, l'institut envisage une accélération de la croissance, mais celle-ci ne dépassera pas 1,3 % sur l'ensemble de l'année. ● LE POUVOIR D'ACHAT des

ménages ne devrait progresser que de 0,2 % en 1996, le plus mauvais résultat depuis 1984. De son côté, la consommation devrait stagner au second semestre.

Le chômage est fortement reparti à la hausse au mois de mai

L'Insee ne prévoit aucune amélioration sur le front de l'emploi d'ici à la fin de l'année. Le gouvernement, qui veut restreindre les aides publiques dans ce domaine en 1997, devra y réfléchir à deux fois

APRÈS DEUX MOIS de répit, avec une légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi (-19 600 en mars-avril), le chômage est reparti à la hausse en mai. Le nombre de chômeurs s'est accru de 30 800 (+1 %) pour atteindre 3 042 800 en données corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les statistiques publiées, vendredi 28 juin, par le ministère du travail. Les chômeurs représentent désormais 12,4 % de la population active (contre 11,9 % fin avril). En un an, le chômage a progressé de 2,5 %. Si l'on retient l'ancien « baromètre », qui comptabilisait les inscrits à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante-dix heures dans le mois, il frappe 3 362 700 de personnes (+3,4 % sur un an). Selon la définition très rigoureuse du Bureau international du travail, la hausse est, toujours sur un an, de 7,2 % (+214 000 personnes).

Le ministère observe que « toutes

les tranches d'âge sont concernées par cette augmentation ». La situation dans les moins de vingt-cinq ans s'est dégradée, le nombre de demandeurs augmentant de 1,1 % en un mois pour les hommes (277 900 personnes) comme pour les femmes (324 800). Avec l'arrivée de nombreux jeunes issus du système scolaire sur le marché du travail à la rentrée, la tendance risque de se dégrader dans les mois à venir. Les 25-49 ans ne sont pas plus épargnés (+3,4 % sur un an pour les hommes), de même que les salariés âgés de plus de cinquante ans (+6,7 % sur un an pour les hommes, +8,5 % pour les femmes).

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE, sensible depuis plusieurs mois (-7,7 % sur douze mois), s'est arrêtée, leur nombre repartant même à la hausse (+0,3 %). Ils représentent 34,5 %



Le gouvernement ne s'attend pas à une embellie sur le front du chômage dans les mois à venir.

des chômeurs, soit 1 022 600 personnes en données CVS. Si les inscriptions dans les agences locales pour l'emploi ont reculé en mai (-2 %), celui des sorties a aussi régressé (-2,5 %). Signe de l'atonie du marché du travail, les offres d'emploi déposées à l'ANPE se font moins nombreuses, même si le solde reste positif sur un an (+7,7 % en données brutes).

Après deux mois atypiques, mai est plus conforme à la tendance amorcée en août 1995, qui traduit l'atonie de l'économie. Le premier ministre a beau répéter que la « confiance » doit revenir, son message est sans cesse nuancé par les prévisions des instituts de conjoncture et, parfois, contredit par les faits. L'annonce de réductions importantes d'effectifs dans plusieurs secteurs (Moulinex, Crédit lyonnais, construction navale...) crée un climat délécteur et justifie que le moral des Français soit au plus bas depuis janvier.

C'est dans ce contexte difficile que le ministre du travail doit préparer, pour le budget 1997, une réduction des aides à l'emploi. Ce sont probablement plus de 10 milliards de francs (sur un total de 108 milliards), voire davantage, que Jacques Barrot va devoir trouver. Il sera aidé par la mission d'information constituée à l'Assemblée nationale il y a quelques semaines. Le président de cette mission, Michel Péricard (RPR, Yvelines), doit rendre public son rapport le 4 juillet.

M. Barrot n'a jamais caché son opposition à des coupes claires. A la logique budgétaire du ministère des finances, il oppose un argumentaire économique montrant que les allègements de charges sociales durables ou les primes pour le développement des formations en alternance (apprentissage...) constituent de bons « investissements » à moyen terme. Il est aussi hostile à une baisse drastique des aides permettant une insertion, même imparfaite, de ceux qui en bénéficient (contrats emploi-solidarité et contrats initiative-emploi). La dégradation sur le front de l'emploi devrait le renforcer dans cette conviction.

M. Barrot explore néanmoins les pistes capables d'entraîner des économies. Il estime, par exemple, qu'il faut augmenter la part du financement des contrats emploi-solidarité (CES) et des contrats em-

ploi consolidés (CEC) à la charge des collectivités locales. Le régime d'assurance-chômage, dans une situation financière saine, pourrait être davantage mis à contribution dans le cadre de certaines prétraitements. Il s'interroge aussi sur les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) destinés aux adultes, dont le nombre a déjà sensiblement baissé depuis un an. Le contrat initiative-emploi (CIE) pourrait être à deux vitesses : les entreprises embauchant un chômeur de longue durée n'auraient plus que l'allègement de charges, la prime de 3 000 francs par mois allant aux chômeurs de très longue durée. Mais la refonte du CIE est d'autant plus difficile qu'il s'agit d'une des principales mesures voulue et prise par le chef de l'Etat.

Jean-Michel Bezat

Comment recycler 30 milliards d'aides ?

Jacques Nikonoff, président du mouvement Un travail pour chacun, juge que les 20 à 30 milliards de francs tirés d'une réduction de certaines aides à l'emploi pourraient abonder le Fonds paritaire d'intervention pour l'emploi créé par l'accord patronat-syndicats du 5 juillet 1995. « C'est une réforme majeure, qui permettrait à la fois de financer des emplois dans le secteur non marchand et de favoriser de nouvelles formes de réduction du temps de travail dans les bassins d'emploi », explique-t-il au Monde. Dans un mémorandum détaillé, il précise les moyens de capitaliser ce fonds (Etat, Unedic, aides européennes, collectivités) et d'en affecter les recettes. Le financement d'emplois nouveaux créerait un cercle vertueux : plus de salaires et d'activité, donc plus de recettes fiscales et sociales et moins de dépenses (Unedic, RML...). Il estime qu'avec 30 milliards le fonds pourrait créer 350 000 emplois, notamment dans le secteur public, les associations ou les collectivités locales.

L'Insee dresse un tableau pessimiste de la conjoncture

UNE CROISSANCE MOLLE, même si elle devrait tendre à s'accroître légèrement en fin d'année ; une consommation atone, freinée par un pouvoir d'achat stagnant ; des créations d'emplois quasi nulles sur l'ensemble de l'année et, par contre-coup, une progression sensible du taux de chômage ; le moins que l'on puisse dire, c'est que la note de conjoncture que l'institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publiée vendredi 28 juin et qui présente ses prévisions pour le second semestre de 1996 n'est pas marquée par un grand optimisme.

Cette simulation était particulièrement attendue car, depuis plusieurs mois, le gouvernement annonce qu'une reprise économique devrait se manifester au cours du second semestre de 1996. Même si l'Insee n'exclut pas un rebond, le tableau qu'il dresse de la conjonc-

ture reste pessimiste. Voici les principaux points de cette prévision : ● Croissance. L'Insee fait un premier constat décevant : actuellement, l'activité économique française recule. Après une vive hausse de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, l'activité devrait vraisemblablement régresser, au deuxième, de 0,3 %, avant de repartir au troisième (0,8 %) et au quatrième (0,5 %). De ce profil d'activité pour le moins heurté, l'Insee tire tout de même la conclusion que « la croissance devrait s'accroître d'ici à la fin de l'année », même si cette « accélération [devrait avoir] des effets encore limités à l'horizon de la prévision ».

L'institut laisse entendre qu'un autre scénario n'est pas à écarter, même s'il ne l'a pas retenu dans ses prévisions : « On ne peut exclure, au cours du second semestre, un net retournement des perspectives, porteur d'une reconstitution plus forte des stocks et d'une accélération plus vigoureuse de l'activité ».

L'accélération envisagée pour le moment n'empêcherait pas la croissance de rester faible, en moyenne, sur l'ensemble de l'année. Elle atteindrait seulement 1,3 %. L'Insee donne, donc raison au gouvernement qui, dans un souci de prudence, avait abaissé de 2,8 % à 1,3 % sa prévision de croissance pour 1996. Il estime que « son glissement annuel serait de l'ordre de 2 % en fin d'année ».

● Consommation et pouvoir d'achat. C'est une autre des mauvaises nouvelles de cette note et qui explique la faible accélération de la croissance : la consommation

monter à 1984, à la suite du virage de la rigueur, pour trouver un plus mauvais chiffre (-0,6 %).

Parallèlement, les « déterminants » qui expliquent cette quasi-stagnation du pouvoir d'achat, il y a d'abord les salaires. Le pouvoir d'achat des salaires bruts ne devrait progresser que de 0,9 % en 1996, après 2,2 % en 1995. Dans le même temps, relève l'Insee, « les impôts progresseraient fortement en 1996 », sous le coup notamment de la création du RDS et de l'envolée des taxes locales. En 1996, les prélèvements fiscaux et sociaux sur les ménages progresseraient ainsi de 4,9 %, soit nettement plus qu'en 1995 (2 %) et 1994 (1,7 %). La pression fiscale sur les ménages (c'est-à-dire les impôts sur le revenu et le patrimoine rapportés au revenu disponible brut avant impôts) serait en hausse sensible : de 9,3 % en 1994 et 9,2 % en 1995, elle passerait à 9,7 % en 1996.

● Investissement. C'est une autre déception de cette prévision : s'il continue de tirer la croissance, l'investissement ne progresserait que de façon « modérée ». La hausse de l'investissement total ne serait plus que de 0,7 % en 1996, après 2,6 % en 1995, et, dans le même temps, la progression de l'investissement des entreprises passerait de 3,9 % à 2,9 %.

● Emploi et chômage. « Comme c'est le cas depuis la fin de 1995, l'emploi salarié devrait continuer à stagner au cours de la seconde partie de l'année », estime l'Insee, même si, en fin de période, « de faibles créations nettes d'emplois pourraient apparaître ». Après deux années de hausse (1 % en 1994, 0,7 % en 1995), l'emploi stagnerait en 1996 (0 %), voire même pourrait « très légèrement décroître », cela « malgré la poursuite du développement du temps partiel ».

Compte tenu de cette évolution défavorable et d'une hausse de la population active, sur un rythme identique à celui enregistré en 1995, l'Insee craint une nouvelle dégradation du chômage. Dans une précédente enquête, l'institut avait indiqué que le nombre des chômeurs (au sens du Bureau international du travail) avait augmenté de 173 000 entre mars 1995 et mars 1996. Dans la présente note, il suggère que la dégradation devrait se poursuivre, le second semestre enregistrant « une légère remontée du taux de chômage ». En fin d'année 1996, ce taux de chômage pourrait se situer « entre 12,3 % et 12,5 % de la population active », contre 12 % en décembre 1995. Visiblement, l'Insee n'avait pas pris en compte la forte poussée du chômage du mois de mai, portant le taux de chômage à 12,4 %, et ses prévisions en sont, sans doute, affectées.

Laurent Mauduit

Les principales prévisions



L'augmentation de la pression fiscale va fortement peser sur le pouvoir d'achat, et par ricochet sur la consommation.

ture reste pessimiste. Voici les principaux points de cette prévision :

● Croissance. L'Insee fait un premier constat décevant : actuellement, l'activité économique française recule. Après une vive hausse de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, l'activité devrait vraisemblablement régresser, au deuxième, de 0,3 %, avant de repartir au troisième (0,8 %) et au quatrième (0,5 %). De ce profil d'activité pour le moins heurté, l'Insee tire tout de même la conclusion que « la croissance devrait s'accroître d'ici à la fin de l'année », même si cette « accélération [devrait avoir] des effets encore limités à l'horizon de la prévision ».

devrait progresser de seulement 1,9 % en 1996. Après avoir très vivement progressé en début d'année (2,4 % au premier trimestre), elle devrait stagner au second semestre (0 %).

Pour une part, cette atonie de la consommation est le fruit de l'évolution du pouvoir d'achat, qui ne devrait guère inciter les Français à reprendre leurs achats. Selon l'Insee, « en 1996, presque tous les déterminants du revenu des ménages seraient mal orientés, si bien que le revenu en pouvoir d'achat stagnerait après avoir progressé de 2,7 % en 1995. Précisément, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages progresserait de 0,2 % sur l'ensemble de l'année 1996. Même en 1993, l'année de la récession, le résultat avait été meilleur (0,7 %). Il faut, en fait re-



L'ESPAGNE en BLEU

SUR LE SABLE DE NOS PLAGES SE DESSINE UNE VIE LIBRE ET PLEINE DE PASSION...

« A de tels moments, en de tels endroits, quand les questions les plus graves concernent le choix de l'esprit et des rasps pour la détente, on trouve du prochain plongeon, on peut imaginer la nécessaire séquence de costumes quelques châteaux en Espagne... »

Au nord de l'île de MAJORQUE sur la baie d'Alcudia, en bordure d'un lac et à 500 mètres d'une plage de sable fin bordée de palmiers et pins maritimes. Au départ de Paris le mercredi entre le 10/07 et le 27/07/96, 3 870 F une semaine en demi-pension, boissons incluses. Aboard villes de départ : Toulouse, Bordeaux.

Nantes, Lyon, Marseille, Perpignan, Brest... Spécial enfants : « Pensions hôtelières gratuites pour enfant de - de 2 ans participant la chambre avec 2 adultes. » 50% de réduction sur prestations hôtelières pour enfants de 2 à - de 12 ans. Accueil en mini club (4 à 10 ans) et junior club (10 à 14 ans).

Pour en savoir plus sur l'Espagne, téléphonez à l'Office Espagnol du Tourisme au (11 45 05 82 50 - Fax : 45 05 82 51 ou sur Minitel : 3615 Espagne (1,29 /min)

صكرا من الامال

Le Parlement a définitivement approuvé la proposition de loi sur l'adoption

Il n'y aura pas de prestation familiale nouvelle en faveur des familles adoptant à l'étranger

Le Parlement a définitivement approuvé, jeudi 27 juin, la proposition de loi sur l'adoption déposée par le professeur Jean-François Mattéi (député UDF-PPDF des Bouches-du-Rhône), après un accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat en commission mixte paritaire. Les par-

lementaires RPR-UDF ont voté pour, ainsi que le PCF. Le PS, absent en séance au Palais-Bourbon, a voté contre au palais du Luxembourg.

LE LONG CHEMINEMENT parlementaire du texte élaboré par Jean-François Mattéi, professeur de pédiatrie et de génétique médicale et député UDF-PPDF des Bouches-du-Rhône, depuis son dépôt en juillet 1995 jusqu'à son adoption définitive, jeudi 27 juin, a permis aux députés et aux sénateurs de débattre sur le fond de ce sujet de société, alors que la législation relative à l'adoption, qui datait du 11 juillet 1966, n'avait jamais été réformée. A l'initiative de l'opposition, qui avait déposé des

amendements allant bien au-delà de ce que souhaitait M. Mattéi, les parlementaires ont, notamment, débattu des dispositions sur le secret des origines.

Le texte, qui maintient la possibilité d'accoucher sous X, prévoit que l'enfant pourra avoir accès à des renseignements non « identifiants » sur ses parents. Ceux qui, à l'instar des sénateurs socialistes, souhaitent la création d'une instance de médiation susceptible de permettre l'accès des enfants à leur identité d'origine, n'ont pas obtenu gain de cause. Le même sort a été réservé aux propositions visant à autoriser les concubins à adopter, en tant que tels.

Une fois ces sujets évacués, plusieurs modalités d'application du texte ont fait, entre les deux Assemblées, l'objet d'après discussions qui se sont soldées, dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin, par la difficile élaboration d'un texte de compromis en commission mixte paritaire (CMP). Représentés notamment par Jacques Larché, président (RI) de la commission des lois, et Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), rapporteur pour cette même commission, les sénateurs ont obtenu gain de cause sur plusieurs

points. Contrairement à ce que souhaitait M. Mattéi, l'adoption simple - qui, à la différence de l'adoption plénière, ne rompt pas tout lien entre l'adopté et sa famille d'origine - ne sera pas dénommée adoption « complète », modification jugée « purement grammaticale » au palais du Luxembourg. Les sénateurs ont également obtenu la suppression de l'article introduisant un écart d'âge maximal de cinquante ans entre adoptants et adoptés.

SUPPRESSION D'UN ARTICLE

Le délai de rétractation du consentement à l'adoption a été finalement réduit de trois à deux mois. M. Mattéi a donc obtenu partiellement gain de cause : il avait d'abord prévu de porter ce délai à six semaines, en plaçant en faveur de la nécessité pour l'enfant d'être accueilli le plus rapidement possible dans une famille.

Un autre sujet de controverse avait été introduit par l'Assemblée nationale en première lecture : soucieux de trouver une solution aux conflits de loi en matière d'adoption internationale, les députés avaient adopté, malgré la vive opposition du garde des sceaux Jacques Toubon, une dis-

position prévoyant l'application de la loi française, en l'absence de législation dans le pays d'origine. Contesté à la fois par le Sénat et par le gouvernement, cet article a été supprimé.

Certaines dispositions financières ont suscité de très vifs débats lors de la CMP. Malgré une vigoureuse opposition des sénateurs, qui n'appréciaient guère l'instauration de nouvelles charges financières pesant sur les collectivités locales, les députés ont obtenu le maintien du dispositif prévoyant que les départements accordent une aide financière sous condition de ressources aux assistantes maternelles adoptant un enfant dont le service de l'aide sociale à l'enfance leur avait confié la garde. Le gouvernement a obtenu la suppression de la disposition instituant une nouvelle prestation familiale en faveur des familles adoptant un enfant à l'étranger. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, s'est toutefois « engagé à ce que des prêts soient attribués sur les fonds d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocation familiale ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Scission des Ecologistes au conseil régional d'Ile-de-France

LE GROUPE des Ecologistes d'Ile-de-France, qui comptait vingt élus, issus des listes Génération Ecologie formées lors des élections régionales de 1992, s'est scindé en deux, jeudi 27 juin. Cette scission clarifie la situation d'un groupe hétérogène, qui fournissait à Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, et à la majorité relative RPR-UDF, l'appui des voix nécessaires à l'approbation des budgets. Onze restent sur la ligne de Brice Lalonde, dans la majorité présidentielle, avec comme président de groupe Michel Momburn, qui succède à François Dorez. Les neuf autres, parmi lesquels M. Dorez, le professeur Alexandre Minkowski et Loïc Le Guénédal, membre de la commission des marchés de la région, ont déclaré qu'ils ne « se reconnaissent plus dans le groupe des Ecologistes d'Ile-de-France » et qu'ils « tenaient à réaffirmer [leur] identité politique [...] d'écologistes à gauche en toute indépendance », en tant que « membres sympathisants du Parti écologiste fondé le 4 mai 1996 ».

M. Minkowski devrait rejoindre, dès le 1^{er} juillet, les rangs du groupe socialiste, soutenu dans cette dé-

claration, selon le président du groupe, Yannick Bodin, par Lionel Jospin. Les huit autres, pour l'instant non inscrits, ont entamé des discussions avec le groupe des Verts afin d'examiner les modalités d'un rapprochement. La polémique sur le fonctionnement de la commission des marchés de la région, dénoncé par son ancienne présidente, Claude-Annick Tissot (RPR), a précipité cet événement. La scission risque de rendre beaucoup plus difficile la négociation des prochains votes budgétaires par l'exécutif : un apparemment du « groupe des huit » avec les quatorze Verts renforceront cette entité qui pratique une opposition résolue à M. Giraud. En outre, Michel Vampouille, membre de la commission permanente, qui dispose de pouvoirs étendus en matière de répartition des crédits, est maintenant dans l'opposition : au sein de cette commission, la majorité et l'opposition disposent désormais de quinze voix potentielles chacune, alors que M. Giraud y bénéficiait jusqu'à présent d'une courte avance.

Pascale Sauvage

LES NOUVELLES TENDANCES DES MAIRES 1995 : 5. - La pause fiscale

Meaux à la recherche de la « dépense publique productive »

Après les exemples de Troyes (Le Monde du 25 juin), de Levallois-Perret (Le Monde du 26 juin), de La Rochelle (Le Monde du 27 juin) et d'Arles (Le Monde du 28 juin), nous concluons avec Meaux une série de cinq articles sur les nouvelles tendances des élus municipaux de 1995.

« EN GERANT de façon rigoureuse les deniers publics, nous avons pu, pour la première fois depuis 1985, ne pas augmenter les impôts communaux », annonce de La Lettre du maire chiraquien de Meaux et député de Seine-et-Marne, Jean-François Copé (RPR), est triomphale. Elu en juin 1995, au terme d'une campagne très active, cet énarque de trente-trois ans se présente aujourd'hui en champion de la rigueur budgétaire.

Avec une dette de 591 millions, soit 11 820 francs par habitant, Meaux, cinquante mille habitants, a atteint, selon son maire, un seuil critique. Symbole de cette inflation de dépenses publiques, le Théâtre du Luxembourg et sa médiathèque focalisent les critiques de la nouvelle équipe. Le « Luxembourg », construit pour un peu plus de 100 millions lors du précédent mandat, et inauguré quelques semaines avant les élections, génère un déficit structurel de fonctionnement de plus de 8 millions. Un véritable « boulet » pour le maire.

« Nous avons pu présenter un budget de 453 millions de francs, en augmentation de 1,61 % seulement par rapport à l'an passé, alors que l'évolution de nos finances locales avait connu en moyenne une croissance de 8,59 % depuis 1989 », soutient le benjamin de l'Assemblée nationale, qui se définit lui-même comme un « juppéiste de choc ». « Trop d'impôts tue l'impôt », répète-t-il volontiers, en ajoutant : « La réduction des frais de fonctionnement n'est pas une fin en soi. L'estime que les collectivités locales peuvent, comme les entreprises, réaliser des gains de productivité. Il faut entrer dans l'ère de la dépense publique productive. »

Si l'effectif communal, un rien pléthorique (mille deux cents fonctionnaires), n'a pas bougé depuis un an, Jean-François Copé a engagé



des économies sur les frais de gestion : le budget de la communication est passé de 8 à 4 millions, les frais d'administration générale de tous les services ont été diminués de 10 %, la mairie a vendu 10 % de son parc automobile aux enchères et tous les contrats de maintenance ont été renégociés. Ces mesures ont permis de ne pas augmenter des taux d'imposition déjà élevés (23,11 % pour la taxe d'habitation, 17,75 % pour la taxe professionnelle contre 12 % de moyenne régionale). Elles s'accompagnent pourtant d'une hausse de certaines dépenses publiques. Ainsi Jean-François Copé se félicite-t-il d'avoir augmenté de 200 % l'enveloppe de 2,8 millions affectée au développement économique. La commune a également consacré 1 million au recrutement de six agents et d'un directeur de police municipale et 1,4 million à l'amélioration de la pro-

preté urbaine. Toutes ces nouveautés sont qualifiées par l'opposition de simples « effets d'annonce ». « Lorsque Jean-François Copé parle d'une augmentation de 200 % du développement économique, il a mathématiquement raison. Il oublie cependant de préciser que certaines des sommes de ce chapitre apparaissent auparavant au budget de la communication », corrige François Baudry (PS), conseiller municipal et chef de file de l'opposition depuis la démission de Jean Lion (PS), maire de 1977 à 1995. Et l'élus socialiste de dénoncer l'augmentation de plus de 5 % des tarifs municipaux ou la diminution des subventions aux associations dans les quartiers sensibles.

Le maire balaye les critiques d'un revers de la main : « Il n'y a pas de commune mesure entre l'inflation fiscale passée et la remise à niveau de certains tarifs. Notre objectif était de mettre un terme à la hausse des impôts. Nous allons maintenant tenter de les faire progressivement diminuer. Il y a un moment où l'usager doit payer à la place du contribuable. » En attendant, le débat budgétaire a provisoirement laissé place aux réunions publiques dans les quartiers chauds. Jean-François Copé vient de reprendre son bâton de pèlerin pour convaincre ses administrés des bienfaits du projet de zone franche, puisque Meaux est sur la liste gouvernementale avec Beauval et la Pierre-Collinet : un centre aéré et plusieurs voitures y ont encore été récemment incendiées et certains se plaignent de ne rien voir venir, si ce n'est la création de la police municipale et, bientôt, l'installation d'une caserne de CRS à la place d'un ancien foyer de jeunes travailleurs.

« Comment réagiriez-vous si vous étiez contrôlé dix fois en une seule nuit, alors que vous discutez tranquillement avec votre amie ? », lance un jeune, lors d'une réunion au centre social Louis-Aragon. « La réussite du projet et la qualité de la vie à Meaux dépendent en grande partie de la sécurité ambiante. Cet espoir-là, je ne veux pas qu'il soit étouffé par une poignée de trouble-fêtes », répond M. Copé.

Roland Puig

Mme Idrac veut renforcer les pouvoirs des contrôleurs de la SNCF et de la RATP

Ils pourraient vérifier l'identité des contrevenants

AU NOM de la rentabilité des entreprises publiques de transport et du sentiment d'insécurité des voyageurs, le gouvernement veut étendre aux agents de la RATP et de la SNCF certains pouvoirs de contrôle d'identité jusqu'alors réservés aux policiers et aux gendarmes. Le secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac, devait annoncer, vendredi 28 juin à Paris, lors d'un colloque organisé par l'Union des entreprises de transports publics (UTP), la présentation à l'antenne d'un projet de loi, qui autoriserait les contrôleurs des trains, métros et bus à « donner un cadre légal indiscutable aux agents chargés de contrôler pour recueillir l'identité des contrevenants et permettre, en cas de manquement, de les présenter immédiatement à un officier de police judiciaire ». Le texte introduirait ainsi, en clair, une innovation majeure : autoriser les contrôleurs à exiger des contrevenants ou des délinquants la présentation d'une pièce d'identité.

La législation actuelle est, il est vrai, aussi ancienne qu'incertaine. Elle repose sur une loi du 15 juillet 1845 et un décret du 22 mars 1942 consacrés à la police des chemins de fer. Reprises dans le code pénal, leurs dispositions permettent aux personnels assermentés de la RATP et de la SNCF de « recueillir le nom et l'adresse des mis en cause ; en cas de besoin, ils peuvent recueillir l'assistance d'un officier ou d'un agent de police judiciaire ». Outre qu'elles ne permettent pas explicitement aux contrôleurs de vérifier l'authenticité des déclarations des intéressés, elles limitent les éléments d'état civil au

nom et à l'adresse. Or, les lieux et dates de naissance sont des éléments d'identification d'une plus grande fiabilité pour les services de recouvrement des amendes. C'est pourquoi de nombreux contrôleurs avaient pris l'habitude de demander aux contrevenants, par des formules plus ou moins directes, la présentation de leurs documents d'identité.

Préparé par les ministères de la Justice et des transports, le projet de loi n'est « pas inspiré par la volonté d'accroître l'arsenal répressif en créant un nouveau délit », assure Mme Idrac, mais vise à « combler les lacunes constatées » dans la législation actuelle. « Il doit s'inscrire un meilleur recouvrement des amendes et une dissuasion plus forte des fraudeurs », ajoute-t-elle.

Le coût annuel de la fraude est en effet évalué aujourd'hui à plus de 1 milliard de francs par les entreprises de transports publics. Son niveau aurait plus que doublé au cours des dix dernières années. Près de 4,5 millions d'infractions sont à présent relevées chaque année. Selon l'UTP, moins de 10 % des procès-verbaux d'amende transmis au Trésor seraient effectivement recouvrés.

Ces modifications législatives ne recueilleraient pas forcément l'assentiment des syndicats, même s'ils revendiquent une sécurité accrue dans les transports publics. Vendredi matin 28 juin, la fédération Transports de la CGT réagissait ainsi en se déclarant opposée « à cette extension de pouvoirs » proposée par le gouvernement.

N. H. et E. In.

La motion de censure déposée par l'opposition sera débattue samedi

LE PS est bien décidé à faire de la défense des services publics l'un de ses grands chevaux de bataille. Un des « principaux thèmes d'affrontement entre la gauche et la droite en 1998 sera la défense ou non du service public », a ainsi affirmé Laurent Fabius, jeudi 27 juin, à Montpellier. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale est revenu à cette occasion sur la motion de censure déposée le jour même par les députés PS avec l'appui des communistes, du Mouvement des citoyens et de Radical pour s'opposer au changement de statut de France Télécom.

Le texte de cette motion - qui sera débattue samedi 29 juin dans l'après-midi - souligne qu'« en soumettant l'ensemble des services publics à une vague sans précédent de déréglementation, de privatisation et de démantèlement, le gouvernement applique une politique ultralibérale, faite d'abandons et d'inégalités, qui accroît les déséquilibres de notre société ».

■ DÉTENTION PROVISOIRE : la commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 26 juin, lors de l'examen du projet de loi sur la détention provisoire déjà voté par le Sénat, un amendement d'Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) limitant le recours à la détention provisoire. Celle-ci ne pourrait être utilisée, à l'exception des cas de flagrant délit, que pour les infractions pour lesquelles la peine encourue est égale ou supérieure à trois ans, au lieu de deux. Cet amendement permettrait de réduire de 10 à 15 % le nombre de personnes placées en détention préventive tous les ans, selon M. Marsaud.

■ SÉCURITÉ SOCIALE : le Parlement a adopté définitivement, jeudi 27 juin, le projet de loi organique relatif aux lois de financement de la « Sécurité ». Les députés ont voté conforme, en troisième lecture, le projet adopté le 20 juin au Sénat. Le RPR et l'UDF ont approuvé le texte, alors que l'opposition PS-PCF n'a pas participé au vote. Les députés se sont rangés à l'avis du Sénat, qui prévoit que le dépôt du texte sur les lois de financement devra s'effectuer au plus tard le 15 octobre à l'Assemblée et que son examen ne pourra excéder quinze jours.

Le tracé du canal Seine-Nord a été rendu public

LA PROPOSITION de liaison fluviale à grand gabarit Seine-Nord a été dévoilée, jeudi 27 juin à Béthune (Pas-de-Calais), par le président de Voies navigables de France (VNF), François Bordry. C'est le tracé le plus court (107 kilomètres), entre Compiègne (Oise) et le canal de Dunkerque-Escourt, parallèle à l'actuel canal du Nord et passant par Péronne (Somme), qui a été retenu par VNF, mandaté par le gouvernement pour réaliser cette étude. M. Bordry a précisé que la décision appartient désormais au gouvernement, qui devrait engager une concertation. La déclaration d'utilité publique est attendue pour 1998, le début des travaux pour l'an 2000 et la mise en service pour 2007. La nouvelle liaison fluviale Seine-Nord est actuellement évaluée à 15 milliards de francs. (Corresp.)

■ SYNDICAT : Nicole Notat a qualifié l'antimisation administrative de licenciement, dont le Parti socialiste prône le rétablissement, de « solution du passé ». A l'issue d'un entretien, jeudi 27 juin, avec le premier ministre, la secrétaire générale de la CFDT a réclamé « des plans sociaux exemplaires ». Mme Notat a par ailleurs réaffirmé auprès d'Alain Juppé son attachement à la prestation autonome pour les personnes dépendantes.



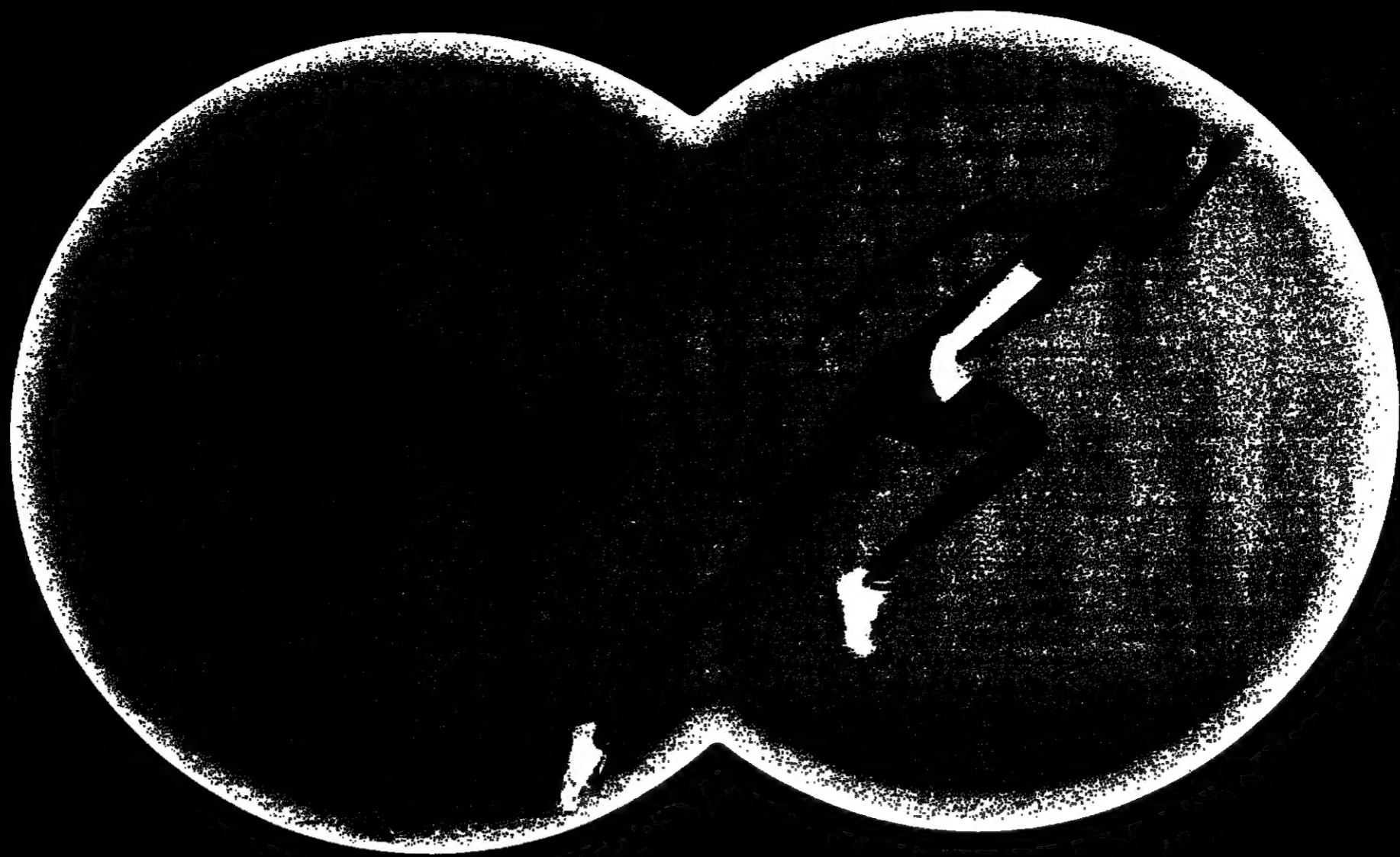
M. Idrac veut renforcer
les pouvoirs des contrôleurs
de la SNCF et de la RATP

Le ministre de l'Équipement, Jean-Pierre Idrac, a annoncé hier qu'il souhaitait renforcer les pouvoirs des contrôleurs de la SNCF et de la RATP. Il s'agit de leur donner la possibilité de suspendre les trains en cas de danger pour la sécurité. Cette mesure est destinée à améliorer la sécurité des voyageurs et à éviter les accidents. Idrac a également annoncé qu'il allait créer un nouveau poste de contrôleur à bord des trains. Ce contrôleur sera chargé de surveiller les passages à niveau et de signaler les dangers. Ces mesures sont destinées à améliorer la sécurité des voyageurs et à éviter les accidents.

La République...
par...

Le monde est à vous...
vous l'assurons...

Le monde est à vous...
vous l'assurons...



À L'INTERNATIONAL VOUS DEVEZ AGIR VITE, LA COFACE S'ENGAGE À RÉAGIR TRÈS VITE

LA CHARTE QUALITÉ COFACE

Les engagements de la Coface qui vous rendent plus forts à l'international.

La Coface s'engage à vos côtés. Dans vos négociations internationales, la rapidité est un facteur de votre réussite. Nous nous engageons sur des délais-clés afin de vous permettre d'être plus réactifs que vos concurrents. Dans votre dialogue avec la Coface vous attendez des partenaires proches de vous et à l'écoute de vos

besoins. Nous nous engageons à mettre à votre disposition un interlocuteur privilégié, spécialiste de votre dossier. Pour en savoir plus sur les 12 engagements de la Coface, appelez le (1) 49.02.20.20.

coface

Le monde est à vous
nous vous l'assurons

AFFAIRES Les policiers qui travaillent avec le juge Eric Halphen depuis deux ans ont refusé, jeudi 27 juin, d'assister le magistrat lors de la perquisition qu'il a effectuée au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi. Ce refus a provoqué l'indignation de tous les syndicats de magistrats. ● LE DOSSIER DE L'APPEL HLM DU FILS DE M. TIBERI A ÉTÉ TRANSMIS, JEUDI 27 JUIN, AU PROCUREUR DE PARIS. « Nous ferons connaître notre décision en temps voulu ». ● JACQUES TOUBON s'est défendu de toute intervention dans les affaires. Il a lancé une

mise en garde, indiquant que le traitement par la presse de certaines affaires allait parfois « très clairement au-delà des limites de la loi ». (Lire aussi notre éditorial page 19.)

de construction (OPAC) de la capitale au fils de M. Tiberi, la perquisition au domicile du maire de Paris a des allures de contre-attaque. De source proche de l'enquête, on indiquait, vendredi matin, que le juge a décidé de se concentrer sur la recherche d'éventuelles « contreparties » accordées aux responsables de l'office HLM de Paris après leurs interventions dans la procédure d'attribution des marchés publics de l'OPAC. M. Halphen serait résolu, dans ce but, à enquêter sur « le patrimoine personnel » de M. Tiberi.

La police a refusé d'assister le juge Halphen dans son enquête

Par deux fois, les policiers n'ont pas accepté de répondre aux demandes du magistrat. Ils n'ont pas voulu l'accompagner lors de la perquisition au domicile parisien de Jean Tiberi, pas plus qu'ils n'ont vérifié des informations contenues dans une lettre anonyme qui lui avait été adressée

LA POLICE a-t-elle refusé de prêter son concours au juge Halphen ? Au lendemain de la perquisition effectuée, jeudi 27 juin, par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi, qui a assisté à une partie de la perquisition, n'a fait aucun commentaire après la visite du juge. Son épouse a, pour sa part, indiqué aux journalistes, qu'elle l'avait trouvé « très courtois ».

Les réticences des policiers à exécuter les consignes du juge ont provoqué, vendredi matin 28 juin, l'indignation du Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Le SM dénonce « une nouvelle entrave à l'action du juge Halphen dans l'affaire des HLM et du financement du RPR ». Se référant au texte de l'article 26 de la Constitution, qui fixe le régime de l'immunité parlementaire, le syndicat rappelle que l'autorisation préalable du bureau de l'Assemblée n'est requise qu'en cas « d'arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté » et précise qu'une perquisition

« constitue une simple mesure d'investigation qui n'entre à l'évidence dans aucune de ces catégories ». Au demeurant, l'initiative du juge ne semble pas avoir soulevé d'objection juridique de la part du représentant du parquet qui l'accompagnait sur les lieux. Le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), proche de l'actuelle majorité, a estimé qu'il « mériterait des explications car il est contraire à tous les usages ». Le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcey, a quant à lui considéré comme « scandaleux que des officiers de police judiciaire refusent d'assister un magistrat ». « Dans un État de droit, a-t-il déclaré au Monde, c'est l'autorité judiciaire qui contrôle la police, et non le contraire. Il est anormal que l'action de la justice puisse être paralysée par des considérations politiques provenant des ministères de l'Intérieur ou de la Défense ».

L'opposition manifestée jeudi par les policiers n'est en outre pas une première. Les enquêteurs du

8^e cabinet de délégations judiciaires s'étaient déjà refusés, il y a deux semaines, à exécuter une mission confiée par M. Halphen, dont l'objet peut également être considéré comme « sensible ». Ayant reçu, comme souvent depuis le début de son enquête, une lettre anonyme parvenue le 6 juin à son cabinet, le magistrat demandait aux policiers d'en vérifier le contenu, et notamment certains éléments concernant l'actuel garde des sceaux, Jacques Toubon, accusé sans la moindre preuve par l'auteur d'avoir perçu, il y a plusieurs années, des salaires d'une société industrielle et financière parisienne. A cette demande, le juge s'est vu opposer une fin de non-recevoir des policiers, de sorte que les soupçons dont faisait état ce courrier n'ont pu être vérifiés ni infirmés.

Intervenant après ces signes de mauvaise volonté policière, ainsi qu'après le refus du procureur de Créteil de renvoyer au juge Halphen une enquête sur les conditions d'attribution d'un appartement de l'Office public d'aménagement et

de construction (OPAC) de la capitale au fils de M. Tiberi, la perquisition au domicile du maire de Paris a des allures de contre-attaque. De source proche de l'enquête, on indiquait, vendredi matin, que le juge a décidé de se concentrer sur la recherche d'éventuelles « contreparties » accordées aux responsables de l'office HLM de Paris après leurs interventions dans la procédure d'attribution des marchés publics de l'OPAC. M. Halphen serait résolu, dans ce but, à enquêter sur « le patrimoine personnel » de M. Tiberi.

TOUJOURS SAISI

Privé du réquisitoire supplétif qui lui aurait permis de vérifier les accusations portées par l'ancien directeur général adjoint de l'OPAC, François Ciolina, relatives à l'appartement du fils de Jean Tiberi (lire ci-dessous), le juge de Créteil reste en effet saisi des faits concernant la passation de marchés de l'OPAC. M. Ciolina - lui-même mis en examen dans ce dossier - avait confirmé l'existence d'un système

de contournement des procédures d'appel d'offres, organisé autour du promoteur Jean-Claude Méry, dirigeant de bureaux d'études et ancien membre du comité central du RPR. Président de l'OPAC, M. Tiberi « était au courant de tout », avait-il assuré. Plusieurs anciens dirigeants de l'OPAC ont confirmé l'existence de « choix anormaux » et d'« arrangements » en marge de la commission des marchés de l'OPAC (Le Monde du 6 juin). Saisies par les policiers au siège de l'OPAC, le 4 juin, deux notes adressées par M. Tiberi à l'ancien directeur général de l'office, Georges Pérol, attestent l'incrimination manifestée par le maire de Paris au sujet du marché des assurances de l'OPAC (Le Monde du 15 juin). Dans un entretien accordé à La Croix, M. Tiberi s'était dit victime d'« accusations mensongères lancées sans la moindre preuve ». Quelques heures plus tard, le juge Halphen sonnait à la porte de son domicile.

Hervé Gattegno

Le dossier de l'appartement HLM de la rue Censier a été transmis au procureur de Paris

LE DOSSIER de l'appartement HLM du fils de Jean Tiberi a été transmis, jeudi 27 juin, au procureur de Paris, Gabriel Bestard. « La procédure est à l'étude, soulignait-on au parquet. Nous allons procéder à une expertise juridique et nous ferons connaître notre décision en temps voulu ». Le dossier était jusqu'alors à Créteil (Val-de-Marne), puisque les conditions d'attribution de ce logement avaient été dénoncées au juge Eric Halphen par l'ancien directeur général adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) François Ciolina. Souffrant que les faits s'étaient déroulés à Paris et que le siège de l'OPAC et le domicile des Tiberi se trouvaient dans la capitale, le procureur de Créteil, Michel Barrau, a estimé que cette affaire ne relevait pas de sa compétence territoriale.

L'avocat de François Ciolina, M^{re} Arnaud Montebourg, conteste cette décision. Dans une lettre adressée, jeudi 27 juin, à Jacques Toubon, garde des sceaux, il estime que le dossier doit rester à Créteil, les révélations de M. Ciolina sur le logement HLM en question étant un élément de sa défense dans l'affaire des fausses factures. Soulignant que la décision de transmission a été prise « en concertation ostensible avec [les] services de la chancellerie et le procureur général de Paris », il considère que M. Ciolina « pourrait s'estimer victime » d'une violation, par le ministre, des articles de la convention européenne des droits de l'homme sur les droits de la défense.

Cette concertation entre les différents parquets, ajoute-t-il, traduit, à travers le classement définitif qu'elle poursuit, une utilisation détournée et abusive des pouvoirs d'opportunité des poursuites, par ailleurs non conforme à l'intérêt

général qui doit inspirer, puisqu'à l'évidence destinée à protéger les intérêts particuliers d'un élu et de sa famille. »

Entendu le 30 mai par le juge Halphen, dans le cadre du dossier des fausses factures de la région parisienne, M. Ciolina avait expliqué dans quelles conditions le logement HLM de la rue Censier avait été rénové. M. Tiberi « m'avait personnellement téléphoné pour venir à l'attribution de ce logement à son fils, a-t-il raconté dans Le Monde. Un jour, j'ai été convoqué dans l'appartement par M^{re} Tiberi, qui m'a demandé de changer la baignoire, de refaire la cuisine, de poser du marbre sur toute la surface de l'appartement - plus de 100 mètres carrés. J'ai informé Georges Pérol [le directeur général de l'OPAC] de ces exigences inhabituelles. Il m'a répondu qu'il fallait s'exécuter sans aucune limitation de budget. » Selon M. Ciolina, la facture se serait élevée à 1,5 million de francs. Les documents déjà réunis par les enquêteurs attestent la réalisation de 321 000 francs de travaux.

PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊT

Pour le juge Halphen, cette attribution pourrait valoir au maire de Paris une mise en examen pour « prise illégale d'intérêt ». Cette infraction consiste, pour un élu, à prendre un « intérêt » dans une opération dont il était chargé d'assurer la surveillance. Le magistrat estime que M. Tiberi, surveillant le secteur des HLM puisqu'il était président de l'OPAC, a pris un intérêt indirect dans l'attribution du logement : son fils a obtenu la jouissance d'un HLM, ce qui lui a permis de mettre en location les autres appartements dont il était propriétaire. Enfin, Eric Halphen considère que malgré leur ancienneté - l'appartement a été attribué

en 1989 - les faits ne sont pas prescrits puisque le nouveau code pénal sanctionne le fait non seulement de prendre, mais aussi de « conserver » un intérêt.

Au mois d'avril, le parquet de Paris avait fait une analyse très différente de cette affaire. Saisi par l'Association de défense des contribuables parisiens (ADCP), le procureur avait décidé de classer le dossier parce qu'il estimait que Jean Tiberi n'avait pris aucun intérêt personnel dans cette opération : le bail a été signé par son fils, qui réglait lui-même ses loyers. Dans cette querelle sur l'intérêt personnel, le Service central de prévention de la corruption (SCPC) avait donné, en septembre 1995, une interprétation plus large que le parquet de Paris. Dans son avis, il notait que le délit est constitué « dès lors que l'auteur avait eu un comportement incompatible avec l'exercice dévoué et impartial de ses fonctions, en s'impliquant personnellement, d'une manière quelconque, dans l'affaire soumise à sa surveillance ».

Il revient désormais au parquet de Paris de statuer une nouvelle fois sur ce dossier. Le procureur Gabriel Bestard a le choix entre trois solutions : classer purement et simplement le dossier, comme il l'a fait il y a deux mois ; ordonner une enquête préliminaire, qui se déroulerait sous le contrôle du parquet ; ouvrir une information judiciaire, qui aboutirait à la saisie d'un juge d'instruction. Par rapport aux mois d'avril, l'élément nouveau concerne les importants travaux de rénovation engagés par l'OPAC avant l'entrée dans les lieux de Dominique Tiberi.

Anne Chemin

M. Toubon se défend d'être « le ministre des affaires »

INSTAURATION d'un guichet universel des greffes afin d'orienter les justiciables, développement des maisons de justice, généralisation du traitement en temps réel des procédures par les parquets : soucieux de ne pas apparaître comme « le ministre des affaires », Jacques Toubon a longuement détaillé, jeudi 27 juin, son plan de modernisation pour la justice. « Depuis mon arrivée place Vendôme, la décision la plus déterminante que j'ai prise pour la justice des dix prochaines années est une circulaire du 9 octobre, affirmait-il avec un brin de provocation. Elle tranche une querelle vieille de dix ans en précisant que les cellules de gestion des tribunaux seront dirigées, non par des magistrats, mais par des greffiers en chef ».

En ces temps d'affaires, il était pourtant difficile d'éviter les « questions qui fâchent », selon l'expression d'un journaliste. « Je consacre 99 % de mon temps aux questions de fond, 1 % aux affaires », a protesté Jacques Toubon. On parle de « couverte » mais c'est faux : je n'ai jamais manifesté, ni de près ni de loin, aucune intention de dans ces dossiers. Qu'on fasse plutôt la liste - et elle est longue - des affaires qui vont bon train ! Jacques Toubon a affirmé qu'il n'était jamais intervenu dans les dis-

cussions du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) concernant les nominations à venir dans la haute hiérarchie judiciaire. « Un nouveau cours des esprits et des choses est entré avec moi dans cette maison », a-t-il conclu.

DOSSIERS NON CLOS

M. Toubon a cependant admis que, malgré les quatre lois sur le financement des partis politiques votées depuis 1988, la réglementation laissait à désirer. « Il faudra peut-être reprendre, dans un climat apaisé et objectif, certains points comme le droit, pour les personnes morales, de financer la démocratie, a-t-il affirmé. Le dossier n'est pas clos. » Sur les abus de biens sociaux, que les organisations patronales souhaitent voir assouplir, M. Toubon s'est montré prudent. « Dans le cadre d'une réforme d'ensemble du droit des sociétés, on peut envisager des dispositions comprenant une certaine dépenalisation du droit des affaires et, peut-être, une nouvelle définition des abus de biens sociaux », a-t-il déclaré au sujet d'un récent arrêt de la Cour de cassation qui réduit le champ de cette infraction. Jacques Toubon a estimé que cette décision « présentait un des éléments d'une éventuelle nouvelle définition ».

A. C.

Un administrateur de l'ARC réclame 63 millions de francs à Jacques Crozemarie

LA JUSTICE a enfin trouvé Jacques Crozemarie. L'ancien président de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) a été mis en examen, jeudi 27 juin, et placé sous mandat de dépôt à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (Le Monde du 27 et du 28 juin). M. Crozemarie avait en effet souffert, la nuit précédente, d'un léger malaise cardiaque peu de temps après avoir été interpellé à l'aéroport d'Orly. Après l'avoir mis en examen pour « abus de confiance, faux, usage de faux, complicité de faux et d'usage de faux », Jean-Pierre Zanotto, juge d'instruction chargé de l'affaire, devait désigner un expert chargé de se prononcer sur la compatibilité de l'état de santé de Jacques Crozemarie avec un placement en détention provisoire sous surveillance médicale.

Confrontée à son passé, l'ARC va bientôt connaître une nouvelle crise. A l'initiative de M^{re} Roland d'Ornano, administrateur de l'association et secrétaire du bureau, le prochain conseil d'administration - fixé au 3 juillet - abordera

un thème qui suscite déjà de fortes tensions chez les administrateurs : « La recherche de la responsabilité civile de Jacques Crozemarie ». « Je réitère que la crédibilité de l'action de redressement entreprise dépend pour beaucoup de la volonté que nous afficherons, non seulement en intention mais dans les faits, à ce que les errements passés soient sanctionnés comme il convient », écrit M^{re} d'Ornano à Michel Lucas, successeur de Jacques Crozemarie, en soulignant l'urgence sur ce thème d'« un vrai débat ».

FAUTES DE GESTION

Le secrétaire du bureau du conseil d'administration de l'ARC avait été l'un des rares donateurs de l'association à poursuivre en justice Jacques Crozemarie quand ce dernier était à la tête de son association (Le Monde du 21 juin 1995). Il rappelle que, pour l'heure, le juge Jean-Pierre Zanotto n'a été saisi que des faits liés aux surfacturations constatées dans les relations entre l'ARC et certains de ses fournisseurs. Cette saisine limitée

ne pourra, selon lui, concerner certaines fautes de gestion qui doivent impérativement être réprimées. Pour illustrer son propos, il cite l'exemple de la campagne publicitaire intitulée « Cancer : SOS de 1 000 chercheurs », lancée par M. Crozemarie en 1995 afin de dénoncer la « campagne de dénigrement » dont aurait été victime l'association qu'il présidait.

« Ils n'avaient pas le droit d'écrire ça... »

Après la révélation, fin 1994, des documents confidentiels de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) (Le Monde du 2 décembre 1994), Jacques Crozemarie avait mené campagne auprès des membres de l'association pour vilipender la presse et inciter au don. Il avait notamment édité une brochure dans laquelle un article du Monde intitulé « L'espérance exploitée », publié dans nos éditions du 2 décembre 1994, était reproduit accompagné de la mention « Ils n'avaient pas le droit d'écrire ça... ». Les journalistes étaient en outre accusés de « déstabiliser l'ARC et d'orienter l'opinion à grands renforts de titres accrocheurs, de petites phrases assassines et d'insinuations ». Plusieurs personnalités du monde scientifique avaient alors apporté leur soutien à M. Crozemarie, parmi lesquelles les professeurs Axel Kahn, Léandre Pourcelot, Jean-Didier Vincent, Christian Trepo ou Etienne-Emile Beaulieu.

Cette campagne visait notamment M. Crozemarie la révélation dans nos colonnes de documents confidentiels et accablants quant à la gestion de l'ARC. Elle avait alors reçu le soutien de plusieurs personnalités du monde scientifique français (lire ci-dessous). « Alors que la Cour des comptes avait déjà fait savoir à M. Crozemarie, par remise en mains propres, le 8 juin

1995, de son pré-rapport, les graves anomalies qu'elle avait relevées dans le fonctionnement de l'ARC, celui-ci a décidé seul, sans consultation de son conseil d'administration et donc sans la moindre autorisation de celui-ci, une campagne médiatique dont le coût s'est élevé à 63 millions de francs ! », a déclaré au Monde M^{re} d'Ornano.

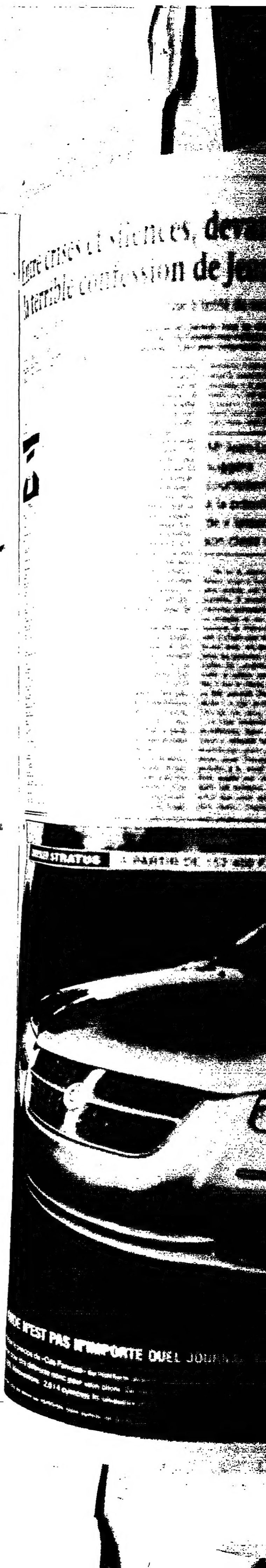
TROMPERIE

Il s'agit là, estime-t-il d'une tromperie à l'égard des donateurs de l'ARC et d'une coûteuse faute de gestion : « La dépense de 63 millions de francs était non seulement inutile mais contraire aux intérêts de l'association en laissant croire à une solidarité de pensée entre elle et son président déchu ». Jacques Crozemarie a ainsi, selon l'actuel secrétaire du bureau de l'ARC, violé l'article 17 du règlement intérieur de son association. En conséquence, « il doit réparation du préjudice que la campagne a causé à l'ARC en reversant à celle-ci la somme de 63 millions abusivement dépensée ».

M^{re} d'Ornano estime, par ailleurs, que l'ancien président a commis une autre « grave faute de gestion » en plaçant sous sa seule responsabilité les considérables disponibilités en trésorerie de l'ARC et en plaçant ces sommes auprès d'établissements financiers qui ont pratiqué des taux inférieurs à la moyenne du marché. « Je ne préche pas une croisade contre M. Crozemarie ou ceux qui auraient pu l'aider à perdre de vue quel était son devoir de président, ajoute-t-il. L'homme et son éventuelle punition me sont totalement indifférents. Ce qui m'importe, c'est l'application simple et stricte de la loi. Des fonds destinés prioritairement à la recherche ont été dilapidés. Nous avons reçu mandat de les récupérer si faire se peut ».

Michel Lucas ayant accepté de faire figurer cette question au prochain conseil d'administration, on saura, le 3 juillet, quels administrateurs partagent l'analyse de M^{re} d'Ornano.

Jean-Yves Nau



Entre crises et silences, devant la cour d'assises, la terrible confession de Jean-Claude Romand

Au troisième jour d'audience, l'accusé a tenté de raconter le meurtre de sa famille

Devant la cour d'assises de l'Ain, Jean-Claude Romand a abordé, au troisième jour d'audience, le récit du meurtre de ses deux enfants, de sa

femme puis de ses parents. Dans les crises, les sanglots et les cris, l'ancien faux médecin a voulu s'expliquer. « C'est pour comprendre que je

comparais », a-t-il souligné. Pourquoi cet homme, aimé de tous, a-t-il tué ceux qui lui étaient le plus chers ? La question reste entière.

BOURG-EN-BRESSE

Un long hurlement venu de la cour d'assises résonne dans les couloirs du vieux palais de justice.

A peine éteinte, la plainte, interrompue, reprend, amplifiée par la sonorisation et par le système qui permet à une partie du public de suivre le procès dans une autre

salle sur un écran vidéo. Dans son box, Jean-Claude Romand s'écroule, tambourine sur le parquet et crie : « Papa ! mon papa ! »

pendant que l'escorte de police tente de le maîtriser. Brusquement, la crise de nerfs s'achève et un silence épaissi tombe.

Le public, debout, immobile, tétanisé, mettra longtemps à se décider à quitter la salle, sans faire le moindre bruit, sans échanger un mot. Dans les couloirs, le regard bouleversé, chacun prend conscience que la soif de savoir a ses limites. Vouloir absolument comprendre peut aussi être une forme de violence. Une simple question peut déclencher cette souffrance qui vient de s'exprimer publiquement, créant chez chaque spectateur un malaise insupportable, renforcé par le soupçon d'être coupable d'une sorte de voyeurisme.

On en vient à regretter le rassurant bavardage de la présidente Yvette Vilvert, qui faisait les questions et les réponses. Interrogé sur les circonstances dans lesquelles il a, le 9 janvier 1993, assassiné son épouse, ses deux enfants de cinq

et sept ans et ses propres parents, Jean-Claude Romand pouvait à peine parler. Quand, à l'issue de quelques secondes de silence, il parvenait à prendre son souffle pour lâcher quelques mots, le magistrat le coupait pour lui présenter un catalogue de réponses.

C'est alors que M^{re} Jean-Louis Abad suggéra courtoisement à la présidente de laisser parler son client et surtout « de laisser la place aux silences ». Et ce dernier s'exprima, avec d'incommensurables silences, hachés par des sanglots. Il était si fébrile que la présidente proposait une suspension d'audience. Jean-Claude Romand refusait, et, dans un souffle, murmurait : « Les enfants sont descendus avec moi au salon... ils ont regardé une cassette de dessins animés... Je les ai peut-être câlinés... Puis je leur ai demandé de monter et j'ai été chercher la carabine... »

Nouveau silence, et c'est à cet instant que l'accusé entra en crise de nerfs.

A la reprise, après avoir été examiné par un médecin, Jean-Claude Romand continue à décrire ses actes. « J'ai fait monter Caroline dans la chambre. Je lui ai dit qu'elle avait de la fièvre. Elle s'est allongée sur le ventre... C'est là que j'ai tiré. » Il pleure ; ses paroles sont incompréhensibles, mais il parvient à crier : « Caroline, quand elle est née, c'était le plus beau jour de ma vie. » Puis il parle de son fils Antoine, assassiné dans les mêmes circonstances.

Mais le meurtre de sa femme, Florence, qu'il a tuée avant les enfants, il ne s'en souvient pas, ou ne veut pas s'en souvenir. « La dernière image, c'est Florence à côté de moi qui téléphonait. L'image

suivante, c'est moi, le rouleau à pâtisserie dans la main et le sang... », raconte-t-il seulement, en ajoutant : « C'est une violence qui me dépasse. Comment j'ai pu ? Ou alors, est-ce qu'il s'est passé quelque chose avec Florence ? »

M^{re} Jean-Louis Abad suggéra courtoisement à la présidente de « laisser parler son client »

On ne le saura peut-être jamais. Mais Jean-Claude Romand est plus précis sur le meurtre de ses parents. Il paraît apaisé quand il raconte comment, après avoir tué sa femme et ses enfants dans sa maison de Préveaux-Moëns, il est allé à Clairvaux-Lacs. Là, il déjeune avec ses parents, attire son père au premier et le tue de deux balles de carabine avant de faire subir le même sort à sa mère. Enfin, il tue le chien, un labrador que sa fille adorait. Dans un sanglot, il lâche : « J'ai pensé : Caroline, je t'envoie ton chien. »

La cour examinera plus tard les conditions dans lesquelles l'accusé a ensuite tenté de tuer sa maîtresse, puis de se suicider. Mais, pour l'instant, il lui faut répondre à la seule véritable question posée par ce procès. Pourquoi cet homme, aimé de tous, a-t-il tué ceux qui lui étaient le plus chers ? Depuis le début des

débats, son attitude parfois incohérente suggère que seuls les psychiatres qui viendront déposer la semaine prochaine pourront apporter des éléments de réponse. Mais Jean-Claude Romand cherche aussi la vérité. « C'est pour comprendre que je comparais », souligne l'ancien faux médecin, qui a fait croire pendant près de treize ans à tous ses proches qu'il était chercheur à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

A l'évidence, l'accusé était au bout de ses mensonges. D'une manière ou d'une autre, la vérité allait éclater. De son discours confus, on peut cependant relever quelques phrases significatives. S'il a tué son épouse « c'est par rapport à la douleur intolérable qu'elle allait vivre ». Il semble donc qu'il ait voulu épargner à ses proches la déception de découvrir qu'il n'était qu'un affabulateur. C'est « la crainte de décevoir » qui paraît avoir régné sur sa vie et sur le drame.

Au juge d'instruction, il avait dit, pour expliquer ses crimes : « C'est peut-être pour supprimer leur regard. » Un regard qui aurait toujours été insupportable. Car, dans cette longue période de désespoir imposée par une profession fictive, les marques d'estime que lui prodiguait abondamment sa famille devenaient, au travers du filtre de la réalité, des reproches permanents. A la barre, son oncle, après l'avoir regardé droit dans les yeux, exprime sa déception et lance à la cour : « Avant, pour moi, c'était le bon Dieu. »

Maurice Peyrot

Manifestations de soutien aux « sans-papiers »

LA FIN DE NON-RECEVOIR opposée par le gouvernement à la grande majorité des Africains sans papiers réfugiés rue Pajol, à Paris, a continué de susciter, jeudi 28 juin, les réactions hostiles des associations de défense des droits de l'homme. « En choisissant une position dure et le refus du dialogue, le gouvernement s'enferme dans une politique qui ne peut que conduire à (...) des actions incontrôlées tout en faisant le jeu de la frange extrême de son électorat », s'inquiète la Ligue des droits de l'homme. Quant au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), il « appelle à un sursaut citoyen des partis politiques, associations, pour répondre à cette provocation qui défie une certaine idée et image de la France ».

D'autre part, un groupe d'universitaires et de médecins fait circuler une déclaration déjà signée par une centaine d'intellectuels, dont le philosophe Jacques Derrida et l'écrivain Jacques Roubaud, dans laquelle ils déclarent « offrir l'hospitalité à quelqu'un du groupe de Saint-Ambroise et lui proposer [leur] aide ou l'hébergement sous [leur] toit, jusqu'au moment où tous auront obtenu leurs papiers (...) » (Contacts : (1) 42-45-75-11).

Les victimes d'accidents collectifs demandent des réformes

LA FÉDÉRATION NATIONALE des victimes d'accidents collectifs (Fenvac) a remis récemment un rapport au ministère de la justice dans lequel elle estime « indispensable » la création d'une « structure extérieure aux assureurs pour suivre le déroulement général du processus des indemnités ». Composée d'un magistrat, d'un bâtonnier, d'un médecin spécialisé en dommages corporels, de membres de l'institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem) et de la Fenvac, cette instance viserait à garantir une meilleure concertation avec les assureurs.

Le rapport préconise aussi l'organisation par la justice d'une réunion d'information des victimes une semaine après un accident, ainsi que des réunions régulières en cours d'instruction. Il demande qu'un premier secours pécuniaire d'urgence soit mis à la disposition des familles, quel que soit le type de catastrophe.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le tribunal de grande instance de Nice a condamné à deux ans de prison avec sursis Patrick Roux, le gérant de la société sous-traitante qui a démolé un litéau entraînant l'effondrement du toit-terrasse du supermarché Casino, le 24 janvier 1994 à Nice. L'accident avait fait trois morts et cent dix-sept blessés. Les cadres techniques de Casino Daniel Palm et René Chaverondier ont été condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis, leur coordinateur de travaux, Roger Giorgini, à un an de prison avec sursis. La responsabilité de l'entreprise principale, Léon Grosse, a été atténuée. Une peine de six mois de prison avec sursis a été infligée à son conducteur de travaux Serge Marcellin. Le directeur général et un stagiaire ont été relaxés. (Corresp.)

■ RÉVISIONNISME : le tribunal de grande instance de Bordeaux a condamné, jeudi 27 juin, le libraire bordelais Jean-Luc Lumdi à un mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende pour vente et exposition de livres révisionnistes. Assorti d'une mise à l'épreuve de cinq ans, le jugement a, en outre, ordonné la destruction des livres saisis dans sa boutique.

CHRYSLER STRATUS A PARTIR DE 152 400 F.*



LE MONDE N'EST PAS N'IMPORTE QUEL JOURNAL, ÇA TOMBE BIEN, LA STRATUS N'EST PAS N'IMPORTE QUELLE VOITURE.

Elaborée selon le principe du « Cab Forward » ou habitacle avancé, la Chrysler Stratus ne ressemble à aucune autre voiture de sa catégorie. Lignes pures, aucun compromis sur le confort ou sur la sécurité, la Chrysler Stratus a été conçue pour être différente donc pour vous plaire. De série : air conditionné, direction à assistance variable, régulateur électronique de vitesse, deux coussins gonflables de protection à l'avant, ABS. Motorisations : 2,0 l 4 cylindres 16 soupapes et 2,5 l V6 24 soupapes. Garantie 3 ans ou 110 000 km (terme à la 1^{re} échéance) et 7 ans anticorrosion. 05 155 155 (appel gratuit).

CHRYSLER

*Prix de vente conseillé hors taxes, incluant la livraison et l'assurance. Les prix peuvent varier selon les options. Les prix sont exprimés en francs français. Les prix sont exprimés en francs français. Les prix sont exprimés en francs français.

صبرنا من الامل

HORIZONS

ENQUÊTE

Unabomber,

C'EST le prisonnier-modèle dont rêvent les gardiens. Dans la cellule de deux mètres sur trois où il attend son procès, à la prison de Sacramento en Californie, comme dans celle du Montana qui l'a accueilli les trois premiers mois de sa détention, Theodore Kaczynski passe ses journées à lire et à écrire, derrière une vitre blindée par laquelle il peut être observé vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Non pas qu'il manifeste des tendances suicidaires - il est même d'un calme olympien, doublé d'une parfaite politesse -, mais c'est la règle pour les prévenus au secret. En fait, l'isolement est la dernière chose dont se plaindrait Theodore Kaczynski, cinquante-quatre ans, lorsque les hommes du FBI l'ont arrêté devant la porte de sa cabane, en pleine forêt, cela faisait vingt-cinq ans qu'il vivait là, seul, en ermite, dans le dénuement le plus total.

En prison, il a retrouvé forme humaine. La douche, une coupe de cheveux, des repas réguliers n'y sont pas étrangers. L'image fulgurante de l'homme sauvage, hirsute et couvert de crasse qui a saisi ses compatriotes sur les petits écrans le soir de son arrestation le 3 avril, mi-ours, mi-clocharde, est effacée. La coiffeuse qui a mis de l'ordre dans sa barbe et sa tignasse l'a même trouvé plutôt bel homme. Si ce n'était les menottes, les chaînes aux pieds et le gilet pare-balles qu'on lui a fait revêtir pour le transférer à Sacramento, on le prendrait pour l'un de ces intellectuels barbus et grisonnants qui arpentent les campus des universités américaines et découvrent le soir sur les chaînes de télévision. C'est d'ailleurs ce qu'a failli devenir Theodore Kaczynski. C'est même ce qu'il aurait dû devenir. Comment ce diplômé de Harvard, mathématicien promis au plus bel avenir à l'université de Berkeley a-t-il pu « décrocher » pour devenir le criminel le plus recherché des États-Unis ? Qu'est-ce qui l'a détourné de l'orbite de l'élite académique pour le mettre sur celle de la chaise électrique ? Comment un produit de la glorieuse classe moyenne américaine devient-il celui que l'on accuse d'être « Unabomber », l'homme qui a défilé le FBI pendant dix-huit ans, envoyant épisodiquement des diaboliques colis piégés aux tenants de « l'ordre industriel et technologique », tuant trois personnes et

un texte d'une soixantaine de feuillets, ardu réquisitoire contre le conformisme et les méfaits de la société industrielle, que le *Washington Post* avait accepté de publier avec l'appui du *New York Times*. L'inconnu que l'on avait fini par surnommer « Unabomber » d'après le nom de code inventé par les enquêteurs (« UNABOM » : UN et A pour *University* et *Airline*, ses deux premières cibles, et BOM pour *bomb*) avait proposé d'arrêter ses macabres envois de colis piégés si un grand journal acceptait de publier sa profession de foi *in extenso*. Mais pour comprendre l'être humain derrière ce document, il manquait aux Américains une grille de lecture, quelques clés, une histoire.

PRÈS son arrestation, les médias américains ont tenté de percer le mystère de Theodore Kaczynski, envoyant des reporters partout où il avait traîné son mal de vivre et son amertume. L'entreprise s'est révélée difficile : solitaire et renfermé depuis l'enfance, Kaczynski n'avait jamais eu d'amis, fuyant le contact à tel point que ceux qui l'ont côtoyé à l'université sont incapables de s'en souvenir. Un vieux paysan mexicain, installé sur les bords du Rio Grande au Texas, leva bien un coin de voile : non, il n'avait jamais rencontré Ted Kaczynski, mais par un concours de circonstances, il avait entrepris une correspondance suivie avec lui ces sept dernières années, expliquant à l'enfant des lettres écrites dans un espagnol appliqué. En fait, les deux seuls êtres dont Ted Kaczynski eût jamais été proche, sa mère Wanda et son frère David, refusaient de parler à la presse. Jusqu'à ce que David décide de franchir le pas : en six heures d'entretien accordé au *New York Times* dans l'anonymat d'une chambre d'hôtel de Manhattan, où il ne se laissera même pas photographier, David Kaczynski tente d'aider l'Amérique à comprendre ce qui a pu se passer dans l'esprit de ce « génie torturé ».

L'histoire de Ted Kaczynski commence comme une histoire américaine ordinaire, celle du mariage à Chicago, en 1939, d'un jeune homme et d'une jeune femme nés d'immigrés polonais, Theodore R. Kaczynski et Wanda Dombek. Le couple s'installe dans un quartier ouvrier de Chicago, non loin de l'usine de saucisses d'un oncle, Kaczynski's Sausages, où travaille Theodore. Énergique et entreprenant, le couple pro-

gresse, déménage dans un quartier plus aéré au moment où naît leur fils aîné, en 1942, qu'il baptise Theodore John et surnomme aussitôt *Teddy*. Poursuivant son ascension sociale, Theodore père devient bientôt directeur d'une petite usine de matières plastiques et installe sa famille dans une maison des banlieues des classes moyennes, à Evergreen Park. On cherche en vain les ferments d'une révolte dans cette famille rodée qui s'enrichit en 1949, en plein baby-boom, un deuxième garçon, David.

En fait, le petit Theodore révèle rapidement des aptitudes exceptionnelles pour la science et le calcul. Sa mère, une femme cultivée et volontaire, l'encourage fortement sur cette voie et, à l'âge où ses copains de classe sont plongés dans des bandes dessinées, elle lui fait la lecture de la revue *Scientific American*. Et petit à petit, l'histoire de Theodore Kaczynski va devenir



celle d'un surdoué qui tourne mal. Les quelques voisins ou témoins de son enfance que l'on a retrouvés se rappellent d'un garçon qui ne jouait pas, que l'on ne voyait jamais dans la rue avec les autres, « un cerveau ambulante », « un vieillard avant l'âge ». Il passe parfois plusieurs jours de suite dans sa chambre, n'en sortant que pour manger, dit son frère. En cours de chimie, ses copains s'amusent à fabriquer des pétards. Lui, bricole des explosifs, dont l'un fait un jour sauter deux fenêtres de la classe.

A seize ans, il obtient une bourse pour Harvard, mais ce rêve de toute famille américaine va se transformer pour lui en cauchemar : il n'a ni le bagage social ni l'équilibre affectif nécessaires pour surmonter dans ce monde de jeunes gens de bonne famille, athlétiques et sûrs d'eux, qui ont en moyenne deux ans de plus que lui. De plus en plus introverti, dès les cours terminés, il se barricade

dans sa chambre, un capharnaüm dont l'odeur, avant-gout de son ancre du Montana, décourage toute velléité de contact social. Ted Kaczynski a dix-huit ans en 1960, mais passe sans la voir à côté de l'exubérance d'une période sur laquelle les Américains se penchent aujourd'hui avec nostalgie : le rock and roll, la bière, la télévision. Les filles, le sport... cet univers-là lui est étranger.

MEILLEUR isolément à l'université du Michigan, à Ann Arbor, où il décroche haut la main un doctorat d'analyse mathématique et fait publier ses travaux dans des revues de haut niveau, puis à Berkeley, où on lui offre un poste convoité. Entre-temps, la jeunesse américaine est entrée en ébullition et Ted Kaczynski, le mathématicien passe chaque année l'été chez ses parents, débarque à Berkeley sur un campus où règnent les hippies

Mathématicien promis à un avenir radieux dans les plus prestigieuses universités américaines, Theodore Kaczynski a tenu le FBI en échec pendant dix-huit ans, tuant par colis piégé trois personnes et en blessant vingt-trois autres. Histoire d'un surdoué dévoyé

et la contre-culture. Avec ses étudiants, le courant ne passe pas. Au bout de deux ans, Ted Kaczynski jette l'éponge, annonce qu'il abandonne les mathématiques et retourne chez ses parents après un été passé au Canada avec son frère à la recherche d'un lopin de terre à acheter.

C'est de cette année-là, 1970, que date sa rupture définitive avec la société. Est-ce l'ébullition universitaire qui lui a révélé les maux de la civilisation moderne ? Ou répond-il simplement, comme prêtre le pense son frère, à « l'appel de la nature » ? De nouveau enfermé dans sa chambre chez ses parents, il écrit des lettres d'écologiste révolté aux journaux, aux politiciens, dans lesquelles il dénonce le sacrifice des libertés individuelles sur l'autel des grandes entreprises et de l'État. Puis enfin,

De temps en temps, Unabomber sort de sa tanière qui lui sert aussi de laboratoire, monte dans un bus Greyhound pour la Californie ou l'Utah, poste un de ses colis meurtriers, rentre dans sa coquille. Un jour de 1987, un témoin l'aperçoit en train de déposer un paquet piégé devant un magasin d'ordinateurs et aide la police à dresser un portrait-robot : les six années suivantes, on n'entendra plus parler de lui. Sa fièvre épistolaire, en revanche, ne faiblit pas ; ses relations avec sa famille se dégradent, il coupe les ponts avec David lorsque celui-ci lui annonce, en 1989, qu'il va se marier. Il ne se déplace pas pour l'enterrement de son père qui, atteint d'un cancer, s'est suicidé, mais il adresse à cette occasion une lettre incendiaire à sa mère. Deux événements, en 1993 et l'an dernier, réveillent sa

Les quelques voisins ou témoins de son enfance que l'on a retrouvés se rappellent un garçon qui ne jouait pas, que l'on ne voyait jamais dans la rue avec les autres, « un cerveau ambulante », « un vieillard avant l'âge »

en 1971, il trouve le bout de terrain rêvé dans la nature sauvage du Montana, y construit une cabane de bois de 3 mètres sur 3,70 - à peine plus grande que sa cellule à la prison d'Holmes - et y entame son existence d'ermite qu'il décrit dans les lettres au vieux Juan Sanchez Arreola, auquel il se plaint des rigueurs de l'hiver et de la difficulté d'attraper des lapins pour se nourrir.

« Si seulement j'avais une femme et des enfants ! », se lamente-t-il dans une de ces lettres, en 1994. Ted Kaczynski n'a pas eu, semble-t-il, une seule femme dans sa vie. En 1978, pendant une brève période de retour à la civilisation pour gagner un peu d'argent, il s'intéresse à une jeune femme, contremaitre à l'usine de plastique où il travaille avec son père et son frère. Il a trente-six ans, elle, vingt-neuf. Ils se voient deux fois en dehors du travail. La deuxième, elle lui annonce qu'elle ne souhaite pas continuer à le voir. Ted Kaczynski se referme comme une huître, écrit un poème satirique à son sujet qu'il placarde un peu partout dans l'usine. Après un premier avertissement qu'il ignore, son frère David, lui aussi contremaitre, le licencie.

C'est à peu près à cette époque qu'il se présente à un professeur de mathématiques de la Northwestern University à Chicago, le professeur Donald Saari, avec un manuscrit sur les dangers de la technologie. Le professeur lui recommande d'autres destinations possibles, notamment à l'université d'Illinois. Quelque temps plus tard, Ted Kaczynski revient, tremblant de rage : son manuscrit a été rejeté ; « je leur revaudrai ça », maugrée-t-il, selon le professeur Saari. Une fois de plus, l'ermite, rejeté et amer, va se réfugier dans sa cabane. Mais seulement, si l'on en croit les enquêteurs, après avoir expédié son premier paquet piégé, réalisé avec la précision des meilleurs artificiers, à l'université d'Illinois. D'autres vont suivre, à la Northwestern University, sur un avion d'American Airlines, au président de United Airlines...

fibres explosives : l'attentat contre le World Trade Center puis celui d'Oklahoma City sont suivis de l'envoi de nouveaux paquets.

S'appuyant sur les travaux d'un psychiatre spécialiste de l'homicide, l'hebdomadaire *The New Republic* décèle un fort narcissisme chez l'Unabomber. Est-ce ce narcissisme qui pousse l'an dernier ce misanthrope solitaire à dévoiler sa pensée, lui qui agit dans l'ombre depuis dix-sept ans ? Ou est-ce l'espoir sincère de faire passer un message à une société qu'il pense malade ?

La dernière tentative de Unabomber de communiquer autrement que par explosifs causera sa perte : en lisant son fameux manifeste, un document dense et structuré sur lequel les sociologues n'ont pas fini d'épiloguer, David Kaczynski, déjà troublé par la coïncidence entre les endroits d'où sont partis les colis piégés et les rares déplacements de son frère, réalise avec effroi combien toute cette prose et ce ressentiment lui sont familiers.

Après avoir testé ses soupçons avec des détectives privés, David, la mort dans l'âme, guide le FBI vers son frère, dans le souci « d'épargner des vies humaines ». « Ted est quelqu'un qui était perturbé depuis longtemps, expliquera-t-il plus tard au *New York Times*, et qui est devenu de plus en plus ». Homme pudique et discret, travailleur social dans une petite ville de l'État de New York, David Kaczynski paraît écrasé par le fardeau d'avoir livré son frère aimé, qu'il n'a toujours pas revu. S'il s'est finalement décidé à parler au *New York Times*, c'est à nouveau, confie-t-il, dans le souci d'épargner une vie. Cette fois, c'est de celle de son frère qu'il s'agit.

Sylvie Kauffmann
Dessin : Ivan Sigg

★ Lire aussi *Unabomber. Manifeste : L'avenir de la société industrielle*, préface d'Anne Le Brun ; éditions du Rocher ; 1996. 216 p., 89F

GOD SAVE ME
EUROSTAR M
THANK GOD
QUELQU'UN D

هكذا افن الأصل

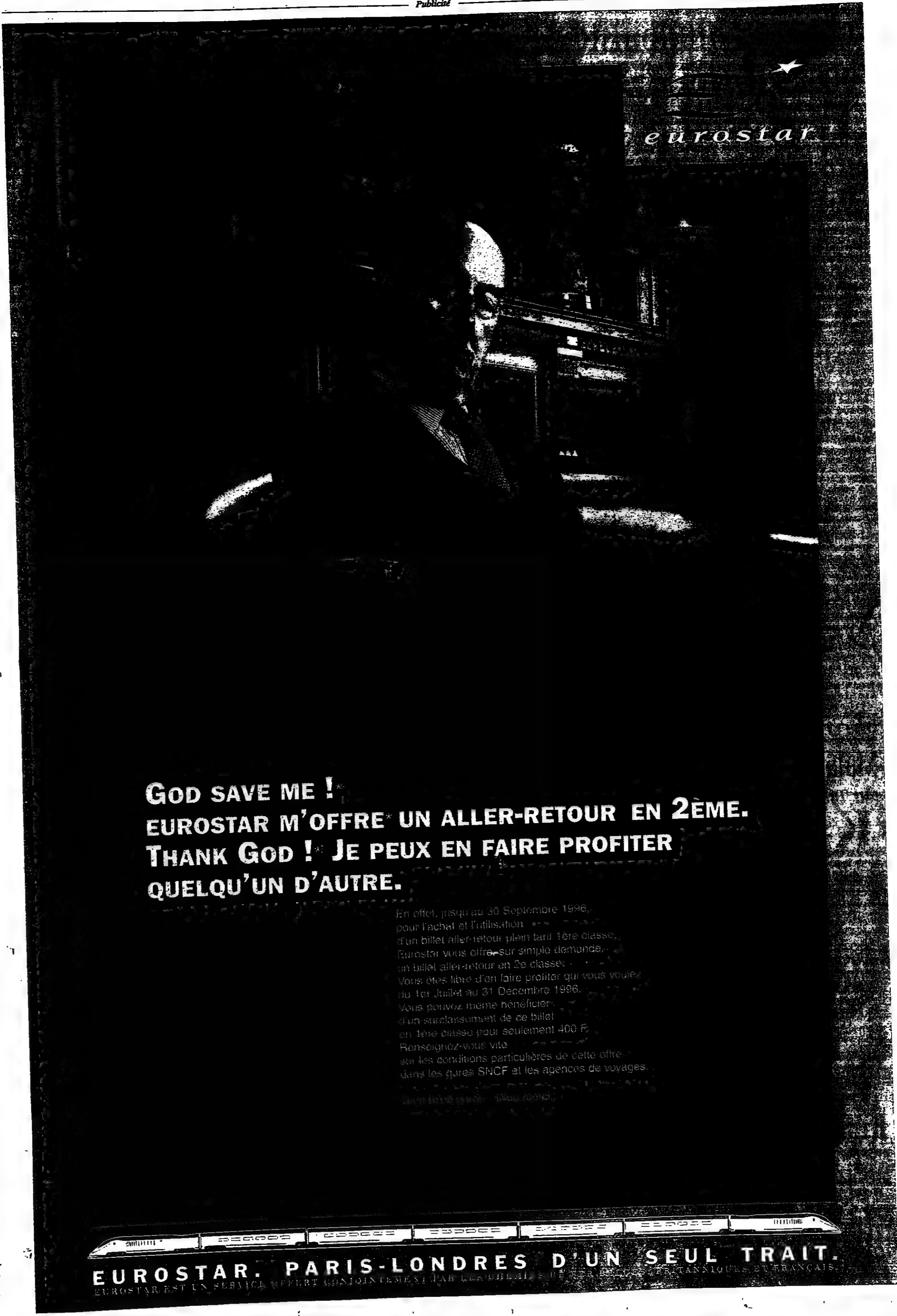
LE MONDE / SAMEDI 29 JUIN 1996 / 13

Publicité

Mathématicien promis
un avenir radieux
dans les plus prestigieuses
universités américaines,
Theodore Kaczynski a tenu
le FBI en échec
pendant dix-huit ans,
tuant par colis piégé
trois personnes
et en blessant
vingt-trois autres.
Histoire d'un surdoué
dévoilé

Le surdoué
Theodore Kaczynski
est un homme
qui a passé sa
vie à fuir la
société. Il a
écrit un livre
sur la violence
qui a été
trouvé dans
son appartement.
Il a été arrêté
en 1978 et
incarcéré.
Il a été jugé
pour le meurtre
de trois personnes
et a été condamné
à la prison à vie.
Il a été libéré
en 1986 et a
continué à fuir
la justice.
Il a été arrêté
à nouveau en
1996 et a été
condamné à la
prison à vie.

L
Le surdoué
Theodore Kaczynski
est un homme
qui a passé sa
vie à fuir la
société. Il a
écrit un livre
sur la violence
qui a été
trouvé dans
son appartement.
Il a été arrêté
en 1978 et
incarcéré.
Il a été jugé
pour le meurtre
de trois personnes
et a été condamné
à la prison à vie.
Il a été libéré
en 1986 et a
continué à fuir
la justice.
Il a été arrêté
à nouveau en
1996 et a été
condamné à la
prison à vie.



**GOD SAVE ME !
EUROSTAR M'OFFRE* UN ALLER-RETOUR EN 2EME.
THANK GOD ! JE PEUX EN FAIRE PROFITER
QUELQU'UN D'AUTRE.**

En effet, jusqu'au 30 Septembre 1996,
pour l'achat et l'utilisation
d'un billet aller-retour plein tarif 1ère classe,
Eurostar vous offre, sur simple demande,
un billet aller-retour en 2e classe.
Vous êtes libre d'en faire profiter qui vous voulez
du 1er Juillet au 31 Décembre 1996.
Vous pouvez même bénéficier
d'un surclassement de ce billet
en 1ère classe pour seulement 400 F.
Renseignez-vous vite
sur les conditions particulières de cette offre
dans les guichets SNCF et les agences de voyages.

EUROSTAR. PARIS-LONDRES D'UN SEUL TRAIT.
EUROSTAR EST UN SERVICE OFFERT JOINTEMENT PAR LES CHEMINS DE FER BRITANNIQUES ET FRANÇAIS.

L'opium hindouiste des intellectuels occidentaux

par Taslima Nasreen

Il y a quelque temps, j'ai été invitée chez un professeur de l'université Harvard, aux États-Unis. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que sa maison était pleine de toutes sortes de représentations de divinités hindoues ! Il y avait jusqu'à ces écharpes jaunes ou safran ornées du nom de Krishna... Intriguée, je l'ai interrogé sur la signification de la présence chez lui de toutes ces marques d'hindouisme.

Ce professeur m'a alors expliqué qu'il était lui-même dévot de Ramakrishna. Ma première réaction a été de penser qu'il plaisait. J'ai donc insisté en riant pour connaître sa véritable motivation : « Vous êtes sans doute un passionné de civilisation indienne ? »

Mais les explications que j'ai reçues en réponse à mon insistance n'avaient nul rapport avec la civilisation de l'Inde. Elles témoignaient toutes exclusivement d'un attachement à la religion hindoue. Une fois par an, ce monsieur va à Calcutta. Il séjourne dans un centre de la Ramakrishna Mission, fait des pèlerinages, des offrandes dans les temples, participe à des assemblées où l'on chante des hymnes religieux, prend des bains purificateurs dans le Gange - bref, tout ce que font les plus religieux des hindous. Ce sont là les seuls buts de ses voyages annuels en Inde.

Comme je m'efforçais de comprendre les raisons de ce comportement pour le moins étonnant de la part de quelqu'un tel que lui, mon hôte m'a expliqué : « J'y puise une incomparable sérénité. »

Ainsi, la recherche de la sérénité est ce qui pousse ce professeur d'université sur les lointains chemins de l'Orient. C'est pour trouver la paix intérieure qu'il fait des prières et accomplit des rites quotidiens, qu'il pratique la méditation. Selon lui, son esprit est incapable de trouver la paix sans cette pratique régulière.

Ce n'est certes pas la première fois que je rencontre un Occidental adepte de la méditation. Rien là de très original en soi. Il est cependant surprenant de constater que ce phénomène touche même des professeurs de disciplines scientifiques, qui éprouvent le besoin de

recourir à des méthodes de ce genre pour trouver la « paix intérieure ».

Lors de mon séjour en Suède, j'avais déjà pu remarquer que de nombreuses personnes fréquentent des sectes d'inspiration hindoue, notamment celle connue sous le nom de Harekrishna. Lorsque je leur avais demandé la cause de cette attirance, j'avais entendu à chaque fois les mêmes mots : « paix, sérénité ».

J'avais été stupéfaite de voir que beaucoup de gens vénéraient comme un dieu le fameux gourou indien Rajesh. Je suis toujours perplexe de constater que tant d'Occidentaux refusent de comprendre le véritable caractère de ce Rajesh, un imposteur avide d'argent et de sexe. A Berlin, j'ai eu la stupeur de voir les murs d'une discothèque du Kurfürst-

ainsi engendrées conduisent à rechercher des échappatoires partout où elles se présentent, à la quête désespérée d'une paix, d'une sérénité qui auraient été perdues. C'est ainsi qu'on va chercher dans une autre religion, inconnue, ce que le christianisme, trop connu, ne peut plus offrir comme réconfort. Comme si la paix devait se situer nécessairement sur l'autre rive, comme si l'herbe était nécessairement plus verte, parce qu'elle se trouve de l'autre côté du mur.

Ce qui me choque le plus dans cette attitude, c'est l'ignorance, ou la volonté d'ignorer que la religion est en grande partie responsable des maux qui ont frappé et frappent encore le sous-continent indien : partition, violences répétées allant jusqu'au bain de sang, esprit communautariste, haine et

Cela me paraît une des plus grandes erreurs parmi celles répandues en Occident que d'aller chercher le havre d'autres religions et superstitions ou de croire que les philosophies orientales vont résoudre les problèmes

damns, le Far-Out, couverts de grands portraits de Rajesh, devant lesquels dansaient de jeunes garçons et filles passablement éméchés.

On ne peut manquer de s'interroger sur cette attirance de certains Occidentaux pour la religion hindoue, pour les gourous et leurs sectes. L'explication la plus souvent avancée est que beaucoup de gens dans les pays développés éprouvent le désir d'échapper à une société dominée par les valeurs du capitalisme, à une vie très fortement mécanisée, entièrement dominée par la technologie. Par dégoût de toutes les contraintes qu'impose ce mode de vie, les Occidentaux sont de plus en plus enclins à chercher les voies du retour à la nature, les expressions authentiques de la vie, qui donnent un sens fondamental à l'existence humaine.

L'insatisfaction, la dépression

suspicion entre les hommes. Voilà en effet quelques-uns des bienfaits de la religion, singulièrement dans cette partie du monde !

Ces Occidentaux qui se laissent séduire par l'hindouisme ignorent donc qu'en Inde même il se trouve depuis des temps fort anciens des humanistes, des rationalistes, des esprits critiques qui s'efforcent de libérer l'humanité de l'aveuglement de la religion, d'éveiller la conscience de l'homme, de répandre l'instruction, les lumières de l'éducation. Ils ignorent que l'Inde a produit une école philosophique matérialiste dont les tenants ont nié l'existence de Dieu il y a plus de deux millénaires. L'athéisme est pourtant l'un des courants permanents de la pensée indienne.

Adeptes d'une philosophie née en Inde, les premiers bouddhistes eux-mêmes étaient des sceptiques. Le réformateur social Ishwar

Chandra Vidyasagar, le réformateur social et religieux Ram Mohan Roy au XIX^e siècle, le leader dravidien Ramaswamy Naicker Periyar, très antireligieux, au XX^e siècle... le sous-continent n'a pas manqué, depuis deux cents ans, de grands esprits rationalistes qui ont œuvré à libérer la société du carcan de la religion. Nombreux sont les intellectuels du sous-continent à avoir proclamé haut et fort que Dieu n'existait pas, que ceux qui croient en Dieu se laissent égarer par des marchands de certitudes.

Quand des Occidentaux repus de confort cherchent refuge dans l'hindouisme, confient leur salut à un gourou, chef d'une secte religieuse d'obédience hindoue, pour guérir leurs maux, pour pallier leurs frustrations engendrées par le christianisme, le capitalisme, la société de consommation, le poids de la science, ils commettent l'erreur d'ignorer que les fanatiques religieux hindous, les gourous hindous et les politiciens des partis politiques pro-hindous sont les plus fermes partisans du système capitaliste et véhiculent toutes les idées de droite qui font le jeu des conservateurs en Occident.

Cela me paraît une des plus grandes erreurs parmi celles répandues en Occident, que d'aller chercher le havre d'autres religions et superstitions, ou de croire que les philosophies orientales vont résoudre les problèmes nés de la souffrance, de la faillite, de la vacuité de la vie dans la société capitaliste, sous le règne du machinisme du monde moderne. C'est ne pas voir, entre autres, que les philosophes orientaux ont toujours été à la base de l'arriération et des blocages politiques, économiques, sociaux et culturels du monde indien. C'est nier la valeur du combat que mènent dans le sous-continent des esprits rationnels, vigilants, humanistes, pour éradiquer cette terrible maladie de l'esprit qui n'est autre que le carcan de la religion. Car si elle continue à sévir ainsi, c'est toute la civilisation, tout l'amour de l'être humain pour ses semblables qui disparaîtront bientôt.

Taslima Nasreen est écrivain. (Traduit du bengali par Philippe Bernot.)

METP : M. Fourcade se trompe de débat

par Laurent Richer

L'ILE-DE-FRANCE s'est couverte d'un blanc manteau de lycées dont la vue ne peut que réjouir le cœur de ceux qui, pendant leurs études secondaires, n'ont connu que de sombres façades et de douteux couloirs. Face à de tels résultats, on peut avoir quelque scrupule à faire la fine bouche et à s'inquiéter des moyens qui ont permis de les atteindre, surtout lorsqu'un ancien ministre des finances (Jean-Pierre Fourcade dans *Le Monde* du 26 juin) vient nous exposer les avantages de la formule contractuelle utilisée : le marché d'entreprise de travaux publics (METP). Formule présentée, non comme la panacée, mais presque. Cependant, il est permis aux juristes d'exprimer quelques réserves.

Tout a été dit et écrit au sujet du METP, au point que le Conseil d'Etat a pu évoquer dans son rapport public de 1995 l'existence d'un « groupe de pression des inventeurs et praticiens du METP ». Mais il reste d'intéressantes observations à faire au sujet de la perception de la règle juridique qui transparait à travers la défense du bon usage du METP.

Le juriste souffre de voir la complexité de la règle de droit utilisée pour dénommer la controverse qui a été déclenchée au sujet des irrégularités dénoncées par M^{me} Tissot, alors présidente de la commission d'appel d'offres dans les marchés publics d'Ile-de-France.

La controverse déclenchée par M^{me} Tissot a porté avant tout sur les modalités de passation des marchés de rénovation des lycées : recours abusif aux marchés négociés, appels d'offres biaisés, rôle anormal de la société Patrimoine Ingénierie. La légalité des METP en tant que tels ne semble pas avoir été évoquée ou, en tout cas, n'a pas été au centre de la controverse. C'est pourtant ce point et lui seul qui est envisagé dans l'article de M. Fourcade qui s'engage ainsi dans un autre débat.

Mais de quel débat s'agit-il, que défend-on ?

Il est passablement étonnant qu'en juin 1996 les contrats conclus pour la rénovation des lycées d'Ile-de-France soient encore qualifiés de METP alors que, dans un avis vieux de plus de cinq ans (avis du 18 juin 1991), le Conseil d'Etat a très clairement considéré que ces marchés sont de simples marchés de travaux publics et non des marchés d'entreprise de travaux publics.

En effet, selon le Conseil d'Etat, un contrat ne peut être qualifié de METP que s'il confie à la fois la construction d'un ouvrage public et son exploitation, moyennant une rémunération forfaitaire établie sur la durée du contrat. Or l'entretien d'un lycée ne peut être regardé comme l'« exploitation » d'un ouvrage. On peut être d'une opinion contraire, mais est-il de

bonne politique de faire comme si le Conseil d'Etat ne s'était jamais exprimé sur la question, alors que la qualification comme METP ou comme marché de travaux n'est pas dénuée de conséquences ?

Il est tout aussi étonnant de voir compter au nombre des avantages du faux METP le paiement fractionné, alors que l'article 350 du code des marchés publics pose le principe, auquel il ne peut être dérogé que par arrêté, de l'interdiction du paiement par annuité, qui correspond à un emprunt auprès de l'entreprise et n'est donc pas neutre pour le contribuable. Faut-il aussi compter pour rien le fait que le paiement par annuité est incompatible avec le paiement direct des sous-traitants par le maître d'ouvrage, qui constitue pourtant une règle d'ordre public ? Ces problèmes juridiques sont occultés,

La controverse déclenchée par M^{me} Tissot a porté avant tout sur les modalités de passation des marchés en Ile-de-France

alors qu'ils sont au centre des discussions qui agitent le monde du droit et celui des entreprises de travaux depuis plusieurs années.

Mettre en avant les avantages économiques et techniques, incontestables, du marché de rénovation-entretien pour répondre à des critiques relatives à la procédure de passation procède d'un singulier manque de considération pour la règle de droit. Cette règle est peut-être critiquable, mais, en ce cas, il paraîtrait plus positif d'en préparer le changement plutôt que de mettre le droit de côté.

Voilà bientôt quatre ans que le monde des juristes et celui des entreprises de travaux cherchent, non sans difficulté, à mettre au point une réforme législative qui permettrait d'encourager la construction en déclinant un régime législatif de ce que le rapport Bernard a proposé d'appeler « contrats de construction-maintenance » et « contrats de construction-exploitation ». Si ces projets aboutissent, la région Ile-de-France aura eu raison avant tout le monde, mais ce ne sera certainement pas en ayant fait un bon usage du METP.

Laurent Richer est professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

Malaise dans la bureaucratie japonaise

par Takashi Inoguchi

Kanryo (bureaucrate) : le mot évoque non seulement pour les Japonais l'image des fonctionnaires assésés du quartier des ministères Kasumigaseki, mais aussi une tradition de quatre siècles qui remonte à l'administration par les guerriers des domaines du temps des shoguns Tokugawa.

Cette élite, restreinte en nombre, au niveau d'éducation élevé et animée d'un fort esprit de corps, était connue pour ses capacités de gestion. A la suite de la restauration de Meiji (1868), le Japon adopta une administration de type européen mais conserva l'esprit samurai.

Au début du XX^e siècle, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, Shoichi Omori, donnait les conseils suivants à son fils qui entraînait dans la fonction publique : « Etre pur et au-dessus de toute critique... Etre impartial et mener une vie modeste. »

Nous sommes loin de l'image offerte aujourd'hui par certains hauts fonctionnaires apparus au fil de récents scandales comme des menteurs servant sans ver-

gogne les intérêts politiques. Les japonais sont devenus moins tolérants à l'égard des excès de leurs dirigeants. Mais la bureaucratie n'est pas seulement un corps de commis de l'Etat comme elle l'est en Europe. Elle est au cœur du système politique japonais. Même si elle traverse une crise profonde, elle reste l'élément déterminant de l'orientation du pays. La structure bu-

Même si elle traverse une crise profonde, elle reste l'élément déterminant de l'orientation du pays

reaucraticque est en train de changer ; l'état d'esprit qu'elle reflète, moins.

La levée de boucliers contre la bureaucratie est le symptôme d'une crise institutionnelle qui risque d'entamer les fondements mêmes de la société. Les bureaucrates sont, en outre, en train de perdre leur autorité pour orienter l'économie. Entrée dans une phase de maturité, celle-ci est pa-

ralysée par le labyrinthe de règlements mis en place par la bureaucratie pour la protéger. La dérégulation conduit à un inévitable affaiblissement du pouvoir des bureaucrates.

Le Japon s'orientait-il pour autant vers une démocratie dans le sens occidental du terme et une économie libéralisée ? Je ne pense pas. La structure économique évolue, mais la propension

des japonais à privilégier la hiérarchie et les changements par bribes est intacte. Quel que soit l'organe qui exerce le pouvoir, il ne peut qu'intérioriser les vertus - et les travers - de la bureaucratie.

Un élément qui sera vraisemblablement préservé est le sens de sa responsabilité, hérité de l'Histoire, envers les éléments les plus faibles de la société. Un

en vain à mon sens de l'effort. Du coup, j'ai ravalé cet égoïsme mesquin qui m'avait presque fait me rebeller contre d'aussi justes mesures, et j'ai recouvré ma sérénité à l'idée que les nouveaux sacrifices qui nous attendent contribueront à alléger le lourd fardeau fiscal qui accable sans doute les dignes serviteurs de l'Etat qui entendent nous les imposer.

Takashi Inoguchi est professeur de science politique, vice-recteur de l'université des Nations unies, à Tokyo.

Alain Ciron, Paris

AU COURRIER DU « MONDE »

LE SENS DE L'EFFORT

Comme de nombreux Français, j'ai découvert, mardi 4 juin, les principales recommandations du rapport La Martinière sur la réforme des prélèvements obligatoires.

Je reconnais avoir été vivement ému par la suggestion préconisant la suppression de l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés, laquelle sup-

pression devrait permettre de ramener à 40 % la tranche supérieure d'imposition.

Et puis, le lendemain, à la lecture dans vos colonnes des propos courageux de Pierre Méhaignerie, qui estime : « Les changements vont peut-être être douloureux pour certains, mais c'est le prix à payer, il n'y a rien sans effort », j'avoue avoir éprouvé quelque honte de la réaction conservatrice et régressive qui, la veille, avait été la mienne. On n'a jamais fait appel

Samedi 29 juin à 11 h 50

France 3 Ile-de-France

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Serge TRIGANO
PDG du Club Méditerranée sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)
et
Jean-Pierre PERONCEL-HUGOZ (Le Monde)

Le Monde

Passion en fête

Comment rassembler des passionnés des choses en vacances ? Les fêtes d'été au Château de la Baie de la Seine ont pour thème la passion des décorateurs et des artistes. Voici quelques destinations...

Passions en fête

Comment rassembler, en été, et partager des plaisirs, des passions, des désirs ? Chacun, en vacances, invente sa réponse. Les festivals, d'Avignon à Chateaufort, de Marseille à La Baule, en passant par Paris, proposent des parcours originaux, des découvertes, mais aussi des rendez-vous longtemps attendus avec des artistes. Voici quelques destinations...

Théâtre

FESTIVAL DE THÉÂTRE EUROPÉEN DE GRENOBLE

■ Le XII^e Festival de théâtre européen s'ouvre en fait à plusieurs mondes. Du Japon vient la compagnie La Tente noire de Makoto Sato, qui présente son *Woyzeck* Gojko Bielec, de Bosnie, a été invité en résidence par la Compagnie Renaud Saunier, organisatrice du festival. Il y crée *Les Oiseaux de Vratnik*, un théâtre du silence qui veut traduire « l'impuissance de la parole ». La troupe interafricaine du Sanza Théâtre propose un *Ubu* toujours sous la direction de Richard Demarcy. A découvrir aussi : le théâtre Actores Aldos de Sardaigne, la trilogie *Temps de chien* du Théâtre de la Mezzanine. Le festival s'ouvre par deux jours de théâtre de rue (28 et 29 juin) et propose un forum : « Le théâtre en exil » avec des artistes d'ex-Yougoslavie, d'Algérie, etc. Du 28 juin au 6 juillet. Bureau du festival, 8, rue Pierre-Ducot, 38000 Grenoble. Tél. : (06) 76-44-60-62.

FESTIVAL DE GARGAS

■ Un village, des gradins sur la place de la mairie : à Gargas, le théâtre joue la carte de la tranquillité, à quelques dizaines de kilomètres et quelques jours avant le grand rendez-vous rituel d'Avignon. Centré sur les auteurs contemporains, ce mini-festival propose cette année une création intéressante : une pièce d'Oliver Py, accueillie en volée de li au théâtre *Grasse* en 1993. *La Jeune fille, le Diable et le Moulin*. Interprétée par des collégiens de Gargas, cette fantaisie sur l'enfance, signée par un écrivain mystique et solitaire, sera donnée le 3 juillet à 21 heures. Les soirées suivantes seront occupées par des lectures, dont une d'*Un si joli petit voyage*, d'Ivane Daoudi, une revue européenne (le 6 juillet). Du 3 au 7 juillet. Renseignements et réservations (06) 90-75-85-10.

RENCONTRES THÉÂTRALES D'HÉRISON

■ Ce petit village de l'Allier, où le Footsbarn Theater a élu domicile, ouvre la route des festivals de l'été, avec les Rencontres théâtrales organisées par les Résidents de Montluçon. Olivier Perrier, Jean-Louis Hourdin et Jean-Paul Wenzel. Ce dernier a adapté, avec Arlette Namand, le magnifique roman de Primo Levi, *Maintenant ou jamais* - l'épopée des résistants juifs, qui sera jouée notamment par les jeunes comédiens de l'Ecole de théâtre de Rennes. Du 3 au 7 juillet. Centre dramatique national, Théâtre des Iles, 03100 Montluçon. Tél. : (06) 70-09-86-18.

FESTIVAL DU JEUNE THÉÂTRE D'ALÈS

■ Pour sa dix-neuvième édition, le Festival du jeune théâtre reste fidèle à sa vocation, la recherche de nou-

veaux talents. Organisé par des spectateurs passionnés, il propose onze spectacles, dont deux créations : *La Putain respectueuse*, de Jean-Paul Sartre, mise en scène par Paul Minthe, et *Pratique du meurtre en série*, mise en scène par Olivier Besson. La compagnie québécoise Mon chien stupide présente *Les Dangers d'Incendie* d'une charrette de foin qui traverse l'enfer. Le groupe bordelais Ouvre le chien adapte *Le Nuage en pantalon*, de Malakovski. Nom d'un chien, de Gertrude Stein, est reçu par Benoit Bradel, à l'aide du chorégraphe Toméo Berghes et du créateur de masques Tomasz Zarachowicz. En parallèle, le festival organise neuf stages de théâtre pour amateurs. Du 8 au 18 juillet. ATP 13, Espace André-Chamson, 2, place Henri-Barbousse, 30100 Alès. Tél. : (06) 66-52-26-59.

FESTIVAL D'AVIGNON

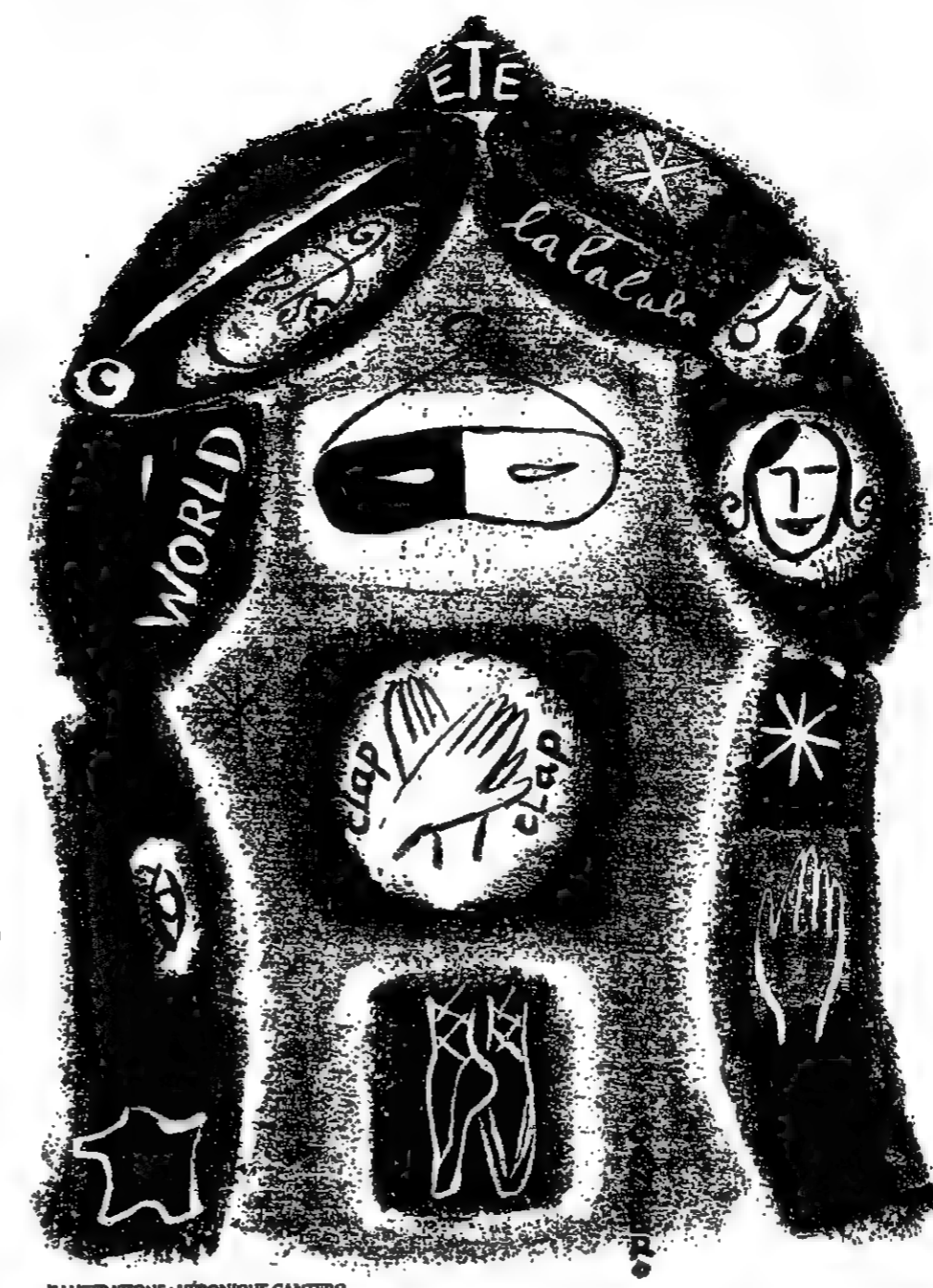
■ Le premier festival français fête sa cinquantième édition avec cinquante spectacles, dont trois créations dans la Cour d'honneur du palais des papes : *Edouard II*, de Marlowe, mise en scène par Alain Françon, *La Tragédie du roi Christophe*, d'Alain Césaire, mise en scène par Jacques Nichet, et trois chorégraphies de l'Américain Bill T. Jones, dont une, *Sur la place*, inspirée par des chansons de Jacques Brel. Dans son édition du 3 juillet de 14 à 4, *Le Monde* publiera un numéro spécial de seize pages consacré au Festival d'Avignon. Du 9 juillet au 3 août. Renseignements et réservations par téléphone : (06) 90-14-14-14 (de 11 heures à 19 heures), ou par Internet : 3615 code Avignon. Le Off : (06) 48-05-01-19.

FESTIVAL DU CIRQUE DE NEXON

■ Le cirque dans tous ses états. Plus qu'un festival, Nexon est une rencontre amoureuse qui définit l'art du chapiteau sous toutes ses formes. Des spectacles, des concerts, des expositions, du cinéma et de la littérature y sont proposés. Avec, en maître des lieux, Annie Fratellini, qui interprétera ses succès avec son orchestre Dixieland (le 13 juillet), et dirigera des stages ouverts à tous les âges (à partir de huit ans) : fil, acrobatie, jonglage, trapèze, équilibre, voltige à cheval... Le public est invité à ces séances où naissent sinon des vocations, du moins du rire et de l'émotion. Du 19 juillet au 23 août. Château de Nexon, 87800 Nexon. Tél. : (06) 55-58-34-71.

FESTIVAL DE BUSSANG

■ Doyen des festivals français, Bussang a été créé il y a cent un ans par Maurice Potembin. Cet homme étonnant, qui fut un des pères fondateurs du théâtre populaire, a fait construire dans sa vallée vosgienne natale un théâtre en bois extraordinaire, dont les portes du fond de scène s'ouvrent sur les sapins. Un décor idéal pour la pièce présentée cet été, *Peer Gynt*, d'Henrik Ibsen, qui bruit des légendes des forêts norvégiennes. Traduite par François Regnaud, cette épopée est mise en scène par Philippe Berling, avec Eric Ruf, de la



ILLUSTRATIONS : VÉRONIQUE CANTERO

Comédie-Française, dans le rôle-titre. Du 26 juillet au 31 août, du jeudi au dimanche. Théâtre du Peuple, BP3, 88540 Bussang. Tél. : (06) 29-61-90-48.

FESTIVAL DE LA LUZÈGE A LAPELLE

■ A 60 kilomètres au nord-est de Brive, le Festival de la Luzège invite dans le village de Lapelle des créations précieuses et quelques reprises singulières. *Sonno Ienne* (« le sommeil du lion ») est le fruit d'une collaboration entre la compagnie italienne Nautal et les responsables artistiques du festival, Marie-Pierre Bésanger et Philippe Ponty. *Le Coup de pied de l'ange*, d'Eugène Ionesco, un habitué de Lapelle, est le fruit de trois années d'ateliers avec les adultes handicapés d'un centre de Tulle. Le metteur en scène Paul Gouby invente, à partir de *La Jalousie* du Barouillet et du *Médécine volant* de Molière, *Il Nuovo Circo Popolare Poquelin*, avec musiques et clowneries. Du 27 juillet au 21 août. La Luzège, place de la Mairie, 19550 Lapelle. Tél. : (06) 55-27-54-27.

MIMOS À PÉRIQUEUX

■ C'est le grand rendez-vous du mime au sens le plus large du terme : théâtre visuel, danse, masques... Orchestre par Peter Ba. Il ne présente pas de créations mais invite des compagnies étrangères et françaises rarement ou jamais vues. Mimos 1996 rassemble Maureen Fleming (Eros), une Américaine frottée de buto, Yevgeni Shokhine, un clown russe sans nez rouge, les deux frères britanniques Ralf Ralf, dont l'univers flotte entre danse et musique, la compagnie tchèque Stoka et le duo masqué allemand Habbe et Melk. Les Nouveaux Nez, magnifiques clowns français dirigés par André Riot-Sarcey, redonnent leur jour des petites lunes en ouverture du festival. Du 5 au 11 août. Nouveau Théâtre de Périgueux, 1, place d'Aquitaine, 24000 Périgueux. Tél. : (06) 53-53-18-71.

FESTIVAL DE THÉÂTRE DE RUE D'AURILLAC

■ Aurillac, la ville dont la rue est la reine. Depuis dix ans, des troupes du monde entier s'y retrouvent pour quatre jours de fête inouïe. La programmation s'est établie autour des « Paroles de femmes » chorégraphes, et de la transmission du répertoire contemporain. Question femmes, il faut absolument voir : Catherine Diverres, Fruits, les 28 et 29 juin, Opéra-Comédie, 20 h 30, et Wanda Gokonska et Va Wola, Wola, le 5 juillet, Opéra-Comédie, 20 h 30. Anta Oumri du groupe israélien Liat Dror, Nir Ben Gal, pour l'éblouissante variation de danse orientale de Liat Dror qui, à elle seule, sauve une pièce qui ne résiste pas aux clichés hommes/femmes, les 1^{er} et 2 juillet, 20 h 30,

grammation officielle. C'est donc à un branle-bas géant que convie ce festival, où les babas cool rescapés des migrations des années 70 croisent sur les trottoirs les compagnies les plus avant-gardistes et les enfants dans les poussettes. Il y aura cette année du théâtre argentin de volonte, du théâtre aérien d'Australie, du théâtre satirique de Bolivie, du théâtre rituel de Pologne, des troupes françaises d'intervention et de dé-tournement, et même, selon le programme, du théâtre invisible imaginé par des « hybrides sonores » - des Martiens dans le Cantal ? Du 21 au 24 août. Tél. : (06) 71-45-47-47.

FESTIVAL DE BLAYE

■ Dirigé par le comédien Georges Bigot, étoile du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine de 1981 à 1992, ce festival, réalisé dans le cadre de l'été girondin, a le mérite de ne pas voir trop grand, tout en respectant une belle hauteur de vue. Quatre spectacles y sont à l'affiche. Philippe Arvoe avec *Ma cour d'honneur* et le Footsbarn Travelling Theater avec *Molière 1996* encadrent deux jeunes compagnies - la troupe de Claire Lasne qui reprend le magnifique *Platon* de Tchekhov présenté cette saison à Paris, et Les Taupes secrètes - à découvrir - créent *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès. Du 26 août au 2 septembre. Chantiers de Blaye, ci-devant de Voulon, 33390 Blaye. Tél. : (06) 57-42-93-40.

Danse

FESTIVAL INTERNATIONAL MONTPELLIER DANSE

■ Ce grand festival de danse, mené de main de maître par Jean-Paul Montanari, est aussi un lieu de pensée, de réflexion. Cette année, la programmation s'est établie autour des « Paroles de femmes » chorégraphes, et de la transmission du répertoire contemporain. Question femmes, il faut absolument voir : Catherine Diverres, Fruits, les 28 et 29 juin, Opéra-Comédie, 20 h 30, et Wanda Gokonska et Va Wola, Wola, le 5 juillet, Opéra-Comédie, 20 h 30. Anta Oumri du groupe israélien Liat Dror, Nir Ben Gal, pour l'éblouissante variation de danse orientale de Liat Dror qui, à elle seule, sauve une pièce qui ne résiste pas aux clichés hommes/femmes, les 1^{er} et 2 juillet, 20 h 30,

Théâtre de Grammont. A découvrir : Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom, deux héritiers Bagouet, qui osent aujourd'hui être eux-mêmes dans *Si j'étais toi...*, les 6 et 7 juillet, 20 h 30. Chel du Terral à Saint-Jean-de-Védas. Et partout des colloques, des débats, des films. Le bonheur de filmer et de l'enrichir. Et d'aller à La Kope où se déroule le Off avec d'excellentes jeunes compagnies ! Du 21 juin au 7 juillet. Hôtel d'Assas, 6, rue Vieille-Aguillerie, 34000 Montpellier. Tél. : (06) 67-60-83-60. Off : Tél. : (06) 67-27-04-04.

LE CHORÉ-GRAPHIQUE DE TOURS

■ Non-participants et passants pourront participer à *Satisfyin' Lover*, de Steve Paxton, des exercices autour de la marche : une expérience qui transforme à jamais l'acte, pourtant simple, d'avancer une jambe après l'autre. La pièce date des années 70. *Continuous Project-Altered Daily*, pièce de 1970 d'Yvonne Rainer, qui se réinvente à chaque instant qu'elle se déroule. Elle a été remontée par le Quatuor Knust. Les 1^{er}, 2 et 3 juillet, Jardin du Musée des beaux-arts, puis dans divers lieux. Accès libre. Daniel Larrieu, fait maison, Jardin du Musée des beaux-arts, les 5 et 6 juillet, 22 h 30. Du 25 juin au 6 juillet. 17, rue des Césaires, 37000 Tours. Tél. : (06) 47-39-19-81.

FESTIVAL DE MARSEILLE

■ Le Festival de Marseille s'est allié à Danse sur le port pour montrer Roland Petit dans une nouvelle création : *Boléro*, écrit pour la très sublime Altinai Asylmuratova. L'année a été *Boléro* : cette version vient après celle de Béjart, reprise par Sylvie Guillem, et celle d'Odile Duboc, du 28 juin au 1^{er} juillet, au Vieux Port. Excellent flamenco, les 6 et 11 juillet, au Vieux Port et à la Vieille Charité. Josette Baiz et le groupe Grenade, Guelwesh, le 16 juillet, la Vieille Charité. Du 4 au 20 juillet. 6-8, rue Pythéas, 13001 Marseille. Tél. : (06) 91-55-57-23.

FESTIVAL DE CHATEAUVALLON

■ Gérard Paquet, en résistant aux élus Front national de la mairie de Toulon, oblige chacun à se situer dans ce croisement où la culture rencontre la politique. Une belle leçon de civisme de la part du directeur du lieu. Et un programme qui vaut le dé-

tour par la célèbre pinède. Béjart Ballet Lausanne, *Messe pour un temps présent*, tous les rêves de la jeunesse de mai 68 jérchant sur la musique de Pierre Henry, une reprise qui va attirer du monde, du 4 au 8 juillet, amphithéâtre, 22 heures. Les 19 et 20 juillet, Odile Duboc, Trois boîtes, une gageure rondement menée, Amphithéâtre, 22 heures. Connexions Hip Hop, du 26 au 29 juillet : Suprême NTM a été muselé, mais la liste des participants reste belle. 19 heures, danse, théâtre couvert : Aktuel Force, Storm, C^e Zizanie. 22 heures, concert, Amphithéâtre : Coolio, Positive Black Soul, Jimmy Jay/Les Cool Sessions 2, Moloko, Galliano, Ruby. Du 4 au 20 juillet. TNDI Châteaufort, BP 118, 83192 Ollioules Cedex. Tél. : (06) 94-22-74-00.

RENCONTRES INTERNATIONALES DE DANSE DE LA BAULE

■ Ce festival possède la particularité d'être un lieu de rassemblement de toutes les grandes écoles de danse du monde. Cette année, entre autres, citons : l'Académie de danse de Pékin, l'Ecole de Marseille/Roland Petit, le Jeune Ballet de France, Le Ballet du Rhin, l'Ecole de Martha Graham, l'Ecole de Rosella Hightower/Canues. Ces jeunes danseurs venus du monde entier interprètent un florilège du répertoire, mais aussi des pièces contemporaines. Du 6 au 11 juillet. Office du tourisme : place de la Victoire, La Baule. Tél. : (06) 40-24-34-44. De 15 heures à 17 heures.

FESTIVAL D'AVIGNON

■ Une succession de chorégraphes excellents, mais qui ne saurait avoir une réelle signification pour fêter un cinquantenaire. L'histoire du Festival est pourtant constellée de moments importants qu'il ne s'agissait pas de faire revivre tels quels, mais dont il aurait fallu retrouver l'esprit. Mathilde Monnier, *L'Atelier en pièces*, gymnase Aubanel, les 10, 12 et 14 juillet, à 15 et 19 heures, les 11 et 13, à 19 heures. Josef Nadi, *Les Commémorations d'Holocauste*, gymnase Aubanel, du 11 au 16, 19 heures. François Raffinot, *Scandal Point*, cloître des Célestins, du 27 au 30, 22 heures. Bill T. Jones, *Sur la place* (avec des chansons de Brel), cour d'honneur, du 31 juillet au 3 août, 22 heures. Alain Platel, *Bonjour madame, comment allez-vous, aujourd'hui...*, cloître des Carmes, du 19 au 24 juillet, 22 heures. A suivre aussi la belle programmation « L'été des Hivernales », du 11 juillet au 1^{er} août. Autre question : comment ne pas aller au Off quand on est curieux ? Du 9 juillet au 3 août. Réservation : Festival d'Avignon, service réservation, BP 492, 84073 Avignon Cedex. Tél. : (06) 90-14-14-14, de 11 heures à 19 heures ; Minitel : 3615, Code Avignon. Le Off Avignon, Tél. : 48-05-01-19.

DANSE À AIX

■ Ce festival, qui manque de beaux lieux, a cependant le mérite de mêler la qualité et la convivialité, sous la houlette de Ginette Escorffier. Angelin Preljocaj, installé en Centre chorégraphique à Aix-en-Provence, ouvre les festivités avec sa propre version de *Romeo et Juliette* (décor Enki Bilal), Val de l'Arc, les 11 et 12 juillet, 22 heures. Josette Baiz, *Miroirs*, cour des Arts et métiers, le 13 juillet, 22 heures. Merte Cunningham en un programme de rêve : *Beach Birds*, *Ground Level Overlay*, *CROSSPCP*, les 15 et 16. *Changes of Address*, *Windows*, *Soundance*, le 17, Val de l'Arc, 22 heures. *Event*, le 18, au Mas de Bouffan, 19 heures. Du 11 au 22 juillet. Location : (06) 42-23-26-26.

FESTIVAL PARIS DANSE

■ Ceux qui aiment le classique ont leur festival, une avalanche de pas de deux, de pas de trois, des futures grandes étoiles comme s'il en pleuvait, tel le divin Cuban Joan Boada. Tarentelle de Napoli de Bournonville et, curiosité inattendue, une pièce de Jacques Chazot sont au programme. Du 15 au 28 juillet. Théâtre Mogador, 25, rue Mogador, 75009 Paris. Tél. : (06) 53-32-37-00.

ROMAUEUROPA

■ Tir groupé d'ouverture avec trois têtes d'affiche : William Forsythe, du 3 au 6 juillet, Anne Teresa de Keersmaecker, les 11 et 12, et la Compagnie Martha Graham, du 15 au 17 juillet. Monique Veaut, directrice du festival, a invité les groupes de hip hop français : David Valentine, Hakim Maithe, Boogi Sal et MBDT. Romaueuropa a l'esprit ouvert et curieux. Du 3 au 19 juillet. Via XX Settembre, 3 00187 Rome, Italie. Tél. : (06) 48-90-40-24.

ETP : M. Fourcade : trompe de débat

L

3 TÉMOINS La magazine de Paris - le 4 août

Serge TRIGANO

3

le Monde

هكذا امتنا الأصل

Rock

LILLE : PAS D'QUARTIERS

■ Patronné par l'Aéronautique, temple lillois des musiques d'aujourd'hui, ce festival a choisi de s'écarter dans les quartiers de Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq pour pallier le manque d'activités culturelles des ensembles urbains, autant que pour prouver leur rôle de vivier potentiel pour les créations de demain. A un moment où le rap est pris à partie par le préfet du Var, il n'est pas inutile de montrer sa force. Pendant un mois, cet événement pluridisciplinaire présentera de la danse, du graffiti, de la vidéo et beaucoup de hip-hop (Credit To The Nation le 3 juillet, Genius GZA le 12), de ragga (Raggaonix, Ragga Black Possee le 23 juin), ou de trip hop (D) Krush le 29).

Du 28 juin au 20 juillet
L'Aéronautique, avenue Willy-Brandt, 59777 Euville. Tél. : (01) 20-76-00-00.

SELFORT : LES EUROCKEENNES

■ Longtemps, pour le Français fan de rock, la saison estivale a été synonyme d'été en Angleterre, Belgique, Suisse ou au Danemark, qui accueillait plateaux musicaux et rassemblements orageux. Puis vint, en 1989, les Eurockéennes et Belfort, à l'égal de Nyon, Reading, Torhout ou Roskilde, fut consacrée étape obligatoire de la transhumance rock. Le festival est adoubé chaque année par les icônes du genre. Parti Smith, Lou Reed (le 6) et David Bowie (le 7) seront les prestigieux parrains de l'édition 96. Peu de place cette fois pour la fusée pop - Ash (le 8), Blueberries, Dominique A (le 7) -, beaucoup en revanche pour les tatouages du rock alternatif et les pectoraux musculeux du métal et de la fusion. Points chauds du 5 juillet : Sismar, Presidents of the USA, Sepultura, Red Hot Chili Peppers. Le 6 : Beck, Nick Cave, Frank Black. Le 7 : Ministry, Skunk Anansie, Foo Fighters. Le 5, on pourra également écouter du rap, Cypress Hill, du ragga, Raggaonix, et déguster les défilés de la mode de Superm NTM en toute liberté.

Du 5 au 7 juillet
Territoire de Musiques, 30 A, Grande-Rue, S. P. 10, 90800 Belfort-Belfort. Tél. : (01) 64-22-46-58.

BORDEAUX : DOC MARTENS ROCK FESTIVAL

■ Sponsorisé par une marque de chaussures britannique qui est au rock pop-punk ce que la santiag était au rock sudiste, ce festival bordelais va tenter de s'inscrire sur la carte de France des événements de l'été. Très électrique mais de bon goût, la programmation de cette première édition rassemblera amateurs de néo-funk, Big Soul, Ben Harper, F. F. R. (le 26), Keziah Jones (le 27), de techno (Acidemic, The Prodigy le 28), de rockers français à textes, Silvana Vano et Dominique A (le 26), de fusion métalique, Sismar et No One le 26, de l'innocent (le 27), de brit-pop, Supergrass (le 28) et d'illuminés congénitaux œuvrant dans le groove, Fun Lovin' Criminals et Beck (le 27), ou dans le beat, Young Gods et Butchle Surf (le 27).

Les 26 et 27 juillet
Doc Martens Festival, 236, rue Saint-Catherine, 33000 Bordeaux. Tél. : (01) 56-94-09-81.

SAINT-MALO : LA ROUTE DU ROCK

■ Patiemment, ce festival s'est imposé en traçant sa route en dehors de celles décidées par les grandes tournées estivales. On ne trouvera bien sûr quelques musiciens croisés sur d'autres scènes (Garbage, Binetones, Fun Lovin' Criminals), mais nombre d'entre eux ne joueront qu'à Saint-Malo et feront de ce week-end l'événement indie-pop de l'été. D'un côté, la programmation privilégie les groupes - Divine Comedy, Suede, Sleeper, Frank and Walters, Sparklehorse, Placebo - plus soucieux des mélodies de leurs chansons que de l'impact des décibels. Sans que l'un et l'autre soient d'ailleurs incompatibles, à l'exemple des bruyantes mais subtiles harmonies de Weezer ou Compulsion.

Du 16 au 18 août
La route du rock, 10 bis, boulevard de Sébastopol, 35000 Rennes. Tél. : (01) 99-31-23-23.

RELIGNEUX : THE DOUR FESTIVAL

■ Moins connu pour l'instant que son concurrent de Torhout-Werchter (qui a lieu cette année les 6 et 7 juillet), le Festival de Dour permet de découvrir les noms les plus importants de l'underground d'aujourd'hui et des vedettes de demain. Le 12, aux côtés d'Legg Pop et Frank Black, essayez Pribz 2000, No Doubt, Fluffy ou les irlandais de Whipping Boy. Le 13, vous en saurez plus sur Meshuggah, Morcheeba, Def Con Dos, Struck Up ou De Pura Madre. Le 14, Ministry et les Young Gods seront entourés entre autres de Sogor Ray, Pitch Shifter, Scheer, China Drum et Collapsed Lung.

Du 11 au 14 juillet
Renseignements : Voyages A4, place Saint-Epvre, 54000 Nancy. Tél. : (01) 83-37-66-66.

ALLEMAGNE : BERLIN LOVE PARADE

■ La Love Parade s'est imposée en quelques années comme le rassemblement bon esprit de la scène techno européenne, avec une rave gigantesque où se retrouvent les meilleurs DJ internationaux et surtout grâce à une parade de rue qui fait ressembler la Gay Pride à un défilé de gardiens de prison. A partir de 3 heures de l'après-midi, des dizaines de milliers de personnes dansent comme des fous dans les rues de Berlin, manifestant leur joie de pouvoir... danser, la nuit venue.

Les 13 et 14 juillet
Renseignements : Voyages A4, place Saint-Epvre, 54000 Nancy. Tél. : (01) 83-37-66-66.

GRANDE-BRETAGNE : PHOENIX STRATFORD-UPON-AVON

■ En à peine cinq ans, Phoenix s'est imposé comme un événement majeur dans un pays pourtant riche en concurrence. Pendant quatre jours, sur six scènes réparties sur le site de Stratford Upon Avon (la ville natale de Shakespeare) se succéderont stars du rock (David Bowie, Neil Young, Björk, Sex Pistols), techno futuriste (Prodigy, Goldie, Chemical Brothers, Carl Cox), folk assouffé (The Men They Couldn't Hang, Oysterband, Simon & Garfunkel), jazz mêlé de rap, ou d'hip-hop (Jazzmatazz, Incognito, Courtney Pine, Eusebe), nouvelle pop britannique (Manic Street Preachers, Dodgy, Ruby, Echobelly, Stereolab, Super Furry Animals) et une pléiade de jeunes ambitieux qui font tout le sel de la musique anglo-saxonne.

Du 18 au 21 juillet
Renseignements : Voyages A4, place Saint-Epvre, 54000 Nancy. Tél. : (01) 83-37-66-66.

SUISSE : PALÉO FESTIVAL DE NYON

■ Le plus convivial sans doute des grands rassemblements de l'été. Ses locaux ? Son cadre bucolique proche du lac Léman, la gentillesse jamais démentie d'un personnel bénévole, une animation qui dépasse le cadre musical de l'événement, une propriété et un confort rarissimes sur ce genre de site capable de réunir en une semaine près de deux cent mille personnes. Le programme, axé de panache du Printemps de Bourges, des Francofolies et des Eurockéennes, fait tout pour préserver cet écumenisme. De la chanson francophone (Johnny Hallyday, Renaud, Dominique A, Miossec), du rock (Lou Reed, Beck, Skunk Anansie, Tindersticks, ZZ Top), du blues (Buddy Guy, Anders Osborne), des musiques du monde (Cheb Mami, Madredeus, Rachid Taha, Geoffrey Oryema), du groove (Mud in Paris, Positive Black Soul, Galliano) et même un intermède classique avec une représentation de Carmen Burana.

Du 23 au 28 juillet
Renseignements : 19 (01) 22-361-01-01.

GRANDE-BRETAGNE : READING

■ Pour peu qu'on ait le courage - et la santé ! - d'affronter des bordes de néo-hippies en short dans le camping le plus sale d'Angleterre, Reading permet de se faire une idée assez précise de ce que sera l'année musicale à venir. Les vedettes y préparent leur rentrée et les nouveaux couteaux s'affilrent en prévision de prochaines conquêtes. Au rayon come back : les Stone Roses, Black Grape, Offspring, Sebadoh, Billy Bragg, Ice T, Weezer. Des noms à retenir : Catatonia, Kula Shaker, Tortoise, L'Inolent, Ben Folds Five, Placebo, Audioslave.

Du 23 au 25 août
Renseignements : Voyages A4, place Saint-Epvre, 54000 Nancy. Tél. : (01) 83-37-66-66.

Chanson Musiques du monde

RENNES : LES TOMBÉES DE LA NUIT

■ Multiforme et riche de centaines de manifestations (y compris le théâtre pour les enfants), le festival rennais se consacre à la promotion de groupes venus de la façade atlantique de l'Europe : d'Andalousie, du Portugal, de Galice, du Pays basque, du Poitou, d'Irlande, et de Bretagne bien entendu. Chaque soir, des concerts auront lieu sur la Grande Scène du Jardin du Thabor à 22 h 30 : Miossec et Les Clams (le 4), Madredeus (le 5), Le 6, l'Espagne sera à l'honneur avec l'Andalou Antonio Canales, qui présentera deux ballets flamencos : *Torero* et *A Cuenda y Talon*. A la salle de la Cité, la Portugaise Maria Joao interprétera *a cappella* des chants traditionnels portugais et des thèmes très jazz (le 2) ; Amelia Muge, Portugaise originaire du Mozambique (le 6). A l'Opéra, le conteur Lucien Courmont animera une soirée en mémoire de Per Jakes Helias, auteur du *Cheval d'Orque* (le 1^{er}). Du 1^{er} au 6 juillet
Office du Tourisme de Rennes, Pont de Nemours, BP 297, 35005 Rennes Cedex. Tél. : (01) 99-79-01-98.



NANTES : ROUTES INDIENNES

■ Le Festival d'été de Nantes veut offrir un large public (50 000 personnes l'an passé) aux différentes formes d'expressions traditionnelles et populaires du monde. Cette année, un parcours indien crociera des styles de musiques et de danses extrêmement variés : les danseurs de Kalaripayatt C* Nriyodaya (les 2 et 3), la musique karnatique du violoniste T. N. Krishnan (les 3 et 5), mais aussi des Hompro, Kollada (les 4 et 5), les Gitanos de Perpignan, Thierry Robin et El Nino Josele (les 4 et 5), le Roumain Marian Jacob Machuca, les Réunionnais Ziskakan et Grammon Lela (le 6). Du 2 au 7 juillet
Festival d'été de Nantes, Porte Saint-Epvre, rue de l'Évêché, 44000 Nantes. Tél. : (01) 40-08-00-66.

FESTIVAL DE LA CÔTE D'OPALE

■ Ce festival languoureux - les concerts sont organisés dans de nombreuses communes entre Dunkerque et Berck-sur-Mer - fête cette année ses vingt ans. A retenir : « Le Souffle du blues », autour de Jean-Jacques Milteau, avec Eddy Mitchell, Patrick Verbeke, John Murphy et Xavier Lauze (le 12, à Berck-sur-Mer) ; à Dunkerque, l'Orchestre national de Lille de Jean-Claude Casadesu accompagné William Sheller, Noa, Didier Lockwood et Caroline Casadesu (le 13). Thomas Fersen et Art Mengo à Desvres (le 16) ; Renaud (Berck-sur-Mer, le 19) ; au Touquet, Zucchero (le 22) ; à Boulogne-sur-Mer, Jimmy Cliff (le 23). La « Nuit world », enfin, aura lieu au Kursaal de Dunkerque, avec Mann Di Bango et ses invités Ismael Lo, Geoffrey Oryema, Yousouf N'Dour, Idr, Princess Erika et Mory Kante (le 27). Du 5 au 28 juillet
Tél. : (01) 21-30-40-33.

MONTE-DE-MARSAN : ART FLAMENCO

■ Flamenco sous tous ses aspects. Ouverture le 8 juillet par un hommage à Paco Lira. Une soirée *Cante de Triana* à Lebriz, avec Esperanza Fernández (le 9), une soirée de danse : *Hombres* avec Ramon Barul et Rafael de Carmen (le 10). *Jerez por siempre* avec Moraito Chico, sera le thème de la soirée du 11. Le 12 *Marisma Pentagrama Puente* avec Pedro Bacan. Du 8 au 13 juillet
Conseil général des Landes, 40011 Mont-de-Marsan Cedex. Tél. : (01) 59-05-95-95.

Du 11 au 14 juillet
Comité George Sand, 5, place George-Sand, 36400 La Châtre, 78 (01) 54-06-09-96.

LA ROCHELLE : FRANCOFOLIES

■ Avec plus de cent artistes, la 12^e édition des Francofolies réunit comme chaque année toutes les musiques, avec un large penchant pour la chanson francophone. En voici quelques exemples : Danyel Waro et Cesaria Evora au Grand Théâtre, Dick Rivers et Johnny Hallyday sur l'Esplanade Saint-Jean d'Ac (le 12). Miossec et Arno, la « Fête à Lokua Kanza », avec Enzo-Enzo, Catherine Lara, Yousouf N'Dour et Papa Wemba (le 13). Les Innocents, Zachary Richard et une « Fête à Michel Fugain » avec Kent, Mimi Masy, Maura, Didier Sustrac, et le Trio Esperanza. A minuit, Grammon Lela fera vibrer la salle des Magic Mirrors avec ses rythmes réunionnais (le 14). Pascal Obispo, l'Affaire Louis Tio, Paradimas, NTM, la Tordue (le 15). Dominique A, la « Fête à Brigitte Fontaine », avec Julie Dassin, Etienne Daho, Arthur H, Jacques Higelin ; Pascal Mathieu, Cheb Mami et, à minuit, le Réunionnais Benoit Lucille chantera aux Magic Mirrors (le 16). Il apparaîtra de nouveau sur la même scène et à la même heure le lendemain, et sera précédé par Francis Cabrel, qui jouera sur l'Esplanade après Kevin Parent et Daren et les Chaises. Du 12 au 17 juillet
Tél. : (01) 46-50-56-39. Mimi : 3615, code Francofolies.

ARLES : SUIS

■ Pour découvrir les musiques des pays du sud : Portugal, Espagne, Italie, mais aussi Magreb ou encore Brésil, les Toulousains Fabulous Trobadors, spécialistes du mélange entre folklorique et modernité, les Marseillais de Massilia Sound System, pour danser au rythme du raggaon, au Théâtre Antique (le 16). Juan Carmona, guitariste de flamenco, dans la cour de l'Archevêché, les Italiens d'E Zeti et les Espagnols de Rado Tarifa au Théâtre Antique (le 17). Cheb Mami, « le prince du Rai », et Moleque de Ruz, de jeunes Brésiliens de São Paulo, au Théâtre Antique (le 18). Carlos Santana aux Arènes (le 19). Du 14 au 20 juillet
Suis, 17, rue Jouvène, 13200 Arles. Tél. : (01) 90-96-05-27.

NIORT : LES JEUDIS DU PORT

■ Six jeudis consécutifs, le port de Brest propose quatre-vingt espaces de musiques du monde et de Bretagne et d'art de la rue. Parmi les artistes répartis sur les deux grandes scènes du port, on entendra Cesaria Evora et le groupe Maroussa (le 25 juillet), Lil Cube et Didier Sustrac (1^{er} août), Fabulous Trobadors, les Tambours du Burundi et Zebda (le 8). Ray Barreto et Big Geranium (le 15). Castaflore Bazzoko, Blankass et Eric Le Lann Quartet (le 22) et Dominique A (le 29). Du 25 juillet au 28 août
Hôtel de ville, 29200 Brest. Tél. : (01) 96-00-06-09.

GENS : TEMPO LATINO

■ Le son de Cuba, de la rumba et de la salsa, présentés par des organisateurs passionnés. Le Vénézuélien Oscar D'Leon (le 26) ; Descarga Boricua (Puerto Rico, le 27). Noche Latina animée par le percussionniste vénézuélien Orlando Polo (le 28). Côté salsa, Compay Segundo et Familia Valera Miranda rythmeront les Tempobarrio. Du 26 au 28 juillet
Hôtel de ville, Cour Delon, 32190 Vézic. Tél. : (01) 62-06-52-09.

LANGON : NUITS ATYPIQUES

■ Sous le signe de l'audace et de l'in-

novation, le festival élargit la musique à une dimension sociale : les concerts seront ponctués de débats, fêtes, expositions, rencontres artistiques. Le 2 août, on entendra Nena Venetianou, Mattheu Dada-bayeva et Danyel Waro. Le 3, Teco-Gassy, Gilberto Gil et Mustafa Abdel Aziz. Le 4, Rakoto Frah, Boubacar Traoré et Les Musiciens du Nil. Du 1^{er} au 4 août
Centre culturel des Carnes, 33210 Langon. Tél. : (01) 56-63-14-45.

LORIENT : FESTIVAL INTERCULTUREL

■ Manifestation interdisciplinaire, le festival coniugue concours et soirées thématiques. Chaque année, plus de deux mille musiciens traditionnels se présentent aux différents concours : le championnat national de bagad, le trophée Macellan pour soliste de grande cornemuse ou de gaita, mais aussi concours de batterie ou de bombarde. Côté concerts, la nuit du folk d'Irlande (le 3) sera animée par Danu, Cealra et Alan et le 4, la nuit du folk d'Ecosse-Asturies, avec Deaf Shepherd et Libardou. On retrouvera aussi Gilles Servat (le 6) et le spectacle *Ence Euz* (le 7). Yann-Franch Quemener et Didier Squiban. Drop the Box et Celtas Cortos (le 9), « Mémoire de Femmes » avec les chanteuses et musiciennes Annie Ebel, Sorcha et Odi et Maria Luz Cristobal Cannedo. Dan Ar Braz et soixante-quatre musiciens célébreront « L'héritage des Celtes » (le 9). Breizh Izel de Roland Becker (le 11). Du 2 au 11 août
Interculturel, 2, rue Paul-Bert, 56100 Lorient. Tél. : (01) 97-21-24-29.

MARTINAY : DE BOUCHE À OREILLE

■ Entre tradition et médiation, musiques du monde, musique classique et jazz, De Bouche à Oreille est le garant d'une qualité musicale qui a fait la nouvelle richesse des musiques traditionnelles françaises. Carte blanche à Thierry Robin (le 21), une journée pour Jean-François Vrod (le 22), et un hommage à Valentin Clavier, l'un des animateurs de Chien en musique, tandis que sous l'appellation poétique de « Touches blanches pour carrel noir », on retrouvera le chel Macias et Patrick Cadellian (le 24).

Du 15 au 25 août
Maison des cultures de pays, 1, rue de la Vau-Saint-Jacques, 78201 Paris. Tél. : (01) 49-94-90-70.

SAINT-NAZAIRE : LES ESCALES

■ A la fois fête populaire et rencontres musicales, les Ecales se plongent dans le monde latino. Deux cents artistes pour un chapeau vagabondage, venus du Mexique, de Colombie, de Cuba, d'Espagne ou de France. Derrière Ray Barreto, tête d'affiche de cette septième édition, une ribambelle éclectique, notamment l'accordéoniste colombien Antonio Rivas, la Banda Machos de Mexico ou des musiciens cubains, tels que Gema y Pavel, Timba Laye, les groupes Yanza et Rapsodia Rumbra. Les 16 et 17 août
Tél. : (01) 51-10-00-00.

SUISSE : MONTREUX

■ Le trentième anniversaire du plus célèbre des festivals de jazz et de musiques du monde est l'occasion d'organiser des concerts-déplacements : le 5 juillet, Stéphane Elcher se produira avec ses invités du monde entier : le 6, le concert « Brasil-Brasil » réunira Maria Bethânia et un hommage à Elis Regina avec le Cesar Camargo Quartet et Milton Nascimento. Le 7, concert bahianais, avec Choro de Amor, Banda Religio, Almeida, Dodo et Osmar, Simone Moreno et Pepe Gomes. Le 9, une « surprise night » permettra, au-delà de l'écoute du blues version ZZ Top, de Deep Purple, pour le 25^e anniversaire de *Smoke on the water*, le plus grand succès de ce groupe. Le 10 juillet, Simply Red sera présent avec ses invités, soit jeudi 11 par Little Richard, Zucchero et la Vargas Blues Band. Le 14, ce sera le tour des *Spanish and Caribbean Sounds* de Ray Barreto and New World Spirit. Le 16, la Santana Band, Van Morrison et Chris Botti. Le Phil Collins Big Band (le 17), un hommage à Charles Trenet, et une nuit africaine réunissant Lokua Kanza et Touré Kunda (le 18). Le 19, Quincy Jones se produira en parallèle avec une « Nuit irlandaise » à laquelle participeront The Pogues, le Big Band of Sicks, et le groupe Akam. Le 20 enfin, pour le concert de clôture, Oscar Peterson et Niels Henning, Orsted Pederson, Martin Drew et Lorne Lofsky. Du 5 au 20 juillet
Tél. : (01) 41-21-623-45-67.

BELGIQUE : SPINKS

■ Rendez-vous très prisé des musiques du monde, le festival de Spinks (dans les Flandres) invite cette année Goran Bregovic à jouer *Music for Movies* le 26 juillet. Le roi du soukous Kanda Bongo Man, les Cubains de La Vieja Trova, le Réunionnais Danyel Waro, le Brésilien Mestre Ambrosio, le Malgache Jacoaby, le groupe Flamenco de Jerez, et le chanteur de reggae ivoirien Alpha Blondy assurent le gros d'une programmation non-stop (les 27 et 28). Du 25 au 28 juillet
Tél. : (01) 32-3-455-69-44.

Paris prend ses « quartiers d'été »

Paris Quartier d'été est le résultat productif d'une triste constatation : l'été, la culture déserte la capitale pour prendre la route des festivals. Pour en finir avec cette mauvaise attitude, Patrice Martinet (directeur du Théâtre de l'Athénée) a fondé en 1989 cette manifestation dont le grand mérite est de présenter des spectacles de qualité, très divers, gratuits ou peu chers. Autre avantage : Paris Quartier d'été joue avec la ville, en permettant de découvrir des endroits insolites, comme cette année le temple bouddhiste, les arènes de Montmartre, ou le temple réformé de l'Oratoire. Les Parisiens peuvent aussi prendre le frais dans les jardins, sur les quais de Seine, ou dans la cour de la Sorbonne.

Paris Quartier d'été affiche plusieurs spectacles de théâtre : les Marionnettes sur eau du Vietnam, tous les soirs à 22 heures du 16 au 27 juillet, sur le bassin des Buttes-Chaumont ; italienne avec

Orchestre, de Jean-François Silvadié, parodie des relations entre le chef d'orchestre et ses musiciens, au cours duquel le spectateur deviendra acteur... Au Théâtre de l'Odéon, du mardi 9 au samedi 27 juillet, à 20 h 30.

Les Arènes de Lutèce seront le décor de concerts de musique classique : l'Orchestre de Paris, sous la direction de Yuri Ahronovitch, interprétera *La Mer* de Debussy, *Le Boléro* de Ravel, et *Tubelux* d'une exposition de Moussorgski, le lundi 15 juillet à 20 heures. Samedi 20 juillet, à 20 heures, l'Orchestre philharmonique slovaque, dirigé par Ondrej Lenard, donnera *Destin et Idéal*, de Béla, *Le Concerto pour trompette et orchestre en mi majeur*, de Hummel, et la *Symphonie du Nouveau Monde*, de Dvorak.

Dans la Cour d'honneur de la Sorbonne, les débats de Bach sera interrompus tous les soirs à 20 heures du 21 au 24 juillet. L'ensemble slovaque Musique Eterna et le Parlement de musique se succéderont pour exé-

cuter plusieurs de ses œuvres, ouvertures, concertos et cantates.

Des groupes venus du monde entier partagent l'affiche « musiques du monde » du festival et s'installent dans les jardins de la capitale (Luxembourg, Choisy, Tuileries, Belleville, square Léon, château de Maisons-Laffitte) lors de concerts gratuits : le Renegades Steel Band Orchestra de Trinidad (15 au 20 juillet) ; le Habana Sax de Cuba (14 au 21 juillet) ; la fanfare Moldave de Zece Prajini, troupe tsigane de Roumanie (21 au 28 juillet) ; Sundaramurthy and Party, groupe de danse traditionnelle d'Inde du sud (21 au 27 juillet) ; Cobia M. lenaria de la Catalogne (du 29 juillet au 1^{er} août) ; le groupe Grammon Lela de la Réunion (du 29 juillet au 4 août).

Trois événements sont organisés à la Villette pour faire le tour des musiques juives du monde entier : à la Cité de la musique, la nuit du 27 juillet, entre 22 h 26 et l'aube ; dans le parc de la Villette,

la journée du 28 juillet, de 17 h 30 à 21 h 30 ; dans la Grande Halle de la Villette, la soirée du 29 juillet, de 19 heures à 1 heure.

Le jazz enfin sera présent à l'hôtel d'Albret entre le 29 juillet et le 4 août, avec notamment, le 29 juillet, Paul Motian et le Steve Swallow Quintet ; le 1^{er} août, Henri Texier Sextet ; le 3 août, Paulo Fresu Euroquartet.

Le Palais-Royal accueillera quant à lui la danse : Martha Graham est l'invitée spéciale de Paris Quartier d'été ; sa troupe se produira du 20 au 22 juillet à 22 heures. On pourra voir aussi *Le Cri du caméléon*, par la compagnie Anomale, sur une chorégraphie de Joseph Nadi créée pour les élèves du Centre national des arts du cirque de Châlons-sur-Marne, du 3 au 6 août, à 22 heures.

★ Du 14 juillet au 11 août. Renseignements au 16 (1) 44-83-64-40. Location par téléphone : 16 (1) 49-87-50-50. Minitel : 3615 FNAC.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auzan, directeur général ;
Maurice Lévy, directeur général adjoint.
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel.
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Fournier, Robert Solé.
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Bessac, Bruno de Carat, Pierre Gascar, Laurent Gaudier, Danièle Heymann,
Bernard Le Gendre, Jean-Pierre Lhote, Marcel Luchet, Luc Jumeau.
Directeur adjoint : Dominique Koyne.
Rédacteur en chef technique : Eric Anst.
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier.
Directeur adjoint : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chausson.
Conseiller de la rédaction : Alain Rabat ; directeur des relations internationales : David Vermet.
Médiateur : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billaud, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994).
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : créée au 10 décembre 1994.
Capital social : 999 999 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, MSA Press, Le Monde Prévisions.
SIÈGE SOCIAL : 20, rue Claude-Bernard - 75006 PARIS CEDEX 06.
Tél. : (01) 47 37 20 00, Télécopieur : (01) 47 37 20 01, Télex : 266 801 F.

L'expérience inachevée de la transition à l'Est

Suite de la première page

Au début des réformes, le secteur public chinois n'employait que 19 % de la main-d'œuvre du pays, contre 90 % en Russie. La République tchèque, proche de l'Europe occidentale, peu endettée, se trouvait en bien meilleure posture géographique, économique et financière, que la Mongolie. Ainsi, il apparaît impossible, en théorie, de trancher entre un « big bang » à la polonaise et des changements graduels. La douloureuse crise économique et financière dans laquelle se débat la Bulgarie depuis plusieurs mois laisse tout de même penser qu'une fois la transformation de l'économie amorcée, les demi-réformes ne suffisent pas.

Les critiques les plus virulentes du socialisme ne viennent pas de l'école de Chicago, temple du libéralisme, mais de l'Europe de l'Est elle-même. C'est là, bien sûr, que les populations ont souffert en direct de la productivité déclinante des économies collectivistes. L'espérance de vie en Russie a commencé à stagner dès les années 1960, puis à décliner, alors qu'elle augmentait dans tous les pays industriels. En Bosnie, l'un des responsables des privatisations, Stjepo Andrić, écrit sans détours que « l'Etat socialiste et la propriété sociale ont interrompu la régularité historique du cours de l'économie ».

Corollaire de ce phénomène, de nombreux hommes politiques et économistes de l'Est se montrent sévères avec leurs voisins immédiats de l'Ouest. Le très libéral premier ministre tchèque Vaclav Klaus n'est plus le seul à afficher son mépris pour la vieille Europe. Leszek Balcerowicz, l'un des architectes de la réforme économique radicale en Pologne, en 1990, déclarait, lors d'un colloque sur la transition récemment organisé par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), que, si la qualité d'un système économique doit

être jugée au rythme de la croissance et des créations d'emplois, certaines comparaisons sont alors éloquentes : côté emploi, les Etats-Unis par rapport à l'Europe depuis vingt ans ; côté croissance, l'Asie de l'Est face au reste du monde en développement.

M. Balcerowicz conclut, sans ambages, que pour permettre aux pays en transition d'établir des systèmes « optimaux », alliant entreprise individuelle, ouverture sur l'extérieur, faible fiscalité, flexibilité du travail, l'Europe doit cesser de donner de mauvais exemples (protectionnisme, surdimensionnement de l'Etat-providence), et s'efforcer d'en donner de bons (réforme de la politique agricole commune ou de la protection sociale). « Etat-providence », recherche de la « troisième voie », ces notions chères aux Européens n'intéressent guère les économistes de l'Est.

Les réformateurs sont félicités pour avoir libéralisé les prix, privatisé leurs entreprises, ouvert leurs économies sur l'étranger. Mais partout, la transition sera longue. La Banque mondiale note que, dans un ou deux pays seulement, « les problèmes liés à la transition se fondent dans les problèmes normaux des économies de marché ». De quels pays s'agit-il ? Probablement de la Hongrie ou de la République tchèque.

Une fois la transformation de l'économie amorcée, les demi-réformes ne suffisent pas

L'ex-RDA n'est sans doute pas comprise dans la liste. Mais son exemple est éclairant. Placée sous le parapluie protecteur de l'Allemagne occidentale, tous ses problèmes sont loin d'être résolus. Sa croissance, encore très forte récemment, s'essouffie, sa productivité reste très inférieure à celle de l'Ouest, son taux de chômage est plus élevé. Ces prochaines années, son exemple risque malheureusement d'être reproduit dans les autres pays de la région qui, eux, ne recevront pas des milliards de marks de subventions.

Impressionnés par l'ampleur des transformations à l'Est, les pays occidentaux ne ménagent pas leurs critiques et ne cachent pas leur inquiétude : corruption souvent généralisée, augmentation de la criminalité, dégradation des indicateurs démographiques et sociaux. Ce sont toujours des conséquences directes du mauvais fonctionnement de l'Etat. La transition a provoqué partout l'appauvrissement des couches les plus faibles de la population. Les régimes socialistes s'illustraient par de faibles écarts de revenus. En Europe centrale, les écarts de salaires sont devenus les mêmes qu'à l'Ouest ; en Russie, ils sont déjà nettement supérieurs, semblables à ceux de la Malaisie ou du Mexique.

Qu'elles concernent les structures industrielles, financières ou sociales, les réflexions des Occidentaux portent donc toutes sur le rôle de l'Etat qui doit, selon la Banque mondiale, « être repensé et refondu pour que la transition soit réussie ». Un peu naïvement, les observateurs avaient pensé, à la fin des années 1980, que l'avènement de la démocratie suffirait à rendre l'Etat fiable et efficace. Ils s'aperçoivent, aujourd'hui, que tel est loin d'être le cas à l'Est, et dans bien d'autres régions du monde.

Françoise Lazare

Le Monde

EDITORIAL

Le ministre des affaires

LES « affaires » sont un sujet dont Jacques Toubon, ministre de la justice, n'a pas le temps de s'occuper : il consacre « 99 % de son temps, à-t-il précisé, jeudi 27 juin, à des actions de fond pour la justice ». C'est donc pour le seul plaisir de la conversation, sans doute, que ce fidèle de Jacques Chirac, ancien secrétaire général du RPR et toujours maire du 13^e arrondissement de Paris, a longuement disserté, lors d'une conférence de presse, puis au journal de TF1, sur ce qu'il appelle « les campagnes politiques qui cherchent à établir, à travers [la] notion de transparence, une espèce d'ordre moral ».

Une fois dépourvu de ses subtilités, le propos du garde des sceaux se résume - qu'il nous pardonne - à un refrain bien connu : la justice et la presse doivent agir dans le cadre de la loi. Ce qui sous-entend deux choses : d'une part, qu'elles ont tendance à en sortir ; d'autre part, que le gouvernement est déterminé à les y ramener. Sur le premier point, M. Toubon reste allusif. Sur le second aussi, mais certains faits parlent pour lui. Comme ses prédécesseurs place Vendôme, l'ancien ministre de la culture d'Edouard Balladur sait utiliser le droit pour contraindre le droit.

Exemple : le juge d'instruction Eric Halphen, du tribunal de Créteil, entend, dans le cours de ses enquêtes sur l'office d'HLM de Paris, un témoin lui affirmer que le fils de Jean Tiberi, président de l'office, a bénéficié d'un appartement social - ce que l'on savait déjà - et que ce logement a été luxueusement redécoré, pour l'usage de son locataire, aux frais du propriétaire. Le parquet de Créteil ne saisit pas le juge d'une information sur ces faits, mais transmet le dossier au parquet de Paris qui, dans le passé, avait une première fois classé sans suite une plainte sur l'appartement du fils de M. Tiberi. Le droit est respecté.

Autre exemple : un juge d'instruction de La Réunion, qui enquête notamment sur des affaires de fausses factures, est candidat à une mutation. Il est nommé sous-préfet au tour extérieur et pourra bénéficier, ainsi,

d'une affectation en métropole. Ses dossiers, bien sûr, seront attribués à un autre juge. Qui devra se mettre au courant avant de poursuivre les procédures, en méditant, à son tour, sur un thème aussi vieux que la profession de magistrat : justice et carrière. Le droit est saisi.

Dernier exemple : le mouvement naturel des nominations oblige à prévoir le remplacement des titulaires de plusieurs des plus importantes juridictions, ainsi que des responsables de l'action publique dans certaines de ces juridictions. Les nominations du siège, qui seront faites par le Conseil supérieur de magistrature, libéreront, sans doute, quelques hauts postes du parquet. Les promus seront des magistrats bien notés. Le droit n'a rien à y redire.

Au besoin, M. Toubon trouve dans les fonctionnaires de la police judiciaire des auxiliaires vigilants de la lutte contre « l'ordre moral », lorsqu'ils refusent d'opérer les investigations que leur ordonne le juge, selon toutes les règles procédurales en vigueur. Là, le droit souffre. Nul doute que le garde des sceaux, qui en est le gardien, va s'employer rapidement à faire respecter par les policiers le code de procédure pénale.

Écran total par Ballesta



DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Max Cles
Mardi matin, sur Europe 1, M. Roger Bambuck nous informe que si l'équipe de France de football obtient de bons résultats, c'est parce qu'elle est « issue du métissage » (...). Les faits ne le confirment pas. Les équipes tchèque (laquelle nous a battus) et allemande ne comportent pas dans leurs rangs un seul homme de couleur.

DIE ZEITUNG

Robert Leicht
Il demeure en Allemagne le scandale qu'un dixième de la population du pays n'a rien à dire, que les sept millions d'hommes et de femmes d'origine étrangère (8,5 % de la population) sont exclus de la vie politique et ne sont représentés par personne : ce sont des serfs, et non des citoyens. Ils doivent payer des impôts et des cotisations sociales, mais ne peuvent ni voter ni être élus (...). Il faudrait faciliter la naturalisation des étrangers de la première génération, donner le choix à la deuxième, et, pour la troisième, l'automatisme du droit à la nationalité devrait être de règle (...). Ce n'est pas un test sans qu'un mytheologique qui doit décider qui est un bon citoyen (...), mais une raison tout autre et plus éclairée, qui passe par la tête et le cœur (...).

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Le diplomate a ses propres règles de savoir-vivre. Elle contraint les chefs d'Etat, et plus particulièrement le président français, hôte du G7, à traiter avec urbanité la volonté américaine de transformer le sommet de Lyon en sommet antiterroriste. Le statut de première puissance mondiale donne pouvoir aux Etats-Unis d'imposer leur loi. Les autres participants au G7 n'auront guère le loisir de s'entretenir de la mondialisation de l'économie, ordre du jour initial de cette rencontre. Ne seraient-ils, toutefois, la diplomatie - qui commande la courtoisie - et le rapport de force - qui impose le bon vouloir du plus puissant - il faudrait dire haut et fort que les Etats-Unis se conduisent comme des malotrus et que Bill Clinton se comporte comme un goujat.

La difficile mesure du « facteur Juppé »

POURQUOI L'ECONOMIE française tourne-t-elle à ce point au ralenti et ne peut-elle espérer, au mieux, qu'une croissance de 1,3 % en 1996 ? De droite comme de gauche, les hommes politiques ont si souvent la tentation de s'attribuer les mérites d'une croissance à laquelle ils sont largement étrangers qu'on a envie de leur renvoyer la balle en les rendant responsables des maux de la récession quand le cycle économique se retourne. L'actuelle majorité ne cite-t-elle pas sans cesse en exemple sa gestion des années 1986-1988 alors que, si elle a pu, à cette époque, tout à la fois baisser les impôts et réduire les déficits, elle l'a dû beaucoup moins à sa denté qu'aux bienfaits inespérés du contre-choc pétrolier ?

A l'heure de la mondialisation et des économies de plus en plus interdépendantes, c'est d'abord en fonction des données internationales qu'il faut apprécier les prévisions moroses rendues publiques, vendredi 28 juin, par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) : si l'économie hexagonale traverse, depuis bientôt quinze mois, une période très proche de la croissance zéro, si son chômage s'envoie, c'est, au premier chef, parce que son environnement international ou, plus précisément, européen connaît les mêmes turbulences. Et si l'Insee prévoit une légère accélération de l'activité en fin d'année, c'est parce qu'à cet horizon « l'environnement interna-

tional de la France devrait être plus porteur qu'au premier semestre », la croissance américaine se maintenant, la reprise japonaise se confirmant et l'activité européenne se redressant progressivement. Des ombres perspectives que dresse l'Insee, il serait donc injuste de rendre responsable le gouvernement d'Alain Juppé, car, s'il peut influer sur le cours des choses, son intervention ne peut avoir d'effets qu'à la marge : au mieux, s'il s'y prend bien, freiner un peu les effets de la croissance molle ; au pis, s'il commet des maladresses, les accentuer légèrement.

LA DOULEE HESITATION

Quel est donc, si l'on peut dire, le « facteur Juppé » dans cette croissance ralentie et ce chômage en hausse spectaculaire ? Dans une de ces formulations diplomatiques dont il a le secret, l'Insee pointe du doigt le problème, dès les premières lignes de sa note : « L'analyse de la conjoncture française à la fin du printemps fait apparaître une opposition entre des évolutions relativement favorables et des anticipations encore mal ou médiocrement orientées ». Ce qui peut se traduire en termes plus brutaux : les fondements de l'économie ne sont pas mauvais, mais les Français, qu'ils soient chefs d'entreprise ou consommateurs, n'ont pas le moral.

Les premiers hésitent à accélérer leurs investissements, tandis que les seconds hésitent à reprendre leurs achats. L'Insee prend une

mesure très précise de ces mouvements psychologiques qui, en bout de chaîne, peuvent affecter la croissance. Il est frappant, par exemple, de constater que l'indicateur de confiance des consommateurs est en France nettement plus bas que chez la plupart de ses grands voisins (Le Monde du 26 juin). C'est la première manifestation du « facteur Juppé » : avec une politique économique qui a connu de grands à-coups depuis un an et une politique fiscale dont nul ne sait encore précisément quelles seront les prochaines étapes, consommateurs et chefs d'entreprise sont plus pessimistes en France que dans les grands pays voisins. Cela a pu, évidemment, peser sur leurs comportements d'achat ou d'investissement.

Encore faut-il souligner que les effets de la politique gouvernementale ne sont pas seulement psychologiques. L'Insee met clairement en évidence, en effet, l'un des dangers qui guettent l'économie hexagonale et brident sa croissance : la consommation pourrait purement et simplement stagner au cours du second semestre de 1996. Cette menace a une explication qui coule de source : après la rafale des impôts nouveaux en 1995 et 1996, pour un montant de 120 milliards de francs en année pleine, le pouvoir d'achat va connaître une quasi-stagnation, ce qui est sans précédent depuis 1984. Les socialistes et - à demi-mot - les balladuriers ne manqueraient donc pas de souligner que M. Jup-

pé a commis plusieurs graves erreurs de politique économique. Pour les premiers, les prévisions de l'Insee apporteront la preuve que le gouvernement fait fausse route en conduisant une politique budgétaire excessivement restrictive - dont les fonctionnaires, notamment, vont faire les frais - ou, encore, en relevant le SMIC à peine plus que la stricte obligation légale.

Les partisans de l'ancien premier ministre y verront, pour leur part, la preuve qu'ils ont raison de demander une baisse d'urgence de la fiscalité sur les ménages. Cette baisse pourrait prendre, selon eux, la forme d'une réduction du taux de la TVA sur les automobiles, ce dont ne veut pas entendre parler le gouvernement. Ce dernier envisage au contraire, dans un souci d'économies budgétaires, de ne pas reconduire le triplement de l'allocation de rentrée scolaire voulu par Edouard Balladur, en 1993, au profit des ménages modestes.

La note de conjoncture de l'Insee vient donc alimenter un débat important, mais quel en est l'enjeu ? S'agit-il de 0,1, de 0,2, de 0,3 point de croissance ou de davantage encore ? A dire vrai, les économistes sont bien en peine de mesurer semblable phénomène. Ce qui est incontestable, c'est qu'ils ne détectent, dans l'évolution de l'économie française, aucun « facteur Juppé »... positif.

Laurent Mauduit

DISPARITIONS

Bernard Krief

Un pionnier du conseil en communication et spécialiste du monde politique

BERNARD KRIEF, président du cabinet de conseil en communication qui porte son nom, est mort, jeudi 27 juin, dans l'incendie qui a ravagé son appartement parisien du boulevard Saint-Germain. Agé de soixante-quatre ans, Bernard Krief a été l'un des promoteurs du marketing en France et l'un des premiers conseillers en communication politique, essentiellement auprès des élus de droite.

Né à Alger en 1931, autodidacte, Bernard Krief exerce d'abord le métier de journaliste, avant d'entrer, en 1953, au service de la promotion des ventes d'Air France. En 1960, il décide de créer sa propre société de conseil, Bernard Krief Consultants. Il développe, en pionnier, le conseil en recrutement pour les entreprises et son cabinet devient l'un des plus réputés des « chasseurs de têtes ».

A partir de la fin des années 70 Bernard Krief va se passionner pour la politique. Réservant ses conseils à la droite, notamment à l'UDF, il définit avec rigueur le marketing politique, qu'il oppose au marketing traditionnel destiné à vendre des « produits » et à la publicité. « Idéalement, le marketing

politique a pour but de connaître les besoins et les désirs des citoyens, ce qui permet aux hommes politiques d'y ajuster leur action en organisant les programmes capables de les satisfaire », écrit-il dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 29 mars 1977.

« **ADJUDICIAIRE NECESSAIRE** » Bernard Krief prend soin d'établir une distinction précise entre « citoyen » et « consommateur ». « Traiter le citoyen en consommateur peut avoir des effets très négatifs. Il peut le ressentir comme un mépris pour son jugement. (...) La contrepartie en est qu'il méprisera, à son tour l'homme politique qui usera d'outils inadéquats ». Quant au conseiller auprès des politiques, il « se doit de rester à sa modeste place de technicien. Il montre les conséquences d'une décision politique, il ne la provoque pas. Il est un auxiliaire désormais nécessaire, sans plus », écrit encore Bernard Krief.

La campagne pour les élections municipales de 1983 marque l'apogée de la réputation de son cabinet. Il s'occupe d'une quinzaine de campagnes municipales et réalise près de 15 % de son chiffre d'affaires avec les collectivités locales.

Le directeur du département de communication politique du cabinet Bernard Krief n'est alors autre que Jean-Pierre Raffarin, aujourd'hui ministre des petites et moyennes entreprises. Parallèlement à cette activité de conseil auprès des politiques, auquel la décentralisation donne ses heures de gloire, d'autant que l'on ne se préoccupe pas encore des moyens de financement des partis et des campagnes électorales, Bernard Krief exporte quelques gros budgets de publicité, parmi lesquels IBM, Michelin, Nestlé ou Sony.

Aux flamboyantes années 80, durant lesquelles Bernard Krief écrit beaucoup, enseigne à l'Ecole des Hautes études commerciales (HEC) et s'offre une galerie d'art, succède le brutal tournant de la rigueur des années 90. Son cabinet prend de plein fouet la crise qui secoue le monde de la publicité et de l'entreprise, d'autant que le conseil en recrutement fournit toujours l'essentiel de son chiffre d'affaires. Ces difficultés, renforcées par des relations houleuses avec ses associés, minent l'enthousiasme de Bernard

Krief, qui ne parvient pas à donner un nouveau souffle à son activité. En juin 1994, sa société avait été placée en redressement judiciaire.

Bernard Krief est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *La Liberté d'entreprendre* (1976) ou *Gérer la France comme une entreprise* (1986). Son dernier livre date de 1995 et s'intitule *De Gaulle, naissance de la légende*.

P. R.-D.

NOMINATIONS

CONSISTOIRE CENTRAL ISRAËLITE DE FRANCE

Jean Kahn a été réélu, dimanche 23 juin, à l'unanimité, président du Consistoire central israélite de France.

[Né le 17 mai 1929 à Strasbourg, Jean Kahn a été président du Consistoire représentatif des institutions juives de France (CRIF) de 1989 à 1995 et il est président du Consistoire central israélite de France depuis le 29 janvier 1995. Membre du Conseil économique et social depuis 1994, il a été nommé en avril président de la commission nationale consultative des droits de l'homme.]

B'NAI B'RITH DE FRANCE

Jean-Luc Scemama a été élu, dimanche 23 juin, président du B'nai B'rith de France, réuni en assemblée générale à Grenoble. Il succède à ce poste à Simon Midal.

[Jean-Luc Scemama est âgé de quarante-deux ans. Il est expert-comptable et commissaire aux comptes à Paris. Fondateur de la Jeune Chambre économique de Nanterre-sur-Seine en 1981, ancien président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises des Hauts-de-Seine, il préside une association d'experts et de conseils aux Israélites (ECAI) qui regroupe des professionnels du conseil intéressés par le développement des échanges économiques entre la France et Israël.]

INSTITUT FRANÇAIS DE LA MER

Alain Grill, ancien président des Chantiers navals de l'Atlantique à

Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), a été élu, mercredi 19 juin, président de l'Institut français de la mer. Il succède à Jean Morin, ancien secrétaire général de la marine marchande. Né en 1929, Alain Grill est ingénieur général de l'armement et président de la chambre syndicale des constructeurs de navires.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 27 juin sont publiés :

- Panama : une loi autorisant l'approbation de l'accord fiscal entre la France et le Panama.
- Vin : un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Bourgogne ».

Au *Journal officiel* du vendredi 28 juin sont publiés :

- Dépôts d'œuvres d'art : une circulaire du premier ministre relative aux dépôts de meubles et d'œuvres d'art des collections nationales dans les administrations.
- SMIC : un décret portant relèvement du salaire minimum de croissance (*Le Monde* du 27 juin).
- CSA : plusieurs décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel portant autorisation d'exploiter des services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dans la région Rhône-Alpes.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Christophe Valérie et Tristan DUBAIS sont heureux d'annoncer la naissance, le 20 juin 1996, de

Melchior.

Mariages

M. et M^{me} Etienne CHOLLET, M. et M^{me} Christian CHOLLET, M. et M^{me} Albert PHEVILLAT, sont heureux de faire part du mariage de leur petite-fille et enfants

Isabelle et Eric,

qui aura lieu à la mairie du 16^e arrondissement de Paris, le vendredi 28 juin 1996, à 16 heures, et en l'église de Bonnelles (Yvelines), le samedi 29 juin, à 15 h 30.

Monique EMELIER et Guy Marie THEOPHANE se marient à la mairie de Bonne-Terre, en Guadeloupe, le 29 juin 1996.

Anniversaires de mariage

Gisèle,

merci de m'avoir accompagné pendant trente-cinq ans avec autant de bonheur. Et en cette matière, le futur probé du passé !

Tristegnie Saint-Ambroise.

Décès

M^{me} Rosita Adonis-Tormos, son fils, ses sœurs et nièces, M^{me} Clément Alhadef et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ignacia ALHADEF, née TORMOS,

survenue le 21 juin 1996, un an après le décès de son époux,

Georges,

et cinq ans après celui de son fils unique, Georgy.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 25 juin.

— Les docteurs Georges et Danièle Gasse,

Le docteur Jean-Claude Bézard et M^{me} Valérie,

Pierre et François Gasse, Cyril et Julien Bézard, ses petits-fils,

Tout la famille. Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Arthur-Jacques GUILLEZ, ancien élève de l'Ecole polytechnique, croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques,

survenue le 25 juin 1996.

Suivant son désir, son corps a été légué à la science.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame du Perpétuel-Secours, 75011 Paris, le mardi 2 juillet, à 19 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

128, avenue de la République, 75011 Paris.

— Dominique, Pascale et Olivier Morin,

ses enfants, Armelle, Camille, Bénédicte, Angéline, Nicolas, Antoine et Julien, ses petits-enfants,

Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Claude-François MORINEAU, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite agricole, officier des Palmes académiques,

survenue le 19 juin 1996, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 2 juillet, à 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

160, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

— La Molay-Litry, Perpignan.

M. Christian Nisse, son épouse,

M^{me} Robert Nisse, sa belle-mère, M. Jean-Marie Salvignol, M^{me} Marie-Thérèse Salvignol, Emmanuel Salvignol, M. et M^{me} François Nisse et leurs enfants,

M^{me} Christiane Frestel, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, tantes, oncles et nièces, Les parents Et les amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Christiane NISSE, née Danielle Salvignol,

professeur d'orgue du Conservatoire national de Perpignan, organisatrice des fêtes La Mésa et Saint-Mathurin de Perpignan,

survenue à Cayre, le 26 juin 1996, à l'âge de cinquante-deux ans.

Je suis la dernière du monde : Qui ne sait ne s'enrichit pas de la vie. Jean 8,12.

Ils vous invitent à assister à la messe d'inhumation qui sera célébrée, le mardi 2 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Christ de Molay-Litry (Catalogne), route d'Espaly-les-Moz.

Un registre à signatures sera ouvert à l'église. Que des fleurs naturelles. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

« La Chaîne », 14330 Le Molay-Litry, Puy-de-Dôme. Tél. : 03-77-01-16.

— M^{me} Alice Vallée,

son épouse, Hélène, Marie-Agnès et François Vallée, ses enfants,

M^{me} Geneviève Karcher, sa belle-mère, M^{me} Madeleine Besmon et ses enfants,

Ses sœurs, sœurs et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert VALLÉE,

survenu le 26 juin 1996 à Antony, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 29 juin, à 9 h 30, à l'église Saint-François-d'Assise, 16, rue Raymond-Aron, Antony.

3, avenue Le Bran, 92160 Antony.

— Souss et Francis Tobinjan, ses enfants,

Anne, Isabelle, Sabine, Eric, Christian, Olivier, ses petits-fils et leurs conjoints, Mathieu, Vincent, Florent, Charles, Simon et Léa, ses arrière-petits-enfants,

Ainsi que toute la famille, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Ida VEXLER,

survenue le 22 juin 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

219, boulevard Raspail, 75014 Paris.

157, chemin des Prouères, 93110 Suresne-sur-Mer.

Anniversaires de décès

— Les amis de *La Tour de feu* n'oublient pas le poète

Pierre BOUJUT.

Janvier, 1913-1992.

— Il y a cinq ans, le 29 juin 1991,

Victor FAY

nous quitte.

Pour garder vivante sa mémoire et transmettre sa pensée, sa famille et l'Association des amis de Victor Fay font publier deux nouveaux recueils de ses discours et écrits.

128, rue de la Tour, 75116 Paris.

— Il y a deux ans, le 30 juin 1994,

Yvonne FRÉREAU

quittait les siens, au terme d'une vie pleine de générosité.

Sa famille et ses amis s'unissent dans son souvenir.

— M^{me} Alice Vallée,

son épouse, Hélène, Marie-Agnès et François Vallée, ses enfants,

M^{me} Geneviève Karcher, sa belle-mère, M^{me} Madeleine Besmon et ses enfants,

Ses sœurs, sœurs et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert VALLÉE,

survenu le 26 juin 1996 à Antony, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 29 juin, à 9 h 30, à l'église Saint-François-d'Assise, 16, rue Raymond-Aron, Antony.

3, avenue Le Bran, 92160 Antony.

— Souss et Francis Tobinjan, ses enfants,

Anne, Isabelle, Sabine, Eric, Christian, Olivier, ses petits-fils et leurs conjoints, Mathieu, Vincent, Florent, Charles, Simon et Léa, ses arrière-petits-enfants,

Ainsi que toute la famille, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Ida VEXLER,

survenue le 22 juin 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

219, boulevard Raspail, 75014 Paris.

157, chemin des Prouères, 93110 Suresne-sur-Mer.

Anniversaires de décès

— Les amis de *La Tour de feu* n'oublient pas le poète

Pierre BOUJUT.

Janvier, 1913-1992.

— Il y a cinq ans, le 29 juin 1991,

Victor FAY

nous quitte.

Pour garder vivante sa mémoire et transmettre sa pensée, sa famille et l'Association des amis de Victor Fay font publier deux nouveaux recueils de ses discours et écrits.

128, rue de la Tour, 75116 Paris.

— Il y a deux ans, le 30 juin 1994,

Yvonne FRÉREAU

quittait les siens, au terme d'une vie pleine de générosité.

Sa famille et ses amis s'unissent dans son souvenir.

Expositions

Fondation Jean-Jaurès

Mardi 2 juillet 1996

à la mairie du 3^e arrondissement

2, rue Eugène-Spiller (M^{re} République ou Temple) (Accueil à partir de 18 heures)

Exposition de journaux et documents d'époque

Il y a 60 ans, le Front populaire

présidée par Pierre MAUROU, ancien premier ministre, sénateur et maire de Lille, président de la Fondation Jean-Jaurès.

Accueil par Pierre AIDENBAUM, maire du 3^e arrondissement, conseiller de Paris.

avec la participation de Jean LEGARRÉ, ancien ministre, président du Comité d'Orientation scientifique de la FUI,

Alain BERGOUINOUX, historien, secrétaire national du Parti socialiste à la formation,

Robert VERDIER, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, ancien directeur du *Populaire*,

et le témoignage de Henry BULAWKO, cofondateur du Cercle Bernard-Lazare (Avoir 18 ans en 1936).

Moderateur : J.-M. Rosenfeld. S'inscrire en répondant au 40-72-21-21 (répondeur) ou adresser inscription au fax 40-72-21-39. En cas d'affluence, nous ne pourrions garantir les places qu'aux personnes inscrites.

Communications diverses

MUSIC'ARTS, avec FR3 et Radio-France Laonde.

A BRASSEPOUY, concerts éphémères et objets durables.

Gérard PARMENTIER,

5 et 6 juillet, à 21 heures, dimanche 7, à 16 heures.

De 29 juin au 8 juillet, le Musée ethnographique d'Arles (Bouches-du-Rhône) et les artisans exposent chez l'habitant.

Renseignements : 58-08-06-76.

Soutenances de thèse

— Hélène-Perle Cohen, ancienne interne en médecine, a soutenu avec succès sa thèse de sciences en GBM sur le sujet « Activation par ultrasons du photofrin I », à Lyon-1, le 19 juin 1996, à 17 heures.

— Carine Radin a soutenu, le 19 juin 1996, à l'université de Nice, sa thèse de doctorat de sciences économiques : « Recherche sur les fondements des critères de convergence du traité de Maastricht, étude de leur faisabilité et des possibilités de leur mise en œuvre sur le plan de la gestion des finances publiques. Contribution à l'étude des politiques économiques en Europe. »

Le jury, composé des professeurs C. Berthoin (directeur de thèse), A. Hanne et C. de Boissieu (rapporteurs), C. Sidgway, E. Gaspard, lui a décerné la mention « très honorable avec félicitations ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

CHARLES PASQUA

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Les petits actionnaires d'Europe

Commission bancaire

La Poste allemande deviendra 25 %

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 29 JUIN 1996

CAPITAL Les actionnaires individuels d'Eurotunnel réunis en assemblée générale ont fait jeudi 27 juin une démonstration de force. Le but était de montrer qu'il faudrait

compter sur eux, lors de l'assemblée qui approuvera la restructuration d'Eurotunnel, avant la fin du mois de juillet. ● UNE DES ASSOCIATIONS d'actionnaires, l'Adacte, qui récla-

me la révocation du conseil d'administration d'Eurotunnel, n'a pas été suivie par les autres actionnaires. ● L'HEBDOMADAIRE INVESTIR et l'association de Christian

Cambier, représentés par Sophie L'Hélias, se sont opposés à des résolutions qui ont recueilli moins des deux tiers des suffrages. Mais leur poids leur donne une minorité de

blocage. ● LE PLAN DE RESTRUCTURATION ne pourra pas être approuvé sans leur aval. Mais un refus entraînerait un dépôt de bilan qui signifierait la ruine des actionnaires.

Les petits actionnaires d'Eurotunnel ont réuni une minorité de blocage

La direction de la société ne pourra pas signer d'accord avec les banques sans l'approbation des associations de petits porteurs. Le concessionnaire du tunnel sous la Manche, endetté de 67 milliards de francs, doit s'entendre avec ses créanciers avant la fin du mois de juillet

LE PRINCIPAL a eu lieu en fin de soirée, jeudi 27 juin. Réunis au Palais des congrès en assemblée générale, les actionnaires d'Eurotunnel ont fait une démonstration de force. Cette réunion était, au départ, sans enjeu immédiat : il s'agissait d'approuver les comptes d'Eurotunnel et de ratifier la nomination de quelques administrateurs. Mais elle a permis aux diverses associations d'actionnaires de compter leurs troupes et de montrer qu'il faudrait compter sur elles lors de la prochaine assemblée, lorsqu'il faudra approuver, sans doute avant la fin de l'année, la restructuration de la dette et du capital d'Eurotunnel.

Ce devait être le jour de gloire de l'Adacte, la tonitruante association de défense des actionnaires d'Eurotunnel, présidée par Albert Jauffret

et défendue par M. Georges Berlioz. Ce fut le jour de sa marginalisation. L'après-midi avait pourtant bien commencé. Un groupe d'individus se réclamant de l'Adacte mais refusant de justifier de leur qualité d'actionnaire, était visiblement venu pour faire un esclandre. Vers 15 h 30, ils se sont mis à huer au prétexte qu'on ne les laissait pas entrer (ce qui était faux), appelant la presse à la rescousse. Succès garanti : ils sont passés à la télévision le soir même.

« NOUS REJONDS LES ADMINISTRATEURS » Vers la fin de l'assemblée générale, Albert Jauffret, président de l'Adacte, a saisi le micro, rêvant de l'honneur du conseil d'administration d'Eurotunnel : « Quelles concessions avez-vous arrachées aux banques ? Avec-vous le poids suffisant ? Il faut

les faire prier. Nous refusons la faillite », a crié M. Jauffret à M. Ponsolle, coprésident d'Eurotunnel. « On ne veut plus de vous. Nous récusons les administrateurs et demandons sur le champ qu'ils soient révoqués. » Et de proposer des résolutions pour nommer en remplacement des proches de l'Adacte.

L'issue du vote a été cruelle : 87,1 % des actions représentées ont rejeté la révocation du conseil d'administration et ont refusé la nomination à leur place de partisans de l'Adacte.

La cause de cet échec est la défiance attendue de la jeune juriste Sophie L'Hélias, spécialiste de la représentation des actionnaires minoritaires dans les assemblées générales, qui refuse de pratiquer l'opposition systématique. Sophie L'Hélias représentait 60 millions

d'actions (contre 7,2 millions pour M. Jauffret) grâce aux pouvoirs collectés par l'hebdomadaire financier Investir et l'association pour l'action Eurotunnel de Christian Cambier. Pour ces derniers, l'Adacte joue avec le feu en pratiquant la politique du pire. « Je vous supplie de ne pas mettre le bateau en perdition », expliquait Christian Cambier à ses troupes au moment du vote.

UN POUVOIR LIMITÉ

Sophie L'Hélias est la gagnante de la journée : elle a su montrer son pouvoir en votant « non » à un quelques résolutions. Elle refuse notamment d'approuver les comptes de l'entreprise ou la nomination de Philippe Lagayette, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, au conseil d'administration. Certes, ces résolutions

ont été quand même adoptées, le conseil d'administration ayant recollé plus de la moitié des pouvoirs représentés. Mais elles n'ont reçu que 62 % des suffrages, soit moins des deux tiers. Conclusion, si le rapport de force n'évolue pas, la direction d'Eurotunnel sera, sans le soutien de Sophie L'Hélias, incapable de faire approuver en assemblée générale extraordinaire le plan de restructuration des banques, qui nécessite les deux tiers des voix.

Le pouvoir des actionnaires reste toutefois limité. Ils ont pu réclamer au conseil d'administration plus de transparence, comme l'a fait Sophie L'Hélias en posant d'interminables questions tâtonnelles. Au fond, ce combat pour la transparence ne concerne guère Eurotunnel : obéissant à la réglementation britannique, cette entreprise est de

loin la société de la cote qui donne le plus d'informations : la plupart des réponses aux questions figuraient dans le rapport annuel.

Le second pouvoir des actionnaires, qui consiste à refuser le plan de restructuration des banques, est un pouvoir suicidaire : un refus provoquerait le dépôt de bilan, synonyme de ruine définitive pour les actionnaires. Car en dépit de différences importantes, le droit français des faillites, comme le droit britannique, prévoit que les actionnaires sont dédommages en dernier. Le coup de poker consiste à savoir si les banques préféreront faire des concessions aux actionnaires pour éviter un dépôt de bilan qui serait, pour elles aussi, très douloureux.

Arnaud Leparmentier

Trois associations de défense

Pour défendre les petits actionnaires (68 % du capital), trois associations de défense ont été créées : ● Investir : l'hebdomadaire financier, en association avec Sophie L'Hélias, PDG de Franklin Global Investor Services, représente environ

30 millions de titres. (46, rue Notre-Dame des Victoires, 75001 Paris cedex 02 Tél. : 44-86-48-00) ● AAE (Association pour l'action Eurotunnel) : présidée par Christian Cambier, elle regroupe environ 10 millions de titres. (4, rue

Saint-Florentin 75001 Paris. Tél. : 42-60-06-06.) ● L'Adacte (Association de défense des actionnaires d'Eurotunnel) : elle représente 7,2 millions d'actions. (10, rue de Montyon 75009 Paris Tél. : 42-46-11-73.)

L'Assemblée nationale veut renforcer l'autonomie et l'efficacité de la Commission bancaire

PHILIPPE AUBERGER, rapporteur de la Commission des finances à l'Assemblée nationale, vient de verser une nouvelle pièce au dossier bancaire. Alors que la Commission Lemaire, du nom du directeur du Trésor, multiplie les auditions pour tenter de remettre de l'ordre dans le PBF (paysage bancaire français), l'issu des distorsions de concurrence, calmer les ardeurs financières de La Poste et banaliser les Caisses d'épargne, le député de l'Yonne et onze de ses camarades ont planché sur « les modalités de surveillance et le contrôle des établissements de crédit ».

La Commission des finances avait décidé la création de cette « mission d'information » le 17 janvier. La succession de défaillances bancaires qui a connue la place de Paris la justifiait pleinement. La nomination d'un nouveau secrétaire général de la Commission bancaire rendait le moment propice pour enrichir la réflexion sur le fonctionnement de l'organisme de contrôle. D'autant que le rapport de la Cour des comptes sur le sujet, terminé début juin, est en cours de procédure contradictoire avec les intéressés.

Le document parlementaire présenté jeudi 27 juin à la commission des finances n'est pas révolution-

naire. Pourquoi l'aurait-il été, a d'ailleurs relevé Philippe Auberger en le commentant devant la presse ? « Il aurait fallu que nous ayons jugé utile de faire la révolution. Or, notre système n'est pas fondamentalement mauvais. Il doit simplement être perfectionné. » M. Auberger rejoint en cela les conclusions de la Cour des comptes (Le Monde du 1^{er} juin) pour qui tout ou presque figure déjà dans les textes pour accroître l'efficacité de la Commission bancaire. En préambule du document, le rapport réaffirme la pertinence du lien entre l'Institut d'émission et la Commission. « Le réglage de la liquidité globale du système bancaire par la Banque de France impose à cette dernière de surveiller la liquidité des établissements. Confier le contrôle prudentiel des banques à des agents de la Banque de France relève donc d'une certaine logique. »

GARANTIE DES DÉPÔTS

En revanche, l'autonomie de la Commission bancaire doit être renforcée. Les élus suggèrent pour y parvenir de diversifier les modes de recrutement du personnel, d'augmenter la représentation des membres ayant l'expérience bancaire ou des affaires dans la composition de l'organe collégial et de doter l'organisme de la per-

sonnalité juridique en lui accordant la faculté d'ester en justice et en confiant le contenu de ses décisions à l'ordre de juridiction judiciaire. Une proposition qui va dans le sens de la réflexion menée à Berçy. Elle met le doigt sur la nécessité pour la Commission de « s'adapter plus rapidement aux évolutions de l'activité bancaire ».

L'article 32 de la loi bancaire, controversé en raison de son inefficacité dans le dossier de la banque Pallas Stern notamment, est curieusement considéré « comme une disposition suffisante ». Les parlementaires notent toutefois la nécessité de réaffirmer la responsabilité particulière des actionnaires. Enfin, la garantie des dépôts est, pour les députés, « insuffisamment assurée en France ». Pour maintenir la confiance entre les déposants et leur banque, la protection des dépôts doit s'appuyer sur un fonds de garantie, alimenté par des cotisations obligatoires versées à priori par l'ensemble des établissements de crédit agréés en France et calculé en proportion de leurs dépôts. Cette proposition est sans doute la plus lourde de sens. Elle suggère la banalisation du secteur bancaire, sans distinction de statut des différents réseaux.

Babette Stern

Les « Sokaiyas », petits porteurs et maîtres-chanteurs au Japon

TOKYO

correspondance

Il a été difficile de ne pas remarquer jeudi 27 juin, au cœur des quartiers d'affaires de Tokyo et d'Osaka, le ballet incessant des limousines noires et le déploiement policier exceptionnel. Puis la présence éparse de groupes de manifestants au pied des immeubles de bureaux. La journée avait pour le monde des affaires japonais une signification particulière. Près de 95 % des entreprises cotées à la Bourse de Tokyo et bouclant leurs comptes en mars avaient décidé de tenir ce jour-là leurs assemblées d'actionnaires.

Au Japon, les assemblées d'actionnaires ont un caractère strict. Aucune question ou presque n'est tolérée par les dirigeants. Les sokaiyas y veillent (Le Monde du 13 juin). Ces « professionnels des assemblées générales » louent leurs services aux patrons puis monopolisent la parole, intimidant les participants et font en sorte qu'aucune question embarrassante ne soit soulevée.

AFFAIRES RETENISSANTES

Le capitalisme nippon est ainsi solidement tenu. Mais avec le temps, les sokaiyas sont devenus des maîtres-chanteurs, liés le plus souvent à la pègre : acquiesçant juste assez d'actions pour pouvoir être présents aux assemblées, ils monnaient auprès des entreprises leur silence sur les scandales dont ils auraient connaissance. Les assassins en 1994 d'un cadre dirigeant de Fuji, puis d'un autre de la banque Sumitomo, auraient été l'œuvre de sokaiya éconduits.

Depuis que, en 1982, une loi a permis de punir les entreprises qui cèdent au chantage des sokaiyas - dont le nombre a ainsi pu être réduit de six mille huit cents à mille -, les entreprises tiennent leurs assemblées le même jour pour empêcher ceux-ci de passer de l'une à l'autre.

Mais l'Agence de police japonaise met en garde contre le développement d'une mafia financière aux moyens de plus en plus élaborés malgré les dix mille policiers déployés devant les lieux d'assemblée. Près de vingt-cinq cas d'extorsion ont été révélés depuis 1982, dont des affaires retentissantes : la chaîne de supermarché Ito Yokado, en 1992, et celle des brasseries Kirin, en 1993. Mis au jour il y a deux semaines, le dernier scandale en date semble donner raison, pas son ampleur, aux autorités. Les enquêteurs ont établi que la presi-

gieuse chaîne de grands magasins Takashimaya avait versé la somme record de 80 millions de yens (4 millions de francs) en 1995 à un sokaiya, qui plus est parrain d'un groupe mafieux d'Osaka. Selon la police, les sommes extorquées depuis plusieurs années seraient dix fois supérieures.

DÉFINIE AUTOCRATIQUE

Les sokaiyas sont-ils de plus en plus virulents ? Les entreprises nipponnes ont-elles de plus en plus de choses à cacher ? L'an passé, 94 % des assemblées d'actionnaires se sont tenues le même jour, contre près de 80 % en 1985. La durée moyenne des assemblées est passée en dix ans de soixante-trois à trente-deux minutes. Aussi, nombre d'observateurs stigmatisent la dérive autocratique des assemblées d'actionnaires et le manque de transparence de la gestion de groupes parmi les plus puissantes de la planète. En outre, la tenue simultanée des assemblées générales empêche beaucoup d'actionnaires honnêtes de participer à plusieurs d'entre elles. Même le Kaidanren, le CNPF nippon, s'est plaint en octobre 1995 au gouvernement du fait que les assemblées générales étaient devenues de simples formalités, alors qu'elles devaient être un lieu de dialogue entre la direction et les actionnaires.

Un groupe d'avocats et d'activistes d'Osaka a créé en janvier l'association « médiateur d'actionnaires » pour pousser les dirigeants d'entreprises à répondre de leurs actes. C'est ainsi qu'ils ont acquis des titres de Nippon Housing, l'un des sept jusen (société de crédit immobilier) en liquidation, pour dénoncer l'irresponsabilité de la direction.

Plusieurs sociétés se sont toutefois démarquées en organisant des assemblées plus conviviales. Il s'agit pour la plupart de ces mêmes virtuoses du multimédia, dirigés par des patrons jeunes, qui sont en train de bouleverser les règles traditionnelles du capitalisme nippon.

Softbank, le leader japonais du software, a tenu son assemblée un jour avant les autres et l'a ouvert aux non-actionnaires. Le fabricant de jeux vidéo Square a convoqué ses actionnaires le dimanche, en famille, autour de ses consoles. Longtemps négligés dans le capitalisme nippon, les petits porteurs sont en train de prendre plus d'importance.

Brice Pedroletti

La Poste allemande détiendra 25 % de la Postbank privatisée

APRÈS DES MOIS de discussions, la coalition gouvernementale allemande devait trouver un accord, vendredi 28 juin, pour la privatisation de la banque postale (Postbank), assortie d'une prise de participation (25 %) de la poste allemande (Deutsche Post) dans le capital de celle-ci.

Cette décision constitue une étape très importante dans la révolution que connaît ce secteur depuis maintenant sept ans. C'est en 1989 en effet que les PTT allemands furent scindés non pas en deux entités, comme en France, mais en trois : les télécommunications, le courrier et les services financiers. En 1994, le Parlement allemand vota leur transformation en sociétés par actions, avec à terme l'ouverture de leur capital. Mais les trois sociétés, Deutsche Telekom, Deutsche Post et Deutsche Bank gardaient une holding publique commune.

Malgré cette tutelle, la Poste allemande avait vainement tenté en septembre dernier de prendre le contrôle de la Postbank avec l'aide de la Deutsche Bank, première banque privée, et d'un assureur suisse, Swiss Re.

COMPROMIS

Alors que Theo Waigel, ministre des Finances (Union chrétienne sociale, CSU) a déjà budgété 3 milliards de marks (environ 10 milliards de francs) de recettes liées à la privatisation de la Postbank, le schéma retenu par la coalition gouvernementale serait le suivant : 75 % du capital serait vendu au privé dès cette année. De son côté, la Poste serait autorisée à acquérir 15 % des actions immédiatement puis 10 % en 1998. Ceci constituerait un compromis entre le ministre des postes, Wolfgang Bötsch (CSU), qui était partisan, avec M. Waigel, d'assurer à la Poste une minorité

de blocage dans Postbank avec 25 % des actions plus une et le ministre libéral FDP de l'économie, Günter Rexrodt, qui était d'avis au contraire de limiter cette participation tout au plus à 10 ou 15 %. Selon le schéma retenu, la Deutsche Post détiendrait à terme 25 % du capital de la Postbank, mais ne disposerait pas de l'action supplémentaire lui permettant d'avoir la minorité de blocage. De son côté, la Postbank soutiendrait l'entrée dans son capital d'un groupe d'actionnaires composé de la banque BHF, de l'assureur Volksfürsorge et de la société de crédits BHW.

Cette privatisation de la Postbank ne constitue pas la dernière étape du processus enclenché en 1989. Le gouvernement allemand a en effet prévu de privatiser, au moins partiellement, la Deutsche Post dès le 1^{er} janvier 1998.

A l'heure où, en France, les banques reprochent à la Poste de

pratiquer une concurrence déloyale, l'entrée de la Deutsche Post dans le capital de la banque montre que, de l'autre côté du Rhin aussi, les dirigeants de la Poste estiment qu'une activité bancaire est nécessaire à la rentabilité de leur réseau.

R. Le.

■ EUROPE : les quinze ministres européens des postes et télécommunications ne sont pas parvenus à s'entendre, jeudi 27 juin, sur la proposition de directive sur l'avenir du secteur postal (Le Monde du 27 juin). A l'issue d'une discussion surtout marquée par un échange aligre-doux entre le ministre français, François Fillon, et le commissaire européen, Martin Bangemann, la présidence italienne a décidé de renvoyer le dossier à un prochain conseil des ministres, prévu fin septembre.



Un rendement global supérieur à 7 %

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie le 25 juin 1996 sous la présidence de Monsieur Gilles LAPORTE a approuvé les comptes de l'exercice 1995, qui se soldent par un bénéfice net social de 132,7 millions de F. Elle a décidé d'attribuer aux 3 500 778 actions jouissances 1^{er} janvier 1995, un dividende net de 37,34 F ouvrant droit à un avoir fiscal de 18,67 F, soit un revenu global de 56,01 F qui sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1996.

Premier propriétaire français de parts d'affaires

Dans son allocution, Monsieur Gilles LAPORTE a rappelé qu'avec un patrimoine de près d'1 million de m² finis ou en cours de finissage, SILIC est désormais la première société foncière de pure d'affaires locale.

Il a souligné à cet égard les atouts dont SILIC dispose :

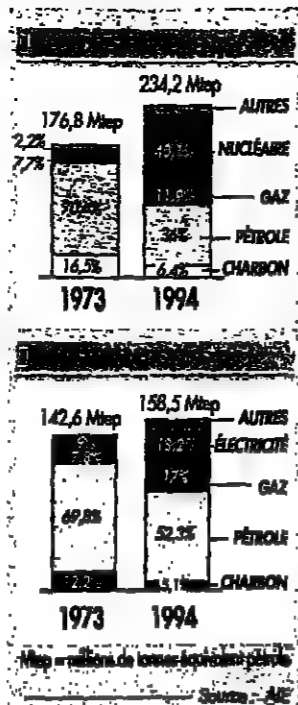
- maîtrise d'un patrimoine homogène,
- qualité, ancienneté et diversité des sites,
- souplesse d'utilisation et facilité d'adaptation des immeubles à la demande émergeante,
- présentation d'une offre immobilière intégrée incluant les services associés,
- capacité financière à assurer la politique d'adaptation et de rénovation du patrimoine.

Perspectives

Sauf événement exceptionnel, SILIC devrait être en mesure de verser un titre de 1996, un dividende unitaire équivalent à celui de l'exercice 1995, sur un nombre d'actions porté à 4 324 239.

L'Agence internationale de l'énergie critique la politique française

DANS UN RAPPORT consacré à la politique énergétique française, publié le 27 juin, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) recommande au gouvernement de libéraliser les secteurs électrique et gazier, de réduire les distorsions, notamment fiscales, entre les différents combustibles, et de clarifier sa stratégie et ses prévisions énergétiques. Pour Robert Priddle, président de l'AIE, les monopoles d'EDF sont excessifs et le système gazier nécessite des réformes structurelles. Face à ces critiques libérales, les pouvoirs publics avaient obtenu, voici un mois, le report de cette publication, pour ne pas être handicapés dans les négociations européennes sur l'électricité. Réagissant à ce document, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, a indiqué qu'il « n'est pas question pour la France d'envisager un pas supplémentaire dans l'ouverture de son marché de l'électricité ». En réponse à Robert Priddle, pour qui la péréquation des tarifs de l'électricité dans toute la France pouvait faire une concurrence déloyale à d'autres combustibles (gaz, fuel), le ministre a été catégorique : cela fait partie du service public. « C'est un modèle social que la France a choisi. Ces principes sont de nature politique. » Il n'est pas question de « les remettre en cause au nom d'un dogmatisme ultra libéral qui n'a pas fait ses preuves », soulignant que l'électricité nationale était parmi les moins chères d'Europe.



DÉPÊCHES

- OLIVETTI** : le groupe italien a annoncé, mercredi 26 juin, que son directeur général, Corrado Passera, va quitter son poste. Son remplacement sera examiné par le conseil d'administration en juillet.
- ROCHE** : le laboratoire pharmaceutique suisse, s'intéressant à nouveau au marché américain des médicaments délivrés sans ordonnance, va acquiescer auprès de Procter and Gamble la participation de 50 % dans le fabricant d'analgésiques Alleve.
- PHILIPS FRANCE** : la filiale du groupe électronique néerlandais va rationaliser ses structures : La Radiotechnique va absorber Philips Electronics Grand Public, qui va elle-même absorber Euroservice (service après vente). Ces fusions, approuvées, vendredi 28 juin, par les conseils d'administration des deux sociétés, auront un effet rétroactif au 1^{er} janvier.
- RENAULT** : le constructeur automobile a engagé des discussions avec les usines Moskvitch de Moscou sur la possibilité d'y assembler des Laguna et des Mégane, a indiqué, vendredi 28 juin, le responsable de la représentation Renault à Moscou, Jean-Paul Simez. Les discussions pourraient aboutir d'ici à la fin de l'année.
- GÉNÉRALE DES EAUX** : Jean-Marie Messier, qui a été nommé président de la compagnie, jeudi 27 juin, prévoit un retour aux bénéfices cette année. Le groupe a annoncé la création à l'automne d'une filiale, CGE-télécommunications, regroupant toutes ses activités en ce domaine.

Christian Blanc envisage une absorption d'Air Inter par Air France

Le président du groupe a annulé tous les vols de la compagnie intérieure vendredi 28 juin

A deux jours de l'ultimatum fixé aux pilotes d'Air Inter par la direction du groupe Air France, Christian Blanc, pourrait renoncer au projet de constituer un pôle européen, qui devait regrou-

per l'ex-Air Inter et les lignes européennes d'Air France. L'absorption d'Air Inter par Air France apparaît la solution la plus probable.

ANNONCÉE le 29 juin 1995, la création d'une compagnie européenne regroupant l'ex-Air Inter et les activités européennes d'Air France semble avoir vécu. Air France Europe n'aura probablement pas le temps d'une phase transitoire, en 1996, pendant laquelle l'ex-Air Inter avait hérité de cette nouvelle appellation, tandis que ses avions arboraient les couleurs provisoires d'« Air Inter Europe ».

Le vrai envol de la compagnie devait avoir lieu le 1^{er} avril 1997, avec la mise en commun des moyens des deux sociétés du groupe Air France. Christian Blanc, le président du groupe, semble y avoir renoncé. « Si le 30 juin, nous ne sommes pas parvenus à un accord [sur l'organisation et la rémunération des pilotes], il n'y aura pas de compagnie européenne le 1^{er} avril 1997 », avait prévenu Christian Blanc le 15 mai dernier. A deux jours de l'expiration de l'ultimatum, une grève lancée par sept organisations syndicales, pour protester contre la fermeture des

lignes européennes et intérieures, clouait au sol, vendredi 28 juin, tous les avions d'Air Inter Europe. Sept syndicats ont décidé d'appeler à un arrêt de travail sans respecter les cinq jours de préavis : le SNPT (autonome) et la CGT, majoritaires chez les personnels au sol, les cadres CGT (24 % des hôtesse et stewards) et cinq des six syndicats de pilotes et mécaniciens – le SNOMAC, le SNPL-IT, le SPAC (regroupés dans l'USPNT), le SPIT, rejoints ensuite par le SNPNAC.

« EXAMEN INTERMINISTÉRIEL »

Le SNPNAC (syndicat autonome des hôtesse et stewards), le SNPL (syndicat national des pilotes de lignes), la CFT, la CFE-CGC, la CFTC et FO n'ont pas appelé au mouvement. Le SNPL avait proposé dans la matinée que les pilotes deviennent propriétaires du tiers du capital d'Air Inter, en échange des services demandés, « qui vont bien au-delà d'un simple alignement sur les conditions de rémunération et de travail des pilotes d'Air

France ». Vendredi 28 juin matin, la direction d'Air Inter justifiait techniquement l'annulation de tous les vols : « En moins de vingt-quatre heures, il était impossible d'organiser les plans et d'affréter des appareils. Nous avons décidé de supprimer l'ensemble des vols pour éviter des émeutes et par respect pour la clientèle. » Elle admettait aussi « vouloir mettre les salariés face à leurs responsabilités ».

La direction du groupe Air France s'apprêtait, en fait, à enlever le projet d'Air France Europe. Bien que, vendredi matin, le groupe expliquait que Christian Blanc ne devait pas faire d'annonce particulière dans les prochains jours, le ministère des transports expliquait que « l'absorption d'Air Inter par Air France devra faire l'objet d'un examen interministériel », ajoutait-on.

Cette hypothèse apparaît, aujourd'hui, infaisable. Et même si le groupe Air France évoque deux autres hypothèses en guise de chiffon rouge (transformation d'Air Inter en une compagnie à bas

coût impliquant la suppression de 3 000 à 4 000 emplois ou adossement d'Air Inter à une autre compagnie aérienne, privée ou étrangère), il reconnaît qu'Air France et l'ex-Air Inter « ont besoin l'un de l'autre ».

Christian Blanc pourrait donc réorganiser le futur groupe Air France autour de deux pôles : le pôle européen et international de Roissy-Charles-de-Gaulle, Immeuble « hub » où convergeraient à la fois les vols de rabattage national et européen, ainsi que les vols moyen et long-courrier du groupe. D'un autre côté, le pôle d'Orly ouest dédié au trafic national (l'annexion, mercredi 26 juin, de la suppression de la totalité des vols européens au départ d'Orly en est l'illustration), avec un service point à point (10 millions de passagers par an) et un service de navette (un avion par demi-heure) sur Nice, Montpellier et Toulouse (4 millions de passagers par an).

Christophe Jakubyszyn et Frédéric Lemaître

M. Le Floch Prigent s'engage à un retour à l'équilibre de la SNCF en 1998

LE PREMIER MINISTRE Alain Juppé a adressé, jeudi 27 juin au soir, une lettre à Loïk Le Floch Prigent, président de la SNCF, pour « confirmer le cadre et les modalités de la réforme, ainsi que les objectifs que l'Etat fixe à la SNCF » (Le Monde du 11 juin). Alain Juppé demande notamment au président de l'entreprise ferroviaire « de préciser les moyens engagés pour permettre, le plus rapidement possible, le retour à un équilibre durable de chacune des activités de transport de la SNCF (trains, grandes lignes, services régionaux de voyageurs, Sernam) ».

Loïk Le Floch Prigent devait lui répondre, vendredi 28 juin, qu'il s'en-

gageait à équilibrer, dès 1998, les comptes de l'entreprise et, dès l'an 2000, chacune des activités de transport. L'équilibre des activités fret et du Sernam (filiale de transport de colis) s'avère, en effet, plus difficile à atteindre que ceux des activités voyageurs. Alain Juppé prévient, en outre, que chacune des activités devra « concourir de manière croissante à la couverture des charges du réseau ». En d'autres termes, il faut dans un premier temps les comptes du nouveau établissement public chargé des infrastructures avec des subventions d'exploitation et des dotations en capital, la SNCF devra progressivement accepter une hausse des redevances qu'elle lui versera.

Alain Juppé annonce, d'autre part, dans cette lettre, la création d'une « holding spécifique » qui permettra d'isoler « toutes les participations dans des activités non directement liées au transport ferroviaire » (activités de transport routier, tourisme, etc.). Il demande à Loïk Le Floch Prigent d'exploiter « résolument et rapidement (...) toutes les possibilités de valorisation du patrimoine de la SNCF ». Anticipant l'invitation du premier ministre, le conseil d'administration de la compagnie de transport et de tourisme Sernam, filiale de la SNCF, avait approuvé, la veille, le principe du transfert au secteur privé de la majorité du capital de Goody, sa filiale spécialisée dans le transport routier de marchandises.

CONTRAT DE PLAN

La lettre d'Alain Juppé a vocation à remplacer le contrat de plan qui régit les rapports entre l'entreprise ferroviaire et l'Etat depuis 1982. En novembre 1995, la présentation d'un nouveau contrat de plan avait déclenché le conflit social de cet hiver. Lors du débat sur l'avenir du transport ferroviaire à l'Assemblée nationale (Le Monde du 12 juin), Bernard Pons, le ministre des transports, avait expliqué que « l'expérience a montré que ces documents, qui avaient l'ambition de planifier pour une période de cinq ans le

déroulé de l'évolution, de la vie de l'entreprise, n'étaient en réalité jamais appliqués ».

Les syndicats s'en contenteront-ils ? Dans une lettre datée du 12 juin adressée à Bernard Pons et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat au transport, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT cheminots, avait estimé « impensable que l'Etat ne fixe pas les orientations essentielles dans un document contractuel ».

Bernard Thibault ajoutait être « fortement en désaccord sur le principe [de la loi] la seule SNCF détentrice de l'infrastructure » et demandait au gouvernement de revoir sa position. Les deux ministres de tutelle lui avaient répondu, par lettre du 19 juin, que le « gouvernement va confirmer au président de la SNCF les décisions prises ». « Ces orientations porteront, ainsi que vous le souhaitez, précise cette lettre, sur les activités de gestionnaire de l'infrastructure et de transporteur ferroviaire, mais aussi sur le groupe. »

Christophe Jakubyszyn

Jean-Louis Pétriat, ancien président de la GMF, a été mis en examen et écroué

L'ANCIEN PRÉSIDENT de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) Jean-Louis Pétriat, a été mis en examen, jeudi 27 juin dans la soirée, et placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction parisien Mireille Filippini. M. Pétriat, qui fut le président de la GMF de février 1987 à mars 1994, est mis en examen pour « abus de biens sociaux », « recel » et « complicité » de cette infraction et pour « trafic d'influence ».

Le juge Filippini enquête sur des opérations frauduleuses survenues lors de la construction par la GMF d'un complexe touristique sur l'île de Saint-Martin (Antilles françaises et néerlandaises). Outre M. Pétriat, deux personnes ont déjà été mises en examen en février dans ce dossier. Il s'agit de l'ancien directeur général de la GMF, Jacques Boitiaux, et d'Alain Christien, ex-promoteur du complexe touristique et mandataire social de la GMF.

Après trois ans d'enquête, la brigade financière est arrivée à la conclusion que le projet de Saint-Martin a été littéralement conçu comme une machine pour détourner de l'argent. Mais M. Pétriat s'est piégé lui-même. A la fois pour se dédouaner et régler des comptes, il avait porté plainte, en avril 1993, contre son prédécesseur Michel Baroin, disparu en février 1987 à la suite d'un accident d'avion, dénonçant de colossales malversations financières et les conditions d'acquisition des premiers terrains en 1986. Mais l'information judiciaire a révélé que

les malversations se sont perpétrées sous la présidence de M. Pétriat et ont même pris de l'ampleur. L'opération a coûté, en tout, 2,5 milliards de francs à la GMF entre 1986 et 1993, et a contribué à la conduire à la mutuelle d'assurances au bord de la faillite. Le plus incroyable, c'est que le complexe hôtelier et immobilier qui n'a jamais ouvert ses portes ne vaut aujourd'hui plus rien ou presque.

PARADIS FISCAL

La CIP (Compagnie immobilière Phénix), filiale de la Générale des eaux, avait renoncé à le reprendre pour 430 millions de francs au début de l'année 1994. Entre-temps, il s'est avéré que les origines de propriété d'un certain nombre de terrains acquis dans la partie néerlandaise de l'île sont douteuses et contestées devant la justice. La GMF aurait acheté des terrains à de faux propriétaires. Quant à l'hôtel situé dans la partie française de Saint-Martin, il a été très mal construit. Le béton a été réalisé avec de l'eau de mer, et la majeure partie du gros œuvre devrait être refaite.

Il s'agit pourtant d'anecdotes à côté des détournements de fonds systématiques. Les terrains achetés à Saint-Martin par la GMF, notamment dans la partie néerlandaise, ont été payés à des prix considérables, sans aucun rapport avec leur valeur réelle. A chaque fois de nombreux intermédiaires ont réalisé des opérations ju-

teuses. Le principe était simple, même s'il s'avère compliqué de découvrir l'ensemble des bénéficiaires. Une société A achetait un terrain au prix de 1. Elle le revendait à une société B qui le cédait pour 4 à une société C qui finalement le vendait pour 8... à la GMF. Les propriétaires des multiples sociétés A, B et C, domiciliées dans différents paradis fiscaux, et qui depuis ont été dissoutes ou ont disparues, ont réalisé des plus-values instantanées de plusieurs dizaines ou centaines de millions de francs.

En avril 1987, quelques semaines après la disparition de Michel Baroin et sa nomination à la tête de la GMF, M. Pétriat avait pourtant décidé d'abandonner une partie du projet et de revendre les terrains déjà acquis dans la partie hollandaise de Saint-Martin. Mais il a subitement changé d'avis après s'être rendu sur place.

Jean-Louis Pétriat se trouve, par ailleurs, sous le coup d'une autre mise en examen depuis juin 1994, dans le cadre d'une procédure pour « abus de crédit », instruite par le juge parisien Jean-Pierre Zanotto. Dans cette autre affaire, la justice lui reproche d'avoir signé, en avril 1993, pour plus de 6 milliards de francs de lettres de crédit à un intermédiaire belge, Gustave von Keeteler, qu'il avait chargé de trouver des acquéreurs pour les canards boiteux de la GMF, au premier rang desquels le complexe de Saint-Martin.

Eric Leser

SAINT-GOBAIN

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobain s'est réunie le jeudi 13 juin 1996 à Paris. Elle a notamment été saisie de : compte tenu de l'augmentation du capital réserves au Plan d'Expansion du Groupe, le capital de la Compagnie s'élève désormais à 8 420 846 700 F, divisé en 84 208 467 actions.

L'Assemblée a également approuvé la distribution d'un dividende net de 16,50 F (plus 8,23 F d'impôt fiscal). Comme l'an dernier, Saint-Gobain offre la possibilité à ses actionnaires d'opter pour le paiement du dividende, soit en espèces, soit en actions. Pour le paiement en actions, le prix d'émission est de 581 F. Cette option pour être exercée – par le canal des intermédiaires financiers – entre le 23 juin et le 22 juillet 1996. Le paiement du dividende en espèces interviendra à partir du 26 juin 1996.

EXTRAITS DE L'ALLOCUTION DE M. JEAN-LOUIS BEFFA, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 13 JUIN 1996

1995 aura été une année remarquable pour le Groupe, avec deux semestres très différents : le premier extrêmement favorable tandis que le second voyait apparaître un certain ralentissement économique et une baisse de nos résultats. (...)

L'année 1996 a débuté de manière difficile, dans la continuité du dernier trimestre de 1995. Certains de nos métiers se développent de manière positive, d'autres rencontrent des difficultés. Parmi les premiers, citons les Céramiques Industrielles, les Fibres de Renforcement, le Conditionnement, les Matériaux de Construction, Brinche qui est active aujourd'hui principalement en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. D'autres ont connu une situation plus complexe : le Vitrage et l'Isolation, très liés à la conjonction du bâtiment en Europe, la Camille, au raison de la baisse des commandes des collectivités locales, et les Abrasifs.

Pour ce qui est des pays, la situation est moins bonne que l'an passé en Allemagne d'abord, en France moins nettement et dans les pays bordiques. Elle continue d'être satisfaisante en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie, pays où l'évolution des taux de change a été favorable à l'économie. Enfin, nos résultats sont tout à fait bons aux Etats-Unis et en Amérique latine.

J'avais indiqué publiquement que le premier semestre 1996 risquait d'être moins bon pour Saint-Gobain que le premier semestre 1995. Je puis aujourd'hui, sur la base des chiffres du mois de mai et compte tenu de prévisions raisonnables pour juin, vous annoncer que ces résultats seront meilleurs que ce que je ne le croyais et ne devaient être que légèrement inférieurs à ceux du premier semestre 1995. Il s'agit donc, dans une conjoncture plus difficile, de la résilience et de la solidité de votre Groupe. (...)

Quelles sont maintenant les perspectives pour le second semestre ? Je pense qu'il sera meilleur que l'an dernier. Nous pourrions donc espérer un résultat net en 1996 supérieur à celui de 1995, de manière modérée toutefois. Cela constituerait déjà une bonne performance et laisserait présager une année 1997 meilleure que 1996.

J'en viens à la stratégie que met en œuvre votre Groupe : Saint-Gobain est, et doit rester, un groupe industriel leader dans les matériaux technologiques. (...) Une seule ligne directrice nous a guidés tout au long des dix dernières années : la cession des métiers où nous n'étions pas parmi les meilleurs et l'acquisition d'activités qui nous mettent en position de leader. Je puis vous assurer que votre Groupe est aujourd'hui plus solide, plus international et mieux préparé à la compétition mondiale. Il est donc en mesure de vous apporter les satisfactions légitimes que vous en attendez, et notamment une croissance régulière du dividende et de la valorisation boursière.

L'acquisition de Poliet est très importante à cet égard. Les conditions devaient être remplies pour nous permettre d'y procéder début juillet. Pourquoi acquérir Poliet ? Tout d'abord, parce que c'est une bonne entreprise. C'est un groupe avec des positions très solides comme Point P et Lapeyre, des unités de construction intéressantes comme les moirées de Weber et Broussin ou les tuiles de terre cuite : cet ensemble occupe une position qui compte dans ce secteur et dispose d'un potentiel de croissance important. Cette acquisition renforcera ainsi les activités de notre Branche Matériaux de Construction, dont les résultats sont très satisfaisants, nous trop exclusivement tournée vers l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. (...) Les conditions d'acquisition nous permettent d'en évaluer la charge dans le temps, ce qui nous permettra de maintenir un taux d'endettement raisonnable. (...)

Bien évidemment, cette opération ne changera rien à la stratégie de développement de Saint-Gobain qui consiste de privilégier trois axes de croissance. Tout d'abord, la croissance interne par innovation technologique et introduction sur le marché de nouveaux produits, illustrée par la création l'an dernier de trois usines en France : une de verre teinté à Aniche (Nord), une autre de produits de base pour abrasifs à Contreven (Loire), une autre enfin à Danneberg (Nord) où seront fabriqués des produits renforcés de fibre de verre. (...) En deuxième lieu, la croissance géographique, en particulier en Asie, où nous avons des objectifs ambitieux que nous mettrons d'ores et déjà en œuvre, comme en témoigne la décision prise récemment de réaliser deux usines de joint glass en Chine et en Inde. Enfin, la croissance par acquisition, mais uniquement de sociétés en position de leader et si les conditions financières permettent d'obtenir très vite, et si possible immédiatement, un apport positif au résultat net par action du Groupe. (...)

Rien de cette politique ambitieuse ne serait possible sans la mobilisation totale des hommes et des femmes de votre Groupe. Je souhaite me faire l'interprète auprès des salariés qui en remercient, car nos bons résultats n'auraient pas été possibles sans leur dévouement, leur initiative, leur courage et leur dynamisme. Préserver et développer ce potentiel est l'une de mes principales ambitions. Promouvoir au sein du Groupe, maintenir le dialogue social, réaliser des progrès dans les métiers du futur, encourager l'innovation et la prise de risque, former les équipes qui se trouveront dans ces régions nouvelles que sont pour nous les pays du Sud-Est asiatique : tels sont les axes de notre politique de ressources humaines.

Vous sentez bien que votre Groupe, plus solide, plus résilient aux cycles, plus international, tout en ayant vu sa base financière s'affermir, est aujourd'hui prêt à un nouveau développement. Réussir une croissance rentable, vous assurer une progression régulière du dividende et du cours de l'action, développer l'innovation du Groupe, renforcer encore son potentiel humain : telles sont les priorités que se fixent le Conseil d'administration et la Direction générale. Je puis vous assurer que nous avons confiance pour les mettre en œuvre à votre service en 1996 et dans les années à venir.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES
Tél. : (1) 47-42-32
Métro : 3615 code GDBAIN (L91 9min) - 3616 code CLIFF (L29 9min)

ge une absorption
Air France

LE DOLLAR cédait du terrain vendredi sur le marché des changes à 109,80 yens contre 109,10 jeudi à New York et 109,19 yens à Tokyo.

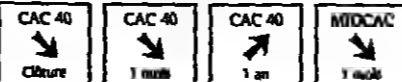
L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hong Kong. L'onca s'échangeait à 382,10 dollars contre 382,95-383,25 dollars jeudi en clôture.

LA BUNDESBANK a décidé, jeudi, de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés : le taux d'escompte à 2,50 % et le Lombard à 4,50 %. Sa dernière intervention date du 19 avril.

LES RÉSERVES DE CHANGES de la Banque de France ont diminué de 14 millions de francs du 13 au 20 juin à 123,22 milliards, selon un calcul effectué par le Lyonnais.

LE MATIF a lancé un contrat à terme sur le blé de meunerie, dont la négociation s'ouvrira à la Bourse de commerce de Paris à partir du vendredi 5 juillet.

LES PLACES BORSIÈRES

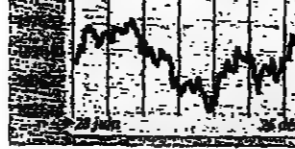


Bonne orientation à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la hausse vendredi 28 juin, soutenue par la bonne orientation des taux. La baisse de 1/16 du loyer de l'argent au jour le jour et la hausse du chômage en France remettent au goût du jour les anticipations de baisse des taux d'intérêt en France, estimées des intervenants. « La journée se présente bien, sans que ce soit renversant », déclare l'un d'eux, pour qui l'activité devrait se mettre dès la semaine prochaine à un rythme estival. A 12 h 30, l'indice CAC 40 progressait 0,21 % à 2 117,39 points après avoir ouvert sur un gain de 0,20 %.

Du côté des valeurs, Ecco gagnait 5,05 % en son premier jour de reprise de cotation, après le feu vert donné au projet de rapprochement avec le groupe suisse Adia dans le cadre d'une offre publique d'échange, à raison de 1,028 action Adia pour chaque action Ecco. Dynacore restait entourée et gagnait 4,1 % à 147,60 francs avec 44 000 titres échangés. Certains évoquent

Indice CAC 40 sur un an



les bonnes perspectives tracées du groupe, d'autres font état de rumeurs sur une reconstitution du tour de table. Eurotunnel accuse une forte correction (-7,1 % à

CAC 40 sur 5 jours



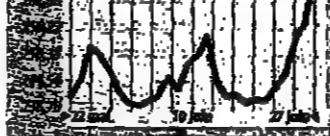
7,85 francs avec 5,1 millions de titres) après une assemblée jugée décevante. Pinault Printemps continuait sa progression (+1,16 %) dans un volume de 4 688 titres.

Schneider, valeur du jour

BONNE SÉANCE, jeudi 27 juin, à la Bourse de Paris pour Schneider. Le titre a gagné 4,20 %, à 267,90 francs, dans un volume de 1,13 million de titres. La société de Bourse Paribas Capital Markets, qui a publié la semaine dernière une étude favorable sur la valeur, était très présente à l'achat. Les opérateurs n'ont pas manqué de relever que Paribas est par ailleurs actionnaire à 3,3 % de Schneider. Des rumeurs sur la cession prochaine de Spie Batignolles ont

également circulé sur le marché, contribuant à la hausse, mais Schneider a affirmé qu'aucun élément nouveau n'était à signaler.

Schneider sur 1 mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

| HAUSSES, 12h30 | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|--------------------|---------------|--------|--------|
| Eco | 1914 | +5,37 | +7,32 |
| Bue Impériale (Ly) | 4430 | +4,80 | +5,46 |
| FIMALAC | 2540 | +4,24 | +5,75 |
| Compagnie (No) | 650 | +4,49 | +5,71 |
| Endur Ind | 1430 | +4,4 | +5,77 |
| Endur Ind ADP | 1089 | +3,71 | +5,91 |
| Dynacore | 14610 | +3,52 | +6,31 |
| Eau (Gie des) | 572 | +3,34 | +16,99 |
| Fininvest | 74,80 | +3,17 | +3,20 |
| IFB Localab | 495 | +2,91 | +3,75 |

| BAISSES, 12h30 | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|---------------------|---------------|--------|--------|
| Environnement | 790 | -6,30 | +18,79 |
| Logis Indust. | 23030 | -4,98 | +4,60 |
| Recherche (Lar) | 10610 | -3,54 | -1,30 |
| SCF | 18610 | -3,54 | -1,30 |
| Groupe André S.A. | 49020 | -3,59 | -21,49 |
| Lapeyre | 299 | -3,67 | +21,54 |
| Plastic Omnium (Ly) | 435 | -2,90 | +26,46 |
| SAF | 533 | -2,56 | +5,55 |
| Seo | 241 | -2,43 | +14,48 |
| GCZimier (G) | 114 | -2,39 | +9,52 |

| ÉCARTS, 12h30 | 2806 Titres | Capitalisation en RF |
|--------------------|-------------|----------------------|
| Euro (Gie des) | 29155 | 1610840 |
| Schneider SA | 38277 | 7528510 |
| LYMHI Most Vulture | 6029 | 793459 |
| Alcatel Alcatel | 15687 | 7046270 |
| Total | 12876 | 6878842 |
| BP Aquitaine | 13895 | 60006790 |
| Orange | 16782 | 52318430 |
| Carrefour | 18026 | 5100946 |
| Banque | 57491 | 4689539 |
| L'Oréal | 24046 | 4484512 |

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

| HAUSSES, 12h30 | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|----------------|---------------|--------|--------|
| Colmar | 120,50 | +5,14 | +10,54 |
| La Bourgeoise | 214,20 | +5 | +9,76 |
| Devle | 66 | +4,76 | +17,50 |
| Seco | 220 | +4,26 | +33,84 |
| Altea (No) | 204 | +4,61 | +2 |

| BAISSES, 12h30 | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|--------------------|---------------|--------|--------|
| Géorges Sout. (Ry) | 490,20 | -5,51 | +6,53 |
| Sagra | 65,40 | -1,88 | +13,94 |
| GFI Industries | 470 | -2,72 | +29,29 |
| IPD No | 235 | -2,68 | +34,28 |

| INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|--|---------------|--------|--------|
| Ind. gen. SBF 120 | 1488,39 | +0,47 | +0,64 |
| Ind. gen. SBF 250 | 1441,20 | +0,63 | +0,28 |
| Ind. gen. Second | 307,61 | +0,62 | +0,91 |
| Ind. gen. Midcac | 1350,80 | +0,37 | +0,37 |

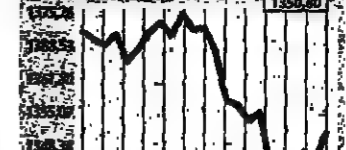
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice Midcac sur 3 mois



Reprise à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo s'est sensiblement reprise, vendredi 28 juin, après son recul de la veille. L'indice Nikkei a regagné 29,14 points à 22 530,75.

La veille, Wall Street a réussi à limiter ses pertes, grâce à la publication d'une lettre spécialisée écartant la possibilité d'un relèvement des taux directeurs américains jusqu'à l'automne. En baisse d'une trentaine de points à la mi-journée, l'indice Dow Jones a fini sur une perte de 5,17 points, soit 0,09 %, à 5 677,53 points. Le reste de l'activité a été dominée par des opérations de mise à jour de portefeuilles avant la fin du trimestre vendredi.

En Europe, l'indice Footsie de la Bourse de Londres a baissé de 17 points (-0,5 %) à 3 678,5 points. L'indice principal

s'était inscrit en repli, dès le début de la journée, pour suivre le recul de Wall Street la veille au soir. L'annonce du maintien de ses taux par la Bundesbank n'a fait que renforcer le pessimisme ambiant. Ce statu quo de la Bundesbank a également pesé sur la Bourse de Francfort, qui a reculé de 0,81 % à 2 551,62 points, son plus bas niveau de la journée.

INDICES MONDIAUX

| INDICES MONDIAUX | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|-------------------|---------------|--------|--------|
| Paris CAC 40 | 2117,39 | +0,21 | +0,10 |
| New York DJ | 5677,53 | -0,09 | -0,01 |
| Tokyo Nikkei | 22530,75 | +0,13 | +0,13 |
| Londres FT100 | 3678,5 | -0,5 | -0,5 |
| Francfort Dax | 2551,62 | -0,81 | -0,81 |
| Bruxelles C20 | 2063,85 | +0,28 | +0,28 |
| Milan MIB 30 | 997 | -0,29 | -0,29 |
| Amsterdam AEX | 361,30 | -0,08 | -0,08 |
| Madrid IBEX 35 | 371,71 | -0,28 | -0,28 |
| Singapore Straits | 2288,36 | +0,13 | +0,13 |

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

| NEW YORK | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|-------------------------|---------------|--------|--------|
| Alcoa | 2706 | +0,26 | +0,26 |
| American Express | 57,75 | +0,17 | +0,17 |
| Allied Signal | 56,62 | +0,17 | +0,17 |
| AT & T | 62 | +0,16 | +0,16 |
| Berkeley | 11,87 | +0,15 | +0,15 |
| Boeing Co | 89,62 | +0,11 | +0,11 |
| Caterpillar Inc. | 67,37 | +0,11 | +0,11 |
| Chemical Corp. | 29,57 | +0,11 | +0,11 |
| Coca-Cola Co | 46,87 | +0,11 | +0,11 |
| Disney Corp. | 65,12 | +0,11 | +0,11 |
| Du Pont Nemours & Co | 79,25 | +0,11 | +0,11 |
| Eastman Kodak Co | 77,37 | +0,11 | +0,11 |
| Exxon Corp. | 87,50 | +0,11 | +0,11 |
| Gen. Electric Co | 87,50 | +0,11 | +0,11 |
| Goodyear Y & Rubber | 47,37 | +0,11 | +0,11 |
| IBM | 99 | +0,11 | +0,11 |
| Intl Paper | 37,37 | +0,11 | +0,11 |
| J.P. Morgan Co | 85 | +0,11 | +0,11 |
| Mc Don Douglas | 50 | +0,11 | +0,11 |
| Martel & Co Inc. | 45,50 | +0,11 | +0,11 |
| Minnesota Mining & Mfg. | 65,75 | +0,11 | +0,11 |
| Philip Morris | 104,87 | +0,11 | +0,11 |
| Procter & Gamble C | 91,25 | +0,11 | +0,11 |
| Sears Roebuck & Co | 48,87 | +0,11 | +0,11 |
| Texasco | 85,12 | +0,11 | +0,11 |
| Union Carb. | 40,12 | +0,11 | +0,11 |
| United Tech. | 112,50 | +0,11 | +0,11 |
| Westingh. Electric | 19 | +0,11 | +0,11 |
| Woolworth | 21,25 | +0,11 | +0,11 |

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

| LONDRES | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|----------------------|---------------|--------|--------|
| Allied Lyons | 4,50 | +5,52 | +5,52 |
| Barclays Bank | 4,50 | +5,52 | +5,52 |
| B.L.T. Industries | 4,90 | +4,95 | +4,95 |
| British Aerospace | 9,81 | +9,99 | +9,99 |
| British Airways | 5,35 | +5,32 | +5,32 |
| British Gas | 1,77 | +1,80 | +1,80 |
| British Petroleum | 3,57 | +3,60 | +3,60 |
| British Telecom | 3,44 | +3,46 | +3,46 |
| B.T. Plc. | 2,54 | +2,51 | +2,51 |
| Cadbury Schweppes | 5,09 | +5,06 | +5,06 |
| Environnement | 1,04 | +1,05 | +1,05 |
| Foris | 3,70 | +3,55 | +3,55 |
| Glass | 8,51 | +8,55 | +8,55 |
| Grand Metropolitan | 9,25 | +9,27 | +9,27 |
| Guinness | 4,56 | +4,56 | +4,56 |
| Harrods | 1,77 | +1,75 | +1,75 |
| Great L. | 6,50 | +6,48 | +6,48 |
| H.S.B.C. | 6,69 | +6,83 | +6,83 |
| Imperial Chemical | 7,87 | +7,81 | +7,81 |
| Local | 2,64 | +2,64 | +2,64 |
| Marks & Spencer | 4,68 | +4,68 | +4,68 |
| National Westminster | 6,10 | +6,14 | +6,14 |
| Peninsular Oriental | 4,81 | +4,81 | +4,81 |
| Reuters | 7,74 | +7,76 | +7,76 |
| Santitas and Seatch | 1,14 | +1,13 | +1,13 |
| Shell Transport | 9,34 | +9,34 | +9,34 |
| Smith Barney | 1,44 | +1,44 | +1,44 |
| Tele and Lyle | 4,58 | +4,56 | +4,56 |
| Unilever Ltd | 12,75 | +12,82 | +12,82 |
| Zeneca | 14,12 | +13,94 | +13,94 |

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

| FRANCFORT | Cours du jour | Var. % | Var. % |
|-------------------|---------------|--------|--------|
| Allianz Holding N | 2614 | +0,41 | +0,41 |
| Beck & Co | 434,30 | +0,41 | +0,41 |
| Bayer AG | 53,53 | +0,41 | +0,41 |
| Bay Hypothekbank | 36,63 | +0,41 | +0,41 |
| Bayer Vereinsbank | 41,80 | +0,41 | +0,41 |
| BMW | 877 | +0,41 | +0,41 |
| Commerzbank | 314,60 | +0,41 | +0,41 |
| Continental AG | 34,70 | +0,41 | +0,41 |
| Daimler-Benz AG | 816,50 | +0,41 | +0,41 |
| Deutsche Bank | 314,50 | +0,41 | +0,41 |
| Deutsche Bank AG | 87,70 | +0,41 | +0,41 |
| Dresdner Bank AG | 71,60 | +0,41 | +0,41 |
| Henkel AG | 36,12 | +0,41 | +0,41 |
| Hoechst AG | 91,95 | +0,41 | +0,41 |
| Karstadt AG | 697 | +0,41 | +0,41 |
| Kaufhof Holding | 576 | +0,41 | +0,41 |
| Linde AG | 985 | +0,41 | +0,41 |
| MTL Lufthansa AG | 211,50 | +0,41 | +0,41 |
| Merck AG | 385,50 | +0,41 | +0,41 |
| Manneberg AG | 329,50 | +0,41 | +0,41 |
| Mittelbau AG | 26,10 | +0,41 | +0,41 |
| Preussag AG | 381 | +0,41 | +0,41 |
| RWE | 58,80 | +0,41 | +0,41 |
| Schering AG | 110,30 | +0,41 | +0,41 |
| Siemens AG | 81,35 | +0,41 | +0,41 |
| Thyssen AG | 276,10 | +0,41 | +0,41 |
| Veba AG | 60,10 | +0,41 | +0,41 |
| Vita | 399,50 | +0,41 | +0,41 |
| Wella AG | 872 | +0,41 | +0,41 |

New York: Dow Jones sur 3 mois



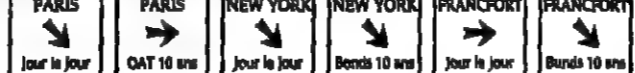
Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, vendredi 28 juin. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre gagnait 28 centimes pour s'établir à 121,38 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait, vendredi matin, à 6,58 %, soit 0,01 % au-dessus du rendement du titre d'Etat alle-

mand de même échéance. Le marché obligataire américain avait terminé la séance de jeudi en hausse. Le taux de l'emprunt d'Etat à trente ans s'était détaché à 6,99 %.

La Banque de France a baissé, vendredi matin, d'un seizième de point, à 3,69 %, le taux de l'argent au jour le jour. Le contrat Phor 3 mois du Matif était en hausse de 7 centimes à 95,98 points.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

| LE MARCHÉ MONÉTAIRE | Achats | Ventes | Achats | Ventes |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|
| Jour le jour | 2706 | 2706 | 2606 | 2606 |
| 1 mois | 3,72 | 3,72 | 3,72 | 3,72 |
| 3 mois | 3,72 | 3,72 | 3,72 | 3,72 |
| 6 mois | 3,72 | 3,72 | 3,72 | 3,72 |
| 1 an | 3,72 | 3,72 | 3,72 | 3,72 |
| PIBOR FRANCS | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR Francs 1 mois | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR Francs 3 mois | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR Francs 6 mois | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR Francs 9 mois | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR Francs 12 mois | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 | 9,6750 |
| PIBOR ECU | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 |
| PIBOR Ecu 3 mois | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 |
| PIBOR Ecu 6 mois | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 |
| PIBOR Ecu 12 mois | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 | 4,4975 |

MATIF

| MATIF | Échéances 27/06 | volume | derrière | plus haut | plus bas | premier |
|----------------|-----------------|--------|----------|-----------|----------|---------|
| NOTIONNEL 10 % | 91647 | 122,40 | 121,42 | 121,02 | 121,10 | 121,10 |
| Sept. 96 | 4076 | 120,08 | 120,08 | 119,80 | 119,80 | 119,80 |
| Mars 97 | 377 | 119,80 | 119,80 | 119,60 | 119,60 | 119,60 |

BEI LONG TERM

| BEI LONG TERM | Sept. 96 | 2575 | 90,72 | 90,78 | 90,50 | 90,52 |
|---------------|----------|------|-------|-------|-------|-------|
| Dec. 96 | | | | | | |

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

| CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40 | Échéances 27/06 | volume | derrière | plus haut | plus bas | premier |
|------------------------------------|-----------------|--------|----------|-----------|----------|---------|
| juin 96 | 26735 | 2120 | 2120 | 2101 | 2108,30 | 2108,30 |
| juillet 96 | 12692 | 2120 | 2120 | 2101 | 2107 | 2107 |
| août 96 | 304 | 2174 | 2174 | 2174 | 2174 | 2174 |
| sept. 96 | 5283 | 2128 | 2128 | 2113,30 | 2120,30 | 2120,30 |

LES MONNAIES



Repli du dollar

LE BILLET VERT était à la baisse, vendredi matin 28 juin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Pénalisé par le statu quo décidé, la veille, par la Bundesbank, sur le taux de ses prises en pension (REPO), il s'échangeait à 1,5221 mark, 109,80 yens et 5,1505 francs.

A l'occasion du sommet des sept grands (G7), à Lyon, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a

affirmé que le dollar « a encore une marge d'appréciation » face aux monnaies européennes. « J'ai dit à Washington (en avril) que le dollar avait une marge d'appréciation, je n'ai pas changé d'avis », a-t-il précisé. « M. Rubin a dit qu'il est en faveur d'un dollar fort. Moi je dirais que je suis en faveur d'un dollar plus fort ».

Le franc était ferme, vendredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3815 francs pour 1 deutschemark.

AUJOURD'HUI

SPORTS

CYCLISME Le départ du 83^e Tour de France doit être donné, samedi 29 juin, à Hertenbosch (Bois-le-Duc), aux Pays-Bas. Les 198 coureurs, répartis dans 22 équipes, disputeront samedi le traditionnel prologue contre la montre, avant une étape en boucle, dimanche, autour de la ville néerlandaise. ● MIGUEL INDURAIN est le grand favori de

l'épreuve, qu'il a déjà gagnée cinq fois consécutivement. Un sixième succès lui donnerait une place à part dans la légende de la « Grande Boucle ». ● LE TRACÉ du Tour 96, qui

fera des incursions en Italie jusqu'à Turin, et à Pampelune dans la région dont est originaire l'Espagnol, semble tracé sur mesure pour lui, si son équipe parvient à contrôler le

peloton. ● LAURENT JALABERT, bien que battu au Critérium du Dauphiné, apparaît comme le seul à pouvoir contester la supériorité du Navarrais.

Miguel Indurain veut une place à part dans la légende du Tour de France

Maître du peloton ces cinq dernières années, le champion navarrais peut espérer remporter une sixième victoire. Elle le placerait devant Jacques Anquetil, Eddy Merckx et Bernard Hinault. Encore faut-il que son équipe parvienne à contrôler la course

● HERTENBOSCH (Bois-le-Duc)

de notre envoyé spécial

Le Tour de France 1996 ne charrie encore que des rêves de grandeur. Pour les 198 coureurs inscrits à cette 83^e édition, l'idée fixe est de briller. Les pensées ailées se peuplent d'acclamations de la foule, de balcons de jeunes filles chargées de fleurs, de sourires du sponsor. Entre Hertenbosch (ou si l'on préfère, Den Bosch comme disent en raccourci les Néerlandais, ou Bois-le-Duc, comme se rappellent les francophones) et les Champs-Élysées, c'est bien le diable si ne se présente pas une occasion de faire le beau, de humer le vent avant les autres, de s'enivrer de solitude : 22 jours et 3 900 kilomètres laissent bien des opportunités.

Pour beaucoup, c'est même cette ample latitude qui pourrait finir par poser problème. Entre grands drames et petites misères, seuls leurs espoirs risquent de s'envoler. Dans l'armée fringante qui s'élance des Pays-Bas, samedi 29 juin, le Tour de France va faire sa moisson. N'écoulera sur les Champs-Élysées, le 21 juillet, qu'un bataillon étique qui témoignera sans rancune de la

grandeur de cette compétition. C'est ainsi que se bâtit la légende depuis 1903, la gloire au-dessus des têtes et le vélo sous les fesses.

Devant la Grande Boucle, tous ne sont malheureusement pas égaux. Miguel Indurain roule à part. Les onze participations précédentes lui ont permis de prendre peu à peu l'ascendant sur l'épreuve et ses concurrents. Le champion est né progressivement. Il a progressé lentement, pas à pas, en fils de paysan navarrais. D'une année sur l'autre, jamais ses performances n'ont été en recul.

Il n'entend pas déroger cette année à ce sacro-saint principe. Cinq victoires d'affilée ne lui suffisent pas. Il prétend dominer le peloton

contemporain mais également l'imposer sur tous ceux du passé. L'Espagnol a le front de vouloir ravalier Jacques Anquetil, Eddy Merckx et Bernard Hinault au rang de divinités subalternes. Six victoires le laisseraient seul, au sommet de l'Olympe, « tranquilles ». Il semble que tous ses efforts, toute sa carrière n'aient jamais aspiré à autre chose qu'à ce repos éternel dans le panthéon du Tour de France.

Qui peut battre Indurain ? « Indurain », ironise Roger Legeay, le directeur sportif de GAN. Dans le Critérium du Dauphiné libéré, au début du mois de juin, le coureur navarrais a une fois de plus démontré sa supériorité. Il a dominé sur les pentes de l'izard tous ceux dont on veut au

jourd'hui faire ses rivaux.

Le numéro mondial Laurent Jalabert, l'Espagnol Abraham Olano, les Suisses Tony Rominger et Alex Zülle, le Danois Bjarne Riis, l'Italien Ivan Gotti, le Russe de Lettonie Piotr Ougrioumov, etc. forment un méli-mélo de multirécidivistes et de nouveaux impétrants dont on espère que les rodomontades survivront jusqu'à l'ultime kilomètre.

SOMME DE PRÉTENTIONS

Peut-être Miguel Indurain a-t-il surtout à craindre cette somme de plus ou moins grandes prétentions ? Il va avoir à mettre au pas, un par un, pendant trois semaines, une riban-

belle de protestataires. Or, si l'individu paraît toujours aussi fort, à bientôt 32 ans, on dit son équipe plus fragile. Chez Banesto se prépare déjà la fin de règne. Le groupe bancaire commanditaire se désengage progressivement et a ramené l'effectif de 23 à 17 coureurs en début de saison. Quelques précieux « porteurs d'eau » sont partis, comme Gérard Rué ou Stéphane Heulot, le nouveau champion de France. « Une course de mouvement pourrait bousculer Indurain, estime Roger Legeay. S'il a affaire à un peloton turbulent qui a envie de faire la fête, si les autres équipes laissent Banesto assumer le poids de la course, il peut être mis en difficulté. »

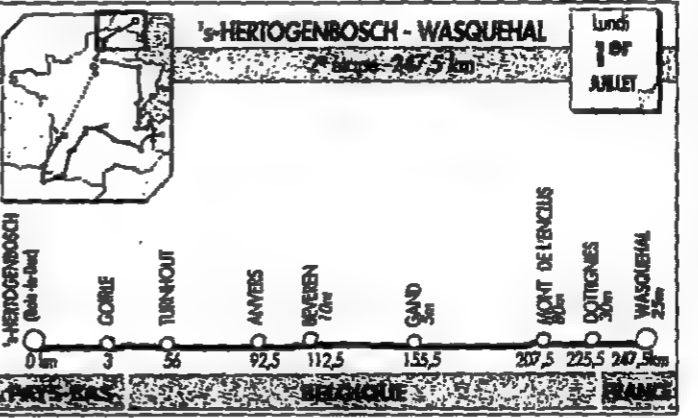
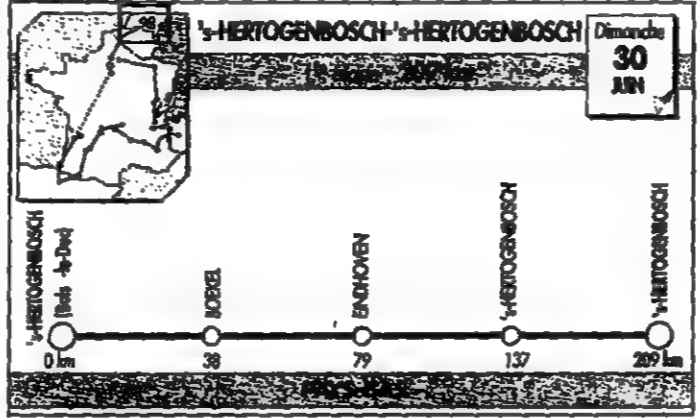
Le plus simple serait bien sûr de

mettre tout le monde à la raison et à quelques minutes au classement général, le dimanche 7 juillet, lors du contre-la-montre en montée entre Bourg-Saint-Maurice et Val-d'Isère, ou dans une autre étape des Alpes. La longue traversée du Massif Central ne servirait plus alors qu'à distribuer les accès avant un passage triomphal du patron, à Pampelune, le 17 juillet.

Mais si la différence ne s'est pas faite, le peloton peut se transformer en pétardière qu'il ne sera pas aisé de maîtriser jusqu'au contre-la-montre entre Bordeaux et Saint-Émilion, le 20 juillet, à la veille de l'arrivée à Paris.

Manolo Salas, directeur sportif de ONCE et adepte du cyclisme total comme d'autres le furent autrefois du football total, promet une guérilla de tous les instants. GAN et Roger Legeay, qui ont déjà accumulé vingt-cinq victoires depuis le début de la saison, ont également l'intention de « bouger ». Festina, équipe andorrane qui s'est récemment affiliée en France, va poursuivre sa tactique de franc-tireur avec notamment Richard Virenque. Luc Leblanc tentera de confirmer son retour au premier plan. Ils sont légion à rêver de se montrer dans la course la plus médiatisée au monde. Le tri se fera dans la souffrance.

Benoît Hopquin



Le dopage fait un retour discret dans les pelotons

● HERTENBOSCH (Bois-le-Duc)

de notre envoyé spécial

« D'une manière fiable et ferme, nous savons qu'il y a eu du dopage. » Gérard Porte, le médecin du Tour de France, était on ne peut plus clair, jeudi 27 juin, à deux jours du départ de la compétition. Pour lui, il ne faut aucun doute que les deux coureurs de l'équipe GAN, Philippe Gaumont et Laurent Desbriens, qui ont été interdits de course par leur directeur sportif Roger Legeay, ont bel et bien absorbé cet hiver des produits interdits pour améliorer leurs performances.

L'affaire est d'autant plus avérée que les deux cyclistes ont reconnu les faits, après avoir subi, à trois reprises pour le premier et à une seule pour le second, des contrôles positifs à l'issue de courses disputées entre le 23 avril et le 19 mai. Preuves à l'appui : les ordonnances en bonne et due forme que leur avait prescrites le docteur Patrick Nédélec, ancien médecin de l'équipe Castorama, passé depuis chez GAN, et qui a été responsable pendant treize ans... des contrôles antidopage sur le Tour de France.

« Inconscience », estime Gérard Porte, qui juge les coureurs « des garçons de valeur pourtant... » — aussi responsables que le praticien. « Ni les uns ni les autres, précise le médecin du Tour, ne pouvaient ignorer que le produit en cause était depuis longtemps sur la liste rouge et qu'il était décelable lors du moindre contrôle. » Le Dynabolon, un stéroïde anabolisant qui renforce la résistance à la douleur, améliore la capacité d'entraînement et favorise la croissance musculaire, est, de l'avis unanime, « un vieux produit connu de tous ».

Les explications du docteur Nédélec apparaissent pour le moment peu convaincantes. Difficile d'admettre que l'homme qui a été chargé pendant tant d'années des contrôles antidopage sur le Tour « ne connaissait pas assez ce produit » ou qu'il croyait que celui-ci était interdit « uniquement en période de compétition ». Depuis le milieu des années 60, le dopage par anabolisant a fait son apparition. « Un dopage de préparation, explique le docteur Porte, car il permet

d'augmenter la puissance musculaire à l'entraînement et a donc un effet à terme, contrairement aux amphétamines, qui ont un effet immédiat et sont donc consommées pendant la course et éliminées en quelques jours. »

« Nous n'aurions pas dû lui faire confiance », disent Philippe Gaumont et Laurent Desbriens à propos du docteur Nédélec. Ce dernier fait état des rapports très étroits qu'il entretenait avec les coureurs. « La notion d'aide aux coureurs a été pour moi fondamentale, d'autant que je ne suis pas qu'un médecin mais aussi un confident », explique-t-il dans un entretien paru dans L'Humanité du 26 juin, et de mettre aussi en avant la valeur « thérapeutique » de son traitement, destiné, selon lui, à tenter de venir à bout d'un certain nombre de problèmes médicaux que connaissent les deux coureurs.

CONTRÔLES INOPINÉS

Roger Legeay, le directeur de l'équipe GAN, a engagé une procédure de licenciement à l'encontre de son médecin. « Personnellement, j'ai pris mes responsabilités, ajoute-t-il. Je me voyais mal engager deux coureurs dans le Tour pour apprendre ensuite qu'ils écopaient d'une suspension de plusieurs mois. » A la mi-juillet, la commission disciplinaire devra, en effet, se pencher sur les cas de Laurent Desbriens et de Philippe Gaumont. Et, peut-être, ouvrir d'autres dossiers. Des bruits de plus en plus insistants mettent en cause d'autres coureurs qui faisaient partie de l'équipe Castorama, comme Desbriens et Gaumont, avant qu'ils ne passent chez les GAN, et qui, à ce titre, avaient aussi été soignés par le docteur Nédélec.

« Même si cette affaire se règle, conclut le docteur Porte, elle reste dommageable pour le cyclisme. Surtout que nous avons été les premiers à ouvrir la voie, et cela dès 1968, à l'introduction des contrôles antidopage. Nous continuons cette lutte, notamment avec des contrôles inopinés, en dehors des périodes de compétition. »

José-Alain Fralon

Pete Sampras renvoie Mark Philippoussis à sa jeunesse

LONDRES

de notre envoyé spécial

Par temps lourd, Wimbledon est un autre monde. Le tennis y semble plus proche, ses sons plus immédiats. Le jeu y prend une saveur animale. Aujourd'hui, le climat fait bien les choses. Dans la torpeur, Wimbledon attend un choc. Pete Sampras rencontre Mark Philippoussis en un match dont Wimbledon raffole : sur le central, deux des meilleurs serveurs du monde s'affrontent. Sampras est la tête de série n°1, tenant du titre et

triple vainqueur. Mark Philippoussis, 33^e joueur mondial, est un jeune colosse australien de dix-neuf ans (1,94 m pour 82 kilos).

La route des deux hommes s'est croisée il y a six mois, aux Internationaux d'Australie : Philippoussis avait alors éliminé Sampras au troisième tour dans une ambiance électrique. « Je rêve toujours de retrouver le joueur qui m'a battu », dit Pete Sampras. Il s'est donc léché les babines en prenant connaissance du tirage au sort. Maintenant, sous ce ciel qui plombe la canicule et la pollution, ils sont de nouveau face à face, et la foule retient son souffle.

Sampras sert le premier : jeu blanc. Philippoussis rétorque en kamikaze, décochant ses premières

et deuxième balles de service à la même cadence. L'empoignade se prolonge jusqu'au tie-break. Logiquement Pete Sampras le gagne : il n'a concédé que 4 points sur son service depuis le début de la partie alors que Philippoussis, malgré son abattage, a dû bûcheronner ferme.

« FRAIS ET SÉRIEN »

On a là la clé du match, et peut-être de toute l'histoire de Wimbledon : un grand service ne suffit pas, il faut tout autant un grand retour. Philippoussis n'aura pas ça en magasin aujourd'hui. C'est toute la différence entre les deux joueurs.

A vingt-quatre ans, l'Américain dispute son huitième Wimbledon et n'y a plus perdu depuis sa défaite

en demi-finale, en 1992. « Ce central, dit-il, j'en connais tous les recoins. C'est un endroit, aussi, que j'aime. » Ici, Pete Sampras se refait une santé après son épique et exténuant Roland-Garros.

Mark Philippoussis, lui, doit encore grandir. A dix-neuf ans, il vivait son premier Wimbledon et rencontra une surface qui lui était presque étrangère. Issu de la nouvelle génération de joueurs australiens, il a vu le gazon — sur lequel brillèrent ses glorieux aînés — être arraché et remplacé par des surfaces synthétiques, plus lucratives. Pour sa victoire, en Australie : son service, un public, et une surface amie. Sans les deux derniers, il s'est trouvé diminué, son jeu encore

trop limité à la puissance de son bras droit.

Depuis sa victoire sur Pete Sampras en Australie, Mark Philippoussis s'est contenté de tenir son rang par des résultats en demi-teinte. En mai, il a quitté Nick Bollettieri, lui préférant son entraîneur de père. Il avoue que, trop confiant en sa force, il a encore du mal à s'adapter à ses adversaires. De la performance de Philippoussis à Wimbledon, Pete Sampras dit : « Il me fait penser à moi quand je jouais ici à mes débuts. Comme lui, je ne contrôlais pas bien mes coups. Un jour, lui aussi les contrôla. Pour un novice, Wimbledon est un curieux jardin. »

Bénédict Mathieu

Le crépuscule d'Edberg

Stefan Edberg s'en est allé de Wimbledon, jeudi 27 juin, dans une dernière ovation. A la tombée du jour, sur le court n°1, il a été battu au deuxième tour par son compatriote Mikael Tillström, âgé de vingt-quatre ans (6-4, 4-6, 7-6, 6-4). Le Suédois, qui prendra sa retraite à la fin de la saison, venait d'être finaliste du tournoi sur herbe du Queen's, battu par Boris Becker. A trente ans, il disputait les Championnats de Wimbledon pour la 14^e fois. Artiste du service-volée, il aura ciselé quelques-unes de ses belles victoires sur le gazon anglais. Entre 1987 et 1991, il avait été demi-finaliste, vainqueur, finaliste, vainqueur, et encore demi-finaliste. Et toujours considéré comme un gentleman du jeu.



WIMBLEDON

choc Pete Sampras rencontre Mark Philippoussis en un match dont Wimbledon raffole : sur le central, deux des meilleurs serveurs du monde s'affrontent. Sampras est la tête de série n°1, tenant du titre et

La préparation de la France pour la Coupe du monde 1998 risque de souffrir de l'exode des meilleurs joueurs

Aimé Jacquet annonce « une remise à plat totale », et certains anciens devraient d'ores et déjà laisser leur place

Eric Di Meo et Jocelyn Angloma ont annoncé, jeudi 27 juin à Wigan, au lendemain de l'élimination de l'équipe de France en demi-finale

du championnat d'Europe des nations, qu'ils renonceraient dorénavant à la sélection. Dans la perspective de la Coupe du monde 1998 dis-

putée en France, Aimé Jacquet, qui sera probablement reconduit à son poste, devra intégrer de jeunes joueurs et maintenir une

cohésion malgré les départs, annoncés depuis un mois, de la majorité des internationaux dans les championnats étrangers.

WIGAN
de notre envoyé spécial
Les sacs de sport étaient déjà entassés dans le hall de l'hôtel. Le chauffeur du car commençait à faire tourner son moteur. Quelques joueurs attendaient encore aux questions des journalistes. Une pluie d'été commençait à tomber sur la région de Wigan. Les adieux français à l'Euro 96, jeudi 27 juin, ressemblaient à ces fins de vacances grises et tristes, quand tout le monde se quitte sans trop savoir si les promesses de retrouvailles seront tenues ou non. Éliminée la veille par la République tchèque, l'équipe de France s'appêtait à repartir le cœur gros.

Avant même de monter dans l'avion du retour vers Paris, la question se posait déjà de l'avenir de ce groupe. « Il devra y avoir des changements, il faut qu'il y ait une remise à plat totale », déclarait le sélectionneur, Aimé Jacquet, devant la presse. Des changements qu'il refusait toutefois de préciser, n'étant pas assuré d'être confirmé à son poste.

L'EXODE DES TALENTS
Il est cependant évident que certains « anciens » devraient céder leur place à des jeunes, recrutés notamment dans la sélection espoirs qualifiée pour les Jeux d'Atlanta. Eric Di Meo, trente-trois ans, et Jocelyn Angloma, trente et un ans, ont d'ailleurs fait connaître, jeudi, leur décision de renoncer à la sélection.

Le prochain objectif est, bien sûr, le Mondial 1998, pour lequel la France est qualifiée d'office en tant

que pays organisateur. D'ici là, à l'occasion de divers matches amicaux, une nouvelle sélection devra être constituée, suffisamment solide pour faire bonne figure et offrir un spectacle plus attrayant que celui, résolument défensif, proposé durant trois semaines en Angleterre. Or le futur sélectionneur, que ce soit Aimé Jacquet ou un autre, sera confronté à

une situation inédite : l'exode des talents. Jusqu'à la saison dernière, quelques joueurs seulement évoluaient à l'étranger : Didier Deschamps à la Juventus, Marcel Desailly au Milan AC, Christian Karembeu à la Sampdoria, Jocelyn Angloma au Torino, sans oublier le « banni », Eric Cantona (Manchester United). Il était donc re-

lativement facile, pour l'encadrement technique, de gérer ces cas particuliers. Les joueurs concernés retrouvaient leurs coéquipiers lors des stages. A compter de la prochaine saison, le problème sera d'une autre ampleur puisque les « exilés » seront majoritaires. Pour la première fois de son histoire, le football français

connaît en effet un départ massif vers les championnats étrangers. Depuis un mois, les annonces de transferts n'ont pas cessé, la dernière en date concernant le recrutement de Franck Leboeuf par le club londonien de Chelsea.

Cette hémorragie, qui touche également des joueurs de moindre réputation, inquiète la Fédération et la Ligue nationale. Quelles vont en être les conséquences ? « C'est la grande question d'actualité », concède Laurent Blanc, lui-même en partance pour Barcelone, « personne ne peut savoir ce qui va se passer ». L'équipe de France, contrainte de jongler avec les calendriers de plusieurs pays et de surveiller des internationaux éparpillés un peu partout en Europe, n'est pas assurée de trouver ainsi la « cohésion » tant recherchée.

Aimé Jacquet se veut pourtant optimiste : « Il faudra être attentif au comportement de chacun. Quand ils s'imposent à l'étranger, c'est qu'ils auront franchi un palier, ce sera bien pour nous ». Didier Deschamps estime également que toute expérience est bénéfique : « Cela permet de faire d'énormes progrès et, lorsqu'on revient en sélection, l'ensemble du groupe en profite ».

Il n'empêche que la qualité du championnat de France pourrait en pâtir, de même que l'attrait du public, toujours friand de vedettes. De ce point de vue, l'exode constitue sans aucun doute un problème majeur, lourd de menaces à moyen terme. A la rentrée, dès que l'engouement et les déceptions nées de l'Euro 96 seront estompés, les caisses des clubs seront peut-être riches en devises, mais le public risque de bouder les équipes privées de leurs stars.

Pascal Ceaux

Philippe Broussard

Confessions sur deux penalties manquées

LONDRES

de notre envoyé spécial

La volx est triste, l'homme abattu. Reynald Pedros ne peut raconter son cauchemar qu'en murmurant. Ce penalty manqué, il le chuchote. Il le confesse. Comme une mauvaise action dont on se repentira toute une vie. Cela va si vite. Un face à face d'une seconde avec Petr Kouba, le gardien tchèque, et le destin d'un match, le sort d'un joueur, basculent. Reynald Pedros n'a pas encore trouvé la force d'avoir pitié de lui-même. Il se déchire en des mots durs, définitifs. Ils lui sont venus à l'esprit, dès l'arrêt de Kouba. « J'ai tout de suite pensé que c'était moi qui avais éliminé l'équipe de France », dit-il.

Aveu douloureux. Le joueur a beau être entouré, réconforté, pardonné d'avance par ses coéquipiers, il se sent « inconsolable ». Les autres ont beau lui répéter que les tirs au but sont une loterie, cela ne lui redonne pas le sourire. Il est seul avec son désarroi.

Gareth Southgate, frère de malheur, n'a pas d'autres mots pour témoigner de sa peine. A cause du même et cruel exercice, il a « éliminé » l'Angleterre. Et « qualifié » l'Allemagne, « le vieil ennemi » que le pays rêvait de voir abattu. Il en sera redoublé devant l'histoire désordonnée des guerres anglo-allemandes du football. « J'appréciais le tournoi, explique-t-il, ça se passait plutôt pas trop mal pour moi. Et je sais qu'on ne retiendra que ce penalty manqué ».

Autour de lui, les joueurs anglais n'ont pourtant pas ménagé leur peine. Mercredi soir à Wembley, avant de quitter le stade désolé, Stuart Pearce a bi-

ré par le bras jusqu'aux tribunes, réclamant aux supporters leur réconfort. En 1990, lors de la demi-finale de la Coupe du monde, contre l'Allemagne déjà, c'était lui qui avait manqué l'immanquable. Il a parlé à Southgate, armé de son expérience. Et puis, l'équipe d'Angleterre s'en est retournée vers sa retraite de Bisham, à cinquante kilomètres d'un Londres devenu maudit. « On s'est tous assis autour d'un verre. Et on a répété à Gareth que nous portions la responsabilité de son échec, que c'était un sentiment collectif », indique Terry Venables, l'entraîneur.

CICATRISER LA BLESSURE

Il faut parfois du temps pour cicatriser la blessure. En 1988, Mickaël Madar avait manqué un penalty pour son club de Sochaux en finale de la Coupe de France. La saison suivante des supporters le lui reprochaient encore, à chacune de ses apparitions sur le terrain. Pour oublier, Reynald Pedros compte sur sa nouvelle vie. Il quitte Nantes pour l'Olympique de Marseille, et espère beaucoup de ce changement, après une épreuve qui, de toute façon, l'aura « blâmé ».

Gareth Southgate peut s'inspirer de Stuart Pearce. Samedi 22 juin, lors du quart de finale contre l'Espagne, celui-ci avait su effacer son échec. La partie s'était conclue sur une nouvelle séance de tirs au but. Le défenseur de l'équipe d'Angleterre avait transformé son penalty. Six ans après, sans trembler.

Pascal Ceaux

Philippe Broussard

La Formule 1 s'interroge sur son avenir à la veille du Grand Prix de France

Le président de la FIA souhaite privilégier la sécurité sur les circuits

MAGNY-COOURS

de notre envoyé spécial

1996 est bien la saison charnière annoncée dans la Formule 1. Mais les surprises ne viennent pas d'où on les attendait. La redistribution des cartes, provoquée par les changements de pilotes au sein de la plupart des écuries, a cependant laissé Williams-Renault dominer la première moitié de la saison avec six victoires en huit courses. Et Damon Hill prendra, dimanche 30 juin, le départ du Grand Prix de France pour renforcer sa position de leader au championnat du monde.

Pour le paddock, le vrai bouleversement est venu d'ailleurs : l'annonce des retraits d'Elf en 1997 et de Renault en 1998 (Le Monde du 27 juin). Qui va remplacer ces marques intimement associées au développement et au succès médiatique de la Formule 1, depuis près de trente ans pour le pétrolier et après deux décennies pour le motoriste ?

Ces départs ne pouvaient laisser indifférent le président, britannique et francophone, de la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Max Mosley qualifie de « triste » le retrait de Renault. « Cependant, je comprends leur décision, nous dit-il. Renault a atteint son objectif en démontrant sa capacité à rester au plus haut niveau technologique pendant plusieurs années. Mais n'oublions pas que d'autres constructeurs avant Renault avaient déjà relevé avec succès le défi de la formule 1. D'autres sont prêts à suivre cet exemple. C'est la loi de notre sport ».

Cette nouvelle donne va obliger les écuries Williams et Benetton à trouver dès maintenant de nouveaux partenaires. Mais le spectacle offert par les grands prix n'est pas toujours à la hauteur des investissements demandés. La rareté des dépassements en particulier interpelle le président de la FIA.

« Les pilotes ont effectivement

beaucoup de mal à se doubler pendant une course, explique Max Mosley. Nous avons demandé aux ingénieurs des différentes écuries de réfléchir à une modification des vitesses, des allers avant en particulier. Les pertes d'adhérence provoquées par les traînées aérodynamiques sur ces appendices sont à l'origine de la prudence des pilotes, en particulier dans les courbes. La FIA va engager au mois de juillet un programme de recherche en soufflerie qui devra déboucher rapidement sur une modification des voitures ».

FAVORISER LE SPECTACLE

Même si nombre de grands prix se jouent maintenant dans les stands, Max Mosley estime que le règlement n'abandonnera pas la liberté laissée aux écuries de décider des ravitaillements et des changements de pneus : « La formule 1 ne ressemblera jamais aux grands prix motocyclistes avec leurs courses en peloton et des podiums qui ne se dessinent que dans le dernier tour. Comme on ne peut pas tracer des circuits avec de très longues lignes droites pour doubler, où les vitesses seraient alors trop élevées, il faut effectivement songer à changer rapidement l'aérodynamisme des formules 1 ».

La sécurité est en effet l'obsession d'un président de la FIA marqué par les disparitions tragiques d'Ayrton Senna et de Roland Ratzenberger, à Imola, en 1994. « Ma principale responsabilité ne consiste pas à présenter un spectacle, mais à protéger l'intégrité physique des pilotes », dit Max Mosley. Si nous constatons au début 1997 que les performances des monoplaces risquent une fois de plus d'augmenter trop rapidement, nous demanderons aux ingénieurs des aménagements, autres que ceux qui sont déjà prévus pour 1998, avec la modification des châssis et l'augmentation des protections du cockpit ».

Max Mosley se dit même prêt à faire de la Formule 1 « un moyen de sensibiliser la jeunesse à la sécurité routière ». « Il y a maintenant deux fois et demi plus de risques de se bles-

ser ou de perdre la vie sur la route que dans un grand prix. C'est ainsi que la FIA a demandé à la commission de l'Union européenne de renforcer ses normes en matière de résistance des voitures aux chocs. Les spécialistes estiment que ces mesures permettent d'éviter 13 tués et 240 blessés chaque jour ».

Et le président de la FIA souhaite également, à travers ses nouveaux règlements sur les carburants et sur les moteurs, que la Formule 1 devienne le vecteur d'une campagne de sensibilisation sur la pollution : « Nous devons prouver que la voiture peut exister dans le monde moderne sans le détruire ».

Un message qui paraît cependant largement contradictoire avec les intentions du vice-président de la FIA, Bernie Ecclestone. Celui-ci est également le président de l'Association des constructeurs (FOCA), et, à ce titre, souhaite privilégier le spectacle. D'autant que la FOCA s'apprête à mettre en place des programmes de télévision à péage « pay per view », afin de rentabiliser un peu plus les retombées des grands prix.

Christophe de Chenay

AUTOMOBILISME : selon le magazine italien *Autosprint*, Frank Williams, le patron de l'écurie Williams-Renault, pourrait faire l'objet de poursuites judiciaires en Italie pour homicide par imprudence, après l'accident mortel d'Ayrton Senna, le 1^{er} mai 1994 à Imola. Patrick Head, directeur technique de l'écurie britannique, six membres de son équipe et deux responsables du circuit pourraient aussi être poursuivis. Le procureur de la République, Maurizio Passarini, aurait conclu dans son enquête à une rupture de la colonne de direction sur la Williams-Renault de Senna. Un magistrat de Bologne devrait statuer sur la requête du procureur vers le 20 juillet et un procès pourrait s'ouvrir en septembre. - (AFP)

Le Monde et La Stampa ensemble à Paris, Milan et Turin.

Ensemble à 12F*

La façon la plus européenne de regarder le monde.

LA STAMPA

Le Monde

Où trouve-t-on Le Monde et La Stampa? Aux Champs Élysées, Quartier Latin, Montparnasse, Opéra, grandes Gares.

GRILLES PROBLEMES

PROGRES

ECHEC

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

N° 922

HORIZONTALEMENT

1. Charles de Gaulle y a maintenant sa place. - II. A l'air fruste. Grand lac. - III. Acajou. Prit le meilleur. - IV. Péruvien. Orné. - V. Se met en scène. Un rêve qui peut pousser à l'effort. Démentir. - VI. Gros porteur. Possessif. Fait du mal. - VII. Peut être mieux dans l'autre sens. Friandises. - VIII. Tache peu fréquente de nos jours. On y fabrique toutes sortes de choses, dont le précédent. Conjonction. - IX. Il méprise le règlement. Le raisin l'est parfois opportunément. - X. Font vaciller.

VERTICALEMENT

1. Que n'est-il pas ? - 2. Filait le parfait amour. - 3. Toujours là à exaspérer l'oncle. Réunit pour un temps les citadins. - 4. Serré. Dans la Bible. Présente partout dans l'un de ses états. - 5. Dans la chambre.

Au départ du train. - 6. Le soleil, ou le vent, fait ça très bien. Coule de temps en temps. - 7. Coule sans jamais s'arrêter. Garde les portes. - 8. Différentes selon la classe sociale. - 9. Connaît bien des débâcles. S'ils tournent, c'est par souci. - 10. Va nous mener en bateau. Que de millions ! - 11. Vaccin. Préposition. - 12. Lieu-dit. Dans l'auxiliaire. - 13. Pour les sauteurs.

SOLUTION DU N° 521

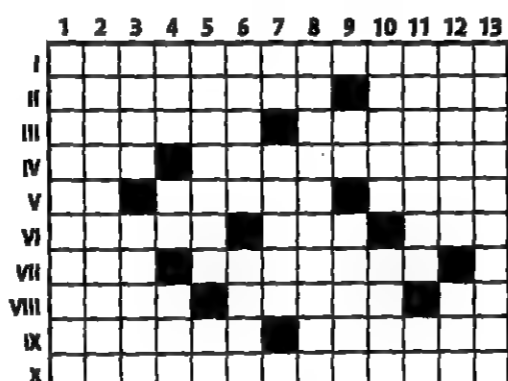
Horizontalement

1. Négociations. - II. Enroulé. Loup. Rik. - III. Toi. Barrette. - IV. Aubaine. Ne. - V. Néons. Aviso. - VI. Ustensiles. - VII. Ali. Ecope. Ça. - VIII. Hoïa ! Huera. - IX. Oulipo. Câble. - X. Uperisations.

Verticalement

1. Nétanyahou. - 2. Enroulé. Loup. - 3. Gribouille. - 4. Oh ! Ans. Afr. - 5. Cubiste. Pl. - 6. Iman. Echos. - 7. Aéré. Nou. - 8. Ter. Aspect. - 9. Envierai. - 10. Orteil. Abo. - 11. Ntr. Sec. LN. - 12. Sténosage.

François Dociet



DAMES

N° 534

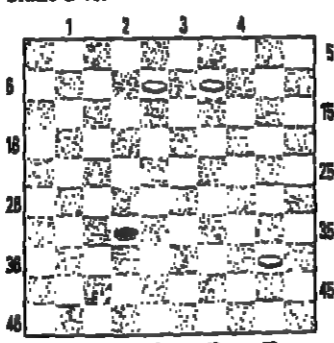
CAP SUR LA TECHNIQUE

Où damer et avec quel pion ?

Dans cette troisième illustration, deux pions blancs se trouvent à égale distance de la ligne d'attente :

- Le pion à 8, qui peut damer à 2 ou à 3 ;
- Le pion à 9, qui peut damer à 3 ou à 4.

La stratégie gagnante consiste d'abord à interdire aux Noirs l'accès de la case 37, puis à les contraindre à attaquer le pion blanc à 40.

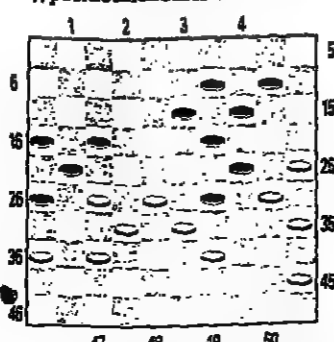


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 9-41 (32-38) [meilleure défense, car si (32-37) 4-31 (38-43) 31-48 (43-49) 8-2 (49-35) 48-30, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Coup exécuté dans une séance de parties simultanées, en 1963, par le maître soviétique Z. Tsrink, avec les Blancs, sur l'attaque (23-29), positionnellement forte.



Une miniature stratégique dont la difficulté tient au nombre et au déroulement des fausses solutions. Solution dans la prochaine chronique.

B. comme suit : 25-20 ! (14-43) 36-31 ! (29-33) 28-22 (17-28) 32-31 (21-41) 3-25 ! (26-37) 25-36 !!.

ANACROISÉS (R)

N° 923

HORIZONTALEMENT

1. AERSUUX. - 2. ADEINRV (+5). - 3. AAALNSTY. - 4. EENNOV. - 5. AAGIMNNT. - 6. ABNOPRT. - 7. AEMNRR. - 8. AHORST (+1). - 9. AAIMNOT. - 10. ADGINNOR. - 11. EELMOUU. - 12. BEELRSS. - 13. AEEIPRR. - 14. AAEIRRRV. - 15. ELMOSU (+1). - 16. CEEOSSU. - 17. ILLNOOS. - 18. AEESSSU (+1). - 19. ADELOSST (+1). - 20. ELMOORT. - 21. EENRTUV (+1). - 22. EIQSSSU. - 23. EEEKSS.

VERTICALEMENT

24. AAMNPS. - 25. AABEIMSS (+2). - 26. ABEGRU. - 27. ACCILLR. - 28. ABEELOR. - 29. AAMRY. - 30. AORSUV. - 31. AEGINSSU (+1). - 32. AEEELST (+1). - 33. AHEMNOTX. - 34. EENRSS. - 35. AENORSU (+4). - 36. AILRTV (+3). - 37. EENSSU. - 38. AEEENNU. - 39. EEESSU. - 40. AAEINNV. - 41. AEEIMOR. - 42. AAGIOS. - 43. DEEFOQRU. - 44. COMNOOS.

SOLUTION DU N° 922

1. DIMANCHE. - 2. PATAGON (PAGNOTA). - 3. MARATHON. - 4. MALAGAS. - 5. ARENEUSE. - 6. SUSTENTE. - 7. EMPAREE. - 8. ANAVENIN, vaccin contre le venin. - 9. NEIGEX. - 10. TOUONS (OUTONS ROUTONS TROUS). - 11. INSULA (ALUNIS). - 12.

ÉCHECS

N° 1695

CHAMPIONNAT DU MONDE FIDE, système paré (Elista, juin 1996)

Blancs : G. Karpov. Noirs : A. Karpov. Défense Petrov.

| | | |
|---------|---------|-----|
| 1. M. | 16. Fb6 | Fg5 |
| 2. Cb3 | Cf6 | Fd7 |
| 3. d4 | Cd4 | Ff5 |
| 4. Fc3 | Ce5 | Fd7 |
| 5. Cc6 | Cd7 | Fd7 |
| 6. Cc6 | Cd7 | Fd7 |
| 7. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 8. Cc6 | Cd7 | Fd7 |
| 9. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 10. Cc6 | Cd7 | Fd7 |
| 11. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 12. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 13. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 14. Fd4 | Fd7 | Fd7 |
| 15. Fd4 | Fd7 | Fd7 |

NOTES

a) La défense Petrov est une des armes que Karpov utilisait dans quatre de ses cinq matches contre Kasparov. Il en connaît toutes les subtilités, comme en témoigne son livre paru en 1993, chez Armand Colin.

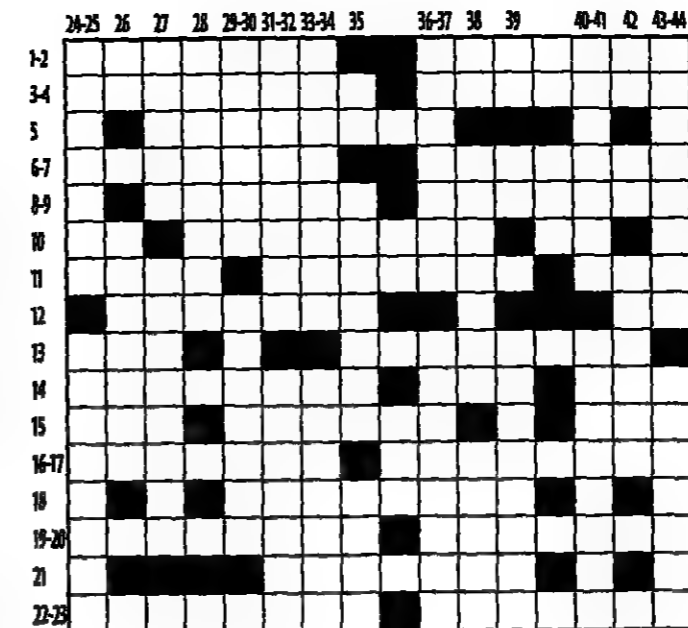
b) 3. Cc6, qui a été longtemps la suite la plus populaire, donne lieu à un autre débat théorique après 3... d5 : 4. Cc3, Cc4 ; 5. d4, d5 ; 6. Fd3, Cc6.

c) Refusant la variante 3... d5, 4. e5, Cc4 : 5. Dxd4, d5 ; 6. e6, Cc6 ; 7. Cc3, Cc6 ; 8. Df4, Dc7 ou Fc7 ou g6 ou Fc5, variante qui est, le plus souvent, avantageuse aux Blancs. Contre Garry Kasparov (dixième partie du match du championnat du monde, New York, 1990), Karpov essaya la suite 3... Cc5 et obtint la nullité au dix-huitième coup.

d) Une continuation plus souvent jouée aujourd'hui que la suite classique 5... Fd6.

e) 6. Dd2, 6. Cc3, 6. 0-0 et 6. Cc7 ne sont plus à la mode.

f) Sortant des sentiers battus : 7... Dd4 ; 8. c4, 0-0-0 ; 9. c5.



VEGETAUX. - 13. BANCOUR, fruit oriental. - 14. ETEIANT (ATTENTE ENTETAT). - 15. MATRANK, apéritif. - 16. ELIERAI, ôterai la lie. - 17. SPATIAL (APLATS). - 18. MANQUAS. - 19. AINESSE (ANISEES). - 20. SIAMANG (GAMINAS MAGNAIS MAGASIN). - 21. STARETS (STRATES TRESSAT). - 22. ITERERA (ARETIER...). - 23. DOMINENT. - 24. VETIMES. - 25. INANIME. - 26. DETELANT (DETALANT DETELAT). - 27. EPTOGE. - 28. AGAPETE. - 29. NAGUERIE (NARGUEE). - 30.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

BRIDGE

N° 1691

OSCAR À DEAUVILLE

Cette donne montre bien le niveau du Tournoi des champions qui se déroule chaque année, fin juillet, à Deauville. Dans les quatre matches, la manche n'a été réussie que deux fois, mais avec beaucoup de maîtrise.

| | | | |
|---------|-----------|-------|----------|
| ♠ R6 | ♥ R52 | ♦ R82 | ♣ DV92 |
| ♠ D1052 | ♥ D109864 | ♦ N | ♣ A3 |
| ♠ 654 | ♥ 2 | ♦ 2 | ♣ V10793 |
| | | | ♠ A73 |
| | | | ♥ A654 |
| | | | ♦ R108 |

Au rama, les enchères (Sud donneur, tous vulnérables) ont été :

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|-----------|--------|------------|--------|
| Paulissen | Gawrys | V. d. Neut | Lasody |
| 1 ♠ | pas | 2 ♠ | pas |
| 2 ♠ | pas | 2 ♠ | pas |
| 2 SA | pas | 3 SA | pas |

Ouest (Gawrys) ayant entamé le 10 de Cœur, Sud a pris avec l'As sec et a joué Trèfle pour franchir trois levées dans la couleur. Est a fait l'As et a continué Cœur, que le déclarant a laissé passer. Ouest ayant reloué Cœur pour le Roi du mort, comment Paulissen, en Sud, a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse : Après avoir tiré le Roi de Carreau sur lequel Ouest n'a pas fourni, le déclarant comprit que, si Ouest n'avait pas la reprise de l'As de Pique, il serait possible de squeezer Est à Pique et à Carreau dans la position suivante :

| | | | |
|-------|------|------|--------|
| ♠ R6 | ♦ D8 | ♠ A3 | ♦ V109 |
| ♠ V98 | ♦ 65 | | |

Sur le quatrième Trèfle du mort, Est jeta le 3 de Pique. Alors Paulissen (qui savait qu'Est avait encore trois Carreaux) joua le 6 de Pique pour l'As sec qui franchit le Roi de Pique...

En salle fermée, les annonces avaient été un peu différentes :

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|----------|------------|----------|--------|
| Romansky | V. d. Brom | Kowalski | Mulder |
| 1 ♠ | pas | 2 ♠ | pas |
| 2 ♠ | pas | 2 ♠ | pas |
| 3 SA | pas | 3 SA | pas |

Sur « 2 Cœurs », relais forcing, Sud a préféré donner un soutien à Trèfle avant d'atterrir à 3 SA. Ouest a entamé le 4 de Cœur pour le Valet d'Est, et on est arrivé à la même fin de coup à cinq cartes. Toutefois, sur le 10 de Trèfle, Est n'a pas défaussé le 3 de Pique, mais un Carreau. Comment Sud a-t-il alors gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Romansky a tiré la Dame de Carreau et a continué Carreau pour mettre Est en main et l'obliger à jouer Pique. Et c'est encore le Roi de Pique qui a procuré la neuvième levée !

LA GRANDE RÉDUCTION Les jeux de réduction d'atout sont parmi les plus spectaculaires du jeu de la carte. Leur difficulté ne provient pas seulement de leur mécanisme, mais souvent de la nécessité de prévoir leur utilisation. Voici un exemple typique. La donne a été distribuée au cours d'un interclub, et le grand chelem a chuté alors que, avec un peu de prévoyance, on aurait pu le réussir.

| | | | |
|-------|-------------|-------|--------|
| ♠ AD7 | ♥ D5 | ♦ A32 | ♣ V108 |
| ♠ 96 | ♥ RDV109875 | ♦ 64 | ♣ 873 |
| ♠ 52 | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|-----|-------|------|-----|
| 1 ♠ | 4 ♠ | 5 ♠ | pas |
| 6 ♠ | pas | 7 ♠ | pas |

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Guidicelli, en Nord, propose-t-il de gagner le GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères : Il était normal pour Nord de déclarer le grand chelem à Cœur, même si le barrage à Carreau pouvait faire craindre de mauvaises répartitions.

Philippe Bragnon

Le Monde
DES PHILATELISTES

Chaque mois,
pour tous les passionnés
de timbres

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
GUIDES

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
GUIDES

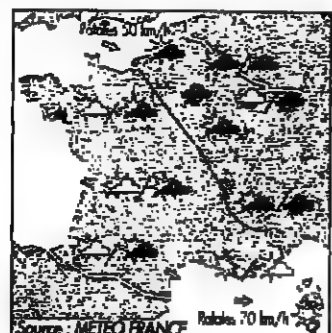
38F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

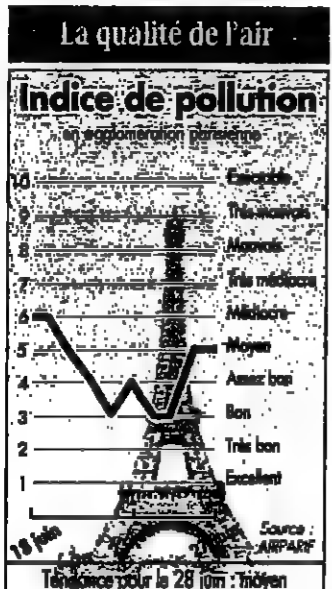
Maussade au Nord-Est

DURANT CE WEEK-END des premiers départs en vacances, l'anticyclone des Açores connaît quelques faiblesses sur notre pays : un premier petit épisode de pluie finira d'évacuer l'est, samedi, tandis que, dimanche, une nouvelle zone de nuages et de petites pluies touchera les régions situées au nord de la Loire. La moitié sud du pays bénéficiera d'un temps plus clément.

Samedi, les Ardennes, la



Prévisions pour le 29 juin vers 12h00

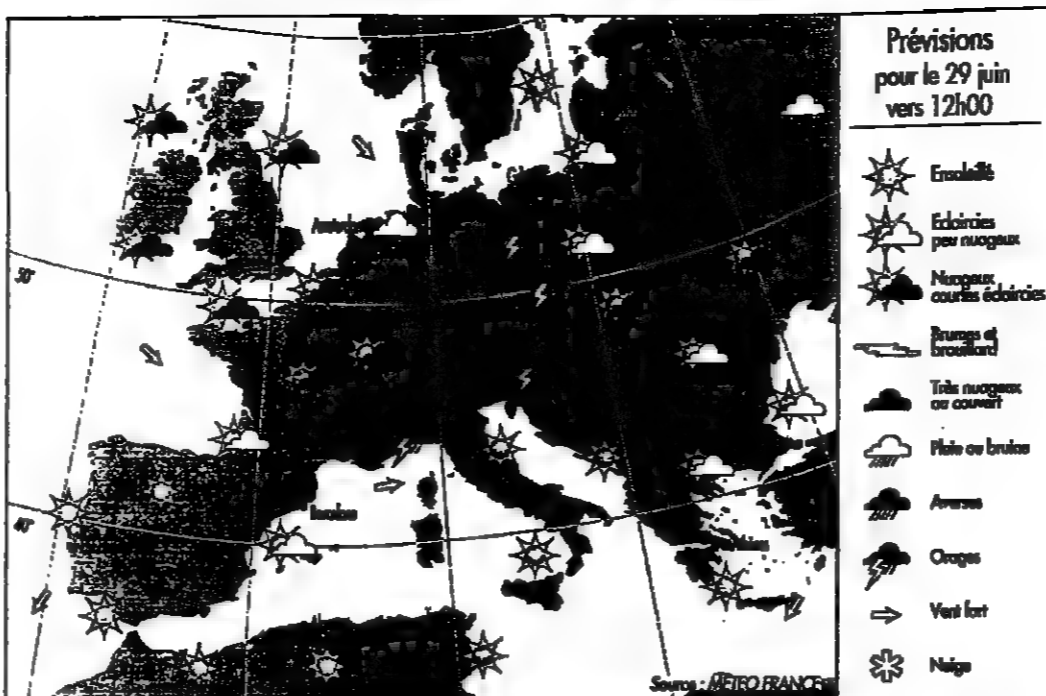


Champagne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et les Alpes verront leur ciel très encombré de nuages : ceux-ci seront souvent menaçants, donnant ici ou là une averse, voire localement un petit orage. Dans le Nord, la Picardie, l'Île-de-France et la Bourgogne, des nuages accompagnés de faibles précipitations persisteront durant la matinée ; des éclaircies se développeront ensuite ; on ne sera toutefois pas à l'abri d'une petite averse locale.

Dans les régions méditerranéennes, le soleil sera à nouveau généreux, mais le vent d'ouest se lèvera dès le début de la matinée ; il se renforcera au fil des heures, pour atteindre en fin de journée 70 à 80 km/h dans les rafales, un peu plus sur le nord-ouest de la Corse. Partout ailleurs, les nuages n'empêcheront pas le soleil de faire des apparitions. Les nuages seront toutefois un peu plus nombreux sur le Pays basque au pied des Pyrénées. Les côtes de la Manche subront un vent de nord-ouest assez fort - pointes jusqu'à 60 km/h à partir de la mi-journée - et les côtes atlantiques un vent de nord-ouest plus modéré, les rafales se cantonnant autour de 50 km/h.

Les températures seront un peu partout en légère baisse : les minimales seront comprises entre 11 et 15 degrés dans la moitié nord, entre 14 et 17 degrés dans la moitié sud, jusqu'à 18 ou 19 degrés sur le littoral méditerranéen ; les maximales ne dépasseront pas 18 ou 19 degrés sur les côtes de la Manche et dans l'extrême nord, 20 à 22 degrés dans les autres régions de la moitié nord ainsi que sur la côte aquitaine, 22 à 26 degrés dans le Sud-Ouest et 24 à 28 degrés dans le Sud-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



| | | | | | | | | | | |
|---------------|--------------|-------|--------------|-------|------------|-------|----------------|-------|----------------|-------|
| TEMPÉRATURES | GRANOBLE | 26/11 | TOULON | 29/11 | CHICAGO | 29/11 | LISBONNE | 34/20 | PRETORIA | 18/19 |
| | LILLE | 20/15 | | | COPENHAGEN | 19/15 | LONDRES | 24/14 | RABAT | 23/19 |
| du 27 juin | LYONS | 22/12 | STRASBOURG | | DAKAR | 28/23 | OS LOS ANGELES | 20/13 | RIO DE JANEIRO | 21/19 |
| minima/maxima | MONTEBELLUNA | 20/14 | | | DIJON | 19/15 | LUXEMBOURG | 20/13 | ROBENHOUT | 18/23 |
| | NANCY | 24/12 | AMSTERDAM | 29/11 | DOHA | 24/19 | MADRID | 21/13 | SAN FRANCISCO | 18/19 |
| FRANCE | NANTES | 24/12 | ATHÈNES | 30/21 | PLAZO | 21/13 | MARRAKECH | 39/20 | SANTIAGO | 12/19 |
| | PARIS | 21/17 | BARCELONE | 30/21 | PRINCETON | 23/15 | SAO PAULO | 21/13 | SINGAPORE | 29/24 |
| ALJACCIO | 24/14 | | BERGAMO | 30/21 | REYKJAVIK | 20/10 | SELAM | 23/10 | ST-PETERSBURG | 17/19 |
| BIARRITZ | 22/14 | | BRIGADE | 24/12 | HANOI | 15/28 | MONTREAL | 23/12 | STOCKHOLM | 18/17 |
| BROOKLYN | 22/14 | | BUENOS AIRES | 24/12 | HELSINKI | 19/15 | NEW YORK | 20/12 | SYDNEY | 17/17 |
| CHAMBERY | 20/13 | | BOMBAY | 23/22 | HONGKONG | 19/20 | MUNICH | 21/13 | TAIPEI | 19/19 |
| BREST | 20/13 | | BOUMELAL | 23/22 | ISTANBUL | 19/17 | NAIROBI | 21/13 | TOKYO | 24/19 |
| CAEN | 20/13 | | BOUMELAL | 23/22 | JERUSALEM | 19/17 | NEW DELHI | 5/12 | TUNIS | 20/19 |
| CHERBOURG | 20/13 | | BUCAREST | 23/22 | KIEV | 14/12 | NEW YORK | 5/12 | YALOVUE | 15/19 |
| CLEMONTE-FE | 24/12 | | CHATELAIN | 24/12 | KINSHASA | 19/17 | PALESTINE | 24/12 | VENISE | 25/19 |
| CORSE-DE-FE | 24/12 | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | VIENNE | 25/19 |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATELAIN | 24/12 | LA HAYE | 19/17 | PARIS | 24/12 | | |
| | | | CHATEL | | | | | | | |

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 29 JUIN 1996

CHIAPAS Marcos, le leader des Indiens insurgés du Chiapas, dans le Sud-Est mexicain, séduit des artistes et des intellectuels, à l'échelle internationale. Un appel circule en

France pour soutenir la « rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité » prévue au Mexique du 27 juillet au 3 août. ● PARMI LES SIGNATAIRES, certains

sont des familiers du Mexique, comme le sociologue Alain Touraine, préoccupé par la décomposition du système politique dans ce pays. ● PATRICK GRANDPERRET, le

cinéaste, rentre à peine du Chiapas, où il vient d'effectuer des repérages. Après ses fictions africaines, il prépare un tournage dans les villages contrôlés par les zapatistes.

● LA PROSE de Marcos, qui tranche sur la langue de bois militante, rencontra un certain succès en France : ainsi le premier recueil de ses textes est-il déjà épuisé.

Intellectuels et artistes s'engagent « pour l'humanité » aux côtés des zapatistes

Un appel circule en France pour soutenir le mouvement des Indiens insurgés du Sud-Est mexicain. Il a d'ores et déjà reçu de nombreuses signatures, dont celles de Régine Deforges, Albert Jacquard, Ken Loach ou encore le chanteur Arthur H.

PLUS d'une centaine d'intellectuels et d'artistes ont signé un appel qui circule en France pour soutenir le mouvement des zapatistes du Mexique. Le texte approuve l'initiative du sous-commandant Marcos d'une « rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité », qui doit se tenir au Chiapas du 27 juillet au 3 août. Il affirme que les zapatistes « ont choisi la voie de la résistance civile et du dialogue politique, sans méprisisme ni militarisme ». Ses premiers signataires forment une curieuse mosaïque, du sociologue Alain Touraine ou du généticien Albert Jacquard à la romancière Régine Deforges, du cinéaste Ken Loach à Bettina Rheims, auteur de la photo de Jacques Chirac qui orne les mairies de France, des plasticiens Barcelo et Boltanski à une pléiade de dessinateurs, dont Wiaz, Wolinski, Cabu. La revue Chimères, fondée par Gilles Deleuze et Félix Guattari, voisine avec l'écrivain Gilles Perrault, le chanteur Arthur H. avec le mathématicien Jean-Pierre Kahane.

Deux femmes sont à l'origine de cet appel : la traductrice Tessa Brissac, qui a vécu quinze ans au Mexique, et la réalisatrice Carmen Castillo, chilienne, collaboratrice du cinéaste Patrick Grandperret (*L'Enfant lion*) et proche de Régis Debray. Ensemble, elles ont réalisé un documentaire pour Arte, *La Vérité Légende du sous-commandant Marcos*, diffusé en mars 1995. Elles se trouvaient au Chiapas en février 1994, peu après le 1^{er} janvier, date de l'« insurrection » zapatiste, et y ont passé deux mois l'été suivant. « A l'étranger, on ne voit que Marcos et on est fasciné par le héros romantique. Mais c'est surtout la culture politique des Indiens qui m'a fasciné. Sans eux, il serait resté un guérillero marxiste », affirment-elles.

Le sous-commandant Marcos deviendrait-il le nouveau chou-chou de certains intellectuels français, et le Chiapas le Larzac des années 90 ? L'image du rebelle cinéphilie et littéraire, la figure du

Robin des Bois high-tech, connecté à Internet, accessible sur le 3615 Zapata, du lecteur d'Alibuster et de Foucault allié aux Indiens mayas, du poète insolent pratiquant l'autodidaxie séduisent manifestement. Le passé marxiste de Marcos (*Le Monde* du 9 septembre 1995) est connu des sympathisants français.

SUCCÈS ÉDITORIAL

Il n'empêche pas chacun de projeter ses propres rêves dans les multiples facettes du mythe zapatiste. Les textes de l'homme au passe-montagne, rassemblés dans le livre *Yo Basta ! Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas* (Dagorno), se sont vendus à 6 300 exemplaires, à la surprise de l'éditeur. Les intellectuels mexicains prennent le mouvement au sérieux, qu'ils l'admirent, comme le romancier Carlos Fuentes, ou le critiquent, comme le Prix Nobel de littérature Octavio Paz. Ils ont influencé les sympathisants français qui sont souvent des familiers du Mexique.

Directeur du Théâtre de l'Odéon, Georges Lavaudant a beaucoup séjourné au Mexique — il y était encore en mai — pour monter les œuvres de Jean Genet ou écrire des pièces (*Terra incognita*). « Le masque du passe-montagne et de la pipe, c'est une mise en scène simple mais belle », ap-



précie-t-il. Dans le livre *Yo Basta !* (« Ça suffit ! »), il voit « un style nonchalant, très humain, un refus de la dase marxisante ; une pensée douce, attentive aux autres. Marcos ne fait pas de promesses, il tente de soulever ce qu'il peut à hauteur d'homme. Aujourd'hui, il faudrait plus de Marcos ou de Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix birmane,

et moins de Farakhan [leader sectaire d'un mouvement noir américain]. »

Traductrice du romancier Gabriel García Márquez, responsable de la littérature latino-américaine au Seuil, Annie Morvan n'est pas en accord avec « tous les points de vue » sur les zapatistes. Mais elle estime que, à moins de se résigner à « laisser la moitié du monde mourir de mort violente ou à petit feu », il faut bien rechercher des alternatives qui prennent en compte les réalités du tiers-monde.

Le directeur du Musée des arts africains et océaniques de Paris, Jean-Hubert Martin, fait le parallèle entre le mouvement du Chiapas, qu'il qualifie de « culturel », et celui des Aborigènes d'Australie. Celui qui avait organisé à Beaubourg, en 1989, la belle exposition « Les Magiciens de la terre » pour faire connaître les artistes non occidentaux, juge que la culture est « le seul moyen de s'opposer au rouleau compresseur économique

et politique qui domine la planète, dont les ravages sont énormes ». Ce n'est pas par « compassion » à l'égard des Indiens, si pauvres soient-ils, qu'Yvon Le Bot, directeur de recherche au CNRS, sociologue proche d'Alain Touraine, a signé l'appel. Auteur de deux ouvrages sur le Guatemala (éditions Karthala), il avait d'abord considéré les zapatistes avec méfiance, craignant la répétition des guerillas classiques « dont les Indiens ont toujours payé le prix ».

DÉMOCRATIE ET IDENTITÉ

A ses yeux, le mouvement pose en fait « les questions de la démocratie, l'identité et la modernité ». Concilier affirmation identitaire et démocratie n'est « pas du tout le souci des fondamentalistes hindous ou musulmans, qui ont une tout autre approche du communautarisme que les Indiens zapatistes ». S'il juge Marcos trop « bavard », Yvon Le Bot apprécie que son quartier général s'appelle La Realidad (« la réalité ») car il se méfie

d'une gauche latino-américaine encore hantée par les figures de Che Guevara et de Castro.

« Si j'étais médecin, affirme Bernard-Henri Lévy, je soutiendrais les zapatistes tant la crise, la corruption et l'arrogance du régime sont insupportables. » Restraint de plusieurs mois au Mexique, où il a tourné un film avec Alain Delon et Arielle Dombasle, son épouse, le philosophe n'a pas eu connaissance de la pétition. Il a séjourné de nombreuses fois au Mexique. « Le tout premier texte que j'ai publié portait sur le Chiapas, dont je revenais : il est paru dans *Les Temps modernes* en 1970. »

Bernard-Henri Lévy voit dans le mouvement de Marcos « une insurrection biface ». D'un côté, il note « une extrême modernité, une conception de la résistance sans violence, un rapport fort à la littérature ». Il s'amuse du grade de « sous-commandant » que s'attribue Marcos, y voyant « un clin d'œil qui défie la machine totalitaire ». Cependant, à la lecture de tout ce qui se développe autour de Marcos, il observe « de gros sédiments du marxisme-léninisme dans sa version latino-américaine ». Il se refuse dès lors à un soutien inconditionnel. « Le Chiapas mérite mieux que la fétichisation d'une cause. Le meilleur soutien, c'est d'apprendre à connaître le Mexique, de lire Carlos Fuentes et de se rendre au Chiapas. »

Catherine Bédarida

★ Lire : *Yo Basta ! Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, de Marcos, Dagorno (épuisé), à paraître en septembre. *L'Indigénisme*, d'Henri Favre, « Que sais-je », PUF, 1996 (approche historique des politiques menées envers les Indiens). *Esprit*, juin 1996, « Portrait de Rafael Guillén, alias le sous-commandant Marcos », de René Rodríquez. *Ces hommes sont avant tout nos frères*, de Danielle Mitterrand, Ramsay, juin 1996 (le récit de son voyage au Chiapas).

Après l'Afrique, Patrick Grandperret s'appête à filmer le Chiapas

LE RÉALISATEUR de deux contes africains, *L'Enfant lion* et *Le Maître des éléphants*, vient de passer trois mois au Chiapas. Cet assistant de Maurice Pialat et de Jean-Louis Trintignant, puis producteur de Claude Farello et d'Arnaud Desplechin, prépare une fiction pour la série *Terrés étrangères* d'Arte. De retour dans sa maison-bureau de Saint-Maur-des-Fossés, Patrick Grandperret regarde les images qu'il vient de rapporter de la Realidad, le village quartier général des zapatistes. Femmes aux couleurs éclatantes, visages masqués de foulards, montagnes tapissées de forêts, chants d'oiseaux, passe-montagne de Marcos : ce sont comme des notes de voyage, prélude au tournage prévu pour 1997.

Sympathisant du mouvement zapatiste, Patrick Grandperret avait fait parvenir à Marcos une cassette de *L'Enfant lion* en guise de présentation. Le sous-commandant lui avait demandé de le projeter en public à La Realidad. Un soir d'avril, à la veille de l'arrivée de Danielle Mitterrand, mille deux cents Indiens du Chiapas se sont pressés devant un petit écran. « J'ai rencontré Marcos trois fois pour parler du film en projet, explique Patrick Grandperret. Il m'a donné carte blanche pour tourner dans les villages. Mais il m'a demandé d'y faire participer les communautés indiennes. »

Le réalisateur partira en septembre avec sa douzaine de collaborateurs fidèles, prêts à travailler dans ces conditions particulières : ils seront aidés de professionnels



Dessin du sous-commandant Marcos offert à Patrick Grandperret.

mexicains. Ils avaient déjà connu, lors des aventures africaines, l'obligation de fonctionner avec des groupes électrogènes — qu'ils laissent sur place après le tournage —, les moyens réduits — « et les moustiques », ajoute le cinéaste, dont les chevilles le démangent encore... Il compte faire appel aux villageois indiens pour la construction des décors, les tâches techniques et les rôles secondaires. Les deux rôles principaux — un Français, de passage au Chiapas, à la recherche de pétrole, s'exprime d'une femme agent de Besson zapatiste — seront confiés à des acteurs professionnels.

Ces dernières semaines, Patrick Grandperret a sillonné les routes de terre du Chiapas. A San Cristobal de Las Casas, il a rencontré Carlos Martínez, cinéaste local qui a filmé les principaux événements,

depuis le premier congrès indigène de 1974 impulsé par Mgr Samuel Ruiz, évêque du diocèse, pour renforcer les organisations indiennes, jusqu'aux fêtes rituelles ou aux travaux quotidiens. Il avait visionné ses films à Paris : Carmen Castillo et Tessa Brissac, qui organisent le soutien des intellectuels en France, en ont rapporté quelques-uns pour faire des copies de ces documents. Patrick Grandperret a aussi visité les chantiers zapatistes : « Les Mayas recommencent à construire. Ils nivellent le terrain, d'ailleurs des chemins en pierre, bâtissent des ateliers, des locaux collectifs. Ils font appel aux peintres traditionnels pour les décorer. »

UNE GRANDE DIGNITÉ

Dans les villages contrôlés par les insurgés, les femmes, lassées d'être battues par des maris ivres, ont imposé l'interdiction d'alcool. « Bien qu'ils soient toujours aussi pauvres, il y a une dignité très frappante, affirme Patrick Grandperret. Au contraire, à Chamula, un village qui n'est pas zapatiste, les enfants harcèlent les touristes en mendiant, les hommes se saoulaient même pendant la messe à l'église et on voit des prostituées dans les rues. »

Marcos a offert à Patrick Grandperret un dessin de sa main, une caricature de lui-même, avec passe-montagne, pipe et caméra. L'homme masqué lui a plu : « Il m'a aussi demandé de lui apporter des films de Brigitte Bardot, se plaignant qu'on ne lui adresse que des documents militants ennuyeux. »

C. Ba.

« Marcos est toutes les minorités qui disent "ça suffit" »

LE COMMUNIQUÉ suivant, extrait de *Yo Basta*, publié aux éditions Dagorno, fournit un exemple du verbe de celui qui signe « sous-commandant insurgé Marcos ».



VERSATIM

Afrique du Sud, asiatique en Europe, chicano à San Isidro, anarchiste en Espagne, palestinien en Israël, indigène dans les rues de San Cristobal, rocker dans la cité uni-

versitaire, juif en Allemagne, fémiste dans les partis politiques, communiste dans l'après-guerre froide, pacifiste en Bosnie, artiste sans galerie ni portefeuille, maître de maison un samedi soir dans n'importe quelle colonie de n'importe quelle ville de n'importe quel Mexique, guérillero dans le Mexique de la fin du XX^e siècle, journaliste bouche-trou dans les pages intérieures, machiste dans le mouvement féministe, femme seule dans le métro à 22 heures, paysan sans terre, éditeur marginal, ouvrier au chômage, médecin sans cabinet, étudiant non conforme, dissident du néolibéralisme, écrivain sans livres ni lecteurs et, pour

sûr, zapatiste du Sud-Est mexicain. Finalement, Marcos est un être humain quelconque de ce monde. Marcos est toutes les minorités non tolérées, opprimées, qui résistent, explosent et disent : « Ça suffit ! » Tout ce qui est minorité au moment de parler et majorité au moment de se taire et de tenir bon. Tous les exclus qui cherchent la parole, leur parole, quelque chose qui rende la majorité aux éternels fragments, nous. Tout ce qui dérange le pouvoir et les bonnes consciences, tout cela est Marcos. »

★ *Le Monde* du 1^{er} avril 1995 a publié un long texte de Marcos, intitulé *La Fleur promise*.

Alain Touraine, sociologue

« Le zapatisme marque la fin des guérillas »

LE SOCIOLOGUE Alain Touraine, qui vient de publier *Le Grand Refus* (Payot), une analyse critique des grèves de novembre-décembre 1995, étudie aussi les mouvements sociaux en Amérique latine.

« Pourquoi avez-vous signé l'appel en faveur des zapatistes ? — En Amérique latine émergent des mouvements qui s'appuient sur les populations pauvres et cherchent à être des agents d'une réouverture du système politique. Par exemple, au Guatemala, Rigoberta Menchú, le Prix Nobel de la paix, a été témoin de l'ethnocide du peuple quiché et ses propres parents ont été assassinés. Mais, en s'appuyant sur des organisations religieuses, des associations de femmes, elle tient un discours

de paix. Le Mexique est plus complexe. Le problème majeur, c'est la décomposition politique plus que la pauvreté. »

« En recherchant la négociation, les zapatistes constituent la seule tentative sérieuse pour créer une alternative. Leurs textes allient la défense des intérêts de la communauté indigène et l'élargissement de leur participation économique et politique. »

« N'est-il pas disproportionné de voir dans ce mouvement récent et limité l'annonce d'une recomposition politique ? »

« Le Chiapas est devenu une affaire majeure au Mexique. Certes, les acteurs sont faibles, mais ils peuvent se constituer en acteurs autonomes. Le Mexique des Mexicains moyens, métiers, centré sur la

construction nationale, s'est effondré. En même temps, les guérillas ne sont plus adossées à l'URSS puisqu'elle n'existe plus. Dans ce nouveau contexte, comment éviter les ruptures entraînées par le libéralisme extrême ? Comment reconstruire un système capable de gérer des demandes sociales ? »

« Le zapatisme agit comme un révélateur de l'extrême gravité de la crise politique mexicaine et d'une recherche de démocratie. C'est un mouvement qui associe la participation politique avec la défense sociale et la défense de l'identité culturelle. Il marque la fin de la longue parenthèse des guérillas. »

Propos recueillis par Catherine Bédarida

Le jazz trouve son port d'attache dans le parc de La Villette

Pendant dix jours un grand festival réunira sur les rives du canal de l'Ouercq quelques-uns des plus grands noms du jazz. Déambulation entre Cité de la musique, Grande Halle, Hot Brass et Conservatoire de musique. Une première

« La Villette Jazz Festival » se tiendra du 28 juin au 7 juillet, dans le parc du même nom où pour l'occasion, les différents établissements publics qui le composent se sont réunis autour d'une passion : le jazz.

PARIS, qui n'en demandait pas tant, s'était retrouvé avec trois festivals de jazz dans la première quinzaine de juillet. C'était il y a quatre ans, en 1992, et cette surabondance était le résultat d'un mouvement un peu fou entamé à la fin des années 80, avant la crise.

Le nom des grosses entreprises qui parrainaient ces manifestations se détachait en gros sur les affiches ; on distinguait difficilement le mot « jazz » dans un coin. Il fallait rentrer à tout prix les vedettes en chemin vers le sud, les cachets grimpaient à chaque coup de téléphone. L'offre finissait par dépasser la demande et les possibilités financières du public, qui ne pouvait de toutes manières être partout. 1992 devait être une année phare ; ce fut un grand échec. La loi sur la publicité des tabacs et alcools précipita le désengagement de Winston et Heineken et mit un terme à ces extravagances.

Aujourd'hui, il ne reste qu'une « grosse structure festivalière » à Paris : la Grande Halle de La Villette. Les clubs respirent, le public

Beaucoup de grands noms au programme : Cecil Taylor, Paco de Lucía, John McLaughlin, Claude Barthélemy, B. B. King, Louis Scavias, Jacky Terrasson, et bien d'autres participeront à cette ma-

estration « déambulatoire » qui petit à petit a appris à bâtir sa personnalité au bord du périphérique. Le système de billetterie permettra avec un seul ticket de se rendre dans tous les lieux de concerts

La Villette, qui n'en demandait pas tant, s'était retrouvé avec trois festivals de jazz dans la première quinzaine de juillet. C'était il y a quatre ans, en 1992, et cette surabondance était le résultat d'un mouvement un peu fou entamé à la fin des années 80, avant la crise.

Le nom des grosses entreprises qui parrainaient ces manifestations se détachait en gros sur les affiches ; on distinguait difficilement le mot « jazz » dans un coin. Il fallait rentrer à tout prix les vedettes en chemin vers le sud, les cachets grimpaient à chaque coup de téléphone. L'offre finissait par dépasser la demande et les possibilités financières du public, qui ne pouvait de toutes manières être partout. 1992 devait être une année phare ; ce fut un grand échec. La loi sur la publicité des tabacs et alcools précipita le désengagement de Winston et Heineken et mit un terme à ces extravagances.

La Villette, qui n'en demandait pas tant, s'était retrouvé avec trois festivals de jazz dans la première quinzaine de juillet. C'était il y a quatre ans, en 1992, et cette surabondance était le résultat d'un mouvement un peu fou entamé à la fin des années 80, avant la crise.

Le nom des grosses entreprises qui parrainaient ces manifestations se détachait en gros sur les affiches ; on distinguait difficilement le mot « jazz » dans un coin. Il fallait rentrer à tout prix les vedettes en chemin vers le sud, les cachets grimpaient à chaque coup de téléphone. L'offre finissait par dépasser la demande et les possibilités financières du public, qui ne pouvait de toutes manières être partout. 1992 devait être une année phare ; ce fut un grand échec. La loi sur la publicité des tabacs et alcools précipita le désengagement de Winston et Heineken et mit un terme à ces extravagances.

La Villette, qui n'en demandait pas tant, s'était retrouvé avec trois festivals de jazz dans la première quinzaine de juillet. C'était il y a quatre ans, en 1992, et cette surabondance était le résultat d'un mouvement un peu fou entamé à la fin des années 80, avant la crise.

Le nom des grosses entreprises qui parrainaient ces manifestations se détachait en gros sur les affiches ; on distinguait difficilement le mot « jazz » dans un coin. Il fallait rentrer à tout prix les vedettes en chemin vers le sud, les cachets grimpaient à chaque coup de téléphone. L'offre finissait par dépasser la demande et les possibilités financières du public, qui ne pouvait de toutes manières être partout. 1992 devait être une année phare ; ce fut un grand échec. La loi sur la publicité des tabacs et alcools précipita le désengagement de Winston et Heineken et mit un terme à ces extravagances.

Huit salles dans un jardin

Le site. La Villette Jazz Festival s'étend sur 350 hectares. Les concerts ont lieu à la Grande Halle, divisée en quatre espaces : la Nef (concerts gratuits), le Club, la salle Boris-Vian (environ 300 places) et la scène Charlie-Parker, d'une capacité d'accueil de 2 500 personnes ; à la Cité de la musique (environ 1 000 personnes) où sera aussi organisée une rencontre avec Max Roach ; au Hot Brass, situé à l'extrémité de la Prairie du triangle, où défilent en fin de journée des *marchings*

bandes, fanfares itinérantes sélectionnées par le tubiste Bob Stewart ; au Théâtre Paris-Villette. Un atelier d'orchestre est prévu avec Carla Bley au Conservatoire de musique. Le système de billetterie. Un billet unique (de 105 F à 170 F selon les formules d'abonnement) permet théoriquement d'assister à l'ensemble des concerts. Cependant, les différences de capacité d'accueil des salles et la tenue de certains concerts aux mêmes heures ne permettront pas

tous ces programmes. Cecil Taylor, Jacques Thollot, Claude Barthélemy, le saxophoniste Mihály Dresch (déjà entendu à Mulhouse), Abdullah Ibrahim, Bill Frisell, Joey Baron, Pharoah Sanders, l'altissimo d'Hubert Dupont, Louis Scavias, Marc Ducret ou le Fint Line de Bob Stewart peuvent apparaître comme le versant « avant-gardiste » du festival. Le supposé « grand public » trouvera plus familiers les noms de Paco de Lucía, Al di Meola et John McLaughlin, B. B. King, McCoy Tyner avec

Michael Brecker ou Jan Garbarek. Entre les deux Defunkt, Nnema Freelon, l'ONJ de Laurent Cuny, Marcus Miller, Laurent de Wilde, Jacky Terrasson ou Carla Bley. ● Pratiques. Du 28 juin au 7 juillet, Parc et Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris. Renseignements au 40-03-75-03 ou Minitel CitéMusique (1,29 F la minute). Plusieurs formules de restauration et de boissons. Début des soirées dès 18 h 30 dans le parc, ouverture des portes des salles à 19 h 30. M^e Porte-de-Pantin (ligne 5) ou bus PC, 75, 151.

Sylvain Sicler

Pourquoi l'immense Abdullah Ibrahim est-il si méconnu ?

UN MONUMENT à l'imposante stature qui danse, un géant débouillant et sérieux est là : Abdullah Ibrahim, pianiste, flûtiste, meneur d'orchestre et philosophe prométhéen. Qu'est-ce qu'un géant du jazz ? La question revient comme une étape du Tour de France à chaque tournée d'Oscar Peterson. On l'aurait maintes fois vu ravager : le « dernier des géants du jazz ». Et Winston Marshall alors ? A sa mort, en juillet 1967, John Coltrane fut évoqué en quelques lignes par deux journaux seulement : *Le Monde* et *Combat*. La question du jazz, c'est que tout un chacun a sa petite idée sur lui. Son problème, c'est que cette idée est petite.

Simon, on connaît Abdullah Ibrahim et on saurait pourquoi il ne veut plus qu'on l'appelle Dollar Brand. Adoff Joannes Brand, dit Dollar par dérision, qui s'est définitivement donné le nom d'Ibrahim, est né au Cap, Afrique du Sud, d'une mère basuto et d'un père bushman, en 1934. Regardez les dates, les circonstances, les couleurs et le lieu, vous avez quelques éléments de réponse à la question posée. C'est un soliste phénoménal, plus rythmique et moins chantourné que Keith Jarrett, dont il a inventé la forme. C'est un meneur repéré et mis en selle par Ellington qui communique autant d'énergie, autant de folie, moins de galet ténébreux que Mingus. Cela devrait suffire. C'est un sage, d'une expérience et d'une réflexion à quel on devrait s'arrêter. De plus en plus de pianistes pianotent d'abondance, mais ils n'ont plus grand-chose à dire.

Après des débuts en groupe vocal, Ibrahim fait des remplacements au piano, rencontre Miriam Makeba, forme une septette plein de cuivres. En 1957, il sillonne l'Afrique à la tête d'Africa Jazz, Africa Singers. Regardez encore les dates - il a vingt-trois ans -, les lieux, le reste. Mesurez ce que ce geste représente... En 1960, il fonde le Jazz Epistles. Dollar Brand est le premier leader noir à enregistrer pour Continental, compagnie sud-africaine. Il part pour l'Europe et s'installe trois ans (1962-1964) au Café Africana de Zurich. C'est là que Duke Ellington l'entend et le conduit à enregistrer à Paris : *Duke Ellington presents The Dollar Brand Trio* (1963). Il épouse Bea Benjamin à Londres en 1965. Elle continue encore aujourd'hui de chanter dans son groupe : mais, devant elle comme devant Ibrahim, quand il se met de jouer de la flûte, des percussions ou du soprano, le public fait une bouche très fine. Le public

n'aime pas qu'on lui change son go-belet de baptême à tout instant. Le public se paie un pianiste noir sud-africain du nom de Dollar Brand, qu'on ne le bassine pas avec des histoires de femme, de poésie, de politique et de changement de nom. Abdullah Ibrahim complique les choses et ne fait rien comme on voudrait : après s'être rendu au Festival de Newport, où l'invite Ellington (cette insistance doit alerter : comme dit l'autre, « il y a Anguilles sous roche »), il joue dans les meilleurs endroits (Lincoln Center, Carnegie Hall, le Vanguard, les universités), mais s'entête à aller faire ce qui se fait de plus coupant : Elvin Jones, Coltrane, Sunny Murray, Ornette Coleman... Il joue dans le loft d'Ornette, Artist House, avec Don Cherry, Jimmy Garrison et Ed Blackwell. Ellington lui confie le piano de son orchestre pour la tournée sur la côte Est (sacre !), et c'est la rencontre avec John Tchicai, Gato Barbieri, etc.

UNE FOIS EN FRANCE. Ecoutez *Hamba Khale*, ce duo définitif et poignant enregistré, tiens ! en 1968 avec Gato : la messe, où soit dit en passant sa grand-mère tenait le piano, est dite. Conversion, islam, Afrique, Ibrahim compose et enregistre, fonde le premier Festival sud-africain de jazz, quelle idée !, doit quitter le pays natal, qu'il indispose énormément, enregistre *Dust* au Japon avec Archie Shepp. Les années 80 sont sensibles à toutes ses formules, du solo au big band. Il compose la musique du film *Chocolat*, de Claire Denis, dédicace toujours les meilleurs talents pour son orchestre, est demandé comme à ses débuts par les plus grands.

En solo, on reste suspendu à sa pensée. Elle est d'une force rare, claire, évidente. Peu de musiciens à captiver ainsi sans la moindre trace de vanité et de virtuosité. En grand orchestre, il déchire. C'est un orage, l'explosion pyrotechnique de l'idée. Il ne suffit pas pour cela de rassembler de bonnes pointures. L'effort est plus grand encore. Géant du jazz ? A vrai dire, on se fiche un peu du gigantisme labellisé. Ibrahim est un musicien de la seconde moitié du XX^e siècle. Si on considère l'histoire de la musique où il s'est placé, le « jazz », celle de son continent natal, et l'histoire tout court, il les a profondément changés. Pour un géant méconnu, c'est plus que respectable. C'est un effort d'arrachement et de constance qui exige qu'on se mette à l'écoute, si on veut éviter dans trente ans, voir Coltrane, de prendre des airs et de dire qu'on ne savait pas. Silence dans les rangs. Abdullah Ibrahim est de retour.

Francis Marmande

Les bons et mauvais comptes de l'Adami

EN INSTITUANT un prélèvement sur les cassettes vierges, audio et vidéo, la loi Lang de 1985 a considérablement enrichi les sociétés de perception et de répartition des droits intellectuels dont les recettes globales atteignent aujourd'hui 4,5 milliards de francs par an. Mais cette somme semble provoquer des dérapages. Depuis des années, des voix s'élèvent pour exiger un contrôle plus rigoureux. Longtemps, les « dissidents », minoritaires et suspectés d'arrière-pensées partisanes, se sont heurtés à la puissance des dirigeants et à la passivité des pouvoirs publics. Ils ont, aujourd'hui, trouvé un porte-parole : le député UDF du Pas-de-Calais, Léonce Deprez, a déposé, le 14 mai, une proposition de loi visant à renforcer la protection des auteurs et des artistes, en soumettant les sociétés qui gèrent leurs droits au contrôle de la Cour des comptes. Au-delà des dysfonctionnements ponctuels, c'est le problème de la tutelle renforcée de l'Etat sur des sociétés privées exerçant une mission de service public (collecte d'une redevance à caractère obligatoire) qui est posé.

Les contrôles, ceux des commissaires aux comptes et ceux du ministère de la culture, existent. Mais ils sont jugés insuffisants d'autant que les sommes en jeu n'ont cessé d'augmenter et que les pouvoirs des directeurs ont été renforcés. Pour « éviter que les ayants droit ne soient indéfiniment à la merci de gestions hasardeuses », l'Association Protection des ayants droit animée par Serge Vincent et par Danièle Deforme, et qui regroupe des artistes de renom (Michèle Morgan, Pierre Richard, Thérèse Lhermitte, Chris-

tian Clavier, Hugues Aufray, Anémone, Christophe Malavoy, etc.), a inspiré la proposition de loi par Léonce Deprez, soutenue aujourd'hui par une cinquantaine de députés. Son article premier, qui renvoie à la loi du 22 juin 1967 relative à la Cour des comptes, prévoit que celle-ci « peut également exercer (...) un contrôle sur les sociétés de perception et de répartition des droits relevant (...) du code de la propriété intellectuelle ». Pour Léonce Deprez, « il s'agit de corriger une injustice économique et sociale... Le rôle des sociétés d'auteurs est de distribuer pas de théauriser ». Pour les sociétés concernées, les contrôles actuels sont suffisants. En outre, certains dirigeants, comme Jean-Claude Petit, président de l'Adami, considèrent ces critiques comme « un amalgame de vieilles affaires et de positions antisindicalistes qui ne méritent pas de tout remettre en question ».

AMBIGUÏTÉ ORIGINELLE. Première visée, l'Adami (société pour l'administration des droits des artistes musiciens-interprètes) qui a vu, grâce à la loi Lang, le montant de ses droits passer, en une dizaine d'années, de 6 millions à plus de 200 millions de francs. Constituée, en 1955, par le syndicat français des artistes-interprètes, le SFA-CGT, dont l'influence reste prépondérante, elle souffre de cette ambiguïté originelle qui n'est pas faite pour modérer les critiques. Ainsi François Parrot, qui cumule les fonctions de président du directoire et de gérant de l'Adami, est également le délégué général de ce syndicat au plan national, et directeur de la pu-

blication de *Plateaux*, organe d'information du SFA-CGT, dont l'Adami est l'annonceur publicitaire attitré. Ayants droit avait révélé, en 1987, les pertes de l'Adami sur le marché boursier (12 millions de francs). L'association accuse aujourd'hui la direction d'autres maux : accumulation en banque de 800 millions de francs de droits non reversés (environ 1 500 artistes n'auraient jamais été localisés) ; emménagement dans un immeuble, rue de la Paix, dont le loyer serait passé, en quelques années, de 2,2 millions à 5 millions de francs ; dépenses « exorbitantes » (16 millions de francs) au profit d'une société informatique, le Grita, dont l'Adami est actionnaire. En outre, les frais de fonctionnement dépasseraient largement le pourcentage déjà élevé (21 % des recettes) admis par la direction.

A cela viendraient s'ajouter de nombreuses subventions octroyées « abusivement » à des personnes proches de la direction. On cite les 120 000 francs de subventions données en 1993 à la société Rock in Blue, une SARL adésienne, en liquidation depuis décembre 1994, pour la production d'un album intitulé *O longues jantes finies*, dont l'auteur est Frédéric Bard, membre du Conseil d'administration de l'Adami depuis 1988 ; mais aussi des manifestations à caractère syndical - des voyages ayant trait aux activités du SFA-CGT au sein du conseil exécutif de la Fédération internationale des acteurs (FIA) - auraient été financées par l'Adami ; ou encore des opérations de promotion contestables, telle l'opération « Talents » au festival de Cannes, menée par AAA (Association artistique de

l'Adami), structure parallèle de l'Adami) et des liens mal définis avec certaines associations, telle Au nom de la loi.

Présidée, à sa création, par Louise Capitani, mère de Frédéric Bard, l'association avait pour but de « promouvoir » la loi de 1985. A ce titre, elle aurait bénéficié d'une subvention de l'Adami de 900 000 francs sur trois ans (dont 250 000 francs avant le dépôt de ses statuts à l'Assemblée le 20 décembre 1991, à la même adresse que celle de la société Rock in Blue). Elle versait également des salaires à Frédéric Bard, au titre d'« artiste », avant de transférer son siège social à Paris en 1993.

Les passes d'armes s'étaient multipliées, en 1995, lors du renouvellement du conseil d'administration, puis de l'élection de son président, le compositeur Jean-Claude Petit. En avril, suite à des plaintes de Protection, deux informations judiciaires concernant les subventions reçues par Rock in Blue et Au nom de la loi, et les achats de logements au Grita, sont venues s'ajouter à celle déjà instruite par le juge parisien Gérard Jeanton.

Un développement d'autant plus embarrassant qu'il était suivi de près par la démission du directeur financier de l'Adami, Pierre Manh. Et en mai, par la montée au créneau de plusieurs comédiens et musiciens (Bernard Fresson, Michel Duchaussoy, Jean-Philippe Collard) réunis au sein de l'association Artistes Plus qui exigeaient un audit des comptes.

Soucieux de mettre fin « aux rumeurs », de « corriger les erreurs et les abus, s'il y en a eu », M. Petit avait alors saisi le ministère de la culture. Ainsi, le 4 juin, deux inspecteurs de la fonction publique, M. Beck, ancien directeur de cabinet de Jack Lang, et M^{me} Bolliet, ont entamé l'audit tant réclamé. Les résultats ne devraient être connus que dans plusieurs mois.

Véronique Mortaigne et Roland-Pierre Paringaux

4 juillet 20h30
JOHNNY ADAMS
&
WILSON PICKETT
5 juillet 20h30
JOE LOUIS WALKER
&
DR JOHN
Salle de Spectacles
de Colombes
47-81-69-02 FNAC-VIRGIN

R.P.P.

DANS LES SALLES DE CONCERT

Le 4 juillet 20h30
JOHNNY ADAMS
&
WILSON PICKETT
Le 5 juillet 20h30
JOE LOUIS WALKER
&
DR JOHN
Salle de Spectacles
de Colombes
47-81-69-02 FNAC-VIRGIN

BAC 1996
Des la fin des épreuves
retrouvez les corrigés sur M

3617 L'IMPLA S

ROCK

NEIL YOUNG
Broken Arrow

Eternel indompté, Neil Young aime repartir chevaucher sur les chemins pierreux avec son Crazy Horse. Groupe intermittent avec lequel il enregistre ses disques les plus âpres, ce « cheval fou » aux guitares hirsutes est un parfait antidote aux musiques lisses d'aujourd'hui.

Vieil indien sur le sentier de la guerre, le chanteur canadien aime froter sa voix de verre filé sur cette matière rêche. Ses histoires y prennent l'épaisseur des vies malmenées et le goût sauvage des époques américaines. *Broken Arrow* respire une fois encore cette rudesse épicure. On apprécie la fertilité frondeuse de *Big Time*, la préante gravité de *This Town*.

En constatant pourtant que cet album ne possède pas les mélodies transcendentes qui faisaient de *Everybody Knows This Is Nowhere*, *After the Gold Rush*, *Zuma* ou *Ragged Glory* des disques définitifs, enregistrés eux aussi avec ce trio abusif. S. D. ★ 1 CD Reprise 9362-46251-2. Distribué par WEA.

Le rock adulte des kids de Minneapolis

Pionniers du rock alternatif américain, Paul Westerberg et Bob Mould s'affirment dans la maturité

DANS UNE AMÉRIQUE restée quasi insensible à l'explosion punk de la fin des années 70, la formation en 1979 des Replacements (Minneapolis) constituait un événement notable. Ces jeunes têtes brûlées, menées respectivement par Paul Westerberg et Bob Mould firent leur éducation agitée au Long Horn Bar, seul refuge du rock underground de la ville.

Souvent en compétition - Westerberg se rappelle encore avec dépit le jour où Hüsker Dü décrocha à sa place un concert en première partie de leur héros commun Johnny Thunders -, les deux groupes forgeront malgré tout une amitié durable, qui les vit partager une cinquantaine de fois la même affiche. Réunis par un même désir de secouer l'apathie de l'établissement, de retrouver l'urgence originelle du rock, leur style et leurs influences différaient pourtant.

Fascinés par les libertés du mode de vie rock'n'roll, les Replacements trempaient dans tous les excès, jusqu'à façonner un genre d'esthétique du chaos. « Du jour au lendemain, nous devions devenir le meilleur groupe du monde ou une complète catastrophe », se souvient Paul Westerberg. Nous adorions créer un bordel monstre, mais nous pouvions aussi refuser de prendre nos instruments et préférer jouer aux cartes sur scène. C'était parfois

plus proche de la performance que du concert. Heureusement, nous avions de bonnes chansons ».

En effet, sous ces turbulences garage-punk perçait aussi le talent d'un auteur sensible aux mélodies pop, folk et blues. A l'orchestre de *Sorry Ma* *Forget to Take Out the Trash* succéderont des albums - *Tim, Please to Meet Me*, *Don't Tell a Soul* - de plus en plus concernés par le songwriting.

CHANSONS TENDUES ET DOULOUREUSES

Egalement amateur de bruits rebelles, Hüsker Dü les concentrèrent en revanche avec une impressionnante rigueur. D'une rage froide, leurs disques évoluèrent du déluge sonore le plus austère, le hardcore de *Land Speed Record*, vers des chansons tendues et douloureuses, les albums *Candy Apple Grey* ou *Warehouse: Songs and Stories*.

Séparés à l'aube des années 90, ces groupes, sans jamais connaître de succès grand public, ont joué un rôle essentiel dans l'affirmation du rock alternatif américain. Le grunge, par exemple, doit beaucoup à l'énergie débridée des Replacements et à l'intensité grise de Hüsker Dü.

Paul Westerberg et Bob Mould ont continué leur chemin, dignement. Les différences qui singularisaient leurs groupes hier les divisent aujourd'hui dans la maturité, comme le montrent

deux albums récents. *Eventually* de Paul Westerberg est le disque d'un chanteur-guitariste de plus en plus préoccupé de classicisme. Ex-punk converti à la sobriété, il explore ses humeurs sentimentales en utilisant le matériel minimal d'un rock matiné de folk. Très fin mélodiste, il sait donner à ses chansons mélancoliques des vertues euphorisantes. Sa voix doucement éraillée reste une des plus attachantes du rock contemporain.

Celle de Bob Mould a gardé la blancheur de l'amertume. Après l'épisode Sugar, groupe violent et cébral qu'il créa après un intermède en solitaire à la fin de Hüsker Dü, le voici de retour en solo. Aujourd'hui, la dépression n'est que rarement zébrée d'éclairs métalliques. Une forme de sérénité semble avoir gagné cette âme torturée capable pourtant, même dans le calme, de composer des chansons intenses. Enfantines dans l'inspection, les superbes *Thumbtack*, *Anytime* *Time Between*, *Next Time you Leave* voient leur douceur bucolique se hérisser de barbelés et de nerfs à vit.

Stéphane Davet

★ Paul Westerberg, *Eventually*, 1 CD Reprise 9362-46251-2. Distribué par WEA. Bob Mould, 1 CD Creation 463996-2. Distribué par Sony.

CHANSON

LILY MARGOT
Insomnie

Lily Margot est un duo : à Lily, les mots (les voix, textes), à Doc Mateo, la musique (et les instruments). *Insomnie* est un album surprenant, ardu, où les chœurs, les agencements musicaux forment un jeu de construction un peu enfantin : c'est-à-dire très élaboré du point de vue de l'imagination, des atmosphères. Lily Margot est allé puiser dans la légèreté française, avec accents jazzy (surtout Liane Foly), folk (le feu) ou techno (Tom's bel ange), sans aucune discrimination.

Ballades aériennes ou folles ex-

centrées, les chansons de Lily, née à Montréal, ciment l'indéfinité, la peur, les fissures, le trouble. Doc Mateo, né à Lugano, enrôle les synthétiseurs, les guitares, les violons trip hop (orchestrés par le Flodiv Chamber Orchestra, de Bulgarie) autour des sentiments, avec une agilité féline. La voix est belle, la démarche souple. V. Mo. ★ 1 CD Columbia 483702-2.

LA PALMA
1930-1936

La Chaine, de Daniderf, premier enregistrement de La Palma en 1932, est un modèle de chanson réaliste, pas d'espoir, de la noirceur décolorée froidement, de la misère et un grand cœur prêt à rompre. La Palma (1896-1979), fille d'un champion du monde de lutte,

la chante avec une ferveur un peu distante, en évitant les larmes et les déchirements. C'est une des qualités de cette chanteuse qui fit les belles heures de l'Alcazar de Marseille, mais aussi des music-halls parisiens (l'Alhambra, Bobino).

Incarcérée à la prison des Baumettes pour faits de résistance pendant la guerre, avec son mari Edouard Jaisbert, patron de l'Apollon, elle a laissé une superbe interprétation de *La Gili*, « légende bretonne » de Jean Richpin, une autre de *Dans ses bras*, « java chantée » de François Wal-Berg. La collection « Chansons », dont la dernière livraison nous propose un Maurice Chevalier (1920-1932), un Raquel Meller (1926-1932), un Jean Sablon (1932-1939) et un swingant Ray Ventura (1930-1939), poursuit son heureuse exploration du patrimoine français, de Fragon à Damià, ressuscitant des célébrités qui le méritaient, telle Eugénie Buffet ou Rina Ketty. V. Mo. ★ 1 CD « Chansons » 157. Distribué par Mélodie.

DANS LES SALLES DE CONCERT

TOUMANI DIABATÉ

Au New Morning, le 22 juin

Un régal. Avec le balafoniste Kéléféri Diabaté et le joueur de n'goni (luth) Bassekou Kouyaté, deux virtuoses pertinents lui donnant la réplique sur son dernier album *Djeliha* (Hammil/Harmonia Mundi), le koraïste malien Toumani Diabaté a offert un vrai moment de grâce au public du New Morning. Fils du légendaire joueur de kora Sikid Diabaté, qui popularisa l'instrument au Mali dans les années 80, Toumani Diabaté est sans nul doute, aujourd'hui, l'un de ceux qui savent le mieux explorer toutes les potentialités de cette harpe à vingt et une cordes. Imprégné et respectueux de la tradition transmise à travers les générations, il arpente avec une extrême gourmandise les chemins d'aventures. Son association avec le groupe flamenco Ketama et le bassiste de jazz anglais Danny Thompson pour former Songhai en 1989 reste l'une des expériences les plus passionnantes des métissages féconds de la world music. Pour le concert au New Morning, il a invité le joueur de koto avant-gardiste Brian Yamakoshi, Américain d'origine japonaise avec qui il croise la première fois ses cordes lors d'un concert à Tokyo, jouant subtilement des silences, d'une frénésie musicale, les musiciens réunis dans cette rencontre asynchrone rebondissent de moments calmes et dépourvus en accélérations espiègles, aspirés par le souffle d'une improvisation frondeuse. Patrick Labrosse

I MUVRINI

A Istres (Bouches-du-Rhône), évang. de l'olivier, le 29. Tél. : (06) 42-56-16-16. A Montélimar, place de la mairie, le 5 juillet. Tél. : (06) 75-01-27-30. Tournée française tout l'été.

Les Muvrini ont choisi le Dôme de Marseille pour lancer leur tournée d'été devant 6 000 spectateurs, avec, en première partie, un ensemble de jeunes Corsais vivant à Marseille, Arietta. De la grande fête de Bercy (*Le Monde* du 27 janvier), ils avaient gardé le décor : la tour génoise ruinée. Au succès de leur dernier album (*Curagiu*, déjà disque d'or), ils ont ajouté quatre nouveaux titres : vision lyrique et tendre (*Chi lu more, Pe Salutu*), optimiste quand même (*Avu*) même si le chant se fait doux-amer (*Un so micra venutu*). L'enthousiasme du partage des rencontres est toujours là, mais le verbe généreux, rassembleur, de Jean-François Bernardini ne tait plus les mises en garde face à l'intolérance qui ruine la Corse et, par-delà, la conception citoyenne dont se réclame ce passeur de rêves. Le message est clair, abrupt. Mais passe-t-il vraiment ? Ce n'est pas si sûr, lorsque sur les mots de la générosité certains scandent, conspués, il est vrai par leurs voisins de gradins, les slogans de l'identité sectaire. I Muvrini rassemble tout ce que la Corse porte de discours retenu, entravé, interdit. Les frères Bernardini tiennent à faire des rendez-vous de l'été 96 autant d'occasions de forums et d'échanges pour que la Corse se pense enfin. Philippe-Jean Catinchi

MUSIQUE
DU MONDEMAURO GIOIA
Piedigrottagioia

Cet album de chansons napolitaines, traitées entre exercice de bel canto et cabaret, est d'abord un spectacle, sophistiqué, coloré, mené par un latin lower faussement timide, amoureux de 78 tours et de Naples la métisse. Bateau dans un groupe de rock, étudiant aux Beaux-Arts, auteur d'un *Manifeste du futurisme chantant* de circonstance, Mauro Gioia est un intellectuel des plaisirs troubles.

La fête de Piedigrotta, célébrée en grande pompe chaque année à Naples, était l'occasion de concours de chansons, art prisé dans la baie. Puisant dans le répertoire de la première moitié du siècle (*Canzoni Appassionate*, *O Guappo Nnamurata*), Mauro Gioia tente de rendre les atmosphères mi-populaires, mi-esthétiques qui régnaient dans le salon Magherita, premier café chantant d'Italie, ouvert à la fin du 19^e siècle. Kitch, précieuses, bonnes à danser, ces chansons interprétées d'une voix de ténor dérapant vers le bal ou le romantisme caricaturé miment l'accordéon, le violon ou le saxophone par le bout du nez. V. Mo. ★ 1 CD Last Call 422A. Distribué par WMD.

DANY BRILLANT
Havana

C'est à La Havane, dans les studios gouvernementaux de l'Egrem, que le champion de la chansonnette années fornicia est allé enregistrer un album destiné à enflammer les Disques d'or précédents. Cigare, costar blanc, cheveux en arrière, moins gominés mais plus latinos, Dany Brilliant, qui a polé certains de ses tics de prononciation, mais pas son côté franco-français, ne doute pas de son influence sur les danseurs du samedi soir.

Coquilles efficaces (« Quand je vois tes yeux, je suis amoureux, quand j'entends ta voix, je suis fou de toi »), musique de dance (mambo, cha-cha bien cuivré) prise sur le vif dans l'ambiance « torride » de la capitale cubaine puis remisée à Paris, ce *Havana* opère comme une lampe de rhum de consommation courante : fort en gueule, rafraîchissant pour le caractère, distillé en nombre. V. Mo. ★ 1 CD WEA 0630-14724-2.

seront décontenancés par cet album trop linéaire. *ABOONECRONE* a été produit par Steve Coe, en compagnie duquel Sheila Chandra avait fondé le groupe Monsoon, qui, jetai les bases, au début des années 80, d'un nouveau courant musical, l'indipop. Après plusieurs albums, Sheila Chandra rejoint le label RealWorld de Peter Gabriel. *ABOONECRONE* constitue le troisième volet d'une trilogie dans laquelle on préférera les deux premiers chapitres, *The Zen Kiss* et *Weaving My Ancestors'Voices*. R. La. ★ 1 CD RealWorld CDRW 56. Distribué par Virgin.

JAZZ

TIM BERNE
Memory Select

Après *Lowlife* et *Poisoned Minds*, tous deux publiés conjointement en 1995, le saxophoniste alto Tim Berne ajoute une troisième trace discographique des concerts donnés en septembre 1994 aux Instants Chavirés de Montreuil. Chacune des soirées avait alors duré près de quatre heures.

Ce sens du temps étiré, que Tim Berne tient, en partie, de son inspirateur avéré Julius Hemphill, et l'évolution des thèmes mettent l'auditeur dans un état d'écoute bien particulier, d'un nouveau *Memory Select* parvient à rendre la nature. Avec Chris Speed au ténor et à la clarinette, Michael Formanek à la contrebasse et Jim Black à la batterie - et le guitariste Marc Ducret en invité permanent -, Tim Berne a fait de *Bloodcount* une des formations les plus intéressantes du moment.

Sa musique aux contours abstraits, laissant, plus que de coutume, une part importante aux propositions des individualités, nécessite l'attention. Ce disque n'est pas de ces agréables choses qui s'échappent rapidement de la mémoire. Il est traversé d'éclats, de joies et de beautés qui sont finalement les plus évidentes des impressions. S. S. ★ 1 CD JMT 514 029-2. Distribué par Polygram.

CLASSIQUE

THE KING'S SINGERS

Semmons and Devotions
Œuvres de Górecki, Tournais, Proke, Turner, Rodney Bennett

Les King's Singers, malgré le renouvellement total, mais progressif, de leur formation, demeurent un ensemble absolument renversant de perfection technique, et cela alors que certaines voix ne sont pas de la plus belle qualité individuelle, ainsi que les quelques interventions solistes de ce disque le confirment. Cependant, qu'ils chantent Josquin des Prés, Luciano Berio ou qu'ils imitent les drums et les trompettes d'un jazz band, ils demeurent d'un chic et d'une cohésion imperturbables.

On sait que cette propension des Britanniques à chanter ensemble, du pub à la salle de concert, est pour beaucoup dans le niveau global des formations vocales d'outre-Manche, que le monde entier envie. Le programme de ce nouveau disque est original et ne compte qu'une erreur : la pièce grossière et sans âme de Vello Tormis, *Päpa ja pokana*, qui se termine comme une chanson des Compagnons de la chanson.

On retiendra le Totus tuus de Górecki, les deux motets de Stravinsky et surtout les deux élégies de John Tavener, d'une simplicité totale mais dont la pureté de ligne touche infiniment et crée un « vide » d'une belle profondeur. L'inspiration composite des *Wymondham chants* de Geoffrey Poole divertit, sans plus, et les *Semmons and Devotions*, de Richard Rodney Bennett, ne feront fuir personne. Cette excellente musique, à l'harmonie souvent fondante, s'inscrit naturellement dans la tradition des *consort songs* de Vaughan-Williams et Finzi. Renaud Machart ★ 1 CD RCA 09026 68255-2.

OISEAU BLEU

Mélodies de Massenet, Delage, Beydts, Gounod
Darym Zimmer (soprano), Gail Sirguy (piano), Solist New-York, Ransom Wilson (direction)

Les Français exilés aux Etats-Unis finissent par être un peu oubliés par leurs compatriotes. La pianiste Gail Sirguy vient d'être rappelée à notre bon souvenir par un disque produit par l'imaginaire label américain New Albion Records. Ce chef de chant, très recherché pour sa connaissance du répertoire français (elle enseigne la mélodie française à la Manhattan School of Music de New York), est de surcroît une excellente musicienne, comme le fait entendre le piano de velours dont elle nimbe le timbre exquis de la soprano Darym Zimmer. Cette chanteuse doit encore tonifier la prononciation de son français - qui est pourtant exact de couleurs -, mais comment résister au charme des *Chansons pour les oiseaux*, de Louis Beydts, ou aux magnifiques mélodies, de Maurice Delage, avec instruments, que Gail Sirguy a eu l'excellente idée de faire graver avant que Felicity Lott ne le fasse (1 CD Nacaria Music 592300). On souhaite qu'un label français - ou une salle de concert - ait l'idée de demander une série de mélodies françaises de cette qualité à M^{me} Sirguy, dont le talent nous manque bien. R. Ma. ★ 1 CD New Albion Records NA078CD.

SAISON DE L'OPERA 1996

74^e Festival

5 juillet - 1 septembre

Deux numéros vous suffisent pour réserver vos places à l'Arena. Celui-ci: 1939+45+8005151 et celui de votre Carte de Crédit.

Carta VISA E O

Meridiana

Le nouveau service Réservations par Téléphone réalisé par l'Ente Arena en collaboration avec la Banque CARIVERONA vous permet de réserver et d'acheter par votre Opéra Préféré. Pour effectuer le paiement il vous suffit de communiquer le numéro de votre carte de crédit. Vous pourrez retirer vos billets à l'Arena le soir du spectacle. C'est pratique, n'est-ce pas?

BAC 1996

Dès la fin des épreuves
retrouvez les corrigés sur Minitel

3617 LMPLUS

France Télécom s'achète un bouquet

Le bouquet numérique TPS prend consistance avec l'entrée en lice de la compagnie de téléphone française, qui épaula France Télévision

La télévision assure une promotion équivalente aux films français et américains

15 films américains contre 4 films français pour TF1 et 18 films américains contre 5 films français pour M6. TF1 équilibre en revanche son temps d'antenne entre films français et films américains, tandis que M6, qui n'a pas de journaux télévisés, ne peut en faire autant.

France 2 couvre mieux également la sortie des films américains (20 films sur 21), mais les films français (7 sur 13) ne sont pas négligés pour autant (4 heures et 47 minutes). Et France 3, qui couvre très peu la sortie des films américains, complète la mission de service public de la 2. Quant à Canal Plus, la couverture est quasi-

Difficile de savoir si les chaînes câblées offrent mieux les films qu'elles ont coproduits au détriment de autres. Les *Arges gardiens* et *Nell* et *M. Arnaud*, coproduits par TF1, ont été parfaitement mis en valeur par les deux chaînes concurrentes France 2 et TF1. Idem pour *L. Garçu*, coproduit par France 2, bien promotionné par TF1. Seulement, le faible intérêt montré par TF1 (4 minutes et demie) pour *Le Hussard sur le toit*, coproduit par France 2 (35 minutes) mais il est vrai qu'Hachette, producteur du film, fut concurrent de Bouygues pour la privatisation de TF1. La Clinquante et Arte, compte tenu de leur ligne éditoriale, pédagogique pour l'une et franco-allemande pour l'autre, jouent un rôle mineur dans la promotion du cinéma.

Yves Marnoux

YM

VENDREDI 28 JUIN

TF1

12.50 A vrai dire. Magazine.

13.00 Journal, Météo, Traffic info.

13.35 Femmes. Magazine.

13.45 Les Feux de l'amour. Feuilleton.

14.30 Dallas. Feuilleton.

15.25 Héros. Feuilleton.

16.00 La guerre des planches. Une famille en or. Jeu.

17.05 Hooker. Série.

18.00 Sydney. Série.

19.00 L'Or à l'appel. Jeu.

19.50 et 20.45 Météo.

20.00 Journal, Traffic info.

20.50

L'AMOUR EST UN JEU D'ENFANT

Téléfilm de Pierre Grimblat (100 min). 501364

Le père de Benjamin est un homme d'affaires. La mère d'Olivia est divorcée. Pour les deux enfants, la solution est toute simple : il faut les marier.

22.30

SANS AUCUN DOUTE

Magazine présenté par Julien Courbet avec la participation de Marie Lezec, maître Didier Beres, les abonnés d'Antenne (110 min). 5008595

0.20 Peter Gunn

Téléfilm de Blake Edwards (90 min). 5989813

Un privé est engagé par un cardinal de la Mafia pour retrouver le coupable du meurtre de son rival, découvert dans sa piscine.

1.50 Journal, Météo.

2.05 et 3.40 Histoire naturelle. 2.55 et 3.30, 4.35TF1. 3.45 et 5.05 Météo.

France 2

12.55 et à 13.40 Météo.

13.50 Journal, Spécial G 7, point route.

14.50 Les Rostes. Séries.

15.00 Le Renard. Série.

16.00 et 5.00 La Chance aux chansons.

16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.

17.30 C'est cool. Série.

18.00 Les Bons Gais. Jeu.

18.45 Qui est qui ? Jeu.

19.20 et 1.55 Studio Gabriel. Invité : Vincent Lindon.

19.50 Journal, Spécial G 7 avec Raymond Barre, A cheval, Météo, Point route.

22.35

LA PEAU DU CHAT

Téléfilm de Jacques Ozonoff avec Pierre Ardin, Claude Crivello, Anne Parillaud (90 min). 291948

0.00 Journal, Météo.

0.20 François Truffaut, portraits vus

Film documentaire de Serge Toubiana et Michel Posner avec la participation de Fanny Ardant, Olivier Assayas (1992, 93 min). 8799208

2.25 Parole de Djane. 3.05 et 3.45 à Sydney (rép.). 4.30 et 5.05 à Sydney

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5
20.00 Fort Boyard.
21.30 J'inaugure
 d'un gourmet.
21.55 Météo
 des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Taratata.
 Invité : Madame Le Papeur
 (France 2 du 27/1/98)
23.50 Alice.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète
19.35 Retour à Samarkand.
 [34] En kasgarie.
21.15 L'histoire oubliée.
 [17/1] Les travailleurs sénégalais.
21.30 Mark Brothers.
 [17/1] Les travailleurs sénégalais.

22.40 Aramits,
 la fête des bergers.
23.25 Claudine et Dédée,
 triennes de poissons.
23.55 ► Place de la
 République (75 min).

Paris Première
20.00 20 h Paris Première.
21.00 ► In the Key
 of Oscar Peterson.
 Documentaire de W. R.
 Cunningham et S. Sweeney.
22.40 Musiques en scènes.
 Invité : Simon Rattle.
23.10 Concert : Pavarotti
 à Hyde Park.
 Enregistré à Londres, en 1997.
 68'25''

France
Supervision
20 30 Volley-hall

22.10 Canoë-kayak.
22.35 Horse-ball.
23.35 Concert : Kent
Enregistré à la Cité
(90 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Fièvres ■
Film de Jean Delannoy
(1942, N, 100 min)

22.10 Cartes sur table ■
Film de Jess Franco
(1965, N, 95 min)

23.45 Turp ■
Film de Irving Crust
(1933, N, V.G., 75 min)

Ciné Cinéma

21.00 Miss Daisy
et son chauffeur ■
Film de Bruce Beresford
(1989, 95 min)

22.35 *Le De*
Sam
Film de
(1991, v

0.20 Punis
Film de
(1989, 95)
Série C
20.45 et 23.45
Cormier
Laisser
21.30 Madag
Spécial
22.30 La Far
Les Ad
23.00 et 1.00
police
La bom
0.30 Vive la

Canal J
20.30 Les En
Embarg
21.20 M.A.S.
La ruse

| | |
|-------------------|------|
| Scott (05 min) | 21.4 |
| | 21.5 |
| | 22.2 |

| | |
|-----------------------|------|
| 58238190 | 22.9 |
| Goldblatt | 23.7 |
| 1654900 | 23.4 |
| | 23.5 |
| | 0.4 |
| o Garrison. marie. | EU |
| t ses filles. | 12.9 |
| ire. | |
| Addams. | 15.4 |
| encantement. | |
| liff, | |
| inelle. | |
| etardement. | |
| (30 min). | |
| | 20.0 |
| my | 21.0 |
| esseurs. | 22.0 |
| de rêve. | 0.0 |

tronique du front.
estimation séries.
ream On.
encontre au lavomarc.

Country Box.
Semaine sur Jimmy.
New York Police Blues.
Road No 54.
Jimmy Summertour.

sport

Formule 1.
direct. Grand Prix de
à Magny-Cours : essai
(10 min). 310211

tennis.
direct. Internationaux
Angleterre à Wimbledon
(60 min). 1817878

Formule 1.
ck-boxing.
nis.
ble position (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTI. 9

22.85 Les Misérables. Film de Jean-Paul Le Chanois (1975, 90 min). Avec Jean Gabin. *Drame.*

25.50 S.O.S. Concorde. Film de Roger Decardo (95 min). Avec James Francœur. *Drame.*

2.60 Les Nervouses Barbares. Film d'Enzo G. Casti (1983, 90 min). Avec Timothy Brent. *Fantastique.*

TSR

20.95 Pas mou, pas bous. Film d'Arthur Hiller (100 min). Avec Gene Wilder, Richard Pryor. *Comédie.*

21.45 C'est ma vie, après tout. Film de John B. Hughes (1982, 95 min). Avec Richard Dreyfuss, John Casses. *Drame.*

23.50 Le Jeune Werther. Film de Jacques Doillon (90 min). Avec Isabelle Jolâ-Bénabib. *Drame.*

22.95 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Chopin, Mendelssohn, von Weber, Schumann. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

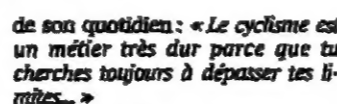
Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Après toute une soirée dédiée à la « Grande Boucle », dimanche 30 juin, Arte propose un superbe portrait du champion italien Fausto Coppi, vendredi 5 juillet.

Dimanche 30 juin, après la première étape, une soirée thématique « Encore un tour » s'ouvre sur « Chacun son tour », un document de Patrick Le Gall, fils d'un ancien commissaire du Tour, qui a déniché quantité d'images inédites des courses d'avant guerre. Suivent trois portraits groupés sous le titre *Les Échappés*. Dans un film-sketch de Jean-Claude Mock, *Poulidor en jaune*, Claude Pélissier revisite le Tour 1964 et ses propres échappées. À 20 heures, c'est au tour d'un autre Poulidor (signé sous le pseudonyme Poulidor) signé sous le pseudonyme Poulidor (signé sous le pseudonyme Poulidor), le 6 juillet, *Poulidor Cour d'été*, de Jean-Pierre Beaurenaud. Deuxième « échappée » : *Miguel recroise Indurain*, de François Landesman. Alors qu'il tente de remporter le Tour pour la cinquième fois consécutive, l'Espagnol, de coutume peu bavard, parle



lienne. Les exploits sportifs, les événements privés et publics s'entrelacent...

Né en 1919, dans une famille

Vendredi 5 juillet, dans « Grand Format », Dominique Jumeau et Jean-Christophe Rosé racontent *Fausto Coppi, une histoire d'Italie 1945-1960*. La souffrance se lit sur chaque plan de ce portrait d'un champion diabolique et intègre. Un passionnant documentaire à voir absolument. Mieux, à enregistrer et à conserver. Un modèle d'intelligence et de poésie. L'incroyable vie de Coppi se déroule devant nos yeux à l'unisson de l'histoire ita-

pauvre du Piémont, Coppi commence à gagner alors que l'Italie est sous le coupe du fascisme. En 1940, il remporte son premier Giro (le Tour d'Italie) devant Gino Bartali. Il accumule titres et records jusqu'en 1953. Le *Campionissimo* est parfaitement représentatif du dualisme italien, ce goût pour la sécession et la discussion. Comme il y a le Nord et le Sud, Don Camillo et le Peppone, Alfa Romeo et Ferrari, Coppi a un adversaire : Gino

Bartali. De 1945 à 1955, les épopées du cyclisme italien sont leurs duels. A toi le Tour d'Italie, à moi le Tour de France, à nous les autres grands classiques. Eux, vaincus, nous sommes la victoire, pour la gloire. Coppi gagnera dix Tours de France, cinq Tours d'Italie, un Paris-Roubaix. Ses jambes longues et sa façon de se plier sur le vélo font son style, fluide et féroce. Certains l'appellent « le prédateur » ou bien « l'aigle ». Il y a aussi l'homme, pur d'esprit, discret, sans doute rétu. Un homme à la santé fragile, souvent accidenté, toujours remonté sur sa machine, pour gagner encore. Pas un mot de trop pour dire une telle vie.

Et les images ! Puisées dans les archives, elles contournent l'homme pour mieux le deviner. Cols valets, descente vertigineuse. Coppi riale, sans pitié. Le record de l'heure est battu devant un parterre vide. Les archives de Faustino Coppi, le fils naturel de Fausto, révèlent l'intimité d'une drôle de famille. Dans l'Italie des années 50 on ne divorçait pas... Fausto Coppi est mort le 2 janvier 1960 d'une maladie mal soignée. Derrière son cercueil, le pays s'est réconcilié.

Bénédicte Mathieu

★ « Encore un tour », Arte, dimanche 30 juin à 20 h 45.

★ ★ **Fausto Coppi, une histoire d'Italie** », Arte, vendredi 5 juillet à 22 h 10. A lire, l'excellent ouvrage de Dominique Jameux : **Fausto Coppi, l'échappée belle. Italie 1945-1960** (Arte Editions Austral, 186 pages, 120 F).

par Agathe Logeart

UNE PERQUISITION, UNE ! Il n'a pas froid aux yeux, le juge Halphen. Cette fois, c'est au domicile privé de Jean Tiberi qu'il s'est rendu pour examiner les papiers que le maître de Paris aurait pu y conserver par devers lui. Bonne ou mauvaise pichenette ? On n'en sait évidemment rien pour le moment. France 2 nous a montré Xavier Tiberi, femme de son maître de mari, et mère d'ex-chargeables attributaires de logements sociaux, qui, souriante, expliquait que le juge s'était montré fort courtois.

A l'entendre, on aurait pu croire qu'ils avaient pris le thé ensemble. Quant à savoir ce que le magistrat avait bien pu trouver en fouillant dans ses tiroirs, elle conseillait sans tire aux journalistes de le demander au juge, avant de s'engouffrer dans sa voiture. Sous-entendu : s'il y a des fuites sur nos petits secrets de famille, il ne faudra pas chercher bien loin pour savoir d'où elles viennent.

Le juge, lui, se protégeait comme il pouvait de la meute qui était venue l'attendre. Il ne bénéficiait d'aucun service d'ordre, contrairement à l'habitude, et le commentateur de France 2 laissait entendre que s'il se déplaçait ainsi tout seul, uniquement accompagné de sa girlfriend, c'est qu'un différend l'opposait à la police.

Avait-il voulu agir sans que les plus hautes autorités de l'Etat aient été immédiatement prévenues de sa démarche? Cela en avait tout l'air. Aussi était-on très intéressé par les commentaires que ferait sur cette affaire - et sur bien d'autres - le garde des sceaux, Jacques Toubon, que la

rédaction de TF1 avait eu la bonne idée d'inviter dans son journal de 20 heures. Officiellement, il s'agissait de l'entendre sur le thème plan de modernisation de la justice élaboré par les têtes pensantes de la Place Vendôme. PPDA se lança.

Tels écarts, la première question sur la gène éventuelle que pourrait ressentir le ministre de la justice, par ailleurs adjoint au maire de Paris, à conduire l'action publique dans un dossier aussi délicat, ne nous empêchent pas de retrouver l'esquisse sans quoi s'aurait momentané sans interlocuteur ne jugé bon d'oser la moindre contradiction. Les affaires ? Eh bien, oui, il y en a. Et — croix de bois, croix de fer... — il ne faudrait pas compter sur lui pour y mettre son grain de sel. Les juges enquent en toute indépendance. Ceux qui prétendent le contraire sont, à force de dénigrer ainsi le fonctionnement de l'institution judiciaire, ce pilier de la démocratie, les ennemis de ce pays même dédaignant de se donner la peine d'ordre moral, qui, au nom d'un prétendu souci de transparence, se font en réalité les alliés de l'extrême droite. CQFD.

Le saucissonnage des affaires, la mise à l'écart de juges gênants par le biais de promotions insérées, les classements sans suite des dossiers impliquant des amis politiques, les instructions savamment ralenties, il n'en fut pas question. On se pinçait pour y croire. Ce n'était pas une interview, c'était un spot publicitaire. Mais PPDA n'a jamais dû entendre parler des publicités mensongères.

Radio

France-Culture

19.32 Poésie sur parole.
Rochat Gabrielle Athén.

20.00 Le Temps de la danse.
Special Flamenco.

20.30 Photo-porcu.
Hans Holand, chronique et poèmes de l'océan.

20.45 Fiction: Le nouveau répertoire dramatique (réf.). Aurélie, ma sœur, de Marie Labèque.

22.35 Musique:
L'Air du temps.
V-Y-C encore un chanteur dans la salle ?

0.05 Fiction: Tard dans la nuit. Petits crimes japonais; L'Amour, le mariage, la mort; Les Nuits de Hishimura; 0.55 Chronique du bel des heures; 1.00 Les Nuits France-Culture; Les Nuits du monde; Les Nuits de la musique; 2.55, Hymn by voices.

France-Musique
19.30 Opéra.
Festival d'été Eurobradio.
Donné en direct de l'Opéra
national de Paris, par le
Chœur, Denis Dubois, chef
de chœur et l'Orchestre de
l'Opéra national de Paris, dir.
Carlo Rizzi : Norma, de
Bellini, opéra en deux actes.
Livret de Felice Romani,

23.05 Le bel automn'naul
Portrait de Philippe Manoussakis pour Tokyo, de Manjany, par l'Ensemble de musique contemporaine de Moscou, dir. Aleksei Vinogradov.

1.00 Les Nuits de France-Musique

Radio-Classique

20.40 Théophile Gautier et la consanguine.
Lesoprin, pdaude, de Wagner, par l'Orchestre Philharmonia, dir. D. Klementyev ; Trio n° 1 de Beethoven, par le Trio Potemsky ; Procension nocturne, de Liszt ; Les Nuits d'été, de Berlioz, par l'Orchestre de la Suisse Romande, dir. Ansermet ; Réquiem Crespign, soprano ;

Paris Première

19.35 Stars en stock.
Jane Fonda.
20.00 Golf en capitale.
20.30 Le Cadre Noir
de Saumur.
22.00 Concert :
Aretha Franklin.
Enregistré au Palais des sports
de Paris, en 1977. (60 min).

23.00 Paris dernière.
23.55 No One Is Innocent.
De Patrick Swayze.
0.20 Concert :
Terence Blanchard
(85 min). 5584847

France
Supervision

Super Vision!
19.50 et 22.25, 23.00 L'Été

Ciné Cinémas
20.30 Le Vent de la colère.
Téléfilm américain de Fielder
Cook
(1987, 90 min). 784790
22.00 Alexandre Trauner.

23.05 **Flag**
Film de Jacques Sauti
(1987, 105 min). 2882730

Série Club

19.35 **Agence Acapulco.**
20.45 **Miami Vice.**
Le retour du fils.
22.15 **Les Têtes brûlées.**

Alente au Pinçon.
23.00 **La Loi selon Marc Clair.**
Autodéfense.
23.50 **Les Evasions célèbres.**
Lattade ou l'enlèvement de
vivre.

Canal Jimmy
21.00 **Earth Two.** Morganite.

21.50 Friends. Celui qui était
comme tous les autres.

Les films sur les chaînes européennes
TSR
20.35 Le Saigneur de la peur. Film de Henri-Georges Clouzot (1953, N., 0 min). Avec Yves Montand. Drame.

Rendez-vous
8.30 Europe 1

13.30 Europe 1
Il était une fois Musicoram.
Charles Trenet.

diagnostics de l'internet à Montréal.

22.00 Da Capo. Œuvres de Bart
Hindemith, Beethoven. 8.00 L
Nuits de Radio-Classique.

malentendants.

صوتنا من الامل

« Janvier, janvier ! »

par Pierre Georges

ADIEU tête de veau, vache, si non cochon et couvée ! Ce veau que Grimoire de la Reynière estimait « disposé à toutes les métamorphoses comme caméléon des cuisines » ne prêtera plus son chef à l'art culinaire.

Interdite désormais la tête de veau. Sous toutes ses formes, en tous ses agréments et dans tous ses atours. Interdite d'affichage aux états des boucheries, avec ou sans persil dans les narines. Interdite de table, même présidentielle. Interdite aux banquets républicains et régicides, chaque 21 janvier, à la santé, si l'on ose dire, de Louis XVI le décollé.

Ni tête, « mets aussi salubre qu'olimentueux », ni ris de veau et autres « issues » selon le terme ancien. La prohibition est décrétée. Les interdits sont spécifiés. Ces pauvres bêtes qui n'avaient rien demandé à personne, innocentes comme le veau qui vient de naître, sont désormais condamnées comme le pauvre Capet, à être sans tête.

Bien sûr, il y aura des inconnus, des rebelles. Non parmi les veaux, mais parmi les hommes, peut-être même un marché noir. Des adresses qu'on se refilera en douce, le culte secret de la tête du veau d'or. Et de sombres et nocturnes traversées, dans les rues de Paris ou d'ailleurs, des lourdes valises pleines de têtes dans des torchons sanglants et d'étranges cris à la Gabbini : « Janvier, janvier ! »

Parigots, têtes de veaux ! Oui, résistez. La résistance va s'organiser contre cette tyrannie ordinaire et prémonitrice. Les gastronomes vont prendre le maquis. Car s'il leur faut mourir d'une mort spongieuse autant qu'elle soit le fruit d'un plaisir défendu. Dans leur célébration d'un culte étrange et suicidaire, les adorateurs de la Tête de veau vivront

dangereusement, héros admirables du coup de fourchette. 2001 odyssée de la saute gribiche !

Non, dans cette affaire, si l'on devait plaindre quelqu'un, ce serait bien le boucher et quel qu'autre le veau. Car voici l'embarras désormais créé : l'un aura une tête, l'autre n'en aura plus. Sans que cela avantage quelconque. Sauf à inventer au plus vite et par quelque manipulation génétique abracadabrante, le veau sans tête, ou voit mal que faire de ces chefs inutiles et inutilisables. A moins évidemment d'en faire des farines animales. Mais ce serait la pire des solutions, la plus surréaliste aussi, comme le veau sans tête qui se mordrait la queue !

Tout cela pour des farines. Et pour des farines qui n'en méritent pas le nom. Car avant que d'être une folle scientifique, l'appellation même de « farine » pour qualifier des résidus animaux est une pure hérésie étymologique. Une usurpation de nom et de contenu, une falsification d'appellation.

Dans son infinie sagesse, la langue, elle, a ses racines et s'y tient. D'où vient le mot « farine » sinon du mot latin *farina*, lui-même né du mot *far*, le blé et par extension les céréales. Un nom n'est pas fait que pour dire les choses. Mais pour les signifier, profondément, au-delà du langage, dans le sens commun.

Si veau, vache, cochon et couvée avaient vraiment mangé d'étymologiques farines, nous n'en serions pas là. Mais ce que l'on a cru pouvoir leur administrer, ces poudres de viande, n'était, hélas, pas de « la même farine » !

Cette chronique reprendra dans Le Monde daté du 16 juillet.

Un « collectif » conteste les subventions votées pour la visite du pape en France

Une opposition au séjour de Jean Paul II en septembre se dessine

UN MOUVEMENT d'opposition à la visite du pape en France, prévue du 19 au 22 septembre, tente de s'organiser au plan national. Une rencontre devait réunir, samedi 29 juin près de Tours, des « collectifs » déjà constitués à Reims, Lorient, Lille ou Poitiers, ainsi que le Réseau Voltaire, des militants du Planning familial et de la Libre Pensée. Un appel sera lancé en vue d'une manifestation nationale à Tours le samedi 21 septembre, jour de la visite du pape dans cette ville.

Deux courants principaux – ultra-laïque et libertaire – se partagent ce mouvement de contestation. Ils mènent bataille, d'abord, à propos du financement de l'accueil du pape dans l'Ouest de la France, entre autres à Tours, et à Reims. Un point a été marqué à Reims où une association laïque a obtenu du tribunal administratif l'annulation d'une délibération du conseil municipal visant principalement au financement d'un podium pour la messe que Jean Paul II devrait célébrer le 22 septembre (1,5 million de francs). Mais avant même ce jugement, Jean Falala, maire RPR de Reims, avait annulé cette délibération.

Cette « guerre » des subventions risque de se déplacer vers l'Ouest, où le comité d'organisation groupant des représentants de douze diocèses fait face à un déficit de l'ordre de 1,5 million de francs (pour un budget prévisionnel de dépenses de 7,5 millions de francs) que la collectivité devrait combler. Présidé par Philippe de Villiers, le conseil général de Vendée – où le pape se rendra le 19 septembre pour une visite de dévotion à Louis-Marie Grignon de Montfort, dans la ville de Saint-Laurent-sur-Sèvre – vient de voter une subvention de 300.000 francs. Le département du Finistère a déposé la même somme. Vendredi 20 septembre, le pape sera l'hôte du Morbihan, à Sainte-Anne-d'Auray, où 200.000 fidèles au moins sont attendus et le département a promis une aide de 1,5 million de francs.

Ce n'est pas tout. Le conseil régional des Pays de la Loire a décidé d'accorder une subvention de 100.000 francs au comité d'organisation de la visite du pape, dont le siège est à Vannes. Ce comité devrait réunir tous ces concours pour les affecter à des dépenses non directement liées au culte comme l'aménagement de parkings ou d'installations de télécommunication. Toutefois, ces engagements financiers ont soulevé les réserves

d'élus. Un recours devait être déposé contre le conseil régional au tribunal administratif de Nantes par des associations proches du Parti socialiste.

Deux courants principaux – ultra-laïque et libertaire – mènent bataille

A Tours, où Jean Paul II résidera pendant trois nuits, la polémique porte sur des « subventions » qu'aurait accordé le conseil général d'Indre-et-Loire et le conseil municipal de Tours, qui s'élèvent à 1,5 million de francs chacune. Mais M^r Honoré, archevêque de Tours, vient de déclarer qu'il s'agissait de subventions, qu'il n'a jamais demandées à la collectivité. Les sommes évoquées font partie de dépenses d'aménagement, de rénovation et de restauration (aménagement de la basilique de Tours, de la zone piétonne voisine et l'illumination de la cathédrale), à la charge de la commune et du département. Ces dépenses étaient prévues de longue date. La visite du pape permet seulement de les accélérer.

En se battant sur le terrain de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le « collectif » conteste la visite du pape en France soulevée aussi des questions fort classiques, déjà posées lors des quatre premières visites de Jean Paul II en France. Pour l'accueil du chef de l'Eglise catholique, qui est aussi chef d'Etat (le Saint-Siège), les dépenses de protocole, de vol, de communication et de sécurité doivent-elles être considérées comme des subventions à un culte ? Ou l'Etat ne fait-il que remplir ses obligations, comme à Lyon pour l'accueil du sommet du G7 ? Une juste appréciation sur les dépenses engagées à l'occasion de la visite du pape devrait également prendre en compte les retombées touristiques et commerciales de l'événement dans des lieux comme Sainte-Anne-d'Auray, la région de Tours ou de Reims.

A trois mois de l'arrivée du pape en France, il est encore difficile de prévoir quel tour prendra cette contestation et son éventuel succès. Cela dépendra de l'éventuelle greffe entre des revendications inspirées par une conception stricte de la laïcité et les questions critiques

La révision de l'affaire Seznec est rejetée

APRÈS sept années de procédure, la commission de révision des condamnations pénales a rejeté, vendredi 28 juin, la requête de Denis Le Her-Seznec visant à obtenir la révision du procès de son grand-père, Guillaume Seznec. A la lecture de cette décision, quelques personnes dans le public ont crié « Honte à la France ! », « Ordures ! ».

Condamné aux travaux forcés à perpétuité, le 4 novembre 1924, par la cour d'assises du Finistère pour le meurtre du conseiller général Pierre Quémener disparu en mai 1923, Guillaume Seznec a toujours clamé son innocence. Après vingt-trois ans de bagne, il fut gracié en 1947 et revint en France pour y mourir sept ans plus tard, à l'âge de soixante-seize ans.

A l'appui de sa demande, M. Le Her-Seznec produit le témoignage d'une employée d'un vendeur de machines à écrire aujourd'hui octogénaire, qui affirme avoir, à l'époque, désigné sous la pression de la police Guillaume Seznec comme l'acheteur d'une machine à écrire, principale pièce à conviction.

Henri Tiney

Jean-Michel Dumay

UN LIVRE DENSE, PERSONNEL, STIMULANT. POUR ARRIVER EN VACANCES À COMPRENDRE CETTE FIN DE SIECLE.



« Au-delà d'un témoignage personnel, Jean Daniel nous fait traverser les siècles de manière lumineuse, d'Abraham à Khoméni. » (Robert Solé, *le Monde*)

« Incarnation même de l'humanisme religieux, Jean Daniel chante l'incroyance religieuse à travers toute une série d'analyses toujours intelligentes et subtiles de la tradition et de la modernité, de la grâce et de l'élection, de l'innocence et de l'illusion. » (Jean d'Ormesson, *le Figaro*)

« La sincérité de l'interrogation donne tout son prix à une méditation où les inquiétudes personnelles – exprimées avec la sensibilité, la culture et le talent que l'on connaît à Jean Daniel – rejoignent celles de notre temps qui voit réemerge de façon massive et multiforme le souci du divin. » (Alain Pons, *l'Express*)

« Jean Daniel jette un regard lucide et réfléchi sur la question qui, entre toutes, semble marquer cette fin de millénaire : l'homme peut-il vivre dans sa liberté pure, dans l'absence de sacré et la privation de Dieu ? [...] Un livre amusant et profond. » (Luc Ferry, *le Point*)

« Sur certains points essentiels, je souhaite au livre de Jean Daniel le maximum de lecteurs. » (Cardinal Lustiger, *Franco-Culture*)

« Dans ce livre de quelqu'un qui se dit incroyant, je ne sais ce qu'il faut admirer le plus : une scrupuleuse honnêteté intellectuelle, votre sens très fin de l'analyse philosophique et théologique ou une exigence de spiritualité digne de l'enjeu que l'auteur s'est fixé à lui-même. » (Grand Rabbini René-Samuel Strat)

ARLÉA

DÉPÊCHES

■ ARGENT. La Banque de France a réduit d'un seizième de point, vendredi 28 juin, le niveau de l'argent au jour le jour, ramené de 3,75 % à 3,69 %. Ce taux était inchangé depuis le 26 avril. La fermeté du franc face à la monnaie allemande et le ralentissement de la croissance expliquent cette décision.

■ BOSNIE. Deux militaires français ont été tués et neuf blessés lors d'un accident de la circulation qui s'est produit, jeudi 27 juin, vers 16 heures, sur le mont Igman, à vingt kilomètres au sud-ouest de Sarajevo, a annoncé, vendredi 28 à Paris, le ministère de la défense. – (AFP)

■ TURQUIE. Necmettin Erbakan, le chef du Parti de la prospérité (Refah, islamiste), chargé le 7 juin de créer un nouveau gouvernement, serait sur le point de former une coalition avec le Parti de la juste voie (DYP) de Tanju Ciller, indique la presse turque du vendredi 28 juin. – (Corresp.)

■ MUSIQUE. Bob Dylan ne participera pas au concert de clôture du sommet du G7 samedi 29 juin à Lyon. Le chanteur doit se produire le même jour, à Londres, dans le cadre d'un concert donné au profit du Prince's Trust, association caritative présidée par le prince Charles. Bob Dylan sera remplacé par Al Jarreau.

La FASP demande à la justice l'interdiction du syndicat FN-Police

LA FÉDÉRATION autonome des syndicats de police (FASP, principale organisation de policiers en tenue) a chargé ses avocats d'engager une procédure judiciaire visant à dénier au FN-Police le droit de continuer à être un syndicat policier. La Fédération souligne, pour expliquer sa démarche, la proximité des liens entre le parti de Jean-Marie Le Pen et le syndicat Front national-Police.

L'initiative de la FASP intervient après que le tribunal de grande instance de Nanterre a interdit au syndicat FN-RATP de se prévaloir de « la qualité de syndicat professionnel » (*Le Monde* du 10 juin). La direction de la Régie et la CFDT avaient saisi la justice afin de s'opposer à la création de cette éna-

nation du Front national dans l'entreprise de transports, fin mars, quatre mois après l'apparition d'un syndicat FN dans la police.

L'entrisme du parti de M. Le Pen dans la police s'est opéré à visage découvert. « FN-Police, un syndicat différent, se réclamant des valeurs du courant national et donc décidé à dire tout haut ce que nos collègues disent tout bas. Et ça, c'est mobilisateur. Surtout dans notre corporation ! », écrit le président et fondateur du Front national de la police (FNP), Jean-Paul Laurendeau, dans le premier numéro du journal de son organisation *Le Policier français*. Cette publication a été lancée le 1^{er} mai, « jour de la fête de Jeanne d'Arc et du Travail ». Le

même jour, les responsables du FNP et du FN-RATP défilent aux côtés des membres du parti de Jean-Marie Le Pen. « Tout engagement syndical revêt un caractère politique, note encore dans son journal M. Laurendeau, qui a été élu conseiller municipal sur une liste du FN aux dernières élections dans l'Essonne. Et puis, le FNP n'a pas plus de liens avec le FN que la CGT n'en a avec le PCF ! »

UNE ASSOCIATION

La FASP avait déjà demandé à l'administration de la police que le FNP – premier syndicat policier à utiliser un sigle de parti politique et à être ouvertement soutenu par celui-ci – ne puisse se présenter aux élections professionnelles de décembre 1995. Mais la direction générale de la police avait considéré, après consultation du Conseil d'Etat, que les statuts purement syndicaux du FNP étaient juridiquement acceptables.

Lors de ces élections, le syndicat d'extrême droite avait réussi une percée (7,4 % des voix, quelques semaines après sa création) et obtenu un siège à l'instance paritaire centrale de la police nationale. Deux mois plus tard, le FNP a saisi le tribunal administratif de Paris d'un recours qui, relevant des disparités de suffrages selon les régions, évoque des « irrégularités » pour obtenir l'annulation du scrutin. Afin de rallier à son action des

membres non-policiers du parti de Jean-Marie Le Pen, le FNP s'est doté récemment d'une association, Les Amis du Front national de la police. Présidée par Damien Bariller, jeune conseiller régional du FN en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et bras droit de Bruno Mégret, cette association veut « se battre » aux côtés des policiers du FNP, écrit Damien Bariller dans *Le Policier français* : « Vous seuls, avec l'aide de tous les patriotes, pourrez nous permettre demain de vivre enfin bien chez nous, en France. » L'association ne cache pas ses relations avec le parti d'extrême droite, occupant dans les Hauts-de-Seine des locaux qui jouxtent, dans un immeuble de Saint-Cloud, ceux du siège national du FN.

Les avocats de la FASP, M^r Christine Sigaut-Corneaux et Francis Jacob, nous ont indiqué qu'ils vont s'appuyer sur le cas de la RATP pour « engager incessamment, sur la même base, une procédure en vue de faire dire qu'il n'est pas possible pour le Front national, à la fois, d'avoir un syndicat et d'être une organisation politique. » La première chambre civile du tribunal de Nanterre avait jugé, le 7 juin, que « le syndicat professionnel FN-RATP privilégie l'action politique », alors qu'il « n'est pas fictif (pour un syndicat) de se servir de l'action syndicale à des fins politiques ».

Erich Inciyan

BOURSE

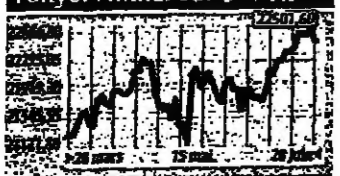
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 28 juin, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 2250,40 -0,73 +13,40
Hong Kong Index 11022,50 -0,52 +10,04

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Cours au 28/6 28/6 28/6
Paris CAC 40 2112,85 -0,22 +12,87
Londres FT 100 3684,90 -0,29 -0,11
Zurich 156,48 -0,16 +16,48
Milan MIB 30 20,40 -0,20 +20,40
Frankfurt Dax 30 2553,17 -0,80 +13,27
Bruxelles 112,42 -0,12 +12,42
Suisse SMI 2,38 -0,12 +2,38
Madrid Ibex 35 16,49 -0,12 +16,49
Amsterdam CBS 18,50 -0,12 +18,50

Tirage du Monde daté vendredi 28 juin 1996 : 486 530 exemplaires